

Dynamiques socio-économiques territoriales de Finhaut (1860-2010)

Working Paper N° 2 - 2014

Delphine Guex

Août 2014

Cette publication présente la première étape d'un projet de recherche « *Entre abîme et métamorphose. Une approche interdisciplinaire du développement des stations touristiques* » financé par le Fonds National de la Recherche Scientifique (FNS, subside N° CR11I1_135390) et le Canton du Valais. L'équipe de recherche est composée du Prof. Mathis Stock (responsable du projet, IUKB, Institut Universitaire Kurt Bösch), des Prof. Christophe Clivaz, Prof. Frédéric Darbellay, Dr. Leïla Kébir et Prof. Stéphane Nahrath (IUKB, Institut Universitaire Kurt Bösch), du Prof. Olivier Crevoisier (UNINE, Université de Neuchâtel) et des doctorants Delphine Guex (UNINE, Université de Neuchâtel), Johann Roy (IUKB, Institut Universitaire Kurt Bösch) et Géraldine Sauthier (IUKB, Institut Universitaire Kurt Bösch).

GRET – Groupe de Recherche en Economie Territoriale

Institut de Sociologie

Université de Neuchâtel – Suisse

Fbg de l'Hôpital 27

2000 Neuchâtel – Suisse

delphine.guex@unine.ch

Table des matières

Avant-propos : présentation du projet <i>Entre Abîme et Métamorphose</i>	1
<i>Objectifs de la recherche</i>	1
<i>Cadre conceptuel du projet</i>	2
<i>Hypothèses de recherche</i>	3
<i>Design de recherche et méthodologie</i>	4
Introduction.....	6
A propos du cadre théorique	6
A propos de l'analyse de cas	7
1. Cadre théorique.....	8
1.1. Dynamiques monétaires.....	9
A. Théorie de la base	9
B. Théorie de l'urbanisation	10
C. Economie présentielle.....	12
D. Les trois « étages » de la vie économique	14
1.2. Dynamiques de connaissances.....	15
A. Complexité et fongibilité.....	16
B. Connaissances substantives et connaissances signifiantes.....	17
1.3. Dynamique socio-économique territoriale	18
1.4. Méthodologie et sources.....	20
2. Analyse de cas	20
Tourisme et situation économique : quelques repères	20
2.1. 1860-1914 : Entrée dans l'économie de marché d'une partie du système territorial de Finhaut grâce à une dynamique présentielle.....	24
2.1.1. La rente de situation.....	28
A. Semi-monopole routier : Vernayaz-Salvan-Finhaut-Châtelard face à la Forclaz-Tête- Noire	28
B. Monopole ferroviaire : le Martigny-Châtelard	29
2.1.2. Revenus basiques présentiels	32
2.1.2.1. L'hôtellerie.....	32
2.1.2.2. Les restaurants	35
L'hôtel des Alpes, le Col de la Gueulaz et le Fort de la Madeleine.....	35
L'hôtel du Perron et le café Emosson.....	37

2.1.2.3.	L'ascendance de quelques familles	38
	Les frères Lonfat	38
	L'hôtel Suisse	39
2.1.3.	Revenus induits et urbanisation	41
2.2.	1914-2010 : De la rente de situation à la rente hydroélectrique	48
2.2.1.	La rente de situation	51
2.2.2.	Décroissance conjointe des activités de séjour et de proximité	54
A.	L'hébergement : flux basiques faibles et à faible valeur ajoutée	55
	L'hôtellerie de transit	57
	L'hôtellerie de séjour individuel	58
	Préventoriums	61
	Colonies	64
	Chalets et appartements	65
B.	Cafés, restaurants et bazars comme base sauvegardée	67
C.	Infrastructures attractives	69
	La Société de développement	70
	SATEB	74
	Sports d'hiver et remontées mécaniques	76
	Piscine	78
	Emosson	80
2.2.3.	Exploitation de la rente territoriale	81
A.	L'hydroélectricité	82
	Barberine	83
	Vieux-Emosson	87
	Emosson	88
	Nant de Drance	88
	Le retour de la concession de Barberine	91
B.	La résidence	94
3.	Conclusion et synthèse	97
3.1.	Conclusions théoriques	97
3.2.	Synthèse de l'analyse de cas	101
	Bibliographie	109
	Littérature théorique	109
	Economie territoriale, développement régional, innovation	109

Tourisme.....	110
Sources	111
Littérature secondaire	111
Journaux, périodiques	112
Statistiques	114
Lois, règlements, décrets, arrêtés	114
Divers.....	115
Archives	115
Archives de Finhaut	115
Archives de l'Etat du Valais, Sion.....	115
Sites Internet	115
Figures	116
Tableaux	119
Annexe	119

Avant-propos : présentation du projet *Entre Abîme et Métamorphose*¹

Objectifs de la recherche

L'analyse des trajectoires de développement historique des lieux touristiques constitue un sujet d'étude vaste et complexe. Cette problématique forme le cœur de ce projet de recherche, intitulé *Entre abîme et métamorphose : une approche interdisciplinaire du développement des stations touristiques* et financé par le Fonds National Suisse pour la recherche (subside n°CR11I1_135390) et le Canton du Valais. L'objectif principal est l'identification des différents éléments susceptibles d'expliquer les trajectoires historiques de développement des stations touristiques. De manière idéal-typique, nous identifions trois types de trajectoire :

- Le *relais*, qui se caractérise par la pérennisation du caractère dominant de la fonction touristique du lieu, grâce à de constants processus d'innovation et d'adaptation de la qualité du lieu et de l'offre touristique. La station réussit à passer le *relais* entre les pratiques qui se succèdent : tourisme estival puis hivernal, station de villégiature puis station de cure, etc. Le lieu se transforme mais conserve son caractère touristique. La touristicité du lieu est sans cesse reproduite, voire accrue, grâce à une capacité élevée de capitalisation des avantages touristiques concurrentiels du lieu.
- La *métamorphose*, qui correspond à ce que l'on pourrait appeler une « sortie réussie » du tourisme, via une diversification socioéconomique. On assiste à une reconfiguration progressive de la fonction économique dominante. La station touristique change de statut et de forme pour évoluer vers un lieu où le tourisme, s'il est toujours présent, n'est dorénavant plus la première fonction économique. Le plus souvent, la station évolue vers une ville grâce à un accroissement de son urbanisation.
- L'*abîme* dépeint le cas d'une trajectoire de déclin, avec un affaiblissement voire même la disparition de la fonction touristique, sans qu'une stratégie de développement alternative existe ou puisse être concrétisée. Le résultat d'un tel processus consiste à l'émergence de ce que l'on pourrait nommer comme des « friches touristiques ».

Notre projet a alors pour objectifs de répondre aux questions principales suivantes :

- Comment et pourquoi certaines stations touristiques parviennent-elles à rester touristiques sur la longue durée (trajectoire de *relais*), tandis que d'autres déclinent (trajectoire d'*abîme*) ou évoluent vers des lieux qui, économiquement, ne reposent plus en premier lieu sur le tourisme (trajectoire de *métamorphose*) ?
- Comment se fait-il que certains lieux anciennement mis en tourisme arrivent, respectivement n'arrivent pas, à maintenir leur touristicité dans un contexte de transformation sociétale profonde ?
- Quels sont les principaux éléments sociaux, spatiaux, politiques, économiques, symboliques et environnementaux permettant d'expliquer les différentes trajectoires de développement historique des stations touristiques entre la fin du XIXe siècle et aujourd'hui ?
- Quelles sont les conditions pour une sortie réussie du tourisme par reconversion de la fonction touristique en d'autres fonctions socio-économiques ?

Pour répondre à ces questions, un cadre analytique et explicatif original a été défini : le *Capital Touristique*.

¹ Ce premier chapitre s'appuie sur les deux articles suivants : Clivaz, Nahrath, and Stock (2011) et Darbellay, Clivaz, Nahrath, and Stock (2011), ainsi que sur la requête déposée au FNS (Stock et al., 2011)

Cadre conceptuel du projet

Dans le but de mieux comprendre et d'expliquer les différentes trajectoires des stations touristiques définies plus haut (*relais, métamorphose, abîme*), nous avons défini une notion nouvelle et interdisciplinaire : le *Capital Touristique* d'une station. Celui-ci fonctionne alors comme une variable centrale permettant de comprendre les évolutions et les variations sur le long terme des trajectoires de développement des stations touristiques. Nous définissons le *Capital Touristique* comme

« l'ensemble des caractéristiques d'une station donnée qui couvrent les dimensions suivantes : la dimension *spatiale* (localisation, urbanité, qualité des lieux, condition d'habitabilité, etc.), la dimension *politique* (structures de gouvernance et de pouvoir, capacité de leadership politique, efficience des politiques publiques, etc.), *monétaire* (capacité d'investissement, capital économique immobilisé), *ressourcielle* (état de l'environnement et des ressources naturelles, infrastructurelles et paysagères), *réputationnelle* (image de la station, stratégie de communication et positionnement symbolique), ainsi que de la dimension *cognitive* (connaissances et innovation) » (Darbellay et al., 2011).

Autrement dit, le *Capital Touristique* est un ensemble d'éléments en interaction qui assurent le positionnement de la station par rapport aux lieux touristiques concurrents, formant alors ce que l'on pourrait désigner, dans le langage de Pierre Bourdieu (1984, 1992), un *champ touristique*. Les différents composants de ce *Capital Touristique* peuvent être regroupés en trois régimes, chacun contenant deux sous-capitaux. Le *Régime d'habitabilité* se rattache à l'ordre spatial de la station et à la manière dont les différents acteurs construisent l'espace touristique au cours du temps. Il est composé de deux éléments : le *capital urbain*, soit la qualité urbaine du lieu, et le *capital réputationnel*, c'est-à-dire l'image de marque de la station et les stratégies communicationnelles mises en place. Ensuite, le *Régime d'accumulation socio-économique* est constitué du *capital monétaire*, représentant l'ensemble des investissements, de l'épargne et des profits réalisés, et du *capital connaissances*, qui comprend les processus d'apprentissage et de diffusion de la connaissance. Et le *Régime politique* est composé du *capital gouvernance*, soit la configuration des acteurs économiques et politiques ainsi que leur capacité à coopérer dans l'optique de la gestion d'un territoire, et du *capital ressourciel*, recouvrant le mode de gestion des ressources biophysiques, infrastructurelles, culturelles ou esthétiques qui sont utilisées dans le cadre de l'activité touristique.

L'hypothèse de base de cette recherche est la suivante : la bifurcation des trajectoires de développement des stations touristiques s'explique par la capacité variable des stations à accumuler du *Capital Touristique*. Autrement dit, la présence, ou non, ainsi que le degré de présence des diverses composantes de ce capital permettent d'éclairer la trajectoire prise par le lieu.

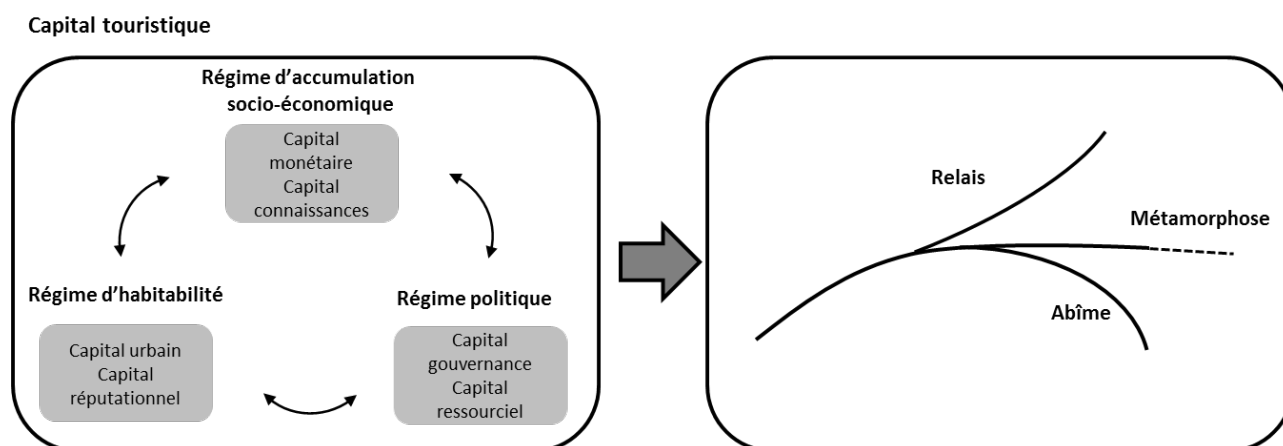


Figure 1. Les six sous-capitaux et les trois trajectoires. Source : Stock et al. (2011)

Hypothèses de recherche

A titre exploratoire et afin de guider les études de cas, nous formulons trois hypothèses générales concernant les effets du volume et de la structure du *Capital Touristique*² sur chacune des trajectoires de développement touristique.

Hypothèse 1 : Une trajectoire de relais dépend de la capacité à reproduire un volume global élevé de capital touristique ainsi qu'une structure équilibrée entre les six sous-capitaux. L'une des conditions de base pour cette reproduction du capital touristique est la présence, sur la longue durée, d'un régime urbain s'appuyant sur un projet politique capable de combiner des objectifs de maintien d'un haut degré d'habitabilité, de mise en place et de maintien d'un régime institutionnel de gestion durable des principaux stocks de ressources nécessaires au tourisme et de production et diffusion d'une image touristique valorisée de la station. Cette reproduction du capital touristique se fait toujours en direction du tourisme. L'infrastructure touristique est sans cesse recyclée et reste disponible pour la réalisation de projets touristiques devenant de plus en plus hétérogènes au cours du temps. Cela permet alors une invention continue de nouvelles pratiques touristiques qui garantissent une rentabilité susceptible de convaincre les détenteurs du capital monétaire d'investir dans le lieu. Ainsi, la pérennité du tourisme dans certaines stations telles que Aspen, Chamonix, St-Tropez ou Zermatt, peut être expliquée par le maintien d'un capital touristique élevé.

Hypothèse 2 : Une trajectoire de métamorphose est le résultat de la conversion du capital touristique, respectivement d'un certain nombre de capitaux le composant, en d'autres formes de capitaux ou d'autres activités socioéconomiques. En particulier, la reconversion du capital urbain accumulé (centralité et urbanité) et du capital connaissances (milieux innovateurs) sert de fondement au développement d'une nouvelle activité économique qui n'est plus le tourisme. De plus, cette bifurcation de la trajectoire de relais dépend fortement des objectifs poursuivis par le régime urbain ainsi que de l'état des stocks de ressources. Dès lors, un volume global élevé de capital touristique associé à une structure déséquilibrée des six sous-capitaux au sein de laquelle les capitaux gouvernance,

² Pour une caractérisation plus précise du *Capital Touristique*, son volume et sa structure, voir l'article (Darbellay et al., 2011).

connaissances et urbain restent élevés tandis que ceux ressourciel et réputationnel sont en baisse, mène à une trajectoire de métamorphose.

Hypothèse 3 : Une trajectoire d'abîme résulte d'une baisse importante du volume global du capital touristique, avec l'effondrement plus ou moins conjoint des six sous-capitaux et surtout leur non-reconvertibilité en d'autres formes de capitaux ou d'autres types d'activités alternatives, par exemple en capital urbain ou économique qui permettrait d'aboutir à une métamorphose. Un abîme peut par exemple être le résultat d'un processus d'effondrement à de multiples niveaux : effondrement de la clientèle, de la rentabilité et donc des investissements financiers, mauvaise gestion des ressources biophysiques, infrastructurelles et paysagères, détérioration de la qualité du lieu (par exemple, trop de trafic automobile, pas de services de transport adapté, etc.), image négative de la station et communication mal ciblée.

Design de recherche et méthodologie

Pour tester ces hypothèses, trois lieux d'enquête ont été choisis. Relevons que ce projet de recherche a non seulement des visées empiriques (production de connaissances empiriquement fondées sur l'explication des trajectoires des lieux touristiques) mais aussi théoriques et méthodologiques, avec l'élaboration et le test d'un nouveau cadre d'analyse interdisciplinaire. Il s'agit alors bien d'une démarche exploratoire, dont le but est un premier test empirique sur des études de cas approfondies en nombre limité.

Les trois études de cas ont alors été choisies selon les critères suivants :

- Conformité aux trois trajectoires du relais, de la métamorphose et de l'abîme d'après un premier screening historique,
- Mise en tourisme du lieu datant d'avant la période du tourisme de masse,
- Etat d'archives convenables et accessibilité gérable pour l'enquête de terrain.

En tenant compte de ces paramètres, les lieux choisis sont les suivants : Zermatt (Valais) pour le relais, Montreux (Vaud) pour la métamorphose et Finhaut (Valais) pour l'abîme. La durée d'observation que nous avons privilégié est l'ensemble de la trajectoire depuis la mise en tourisme. Ainsi, Zermatt et Montreux seront étudiés entre 1850 et 2010 et Finhaut entre 1860 et 2010. De cette façon, nous pourrions notamment comprendre les crises affrontées par les lieux touristiques à différents moments de leur développement. Nous supposons en effet que la capacité à faire face aux crises est l'un des éléments explicatifs pour continuer à alimenter le capital touristique.

La recherche se déroule alors en 3 grandes étapes :

1^{ère} étape : elle consiste en un survol descriptif (ou screening) du développement historique de chacune des trois stations touristiques de Zermatt, Montreux et Finhaut. Ce screening constitue l'objet de ce présent working paper. L'un des objectifs est de définir différentes phases qui se sont succédé dans le développement de chaque station, ces phases étant séparées par des points d'inflexion synonymes de ruptures dans la dynamique de développement.

2^{ème} étape : cette deuxième étape consiste en une analyse des variables explicatives, c'est-à-dire des six sous-capitaux composant les trois Régimes du *Capital Touristique* (*Régime d'habitabilité*, *Régime*

d'accumulation socio-économique, Régime politique) en prenant comme entrées les points d'inflexion des trajectoires (environ cinq points pour chacune) déterminés par la première étape, puis de remonter un certain nombre d'années auparavant afin d'identifier les processus qui ont mené à ces inflexions. Nous chercherons ensuite à repérer les effets existants (ou non) entre ces différents Régimes et les points d'inflexion des trajectoires de développement des stations.

3^{ème} étape : il s'agit à ce moment d'analyser la constitution du *Capital Touristique* de chacune des stations par les six capitaux analysés en profondeur et d'identifier le volume et la structure du *Capital Touristique* ainsi que les liens d'interdépendance entre les six capitaux. Finalement, les hypothèses seront testées, en analysant l'intervention du *Capital Touristique* dans chacune des trois trajectoires. Autrement, il s'agira en fait d'évaluer la pertinence de l'explication des trois trajectoires de développement des stations à l'aide du concept de *Capital Touristique*.

Introduction

Ce *working paper* a pour objectif de comprendre les dynamiques socio-économiques territoriales, ainsi que leur rapport à la trajectoire d'abîme de la station de Finhaut. Plus précisément, quelles sont les sources de stabilité au sein d'une période? Qu'est-ce qui provoque une inflexion de la trajectoire? Comment les acteurs du système de production retrouvent-ils une stabilité? Dans un premier temps, nous présenterons dans le cadre de cette introduction le cadre théorique mobilisé pour l'analyse de cas (points 1.1 et 1.2), ainsi que la notion synthétique de dynamique socio-économique territoriale (point 1.3.). Quelques précisions méthodologiques seront également explicitées (point 1.4) Dans un second temps, nous entrerons proprement dans l'analyse de cas (point 2). Enfin, nous proposerons une analyse synthétique au point 3.

A propos du cadre théorique

Au travers du capital monétaire, nous cherchons en premier lieu à déterminer la capacité des acteurs à générer des flux monétaires, à capter ces flux, ainsi qu'à les contrôler dans des dynamiques locales. Il s'agit de comprendre d'où proviennent les investissements (locaux et étrangers), quelles sont les activités touristiques qui génèrent des revenus, de quel type de profit (revenus de services, de vente, de rente, de plus value), de quand peut-on parler de réinvestissement, etc. La recherche empirique pour informer le capital monétaire a été orientée sur l'hôtellerie (reconstruction de l'histoire financière des hôtels, flux d'investissements), sur les infrastructures touristiques (par exemple les chemins de fer de montagne), ainsi que sur les finances communales. Epistémologiquement, cette conception dynamique du « capital monétaire » nous conduit à utiliser ci-dessous l'intitulé catégoriel « **dynamiques monétaires** » en ce qui concerne les circuits, en lieu et place de « capital monétaire ». Quatre outils théoriques sont mobilisés pour l'analyse de ces dynamiques (point 1.1) : la théorie de la base et la théorie de l'urbanisation d'abord, modèles classiques dans l'analyse du développement régional, complétées par l'économie présentielle, apport plus récent et complémentaire à ces approches, et enfin le modèle des trois « étages » de la vie économique de Fernand Braudel.

Au travers du capital connaissances, nous cherchons à identifier les compétences nécessaires aux acteurs du système de production pour répondre aux attentes de la demande et pour les anticiper. Il s'agit de se pencher plus spécifiquement sur les processus d'apprentissage, ainsi que sur la circulation/diffusion des connaissances. La recherche empirique pour informer le capital connaissances a été orientée sur les compétences professionnelles mobilisées par les acteurs du système de production, plus précisément sur les nouvelles ressources (et les processus associés) mobilisées au moment des points d'inflexion, également potentiellement véhiculées par les touristes eux-mêmes. Epistémologiquement, cette conception dynamique du « capital connaissances » nous conduit à utiliser ci-dessous l'intitulé catégoriel « **dynamiques de connaissances** » en lieu et place de « capital connaissances ». Deux outils théoriques sont mobilisés pour l'analyse de cette dimension (point 1.2) : les notions de complexité et de fongibilité chez , ainsi que la distinction entre connaissances substantives et signifiantes chez Crevoisier (2011).

A propos de l'analyse de cas

Durant la première phase de recherche (Sauthier, Guex, & Roy, 2012) la trajectoire de Finhaut a été identifiée selon cinq phases : 1860-1890 (*Etapes sur la route de Chamonix*), 1890-1930 (*Alpinisme et mondanités*), 1930-1945 (*Thermalisme et sports d'hiver*), 1945-1970 (*Reconversions*), 1970-2010 (*Excursionnisme*). Cette première étape de la recherche a permis de guider la recherche empirique spécifique à l'analyse des dynamiques socio-économiques territoriales. Suite à la récolte de données et au regard de l'évolution du tourisme, l'analyse nous a amené à structurer la présentation des résultats de manière chronologique et thématique. Deux principales périodes seront distinguées : entre 1860 et 1914 (point 2.1) et entre 1914 et 2010 (point 2.2).

Jusqu'au déclenchement de la Grande Guerre, la trajectoire de Finhaut du point de vue socio-économique correspond à une phase de développement : entrée dans l'économie de marché et organisation urbaine grâce aux dépenses des étrangers sur place. Bien que durant la première phase de recherche 1914 n'ait pas été considéré comme une date d'importance pour l'ensemble de la trajectoire, nous retenons cette date dans cette analyse car en effet c'est bel et bien à partir de la Première guerre mondiale qu'on observe les signes d'une phase d'*abîme* au regard des dynamiques socio-économiques territoriales, c'est-à-dire caractérisée par le « recul de la fonction touristique » dans la dynamique socio-économique territoriale, autrement dit des formes de présence de séjour, excursionnistes et résidentielles. Au regard de la *situation* économique générale et du tourisme en particulier (voir l'introduction du point 2), nous apprécions donc le *contexte* de Finhaut et retenons que du point de vue des dynamiques socio-économiques territoriales une phase d'*abîme* succède à une phase de développement.

	Contexte	Modèle de développement	Situation (Finhaut)
1850-1914	Essor du tourisme pour la classe dominante - potentiel mobile faible	"Industrie des étrangers": tourisme de séjour. Logique sectorielle	Dépenses des étrangers, de passage et en séjour
1914-1945	Essor du tourisme pour une partie des classes populaires et essor des loisirs au niveau local - potentiel de mobilité en croissance	Tourisme sectoriel en baisse, et croissance du potentiel local et de proximité	Dépenses des étrangers et consommation locale en baisse quantitative et qualitative continue. Perte de complexité. Grands chantiers et rente hydroélectrique.
1945-2010	Economie préentielle	Tourisme "universel" et loisirs prédominants - forte mobilité, y compris quotidienne	

Tableau 1. La situation de Finhaut face au contexte et modèles de développement économique généraux. Source : Elaboration propre

Durant la première partie de sa trajectoire, la dynamique socio-économique territoriale de Finhaut se dessine de manière traditionnelle au regard du développement de régions occidentales : le territoire jusqu'ici principalement concerné par une économie pastorale et paysanne autarcique connaît un développement endogène grâce aux dépenses des étrangers de passage et en séjour. Ces activités économiques constituent un élément important du passage à une économie de marché pour le territoire d'un point de vue monétaire. Au point 2.2 qui détaille cette première phase dynamique, nous présenterons en premier lieu le phénomène de rente de situation (2.1.1) qui rend possible la génération

de tels revenus au niveau local. Nous présenterons ensuite l'organisation du système territorial mis en place pour encourager et maintenir ces dépenses (2.1.2), avant de considérer l'ensemble du développement socio-économique du territoire (2.1.3). Ces éléments nous amèneront à considérer cette première phase de la trajectoire comme une exploitation de la rente territoriale permettant développement régional en raison d'un contexte général de relative faible mobilité des personnes et de l'information (2.1.4).

Pour des raisons inhérentes notamment au volume des activités (et des revenus) atteint par le système territorial en 1914, on n'identifie pas à Finhaut de phase de transition entre 1914 et 1945, c'est-à-dire entre la fin du « tourisme mondain » et l'avènement du « tourisme populaire », de la consommation locale de loisirs, et de la mobilité. Malgré une activité encore quantitativement importante en termes de dépenses étrangères à la fin des années 1930 – le système territorial bénéficiant là d'une reprise conjoncturelle observable de manière contextuelle (voir D. Guex, Roy, and Sauthier (2012)) – la dynamique d'abîme s'observe qualitativement et quantitativement dès les premiers mois de la guerre. Progressivement et tout au long de la seconde période, on constate une baisse progressive des dépenses sur le territoire, d'une part en ce qui concerne les dépenses des étrangers. La rente de situation (2.2.1) génère moins de revenus en raison de l'augmentation progressive de la mobilité, tandis que le territoire connaît une situation d'isolement. D'autre part, on parle d'une décroissance conjointe des activités basiques et locales (2.2.2), soit en d'autres termes le fait que la génération de revenus via l'hébergement, la restauration, les activités de loisirs et les commerces baisse de manière continue en raison de la présence, génératrice de revenus, des consommateurs suisses, régionaux, et locaux. Parallèlement progresse une nouvelle forme d'exploitation de la rente territoriale reposant sur la production d'énergie hydroélectrique. Contrairement à une exploitation commerciale de type touristique possible en particulier durant le contexte de la Belle-Epoque, cette rente territoriale n'engendre pas de *présence* ; il s'agit d'une rente monétaire ne pouvant que difficilement susciter de développement endogène.

1. Cadre théorique

North (1990, pp. 3-4) définit les institutions comme « les règles du jeu dans la société, comme les contraintes établies par l'homme et qui structurent les relations humaines ». Il distingue les contraintes formelles des contraintes informelles, ainsi que les institutions des organisations. Ces dernières qualifient en effet des groupes d'individus, liés par un objectif commun, un but à atteindre. D'autre part encore, North se réfère à la question de *path-dependance* (dépendance de sentier) pour comprendre le changement institutionnel. A travers cette thématique il questionne la problématique de l'innovation, et rejoint en cela le champ de l'économie de la connaissance. Le cadre théorique proposé s'inscrit dans ce paradigme institutionnaliste : on propose d'appréhender la dimension socio-économique des trajectoires de stations touristiques en tenant compte des institutions qui permettent l'accumulation. Il s'agit pour cela de considérer la problématique du temps et de l'espace, notamment en questionnant le rapport d'acteurs concernés par un territoire avec le futur, en tenant compte d'une situation héritée du passé (Corpataux & Crevoisier, 2007).

Le rapport au temps concerne les dynamiques de développement, et plus spécifiquement les phénomènes d'innovation. On mobilisera ici d'une part les milieux innovateurs (Aydalot, 1986; Camagni,

Maillat, & Matteaccioli, 2004) et l'économie de la connaissance (Cooke & Leydesdorff, 2006; Hassink & Klaerding, 2012; Potts, 2001). Outre le rapport au temps, le rapport à l'espace a été pris en considération par le courant de l'économie territoriale (Pecqueur & Peyrache-Gadeau, 2008). Ici également, les institutions se trouvent au cœur théorique de cette analyse. Il s'agit de considérer l'espace dans la compréhension des phénomènes économiques par opposition aux approches classiques en économie (et à de nombreuses approches en sciences humaines), ne proposant des théories généralisantes uniquement basées sur des conceptions a-spatiales, ou plutôt sur des conceptions abstraites de l'espace (Corpataux & Crevoisier, 2007). La compréhension de la dynamique de développement d'activités économiques implique la prise en compte de phénomènes socio-économiques situés.

Cette problématique théorique générale institutionnaliste sera ci-dessous envisagée de plus dans l'idée de poser la question du développement régional, et du rôle du tourisme dans celui-ci. En quoi les dynamiques monétaires et de connaissances influencent-elles la trajectoire d'une station au regard de l'ensemble du capital touristique ?

1.1. Dynamiques monétaires

Pour l'analyse des dynamiques monétaires, on propose quatre points théoriques complémentaires. En premier lieu, la théorie de la base, un modèle classique en économie régionale focalisé sur la production à l'exportation (Hoyt, 1954). En second lieu, une théorie de l'urbanisation, qui pense les conséquences locales de la production à l'exportation via le couplage des infrastructures industrielles et urbaines (Perrin, 1974). En troisième lieu, la théorie de la base « revisitée », qui permet en sus de considérer les phénomènes de mobilité influençant les dynamiques monétaires en introduisant l'idée d'une économie « présenteielle » (Talandier & Davezies, 2009). Ces trois premières ressources théoriques permettent d'aborder la dimension territoriale des dynamiques monétaires. La quatrième et dernière ressource théorique permet de penser les formes de ces dynamiques monétaires. Les trois « étages » de la vie économique de Braudel (1979 ; 1985) sont une grille de lecture de la *qualité* des flux. Ces différents éléments nous permettront de penser la valeur territoriale au regard des dynamiques monétaires : il sera non seulement question des revenus (basiques, présentsiels, etc.), mais également des investissements.

A. Théorie de la base

L'idée principale de la théorie de la base consiste à dire que la production à l'exportation est le moteur économique d'une région et permet la création d'autres emplois induits sur place (Figure 2). Cette théorie a principalement été développée par Homer Hoyt (1954). Les flux et activités concernent dans le schéma basique les revenus basiques (Y_b) et les investissements extérieurs (I_b), les revenus induits (Y_i) et éventuellement les investissements locaux, ainsi que les fuites.

Le tourisme est un phénomène économique particulier du point de vue de la théorie de la base. A partir du moment où des personnes en provenance de l'étranger viennent séjourner dans un pays, les biens et services consommés sont considérés comme production à l'exportation. La différence avec une activité exportatrice traditionnelle tient en ce que le bien ou service sera consommé sur place. Schématiquement, aucun « produit » n'est exporté de la région dans le cadre strict du tourisme. Les revenus basiques du tourisme dans la station sont tous les revenus générés à l'extérieur et dépensés sur place : hôtel, restaurant, loisirs, commerces, etc. Il s'agit de l'ensemble des revenus que le territoire

capte de l'extérieur. Dans la nomenclature des comptes satellites du tourisme, on parle de tourisme récepteur (dépenses des visiteurs étrangers dans un pays) (Py, 2013). D'un point de vue qualitatif, local et historique, on considérera les activités basiques comme celles qui dépendent de ces revenus en premier lieu.

Doivent être pris en compte dans l'appréciation générale de ces flux non seulement les revenus, mais également les fuites. L'innovation correspond de ce point de vue à une modification des circuits monétaires. Schématiquement donc, on parlera d'une station dès lors que le développement économique territorial est principalement soutenu par des revenus basiques touristiques, étant entendu que la définition du tourisme évolue au fil du temps. La problématique des taux de change est en outre fondamentale: plus les biens et services sont chers, plus la région devra innover pour que la valeur de ses biens et services soit appréciable à l'étranger pour un tel prix. La question du contexte national par rapport à l'étranger est ainsi fondamental pour les stations, même si ce problème reste le même pour nos trois cas, étant donné qu'ils sont tous les trois situés en Suisse, un petit pays avec une monnaie structurellement forte depuis les années 1960. Pour cette raison, on distinguera les revenus basiques exportateurs (Y_{b-e}) des revenus basiques internes (suisses) (Y_{b-CH}), étant entendu que ces derniers comprennent également les revenus issus de la consommation des excursionnistes.

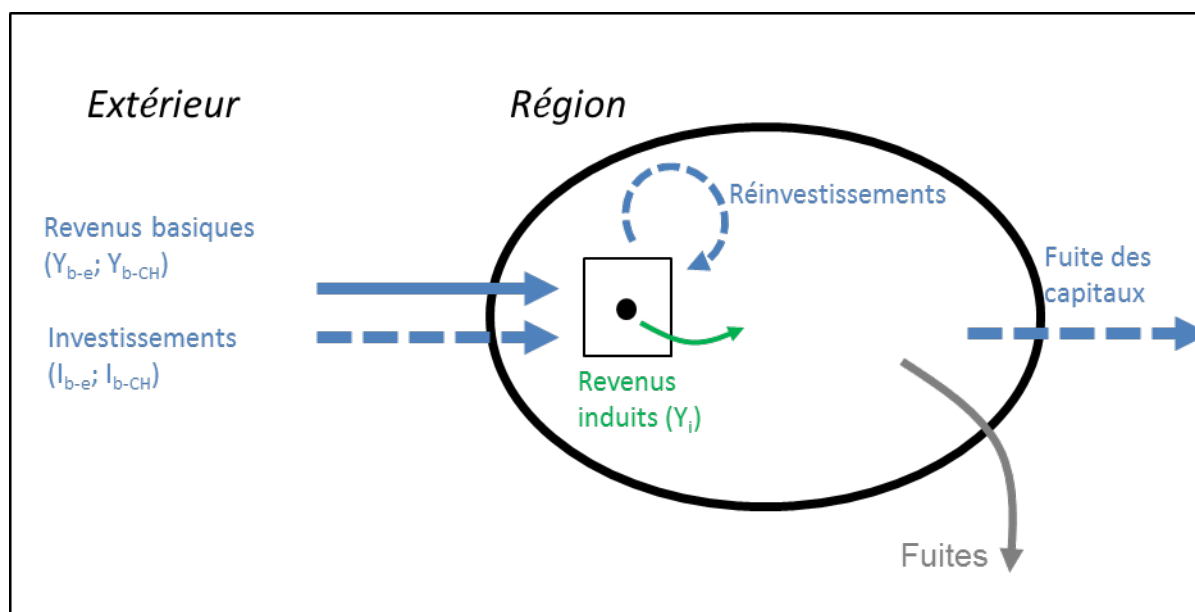


Figure 2. Adaptation de la théorie de la base pour le cas des stations touristiques. Source: Elaboration propre

B. Théorie de l'urbanisation

L'approche par l'urbanisation est complémentaire de la théorie de la base, car elle interroge plus spécifiquement les revenus induits par la production à l'exportation (Figure 3). Généralement, ces activités induites sont différentes des activités basiques : on parle de services résidentiels, publics, etc. En ce qui concerne les services tels que la santé, ou les loisirs (musées, cinémas, infrastructures sportives, etc.), le phénomène d'urbanisation survient lorsque les revenus induits atteignent certains seuils (nécessité de construire des hôpitaux, des systèmes de transport public, des institutions culturelles, etc.). Dans les régions à base industrielle, ces activités sont destinées exclusivement aux

résidents. Dans les régions touristiques en revanche, on peut parler d'un phénomène de *couplage* entre des infrastructures industrielles et urbaines, dont la dynamique de croissance peut suivre un cercle vertueux : Plus il y a tendance à l'urbanisation, plus il y a de potentiel de générer des revenus basiques, le marché local étant de plus en plus à même de susciter la dépense des touristes comme des habitants, quantitativement et qualitativement.

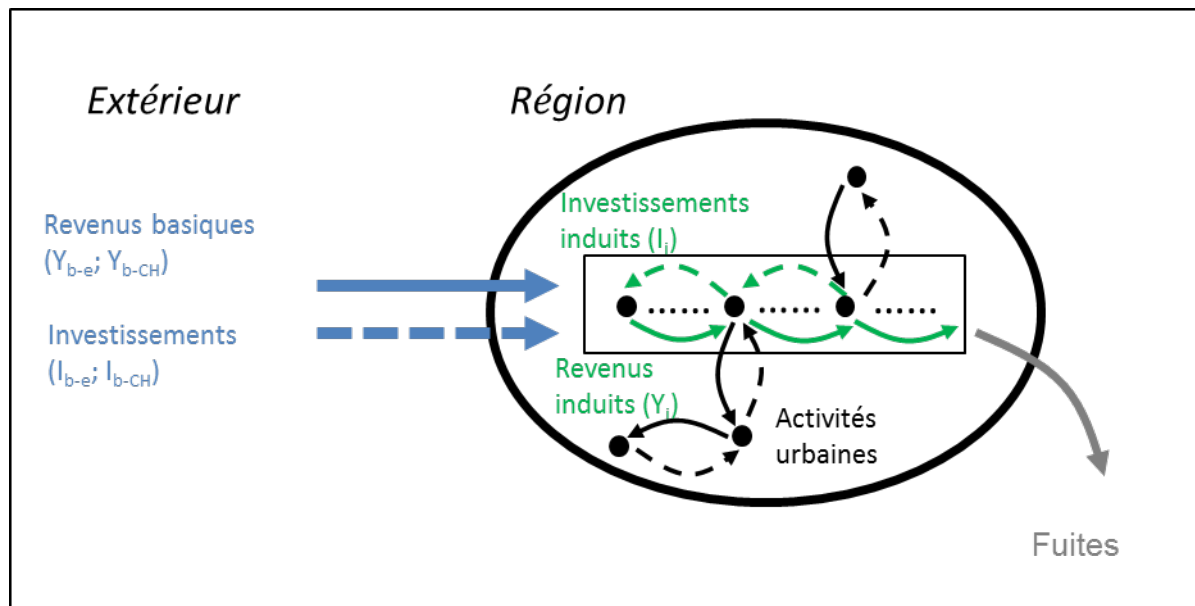


Figure 3. Adaptation de la théorie de l'urbanisation pour le cas des stations touristiques. Source: *Elaboration propre*

Contrairement aux espaces régionaux traditionnellement considérés par la science régionale, les territoires concernés par le tourisme et les territoires de montagne en particulier constituent un type d'intégration urbaine industrielle particulier. Leur développement urbain ne dépend pas de l'émergence de l'industrie manufacturière, mais plutôt comme les capitales politiques du fait qu'ils « fournissent un marché à pouvoir d'achat plus élevé et que les capacités d'entreprise y sont plus répandues » (Perrin, 1974, p. 44). On parle ainsi du développement de *territoires concernés par le tourisme* dans la mesure où, contrairement aux modèles économiques de développement du tourisme et notamment des stations touristiques créées *ex nihilo* (Vlès, 1996), le développement ne relève pas d'une branche d'activité spécifique, mais du couplage entre les infrastructures exportatrices et induites.

Dans de tels cas, les activités induites et basiques se trouvent être difficilement distinguables puisqu'elles se trouvent être complémentaires, voire se confondent. Les flux monétaires sont statistiquement distingués entre la consommation locale et la consommation touristique via les comptes satellites. Les traitements statistiques nationaux mis sur pied récemment (adoption du compte satellite du tourisme en 1999 par l'OMT) ont pour objectif d'évaluer le poids du tourisme dans les économies nationales, au travers des emplois, de la valeur des investissements, de la valeur des recettes, etc. Notre mobilisation de l'approche de l'urbanisation et du développement régional sera qualitative et historique. Dans la mesure de nos possibilités, nous tenterons d'apprécier l'importance du phénomène de couplage au fil du temps pour nos trois cas, notamment via la mise en rapport des revenus basiques et des revenus générés par la base locale. Concrètement, on distinguera deux étapes dans ce développement :

- Le processus d'organisation urbaine en premier lieu, qui concerne la première génération d'activités induites, c'est-à-dire les premières formes de division du travail : artisanat de la construction, commerces, etc.
- Le processus d'urbanisation en second lieu, qui relève d'un effet de seuil par rapport au processus d'organisation urbaine : dès lors que des investissements lourds sont consentis, par les pouvoirs publics ou par des entités privées, pour le développement d'infrastructures commerciales, de loisirs, de santé, de culture ou encore de transport.

C. Economie présentielle

Les théories classiques en économie régionale ont été élaborées durant les Trente glorieuses, dans un contexte général de croissance, d'urbanisation, d'amélioration générale des conditions de vie, et où la mobilité des personnes se trouvait être relativement faible. Or, la société sur laquelle ont été développées ces théories a considérablement évolué. Cette évolution s'observe sous trois points. Premièrement, la mobilité des personnes s'est accrue, ce qui engendre une dépense des revenus non pas uniquement sur le lieu de leur génération, mais également autre part. Deuxièmement, les revenus sont désormais moins centrés sur les producteurs, en raison de l'accroissement des revenus de transfert, comme par exemple les rentes de retraite, les diverses allocations, l'aide sociale, les revenus de la fortune, etc. Enfin, les styles de vie ne sont désormais plus comparables à ceux des années d'après-guerre. Ils se sont considérablement sophistiqués (avec une demande accrue de services personnels tels que les activités culturelles, les commerces de proximité, les activités sportives, etc.) (Markusen, 2007). D'un point de vue territorial, ce qui compte désormais ne sont plus seulement les biens exportés, mais également les biens consommés sur place : On parle de la théorie de la base revisitée (Talandier & Davezies, 2009).

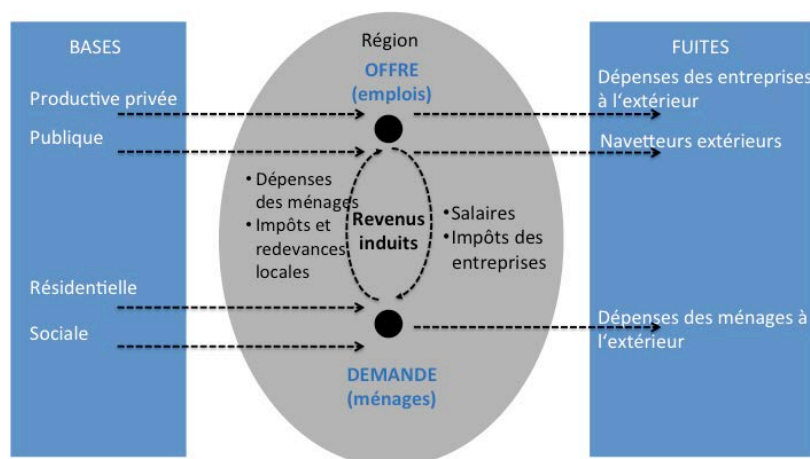


Figure 4. Théorie de la base revisitée et économie présentielle. Source : Segessemann and Crevoisier (2014 (à paraître))

L'intérêt de la théorie de la base revisitée tient en ce que ses caractéristiques générales et les activités économiques qu'elles concernent rejoignent des problématiques qui jusque là concernaient principalement le tourisme. Tandis que les théories de la base et de l'urbanisation nous permettent d'aborder chronologiquement le développement des territoires concernés par le tourisme, la théorie de la base revisitée nous apporte un point de vue contemporain : quel phénomène a rendu possible le

couplage entre les activités générées par les touristes et les locaux ? Premièrement, la mobilité des personnes, qui autrefois consistait en une pratique non quotidienne, le fait de « partir en vacances ». Désormais, les individus se déplacent de plus en plus fréquemment, pour de courtes durées, quotidiennement même si l'on prend le cas des pendulaires. D'autre part, la mobilité a aussi évolué du point de vue des distances, puisqu'il est désormais possible d'être mobile sur de longues distances beaucoup plus aisément qu'auparavant. Deuxièmement, en ce qui concerne les revenus du tourisme, non seulement les salariés, mais aussi d'autres populations dépensent des revenus à l'étranger (par exemple les rentiers, avec le phénomène d'installation de retraités dans des pays comme l'Espagne ou la Thaïlande). De même, bien que ce phénomène soit moins récent, notons également la question des revenus de la fortune, avec l'installation de personnes fortunées dans certains lieux. Enfin, la question des styles de vie rejoint de manière encore plus claire les problématiques habituellement traitées dans le champ du tourisme, puisque certaines activités culturelles, sportives, des services personnalisés tels que le *wellness* constituent traditionnellement un enjeu central dans l'attractivité des régions touristiques.

Avec l'évolution des modes de vie, des formes de mobilité et des formes de revenu, désormais les thématiques de résidence et de tourisme se superposent de plus en plus. Certaines pratiques autrefois réservées aux touristes sont le fait de résidents, et des pratiques autrefois pensées comme étant uniquement le fait de résidents sont également le fait des touristes. Conceptuellement, nous pouvons rapprocher cette constatation des recherches en géographie (MIT, 2002; Stock, 2004) : un touriste pratique l'espace autant qu'il le pratique dans son lieu de résidence principale. Il n'endosse pas de rôle, mais mobilise des ressources pour habiter le lieu. Socio-économiquement et territorialement parlant, ceci implique une confusion possible entre des activités basiques et induites, du moins par rapport aux premières conceptions de la théorie de la base. Cette constatation théorique n'est pas sans implications concrètes. D'une part, il s'agit de prendre en compte qualitativement l'importance du phénomène excursionniste, mais aussi le phénomène résidentiel, deux dynamiques potentiellement complémentaires. Plus spécifiquement par rapport à la trajectoire de métamorphose, les diverses dimensions d'une économie de marché impliquant un territoire pourraient être influencées tant par les revenus de la production à l'exportation que par les revenus résidentiels.

Empiriquement, on peut donc poser la question de recherche suivante ; quels sont les activités locales captant des revenus générés ailleurs ? Cette question nous permet certes de poser la question générale des revenus présents, c'est-à-dire des revenus à l'exportation, et des revenus issus de la consommation du tourisme interne (les visiteurs qui voyagent dans leur propre pays) mais aussi des revenus excursionnistes, ainsi que des résidents dont les revenus dépensés sur place ne sont pas générés sur place. On différencie donc trois types de revenus présents : les revenus touristiques (des excursionnistes (y compris le tourisme d'achat) aux touristes en séjour), les revenus résidentiels qui sont issus de la consommation de biens et services par des résidents dont les revenus ont été générés ailleurs (p. ex. pendulaires, rentiers), et les dépenses des locaux qui ont généré leur revenu sur place. L'intérêt de ces nuances se donne à voir au regard de l'évolution générale socio-économique générale et de l'histoire du tourisme. Il s'agira d'apprécier le poids des différentes dynamiques monétaires dans des contextes historiques en évolution, de voir la manière dont elles se succèdent et/ou se complètent.

D. Les trois « étages » de la vie économique

Fernand Braudel (1979, 1985) distingue trois formes de la vie économique : l'autoproduction/autoconsommation, qui concerne les structures « au quotidien », le marché (les « jeux de l'échange »), et le capitalisme (« l'économie-monde »). Ces trois formes permettent de comprendre ce qu'implique historiquement le tourisme pour la structure socio-économique des territoires.

La première forme de vie économique identifiée par Braudel est celle de l'autoproduction et de l'autoconsommation. L'auteur parle des structures du « quotidien ». Il est question dans cette forme de vie économique de réciprocité, c'est-à-dire d'échanges économiques non touchés par l'économie monétaire. Ce sont là les besoins, ou les aspirations, qui conduisent les individus à produire des biens, qu'ils choisissent de produire selon leur valeur d'usage. L'échange éventuel est basé sur l'institution de réciprocité. Historiquement, cette forme de vie a dominé l'histoire de l'humanité. Cependant, bien que d'autres formes de vie économiques se soient développées dans nos sociétés, ce premier « étage » reste solide puisque l'économie « souterraine » ou « informelle », et surtout l'économie domestique en font partie.

Les échanges de biens sur un marché s'effectuent selon leur valeur d'échange. Le deuxième étage de Braudel identifie deux types d'acteurs qui ne sont pas distingués à l'étage précédent : le producteur et le consommateur. Pour le producteur qui destine sa production à la vente, c'est la valeur d'échange qui est primordiale. Au niveau de l'organisation sociale et spatiale, cette forme de vie économique implique une spécialisation dans les types de production, et conséquemment un environnement de plus en plus hétérogène. C'est la ville qui s'impose ici comme place de marché. Dans ses dimensions les plus rudimentaires, l'économie de marché concerne les échanges quotidiens, les échanges à faible distance. Mais en prenant de la distance, les marchés perdent progressivement en transparence, les relations entre le producteur et le consommateur sont rompues. La « sphère de circulation » peut devenir extrêmement vaste, mais c'est toujours la valeur d'échange qui soutient la production.

Le passage de l'économie de marché au capitalisme se fait dès lors que des intermédiaires au bénéfice de capitaux conséquents interviennent dans ce processus d'échange pour acheter, puis revendre, sans que soit toujours effective une transparence des prix. Braudel parle à ce sujet de *Fernhandel* (commerce au loin). Le marché est dans le capitalisme dominé par l'organisation, le capital pouvant prendre la forme de marchandise, ou de monnaie pour le crédit, l'un n'excluant pas l'autre. Depuis l'élaboration de cette théorie, le capitalisme a encore évolué. Ainsi Theurillat, Rérat, and Crevoisier (2014 (à paraître)) proposent une distinction entre le capitalisme réel, qui consiste comme c'était encore le cas principalement au XX^{ème} siècle dans le contrôle de la production pour sa commercialisation, du capitalisme financiarisé. Dans cette dernière configuration, l'investissement porte sur des titres de manière abstraite, c'est-à-dire sans que la nature des actifs sous-jacents ait une quelconque importance (Orléan, 1999).

Dans le cas des trajectoires de stations touristiques, cette approche nous permet de comprendre comment prend forme l'extension des relations marchandes, des relations capitalistes, et quelles en sont les conséquences. Ces trois formes de vie économique peuvent potentiellement cohabiter au niveau local. Elles engendrent des représentations différentes de l'économie, des visions divergentes du passé, du futur, et de l'espace. Parler « du » marché touristique n'est pas pertinent, en raison de la complexité et de l'hétérogénéité institutionnelle que cette activité suppose (chaînes hôtelières, location chez l'habitant, commerce de rue, commerce de luxe, etc.)

1.2. Dynamiques de connaissances

Depuis les années 1980, l'économie régionale a produit plusieurs courants de recherche intégrant la problématique des connaissances et de l'innovation. Les recherches du GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs) notamment parlent de milieu innovateur pour qualifier les réponses innovantes locales aux disparités territoriales (Maillat, 2006). L'innovation dépend de l'organisation des milieux concernés, du « regroupement d'acteurs économiques et de ressources immatérielles (formation, recherche) qui, par leurs interactions, développent des compétences, des savoir-faire, des règles, etc., spécifiques » (Maillat, 2006, p.67).

Dans la lignée de Cuvelier (1998) dans le champ du tourisme notamment, nous abordons la problématique du tourisme en considérant la question des connaissances et de l'innovation de manière large et néanmoins centrale. Plus généralement, il s'agit d'aller au-delà d'une approche fonctionnelle de la valeur des biens et services (Aspers, 2009; Beckert & Aspers, 2011; Stark, 2011). Dans le cas du tourisme pour Cuvelier (1998), contrairement à une production industrielle, centrée sur l'objectif de la consommation, organiser un « univers de pratiques marchandes et non-marchandes » implique de ne pas vendre le produit dont l'usage ou l'échange se suffit à lui-même, tel un bien industriel fonctionnel traditionnel. Partant, et tenant compte du fait que la pratique touristique consiste spatialement parlant à habiter l'espace, un système de production régional devra mettre en place des formes d'innovation qui concernent des moments, des espaces, des activités pour les individus qui se trouvent sur place (dormir, marcher, manger, voir, skier, assister à un concert, sauter à l'élastique, parler une autre langue, etc.).

Dans les systèmes d'innovation territoriaux traditionnels, il était d'autre part question de cumulativité des dynamiques de connaissance (Crevoisier & Jeannerat, 2009). Les phénomènes de génération et d'usage de la connaissance y étaient concentrés au niveau local, participaient à la spécification de la production. Dans cette vision, les régions sont en concurrence (et/ou complémentaires). Or, comme pour la théorie de la base, certaines variables contextuelles font apparaître de nouveaux enjeux en matière de connaissance. Avec la mobilité, les régions sont en relation, la connaissance est mobile, s'ancre dans les régions. « On bascule d'un modèle où les dynamiques de connaissance sont cumulatives à un modèles où elles sont davantage combinatoires » (Crevoisier et & Jeannerat, 2009, p. 83), au sein de la région, mais aussi entre les régions. L'approche par les Dynamiques Territoriales de Connaissance (DTC) permet de « concevoir la connaissance comme un processus cognitif partagé entre humains, généré et utilisé lors d'interactions sociales dans et entre des contextes variés » (Crevoisier et & Jeannerat, 2009, p. 88). Dans cet esprit, nous mobilisons deux sources théoriques pertinentes pour l'analyse des dynamiques de connaissances : les notions de complexité et de fongibilité des connaissances chez Antonelli (1999, 2003), ainsi que la distinction de Crevoisier (2011) entre connaissances substantives et signifiantes.

Pour l'analyse des dynamiques de connaissances, on propose deux approches théoriques également complémentaires. Premièrement, l'approche des connaissances selon Antonelli (1999, 2003), qui combine elle-même deux dimensions : la complexité et la fongibilité des connaissances. Cette ressource théorique nous permet de penser la dimension spatiale des connaissances. De même, l'approche par les dynamiques territoriales de connaissances proposée par Crevoisier (2011) concerne la mobilité et l'ancrage. Cependant, ce second apport nous permet de considérer la qualité des connaissances, en particulier leur dimension intangible, problématique peu abordée dans les approches en économie

industrielle. Il s'agira de distinguer connaissances signifiantes et connaissances substantives. Cette combinaison nous permettra de cibler de manière pertinente la dynamique territoriale d'innovation participant de la trajectoire, et de penser la valeur territoriale au regard des dynamiques de connaissances. Parallèlement aux aspects développés au niveau des dynamiques monétaires, nous distinguerons également les connaissances relatives aux activités de production exportatrice, aux activités induites, aux activités urbaines et aux activités de consommation.

A. Complexité et fongibilité

Pour Antonelli (1999, 2003), la complexité et la fongibilité sont deux aspects qui rendent la connaissance indivisible. L'innovation consiste dans la combinaison, et dans l'accès aux connaissances. La connaissance est générée par des recombinaisons de la connaissance préalable et parallèle. Les recombinaisons sont synchroniques (complexité et recombinaison des activités) et diachroniques (réorganisation d'éléments accumulés dans le passé) (Antonelli, 1999). La complexité concerne les phénomènes d'appropriation, et conséquemment traite des effets de coordination au niveau territorial. Partant de cette idée, on propose de considérer, comme les nouvelles technologies de l'information et de la communication par exemple, les connaissances utiles au tourisme comme étant complémentaires et indépendantes, « which emerges on the basis of the identification and valorization of both synchronic and diachronic complementarities among units of knowledge possessed by a myriad of actors and as such dispersed and fragmented » (598) (Bresnahan & Trajtenberg, 1995; Lipsey, Bekar, & Carlaw, 1998). De manière générale, la complexité du territoire en termes de connaissances est nourrie par l'arrivée de nouvelles entreprises et de nouvelles personnes ou d'interactions à distance, de voyages, etc. En d'autres termes, l'effet d'entraînement urbain évoqué concernant les dynamiques monétaires est également pertinent en ce qui concerne les connaissances.

A l'inverse du phénomène d'appropriation de la complexité des connaissances, la fongibilité est un phénomène de diversification où jouent fortement les effets de réseau. Etre fongible, c'est pouvoir appliquer à d'autres échelles les connaissances développées par l'appropriation. Antonelli prend l'exemple des biotechnologies : ce sont des technologies qui concernent différentes industries et ne sont pas cantonnées à un seul type d'activité ; par exemple les biotechnologies concernent l'industrie pharmaceutique, la nourriture, les textiles, etc. D'un point de vue industriel encore, on considèrera le potentiel de création d'entreprises exportatrices nouvelles ; on parle de *spin-offs* et de dynamiques endogènes (Carlsson, 2002). En termes de stratégie régionale pour Antonelli, les coûts de réseau et de coordination sont déterminants pour la complexité et la fongibilité des connaissances, et *in fine* pour la compétitivité de la région. Certaines industries sont plutôt caractérisées par une haute complexité et vont tendre à réduire leurs coûts de coordination (comme par exemple l'industrie automobile), tandis que d'autres, plutôt caractérisées par une haute fongibilité, vont tendre à réduire leurs coûts de transaction (comme les biotechnologies). Au-delà des économies industrielles classiques, l'industrie touristique et les territoires concernés par le tourisme sont dépendants tant de la complexité que de la fongibilité. Partant, nous proposons de considérer la connaissance touristique comme le résultat d'une complémentarité entre différents types de connaissances, qui concernent de manière générale la construction de marché et la capacité à valoriser le territoire en générant des revenus basiques, mais également des revenus locaux et résidentiels, dans la mesure où le contexte offre un pouvoir d'achat suffisant à ces consommateurs potentiels-ci.

B. Connaissances substantives et connaissances signifiantes

Contrairement à la production de biens industriels traditionnels, le tourisme nécessite d'explorer plus loin la question de la connaissance pour simplement déterminer sur *quoi* elle se porte, dans la mesure où ses attributs (résumés ici en tant qu'« immatériels ») contribuent à la création du produit et à sa valeur. Dans le cas du tourisme, on comprend que les connaissances en termes de logistique permettent le déplacement des touristes est utile ; il faut apprendre à être connecté tout en cultivant son originalité spatiale, mais également culturelle.

Comme le suggère Crevoisier (2011), pour identifier le processus de combinaison de connaissances dans l'innovation touristique, nous distinguerons la connaissance substantive de la connaissance signifiante (Figure 5). Dans le cas de la connaissance substantive, la valeur économique est créée en fonction du contenu de la connaissance (p.ex. savoir fabriquer un moteur), tandis que dans le cas de la connaissance signifiante, une prestation « tire sa valeur du sens qu'elle procure à ceux qui la partagent » (p. 4). Contrairement à la plupart des recherches concernées par les dynamiques territoriales de connaissances, on peut penser que la connaissance signifiante sera d'importance dans la mesure où la seconde caractéristique principale du tourisme tient dans sa dimension immatérielle, symbolique.

Dans l'idée d'un processus de production-consommation expérientiel fondé sur le lieu (Lorentzen, 2009), l'ancrage des connaissances concerne les consommateurs, mais également les producteurs, grâce à l'interaction des uns avec les autres. Dans les deux cas, les différents acteurs attribuent une valeur à leur territoire. L'accent porté ici sur la socialisation nous paraît ici central : les connaissances à acquérir dans le domaine touristique sont potentiellement assimilables dans n'importe quel contexte, mais ne constituent une ressource (Leïla Kebir & Crevoisier, 2004; Leila Kebir & Crevoisier, 2007) que dès lors qu'elles sont expressément mobilisées dans une relation marchande. Des biens et services comme un logement ou un moyen de transport prennent ainsi de la valeur grâce à l'intérêt symbolique que lui confèrent les consommateurs, sur la suggestion des prestataires touristiques. Dans ce schéma, la connaissance principale de la dynamique d'innovation se trouve être la connaissance signifiante. L'enjeu de la connaissance pour les acteurs du système de production consiste à constituer des expériences quotidiennes en ressources économiques, qui résonnent auprès du consommateur et de son propre environnement culturel spatio-temporel. Conjointement au sens indispensable dans la dynamique de création de valeur, les attributs substantiels des biens et services peuvent servir dans ce processus.

Ainsi, plutôt que de distinguer empiriquement les connaissances via leur *contenu* (qui fait référence à une dimension substantive), nous nous interrogerons sur les *moyens* qui permettent la complexité et la fongibilité (voir point précédent). En correspondance avec la conceptualisation retenue pour l'analyse des dynamiques monétaires, il s'agira selon les époques et au regard de l'histoire du tourisme et du développement régional en général de repérer la connaissance signifiante véhiculée par les touristes, par les travailleurs entrants, par les résidents, et par les consommateurs « présents ».

	Connaissance substantive (contrôlée, de propriétaire)	Connaissance signifiante (partagée, d'auteur)
Propriétés de la connaissance	Stabilisée, finie, identifiée, convergente.	Evolutive, ouverte, divergente.
	Intégrée dans des dispositifs fonctionnels	Intégrée dans des systèmes de pensée.
Valeur économique	Basée sur le contenu de la connaissance et sa valorisation sur différents marchés (exploitation).	Liée à des personnes, des communautés et/ou des contextes.
	Repose sur l'exclusivité.	Repose sur le partage, la diffusion et l'adaptabilité.
Formes concrètes	Incorporée (embodied) dans des biens capitaux (machines, logiciels, rapports, etc.) mais aussi dans des personnes sous contrôle (experts salariés p.ex.).	Encastrée (embedded) dans des interactions entre personnes, mais aussi dans des objets (oeuvres, articles scientifiques, ouvrages, traditions locales, expositions, etc.).
Evolution	Sur commande, par l'investissement, la spécialisation et la décontextualisation.	Dépassement continu par interprétations divergentes et contextualisation.
Acteurs	Propriétaire identifiable contrôlant la connaissance	Auteur (autorité), pair ou institution reconnue comme source de la connaissance et diffusion auprès des consommateurs/citoyens.
Institutions	Droits concernant le contrôle, l'usage et la diffusion de la connaissance (PI, secret, etc.).	Reconnaissance du statut d'auteur, d'artiste, etc. ou de la légitimité de la connaissance
Formes de la rémunération	Directe par le marché des biens. Indirecte par les salaires ou les profits.	Directe par des salaires, honoraires, cachets, subventions. Indirecte par le marché des biens et des services.
Mobilité	A travers l'échange contractuel et les standards de qualité.	Par le partage et soumis aux règles (références) de la communauté.
Mobilité	Par investissement, apprentissage instrumental (learning curve) et adaptation.	Par investissement personnel, construction de signification. Imitation / différenciation et contextualisation.
Mouvements, temporalités	Du travail vers le capital	Du capital vers le travail
	Embodying / disembedding	Embedding / disembodying
	Centralisation, puis distribution	Diffusion sélective
	Convergence vers stabilité, puis échanges ponctuels et « learning curves ».	Dépassements successifs par rebonds.
Valeur territoriale	Valeur indépendante du contexte;	Valeur contextuelle
	Spécialisation / intégration.	Spécification / différenciation / interdépendance

Figure 5. Connaissances substantives et signifiantes. Source : Crevoisier (2011, p. 11)

1.3. Dynamique socio-économique territoriale

Les différentes approches théoriques présentées ci-dessus permettent d'aborder l'analyse empirique. L'enjeu de la recherche consiste à envisager ces deux aspects – dynamiques monétaires et de connaissances – afin de proposer une conceptualisation socio-économique originale. Nous proposons ci-dessous un modèle analytique réunissant les problématiques évoquées distinctement aux points précédents. D'un point de vue synchronique, on repérera les flux monétaires et les connaissances d'un système régional sis dans son contexte. Nous catégoriserons ce système en identifiant ses principales propriétés : en quoi ce système dépend d'un modèle productif exportateur traditionnel (au sens de la

théorie de la base classique), en quoi il dépend de la consommation de personnes présentes sur ce territoire (Figure 6).

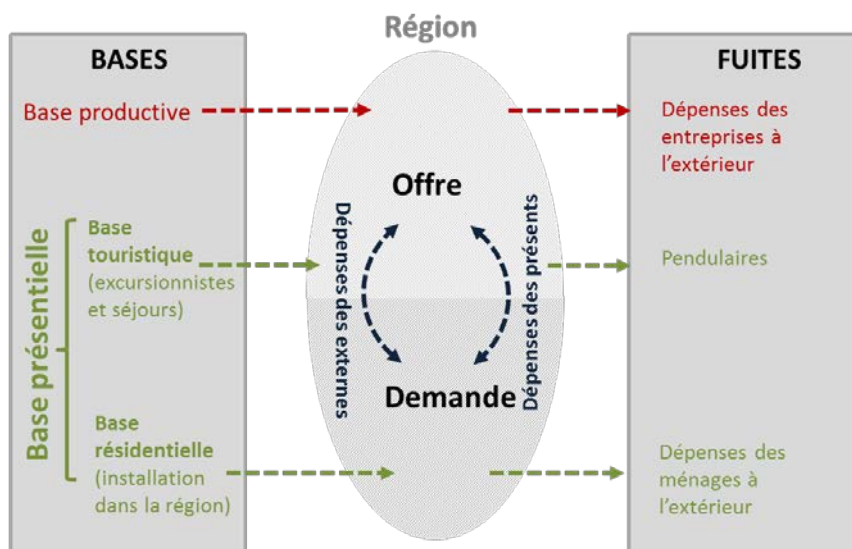


Figure 6. Dynamique de flux territoriaux. Source : Elaboration propre

Précisément, il s'agira de déterminer quelles sont précisément ces présences : touristiques et résidentielles pour des dépenses de revenus générés ailleurs, et locales pour des présences de revenus générés sur place (flux induits). La spécificité de ce modèle tient en la superposition de l'offre et de la demande locale, et en la confusion en conséquence des dépenses des externes sur place, et des locaux. Au-delà des modèles traditionnels basés sur la production à l'exportation, ce modèle suggère que le développement économique d'un territoire ne dépend pas uniquement de sa base productive et de ses effets induits, mais que ce dernier peut être soutenu par sa base présenteielle. En termes de connaissances, ce modèle de développement aura pour particularité de devoir non pas uniquement cumuler, comme le suggèrent les modèles traditionnels de développement productif, mais combiner des connaissances. Ces connaissances, de plus, se confondent entre l'offre et la demande, entre les producteurs et les consommateurs. Synchroniquement donc, au niveau des connaissances comme au niveau monétaire, on suppose un modèle potentiellement hybride, entre des propriétés substantives de la valeur des biens et services, et leurs propriétés signifiantes (Figure 5). Dans ce modèle, les revenus d'exportation traditionnelle comptent dans la mesure où ils génèrent également des flux et des activités induits. Bien qu'intéressant de ce même point de vue, des revenus exportateurs de biens référentiels sont également fondamentaux dans ce modèle puisqu'ils ont en commun avec les activités présenteielles de devoir largement leur valeur économique aux connaissances signifiantes (p.ex. des produits AOC). Ainsi, non seulement des flux monétaires sont induits dans ce sens, mais également des connaissances. Les flux entrants et sortants ne concernent pas uniquement les aspects monétaires (on parle à ce sujet de revenus et de fuites), mais également les connaissances. Dans les deux cas, les véhicules monétaires et des connaissances se trouvent être les personnes, c'est-à-dire autant les « touristes » que les habitants, les employés, les résidents, les entrepreneurs, etc.

Au niveau synchronique, on suppose donc une combinaison des modèles, générant des flux de revenus et de connaissances nécessaires au maintien, voire au développement économique du territoire. Ensuite, dans l'idée d'interpréter cette situation au regard de la trajectoire d'un lieu, nous interrogerons diverses configurations au fil du temps, c'est-à-dire de manière diachronique. Il s'agit ici d'envisager les

conséquences d'une configuration économique d'une époque sur les suivantes. Traditionnellement selon cette idée, l'*evolutionary economy* (Nelson & Winter, 2002) considère que les systèmes de production évoluent en fonction de variables quantitatives (seuil critique) ou « accidentelles ». Cependant, ces modèles ne permettent pas de comprendre d'où naît l'innovation dans la mesure où ils laissent de côté toute considération qualitative du développement territorial. Les « incidents » (positifs ou négatifs) sont des points statiques sur une trajectoire, ont un impact sur cette dernière car ils dépendent conceptuellement de l'histoire de ce temps dans un espace abstrait. Or, en envisageant l'espace de manière concrète, on constate que ce sont les incidents qui font l'histoire, précisément parce que l'espace concret est dynamique et dépend de nombreuses causalités, dont notamment la dimension de futurité, prise en compte par les institutionnalistes (Bazzoli & Dutraive, 2000). Ici, les « incidents » sont générés de manière endogène. Pour cette raison, le modèle de dynamique socio-économique territoriale consistera à tenir également compte des effets diachroniques de la connaissance sur le développement, partant d'une situation territoriale ouverte aux influences et à même de réagir à celles-ci, jusqu'à en induire de nouvelles, qui vont en retour s'imposer à l'ensemble du champ touristique.

Concrètement et par rapport aux éléments conceptuels relevés synchroniquement, une configuration à dominante présentielle de séjour par exemple, pourra évoluer vers d'autres configurations pré-sentielles, ou productives. Pour cette raison, nous parlerons de système territorial plutôt que de système de production. En raison de la nature hybride des flux monétaires et de connaissances concernés, l'innovation pourra prendre des formes de complexification entre les bases au fil du temps, et non pas uniquement s'accumuler substantivement, restant cloisonnée à une unique base. En raison de l'augmentation de la mobilité des personnes, et de la disponibilité de l'information, on postule à ce sujet que la complexification et l'hybridation des structures basiques, tant au niveau monétaire qu'au niveau des connaissances, qui pourra permettre le développement régional. L'enjeu pour le territoire se déclinera ainsi entre la nécessité de capter des revenus et des connaissances, signifiantes et substantives, tout en évitant les fuites, mais en laissant néanmoins l'ouverture nécessaire à ces mêmes revenus et connaissances pour que le système se restaure, et s'adapte progressivement aux conditions permettant les divers types de présence. Il ne sera donc pas nécessairement question de quantité et de volumes de flux, mais également de leur qualité. D'autre part, et bien que la représentation graphique ne le laisse supposer, nous ne supposons pas nécessairement de corrélation entre les volumes et la qualité des flux monétaires et de connaissances, au niveau synchronique du moins.

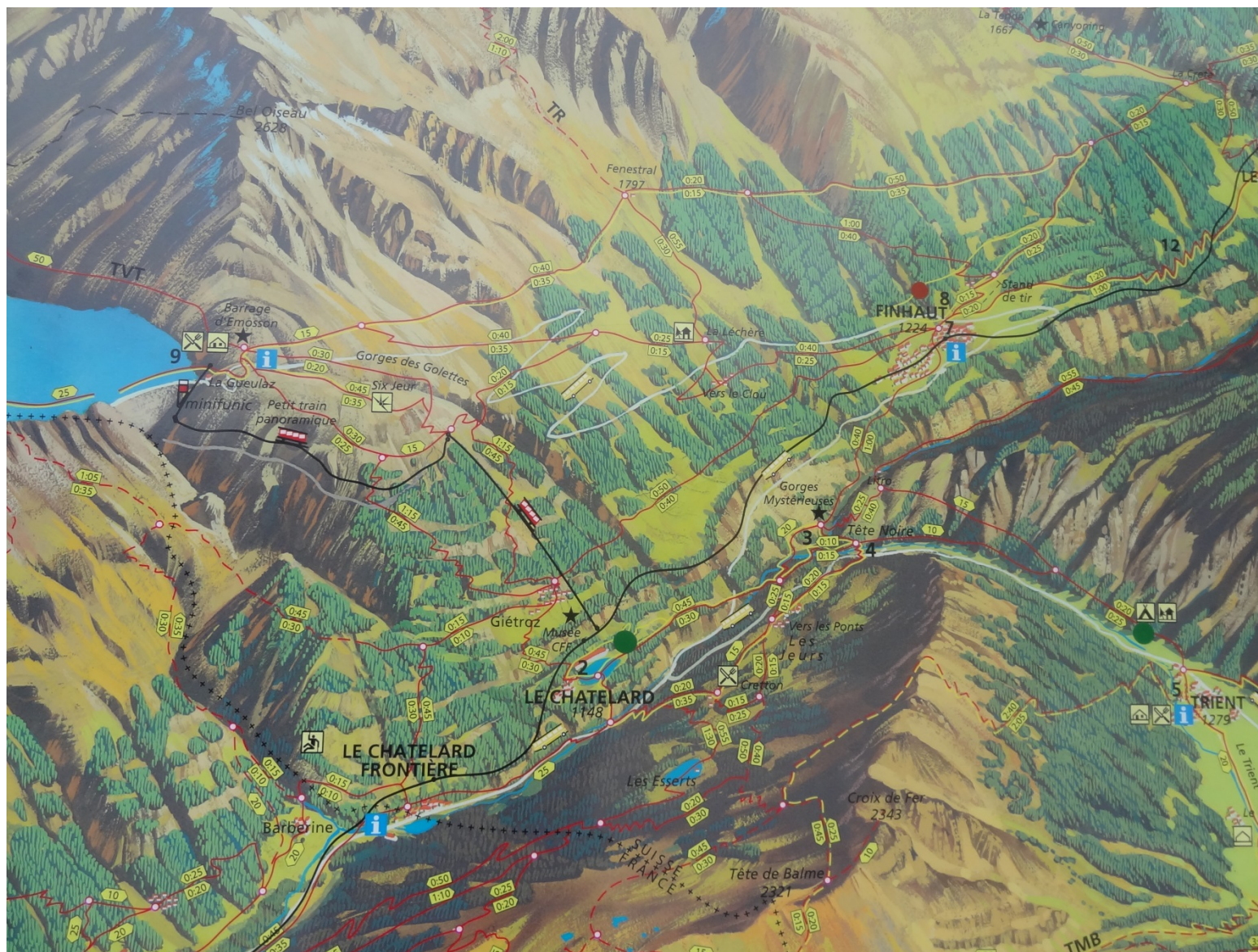
1.4. Méthodologie et sources

La première phase de la recherche a consisté en l'élaboration d'un premier *screening*, c'est-à-dire un survol descriptif du développement de Finhaut entre 1860 et 2010 (Sauthier et al., 2012). Cinq phases de développement ont été alors mises en évidence : 1860-1890 / 1890-1930 / 1930-1945 / 1945-1970 / 1970-2010. Cette seconde étape consiste à expliquer les dynamiques de développement territorial. Nous avons privilégié une stratégie consistant à dépasser les barrières chronologiques pour privilégier l'approfondissement de thématiques et d'objets particuliers : hôtellerie, infrastructures touristiques de loisirs et de divertissement, événements culturels, industries du secteur tertiaire et secondaire, finances communales. Cette méthode nous permet de ne pas mettre *a priori* de côté des éléments qui peuvent potentiellement avoir un impact sur la trajectoire bien qu'ils ne se situent temporairement à proximité d'un point d'inflexion. D'autre part, cette méthode nous offre une certaine marge de manœuvre quant à

la chronologie propre à la variable dépendante des dynamiques socio-économiques territoriales (antérieurement « régime d'accumulation ») par rapport au capital touristique.

En ce qui concerne les sources, selon la disponibilité des informations ont été privilégiées dans la mesure du possible des sources secondaires, mais principalement des sources primaires. La consultation d'archives a pu nous renseigner précisément sur des cas particuliers (les comptes communaux, les taxes industrielles). Nous remercions particulièrement M. Denis Lugon-Moulin, co-responsable des archives communales de Finhaut, pour sa précieuse collaboration. Nous remercions également M. Guy-Bernard Philippin pour les informations et archives transmises à propos de la SATEB. Les statistiques proviennent de différentes institutions, soit principalement l'Office Fédéral de la Statistique (OFS). La presse locale et romande a en outre été une source mobilisée à différentes reprises. En outre, on mobilise les chiffres de la taxe industrielle prélevée à Finhaut, cités annuellement dans les protocoles des séances de la municipalité de Finhaut. Ces chiffres représentent l'appréciation, vraisemblablement par les autorités communales, des bénéfices réalisés par les artisans et entreprises locales, soumis à la taxe industrielle. Cette source ne mentionne pas le montant de la taxe effective. On ignore s'il s'agit effectivement des bénéfices réalisés en tant que tels. Vraisemblablement, il s'agirait plutôt des revenus. Cependant, plus que les chiffres absolus, ce sont les proportions qui nous intéressent, entre les artisans et entreprises soumis à la taxe, et leur évolution au fil des ans. Enfin, plusieurs renseignements sur la situation à Finhaut durant l'entre-deux-guerre ont été recueillis au travers du témoignage de M. Charles Lugon-Moulin, par l'intermédiaire du travail de la médiathèque du Valais à Sion.

La Figure 7 ci-dessous montre la commune de Finhaut. Notons brièvement ici que Finhaut se situe dans la vallée du Trient, à proximité de la frontière française. Plusieurs hameaux constituent la commune : Finhaut-village, Le Châtelard-frontière, Le Châtelard-village, et Giétroz.



2. Analyse de cas

Tourisme et situation économique : quelques repères

L'analyse de cas débute ici par un état des lieux des grandes étapes de l'évolution du tourisme. Il s'agit ici d'intégrer quelques éléments de contexte permettant de mieux apprécier la situation de Finhaut en fonction du cadre théorique présenté au point précédent.

On trouve une littérature importante consacrée à l'histoire du tourisme, dans laquelle on retrouve diverses options pour une périodisation de cette histoire³. Les points présentés ici relevant des époques principales dans l'histoire du tourisme dans son ensemble font l'objet d'un certain consensus. L'évolution du tourisme allant de pair avec la situation économique de la population, nous rappellerons également quelques aspects y relatifs ; c'est en effet au regard d'une *situation* générale que l'on pourra apprécier le *contexte* particulier de Montreux de manière dynamique.

Le *Grand Tour*⁴

La Guide des chemins de France, premier itinéraire des routes, est publiée en 1552. Dans l'histoire des voyages, cette innovation est intéressante puisqu'elle anticipe le voyage lui-même comme un plaisir. En effet, jusqu'ici, le voyage peut être appréhendé comme un passage obligé, pour atteindre une ville, y conclure des affaires, etc. Les premiers « voyageurs » – au sens moderne qu'on lui entend, c'est-à-dire qui comprend un aspect de plaisir – ont ceci de commun avec leurs prédécesseurs que dans leurs déplacements, ils vont de ville en ville, en ne s'écartant que peu des routes. Le *gentleman* effectuant le *Grand Tour* est typiquement britannique, et noble. Son objectif est de parfaire son éducation, politique et culturelle, mais aussi virile (notamment par le passage à Venise). La fonction sociale du voyage se révélait pendant le voyage, avec la rencontre d'autres personnes du même milieu – liens qui seront utiles au jeune homme dans sa future carrière militaire ou diplomatique – et après le voyage, puisqu'il permettait d'acquérir une culture commune à la noblesse. En d'autres termes, le *Grand Tour* était un motif de reconnaissance (ou d'ascension) sociale.

Le réseau de communications terrestre n'étant que peu performant, on privilégiait dans la mesure du possible les voies fluviales. Les voyageurs de longue distance étant proportionnellement assez peu nombreux par rapport aux voyageurs locaux, le standing des auberges que l'on trouvait sur son passage répondaient rarement aux exigences de la clientèle anglaise. Les premiers hôtels n'apparurent que dans les villes comme Calais, Paris ou Lyon à la fin du XVIII^{ème} siècle. C'est donc au tournant du XIX^{ème} que des établissements se spécialisent en Suisse dans cette activité de l'accueil des *gentlemen*.

Les Alpes, durant cette « préhistoire du tourisme », ne retiennent pas l'attention de ces aristocrates et autres érudits. John Spencer (cité par Boyer, 2000) écrit en 1730 : « J'aimerais beaucoup les Alpes s'il n'y avait pas les montagnes. » Les montagnes, d'ailleurs, ne portent pas de nom⁵, hormis celles qui se

³ Voir par exemple MIT (2002), pour le tourisme dans l'arc alpin voir Bätzing (2003), ou encore pour la Suisse voir Tissot (2000)

⁴ Renseignements tirés de Boyer (2000)

⁵ Avant le « Mont Blanc », on parlait de la « montagne maudite ». Giudici (2000) note que, paradoxalement, si la distance qui sépare l'Europe du continent américain est connue depuis la fin du XVII^{ème} siècle, l'altitude des montagnes est toujours méconnue au XVIII^{ème} siècle. L'auteur interprète l'intérêt tardif (scientifique et esthétique)

situent à proximité des cols (p.ex. le mont Cenis qui mène à Turin). L'admiration de la nature qui conduira à l'attrait des Alpes passe préalablement par le fantastique. Les voyageurs jouent à se faire peur, en recherchant l'insolite, l'effroi, dans « Les Merveilles du Dauphiné » par exemple (avec sa Fontaine ardente, sa Tour sans venin...), ou dans la traversée du massif de la Chartreuse. Économiquement donc, les territoires de montagne sont donc concernés par une économie principalement d'auto-production/auto-consommation, le commerce se limitant à la vente de fromage et à l'achat de denrées et produits complémentaire à ce mode de vie autarcique.

« L'industrie des étrangers »

Dans un premier temps, les atouts des Alpes comme destination s'inscrivent dans ce sillon du merveilleux, puisque ce sont les « glaciers », qui attirent les curieux, notamment à Chamonix et à Grindelwald (dès les années 1740). La conquête du Mont Blanc⁶, et l'alpinisme en général⁷, prennent le relais en termes d'attrait pour les voyageurs, mais pas seulement. En effet, à la même époque, en 1761, paraît *La Nouvelle Héloïse*, roman épistolaire de Jean-Jacques Rousseau se déroulant sur les rives du lac Léman. Cet événement littéraire ouvre de nouvelles perspectives dans le champ des possibles en termes de normes culturelles et symboliques. Concrètement, des territoires inconnus jusqu'ici – dont la Suisse – sont désormais dignes du plus grand intérêt. Durant tout le XIX^{ème} siècle, les *étrangers* sont à la recherche du sublime (y compris la figure du montagnard valeureux), et du grandiose.

Parallèlement, le phénomène du voyage prend une nouvelle tournure. Grâce au développement rapide des villes et pour des raisons géostratégiques, le réseau de communication s'améliore considérablement dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. Dans ce sillon, le chemin de fer constituera à ce moment-là un élément clé du développement. Indirectement, « l'industrie des étrangers » profite de ces améliorations. En ce qui concerne les réseaux secondaires par contre, les acteurs de cette industrie vont prendre en main l'élaboration du réseau, de la même manière que des outils spécifiques à cette nouvelle manne économique vont être ici et là développés. Les guides de voyage sont un exemple intéressant. Contrairement à *La Guide des chemins* du XVI^{ème} siècle, les guides *Baedeker* ou *Murray* sont typiques de l'ère industrielle de par leur format, la rapidité de leur mise à jour et la seule présence de renseignements pratiques. De manière plus générale, les médias jouent un rôle important dans le développement de cette industrie spécifique⁸. Par exemple, le journaliste Albert Smith, qui gravit le Mont Blanc en 1851, organise des conférences à Londres, offre des Saint-Bernards au Prince de Galles, organise des projections de diaporamas, et fait ainsi naître de nombreuses vocations. D'autre part, les publications telles que *Le Journal et liste des Etrangers* connaissent un grand succès dans les dernières décennies du XIX^{ème} siècle. Dans le sillon des dimensions sociales du *Grand Tour*, elles servent aux

pour les Alpes par une certaine méconnaissance de la verticalité, tandis que l'horizontalité se trouve être le référentiel normatif de la société occidentale, hérité de l'Antiquité, et du primat de la mer.

⁶ La première ascension du Mont Blanc fut réalisée en 1786, par le guide Jacques Balmat et le Dr. Michel Paccard. Horace-Benedict de Saussure atteint le sommet en 1787, où il effectue des expériences scientifiques. En effet, l'intérêt de l'ascension à cette époque consistait en premier lieu à mesurer l'altitude de la montagne, à percer le mystère de la formation géologique des Alpes, ainsi qu'à procéder à des tests médicaux.

⁷ On compte peu d'ascensions du Mont Blanc au début du XIX^{ème} siècle, notamment en raison des événements politiques qui secouent l'Europe. Elles reprendront durant les années 1840. L'Alpine Club sera fondé à Londres en 1857. On peut dire que le milieu du XIX^{ème} siècle inscrit de manière durable l'alpinisme au rang de pratique « commune » et valorisée par la *nobility* et (plus tard) la *gentry*.

⁸ On pourrait insister sur d'autres aspects, par exemple le développement massif des agences de voyages et tour-opérateurs, comme l'agence Cook ; en 1890, l'entreprise *Thomas Cook and Son* regroupe 170 bureaux à travers le monde, et emploie 1'700 personnes (Tissot, 1990).

personnes en villégiature à exposer leur statut social⁹, mais elles permettent également aux industriels du tourisme d'exporter leur image, en d'autres termes de faire de la publicité.

Car si le développement des infrastructures a suivi son cours au fil du XIX^{ème} siècle – les uns agençant leur maison en pension, les autres en investissant personnellement dans la construction d'hôtels –, les premiers sursauts économiques ressentis par le secteur durant la crise des années 1870 vont compliquer la tâche des entrepreneurs. Comme le note Humair (2011b), les hôteliers suisses abandonnent les schémas classiques du libéralisme (individuel) pour un « capitalisme organisé ». Les groupements d'hôteliers mettent en place deux stratégies pour contrer la pression structurelle et la crise (déflation): le développement de l'offre de tout le système touristique (qualité, divertissement, embellissement, etc.) et le développement de la communication. A noter d'autre part que pour optimiser les profits, on rationalise en réduisant les coûts, et on restreint également la concurrence interne (prix minimaux).

D'un point de vue économique et territorial, on constate également un désenclavement des stations, avec la fusion des bases financières locales avec des flux financiers exogènes (Heiss, 2004). Ce sont notamment les constructions de voies ferrées qui drainent les capitaux des centres urbains voisins, où des banques sont créées à cet effet. Que ce soit du point de vue des offreurs ou des consommateurs du séjour, on peut parler pour la période allant du dernier quart du XIX^{ème} siècle à 1914 d'un « capitalisme ouvert et fanfaronnant » (Hoerner, 2010). On parle de capitalisme en ce qui concerne la clientèle également, car, si la *leisure class* (Veblen, 1970 [1899]) est toujours la base de l'économie touristique, la bourgeoisie ne fuit plus l'oisiveté. Du point de vue des nationalités, les étrangers ne se réduisent plus seulement aux Anglais, mais comprennent les Russes, Américains, Français, Allemands, etc.

Le tourisme à grande échelle

Le déclenchement de la Grande Guerre va constituer une épreuve difficile pour de nombreuses stations touristiques en Europe. Les conséquences de la guerre pour les offreurs sont diverses. Les dettes vont d'une part s'accumuler, rendant difficile la poursuite des investissements massifs dans les infrastructures que l'on observait auparavant. Cette situation conduira la Confédération à intervenir : une autorisation officielle est nécessaire à partir de 1915 pour la construction d'un nouvel hôtel, on instaure une politique contractuelle des prix, on fonde l'Office national suisse du tourisme (ONST, en 1917-1918), et en 1921 la Société fiduciaire hôtelière¹⁰. Les autorités fédérales interviennent également en fixant des moratoires pour protéger les débiteurs, transforment des dettes à court terme en dettes à long terme, fixent des taux d'intérêt variables en fonction du résultat de l'exercice, etc. (Bridel, 1970). Sur les bases de la glorieuse période ayant précédé la guerre, la conjoncture reprend durant les années folles, à tel point que les discussions portent désormais sur les prix *maxima* à appliquer, alors que depuis 1917 la Société Suisse des Hôteliers avait lutté contre l'érosion des prix, dans des tentatives toujours plus difficiles de renforcement du cartel.

⁹ Le *Journal des Etrangers* annonce les noms, lieux de séjour (station d'une part, et nom de l'établissement d'autre part - palace, grand-hôtel, etc.) et durée de villégiature des étrangers. Les journaux sont diffusés dans les stations mêmes, ainsi que dans les autres hauts lieux mondains du continent. On publie également des guides, locaux ou nationaux comme *Les Hôtels de la Suisse*

¹⁰ La société sera dissoute en 1931, puis reconstituée en 1932, et fusionnera finalement en 1966 avec la Coopérative suisse de cautionnement pour l'hôtellerie saisonnière, pour constituer la Société suisse de crédit hôtelier. La Société suisse des hôteliers avait été créée en 1891. Elle a par exemple lancé une « Action pour l'assainissement technique d'hôtels et de stations touristiques » entre 1943-1944 (Lüthi-Graf, 2006).

La révolution de 1917 va d'autre part constituer un événement majeur. Durant l'entre-deux-guerres, on observe non seulement l'absence de la noblesse russe, mais proportionnellement le poids grandissant de la bourgeoisie, puis successivement des employés, et enfin des classes populaires. Le temps des loisirs ne dépend plus de l'appartenance à une classe sociale, mais se définit par opposition au temps de travail. En d'autres termes, on assiste au développement des vacances¹¹. C'est d'ailleurs à cette période, comme on l'a noté plus haut, que le terme « tourisme » acquiert une pertinence générale : même si les définitions institutionnelles divergent¹², le phénomène est connu de tous, et potentiellement identifiable par chacun.

Entre l'hégémonie de la classe rentière et l'avènement de la classe ouvrière comme consommatrice de loisirs après-guerre¹³, c'est toute la bourgeoisie qui vient gonfler la demande potentielle des stations. Durant cette période, les pratiques elles-mêmes sont en évolution. Dans un premier temps, il faut compter avec la mode de l'hygiénisme¹⁴. Dans ce sillon, mais aussi dans celui de l'alpinisme¹⁵, il faut compter également l'essor du sport, dans toute sa diversité. De plus, la clientèle bourgeoise qui accède aux loisirs est principalement mobilisée par une logique de mimétisme de classe (Veblen, 1970 [1899]). Elle investit donc les stations dans cette logique régie par une stratification sociale en mouvance, doublée par une émancipation individuelle signifiée notamment par la pratique sportive.

Le mouvement de popularisation du tourisme va s'intensifier après la Seconde Guerre mondiale, grâce aux nouvelles opportunités économiques des Trente Glorieuses. On observe également la multiplication des destinations touristiques, répondant aux attentes des nouveaux consommateurs en mettant en avant les 3S : *sea, sand, sun*. En hiver, c'est la pratique du ski qui est désormais recherchée. Ainsi, les infrastructures d'hébergement et de loisir sont standardisées. Ces importantes considérations symboliques ne vont cependant pas contrarier l'extraordinaire développement du tourisme¹⁶ : D'après Vellas (2007), il représente 10% du PIB mondial et plus de 140 millions d'emplois directs. Les arrivées de touristes internationaux sont passées de 69 millions en 1960 à 808 millions en 2005. 80% du tourisme international est le fait de flux touristiques intra-régionaux (p.ex. intra-européen), tandis que l'Europe capte à elle seule 54.9% des arrivées mondiales. Les territoires alpins vont d'une part profiter de ce formidable développement des vacances populaires, mais également de la consommation de plus en plus importante des personnes présentes au niveau local et régional.

¹¹ Pour Cuvelier (1998), au-delà du temps libre, le tourisme est issu d'un ordre social nouveau articulé autour de la notion de travail.

¹² Voir par exemple, pour un état des lieux des divergences, Py (2013).

¹³ On peut entre-temps noter la date de 1936 avec les congés payés en France (où 600'000 ouvriers partent en vacances, CHF 1.8 million en 1937).

¹⁴ De nombreux territoires suisses, en altitude, pourvus de sources, se profilent largement sur ce créneau pendant près d'un siècle, entre 1850 et 1950 principalement.

¹⁵ D'après Giudici (2000), on peut interpréter l'essor des sports dans le sillon de l'alpinisme, en raison de la nature démocratique de ce dernier, qui permet l'exploit individuel, par opposition aux « jeux aristocratiques » (les tournois, la chasse, l'équitation, etc.).

¹⁶ On note ici encore quelques événements ayant eu un impact sur le tourisme : le second choc pétrolier (et la crise du début des années 1980, qui ont eu un impact plus important que le premier sur les arrivées et les recettes (Py, 2013)), la fin du bloc socialiste (concerne la mondialisation, la multiplication des échanges de capitaux (Hoerner, 2010), et l'ouverture des frontières pour les individus), le 11 septembre 2001, et l'épidémie de SRAS en 2003.

2.1. 1860-1914 : Entrée dans l'économie de marché d'une partie du système territorial de Finhaut grâce à une dynamique présentielle

Le début de la trajectoire de la station de Finhaut a été identifié vers 1860 (Darbellay, Clivaz, Nahrath, & Stock, 2011; Sauthier et al., 2012) en raison de l'existence attestée à cette époque de véritables hôtels sis sur la commune de Finhaut. A partir de là et jusqu'en 1914, Finhaut va connaître une croissance d'abord lente, puis plus rapide, de son offre de séjour artisanale. Avant de rentrer précisément dans les détails aux points 2.1.1 et suivants, nous suggérons ci-dessous une présentation générale de la situation de Finhaut durant cette phase. Notons en premier lieu que la population de Finhaut baisse dans un premier temps (de 470 habitants en 1850 à 400 en 1880). Cette première statistique nous paraît particulièrement révélatrice de l'impact mesuré du début de la trajectoire de Finhaut. Contrairement à d'autres stations comme Montreux (D. Guex, 2014) qui connaissent un essor démographique rapide et important dès le début de leur trajectoire, la population de Finhaut se réduit à l'époque. C'est en 1910 qu'elle retrouve son niveau du milieu du siècle précédent, soit 455 habitants.

En second lieu, notons ensuite la prédominance du secteur primaire dans les activités lucratives des Fignolins. Comme nous le verrons plus en détail au point 2.1.3, l'agriculture et l'élevage restent non seulement le moyen de subsistance principal de la population locale, mais également une référence culturelle et identitaire.

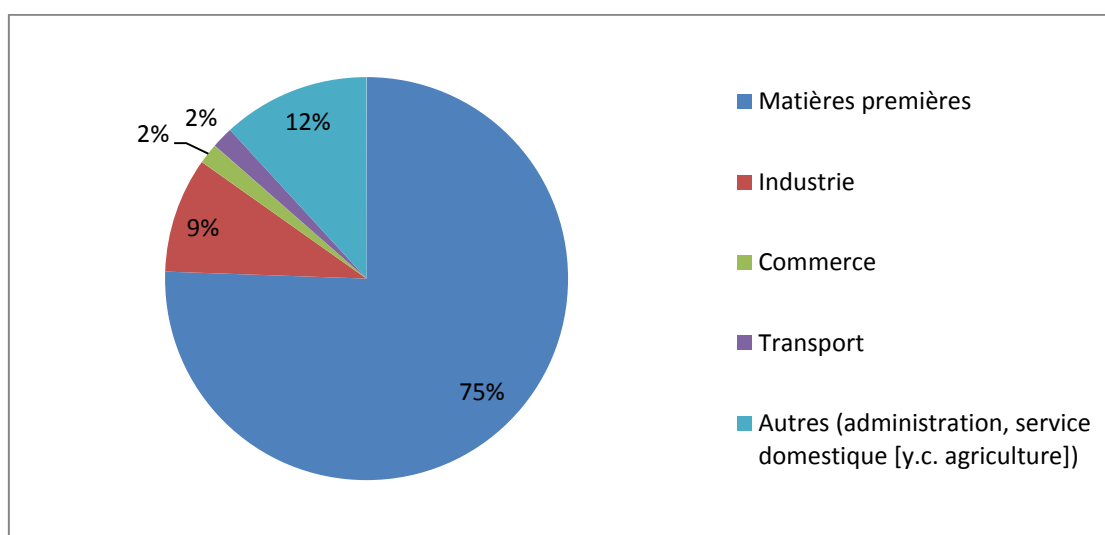


Figure 8. Personnes ayant une activité lucrative dans le district de St-Maurice en 1860 (en %). Source : OFS, Recensement fédéral du 10 décembre 1860, Quatrième livraison; La population d'après les professions et conditions

En 1870, 26 personnes dans le district¹⁷ de St-Maurice sont recensées dans la catégorie « hôtels restaurants, pensions, louage de chambres ou d'appartements », pour 2'034 dans les matières premières. En 1888 (Figure 9), 141 personnes sont répertoriées dans la catégorie « auberges et pensions », et 151 pour le « commerce proprement dit ». 10 hommes et 1 femme sont répertoriés dans la catégorie « renseignements, guides ». Le nombre de personnes ayant une activité lucrative dans l'hôtellerie croît ainsi de manière importante, sans pour autant que cette croissance de l'activité touristique n'impacte de manière conséquente sur la structure socio-économique du district : l'agriculture est encore tout à fait prédominante. Une économie d'auto-production/auto-consommation

¹⁷ Les premières données statistiques concernant l'emploi, tirées des recensements de la population, ne présentent des données de niveau communal qu'à partir de 1920.

est présente jusque durant l’entre-deux-guerres, avec par exemple la fabrication du beurre et du fromage, assurées à la laiterie par les contributeurs de lait (jours de travail proportionnels à leur contribution en lait)¹⁸.

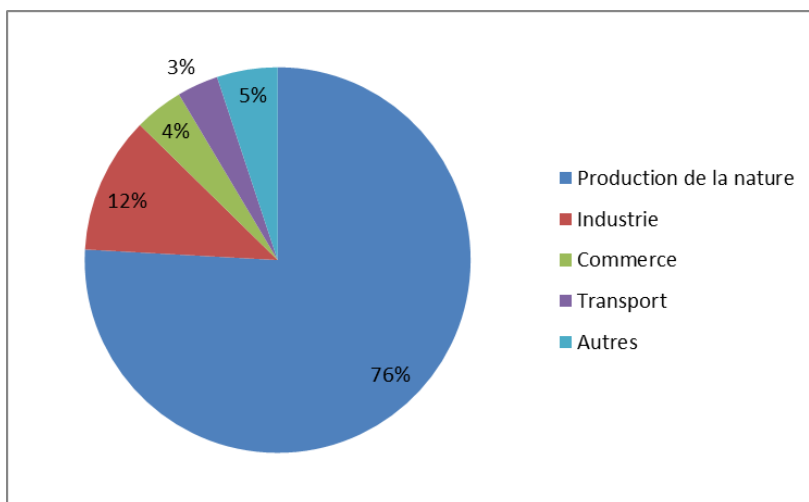


Figure 9. Personnes ayant une activité lucrative dans le district de St-Maurice en 1888 (en %). Source : OFS, Eidgenössischen Volkszählung, vom 1. Dezember 1888; Dritter Band; Die Unterscheidung der Bevölkerung nach dem Berufe

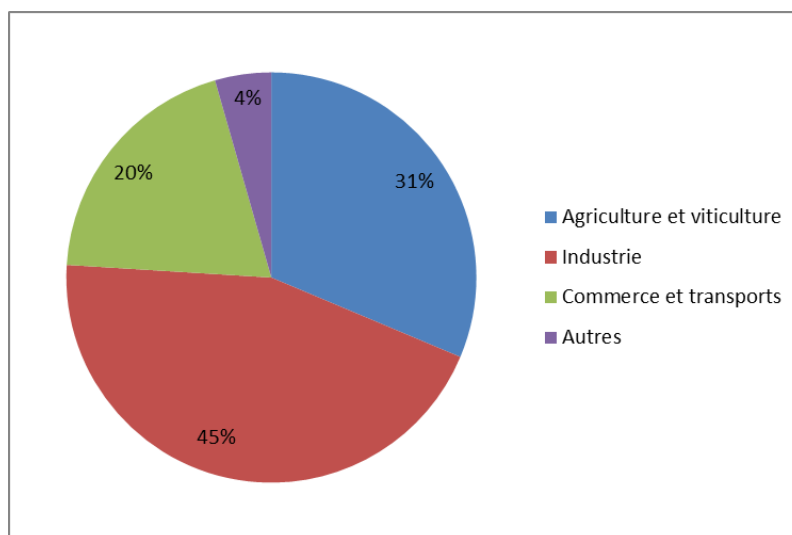


Figure 10. Personnes ayant une activité lucrative à Finhaut en 1920 (en %). Source : OFS, Recensement fédéral de la population du 1er décembre 1920. Résultats par cantons, fascicules 12 et 13

Les chiffres de 1920 ont l’avantage de proposer des chiffres au niveau communal (Figure 10). Cependant 1920 est spécifique car c’est la première année des travaux du barrage de Barberine (voir point 2.2.3.A). Cette même année les détails au niveau du district nous permettent d’apprécier l’importance du tourisme, soit à l’époque de l’activité présentielle de séjour. Ainsi 210 personnes sont recensées dans la catégorie « hôtels, cafés, restaurants, pensions alimentaires, garnis ». Sur ces 210 personnes notons que 144 d’entre elles sont des femmes. Dans le même temps, les industries du bâtiment et de l’ameublement occupent près du double de personnes, soit 491 personnes. Les voies de communication occupent 271 personnes, dont 200 dans l’administration et l’exploitation de chemins de fer à voie normale. C’est donc vraisemblablement au niveau de la plaine, c’est-à-dire de Vernayaz et de St-

¹⁸ Entretien Charles Lugon-Moulin

Maurice, que sont concentrés ces emplois, le chemin de fer du Martigny-Châtelard (voir point 2.2.1) étant un chemin de fer à voie étroite. L'administration et exploitation de chemins de fer à voie étroite occupe dix personnes. On ne répertorie aucune personne occupée dans les catégories « agences d'émigration » ou encore « bureaux de renseignements et de voyages ». Les « commissionnaires, portefaix, guides de montagne et guides d'étrangers » sont au nombre de cinq.

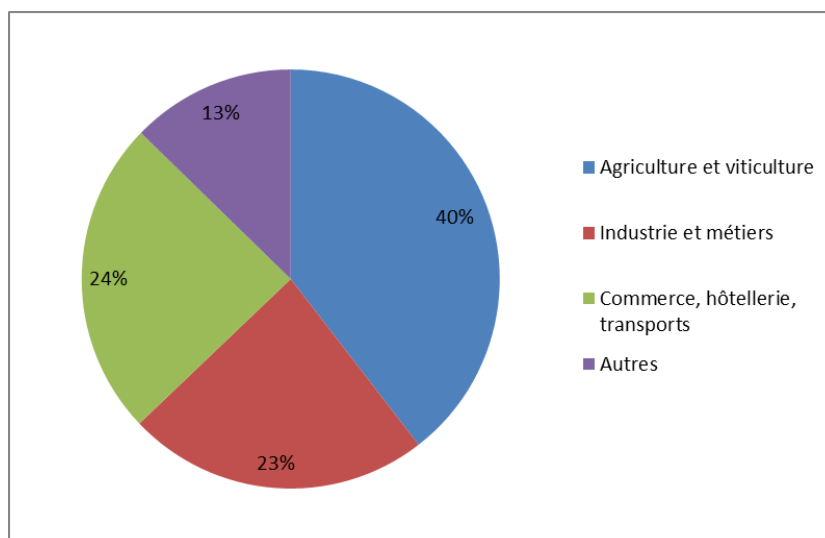


Figure 11. Personnes ayant une activité lucrative à Finhaut en 1930 (en %). Source : Recensement fédéral de la population du 1er décembre 1930. Résultats par cantons, 10^{ème} et 12^{ème} volumes

En 1930 (Figure 11), on peut apprécier l'importance prise par le tourisme dans les professions des personnes ayant une activité lucrative à Finhaut, au moment où les activités présentielle de séjour sont en baisse : 71 personnes (24%) sont recensées dans la catégorie « commerce, hôtellerie, transports ». Ce chiffre dépasse de justesse celui de la catégorie « industrie et métiers », avec 68 emplois. Rappelons qu'alors aucun chantier d'importance n'est en cours, comme c'était le cas en 1920. Le secteur primaire garde encore une importance considérable dans le système territorial. Par rapport aux chiffres de 1920, la proportion a augmenté : le nombre de personnes ayant une activité lucrative se montait à 383, pour 171 travaillant dans l'industrie. Structurellement, le tourisme au niveau de l'emploi apparaît au fil de cette période, et en particulier à partir des années 1910, comme un phénomène incontournable, tandis que les dimensions productives et notamment l'agriculture restent primordiaux. Le système territorial est impliqué dans le tourisme via les personnes ayant une activité lucrative dans les activités de séjour et locales, mais dans des proportions qui restent minoritaires au regard d'autres secteurs. Malheureusement, les chiffres au niveau communal ne nous permettent pas d'apprécier les proportions des travailleurs et des travailleuses dans chacun des secteurs. Cependant, ces chiffres étant disponibles au niveau du district, il nous paraît intéressant de noter que 37% des personnes avec activité dans la catégorie « commerce, hôtellerie, transport » se trouvent être des femmes, pour 14% seulement dans l'hôtellerie. On peut ainsi relever que le tourisme offre des places de travail aux femmes de la région, leur permettant probablement d'éviter de s'exiler dans d'autres régions pour trouver un emploi.

Malgré sa situation sur l'axe Martigny-Chamonix, Finhaut n'a pas connu jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle d'intenses relations commerciales avec ses voisins. L'hôtellerie, dès les années 1870, puis surtout 1890, constitue véritablement les premiers signes du dépassement d'un système d'auto-production/auto-consommation. Les flux de revenus, les signes d'une économie de marché, proviennent bien entendu d'autres régions. Les acteurs du système territorial finholin impliqués dans une économie de marché

sont précisément les acteurs concernés par les activités présentiels de l'époque, c'est-à-dire alors uniquement les propriétaires et travailleurs de l'hôtellerie. Quantitativement, que les touristes soient de passage ou en villégiature n'a qu'un impact peu significatif durant cette phase de relais, tandis que qualitativement, cette différence nous semble significative au vu de la phase d'abîme suivante en raison d'une dynamique de dépendance de sentier (voir point 2.2.2).

La dynamique de développement de Finhaut à partir de 1860 relève de deux processus complémentaires : une dynamique de développement endogène soutenue par les hôteliers à titre individuel pour une part, mais surtout un effet de rente de monopole, en l'occurrence une rente de situation. Du point de vue du système territorial, on ne parlera donc pas de « vente » d'une destination, mais bien d'une mise à disposition, dans la mesure où les interventions sur le marché de la part des acteurs du système territorial ne sont pas nécessaires : la valeur territoriale se construit sur la situation géographique de l'offre en ce qui concerne la consommation de passage, et sur la rareté de l'offre en ce qui concerne la consommation de séjour, ceci dans un contexte de faible concurrence. En effet, les stations de montagne sont encore peu nombreuses (Chamonix, Zermatt, Davos, St-Moritz, voir MIT (2005)).

La rente de situation repose sur deux dimensions : la situation de Finhaut sur la route de Chamonix, et la situation de Finhaut face au massif du Mont-Blanc. D'une part en effet, la fréquentation des hôtels et auberge dépend clairement de la rente de situation sur la route de Chamonix : les itinéraires muletiers passent soit par Trient, soit par Finhaut (Figure 12). Il faut compter 3 heures ½ de trajet entre Vernayaz et Finhaut (au moins jusqu'en 1880) (Roy, 2014). Deux types d'activités génèrent ici des revenus : dans un premier temps les nuitées et les dépenses en restauration, puis avec l'arrivée du train les dépenses en restauration qui prennent de l'importance par rapport aux nuitées. Il en va de même pour la seconde dimension de la rente de situation, qui concerne la proximité avec le massif du Mont-Blanc. Cette dimension repose non plus sur la consommation des hôtes de passage, mais sur la consommation des hôtes en villégiature. Les revenus basiques concernées proviennent de l'hôtellerie et de la restauration, mais se distinguent quantitativement par rapport aux précédents parce que la présence des consommateurs sur place est plus longue.



Figure 12. Les itinéraires de la vallée du Trient et du col de la Forclaz. Source : JISV (1912)

Concernant le développement endogène au niveau structurel, le système territorial local est constitué d'acteurs coordonnés de manière informelle. C'est par exemple à titre individuel que les hôteliers participent au financement d'infrastructures collectives utiles au développement de leur propre entreprise, comme c'est le cas pour la ligne télégraphique¹⁹. On ignore si à titre individuel la plupart des

¹⁹ Répondent à la souscription publique M. d'Auquier, propriétaire du Chalet Hector, M. Chappex, propriétaires de la pension Bel-Oiseau, M. Lonfat, propriétaire de la pension Mont-Blanc et M. Lugon, propriétaire de la pension de la Croix-Fédérale (Commune du Finhaut, 1888).

hôtelières étaient actifs au sein de la Société des maîtres d'hôtels de la Vallée du Rhône et de Chamonix (future Union Valaisanne du Tourisme), créée en 1879 (Erné, 1987). C'était le cas du moins de Joseph Chappex (Hôtel Bel-Oiseau) et d'Alphonse Lonfat (Grand-Hôtel notamment), puisqu'on sait d'eux qu'ils ont été délégués auprès de la Société Suisse des Hôteliers pour le Valais (Confédéré, 1928). Pour ces deux acteurs du moins, on peut imaginer que les associations professionnelles ont joué le rôle de plateforme, de mise à disposition d'informations, en d'autres termes d'apprentissage. Quant au relais de ces informations au restant des acteurs, nous ne saurions l'infirmier ou l'affirmer. En 1898 néanmoins, l'assemblée générale de l'association se tient à Finhaut (Erné, 1987). La dimension familiale du système territorial qualifie d'autre part ce développement endogène. Quelques familles dominent le marché, sans construire ni s'inscrire dans des modèles d'affaires multi-locaux ou anonymes, comme on a pu le voir à Montreux notamment. L'hôtellerie à Finhaut reste sur toute la trajectoire de la station artisanale, ceci malgré les importantes capacités hôtelières à la fin de la période de relais (754²⁰ lits pour 14 établissements).

2.1.1. La rente de situation

Sans entrer en détail dans les questions d'accessibilité (voir Roy (2014) la question des transports se trouve être fondamentale pour la compréhension des dynamiques socio-économiques territoriales de Finhaut dans la mesure où les flux de revenus dépendent de cette rente de monopole. Finhaut dépend doublement des transports : d'une part des voyageurs en transit vers Chamonix qui passent à proximité de Finhaut et profitent de la station comme étape, et d'autre part des touristes désireux de profiter de la région et pour qui une accessibilité convenable à la station est nécessaire.

A. Semi-monopole routier : Vernayaz-Salvan-Finhaut-Châtelard face à la Forclaz-Tête-Noire

En ce qui concerne la première dimension de cette rente de situation, les acteurs du système territorial finjolais ne se profilent pas de manière dynamique vis-à-vis de cette ressource. D'après les éléments que nous avons pu recueillir, il semble en effet que la profession de guide ne soit par exemple pas embrassée par les locaux. Si cela avait dû être le cas, cela aurait été de manière informelle, puisqu'aucune réglementation ni tarification n'étaient en vigueur dans un premier temps sur la route Salvan-Finhaut²¹. L'absence de cette tarification nous indique également qu'en termes de volumes le potentiel de clientèle restait faible.

Les acteurs du système territorial n'interviennent donc pas dans un premier temps pour tirer parti de leur situation de lieu de transit, du moins de manière formelle en accord avec la société des guides du Valais. En revanche, il est rapidement question de l'amélioration de cette route, classée route de 4^{ème} classe par la loi valaisanne de 1851²². Elle est en effet améliorée en 1861. A l'époque déjà, une partie des frais pour ces travaux est pris en charge par le canton (entre 33% et 40%) (de Preux, 1907), mais les frais à la charge des communes restent importants ; travaux et entretien. En 1865, la commune de Finhaut procède à une vente de bois pour payer les intérêts de ces travaux (Commune de Finhaut, 1865). Pour réduire ces frais, la route doit gagner en importance et passer au mieux en 2^{ème} classe. C'est l'intention des membres du Conseil en 1880 (Benedetti, 2007), mais c'est alors la route Martigny-

²⁰ A titre de comparaison, notons que la station de Montreux connaissait à la même époque un chiffre dix fois plus important.

²¹ Règlement du 30 mars 1858 des sociétés de guides du Valais

²² Loi du 24 mai 1851, modifiant celle du 20 mai 1835, sur la classification des routes.

Chamonix par Tête-Noire qui passe en 2^{ème} classe. Ces revendications indiquent que Finhaut, certes au bénéfice de sa rente de situation, se trouve durant la première partie de sa trajectoire en concurrence avec le tracé de l'autre versant de la vallée. Dans cette démarche d'affirmation de son statut de station d'étape, Finhaut reste financièrement dépendant des aides cantonales. Individuellement ou collectivement au niveau de la commune, les acteurs du système territorial ne sont pas en mesure de réunir les fonds nécessaires aux travaux d'amélioration de la route, en raison de leur ampleur. Cette situation se distingue doublement de la situation observée à Montreux, où certes les conditions géomorphologiques se trouvaient vraisemblablement incomparables à celles de la vallée du Trient, mais où néanmoins des sources de financement furent rapidement trouvées pour des projets inédits et risqués (notamment le funiculaire Territet-Glion en 1883 (D. Guex, 2014)). On peut donc parler de rente de semi-monopole en ce qui concerne le trafic piéton et de diligences : certes Finhaut se situe sur la route des diligences en direction de Chamonix et du Valais, mais la station est en concurrence avec le tracé Forclaz-Tête-Noire²³. Son positionnement en tant qu'étape principale sur ce tronçon n'a pas lieu, en raison d'un manque d'investissement des acteurs locaux, au niveau politique d'une part pour ce qui est du lobby cantonal (voir Sauthier (2013)), et au niveau strictement financier d'autre part pour ce qui aurait été de trouver un financement local pour la réalisation de ces travaux.

B. Monopole ferroviaire : le Martigny-Châtelard

Durant toute la première phase de sa trajectoire, Finhaut bénéficie d'une rente de situation, du point de vue du trafic piéton et routier : les revenus sont tirés des activités d'hébergement des personnes en transit. Les activités bénéficiant des revenus de la rente de situation évoluent cependant dès 1906 avec l'arrivée du chemin de fer. Jusqu'à l'avènement du trafic automobile populaire durant l'entre-deux-guerres, cette situation va donc être bénéfique pour le système territorial : Finhaut est accessible pour les hôtes en séjour, et son offre reste importante pour les personnes en transit. Au tournant du siècle, les promoteurs suisses et français intéressés par cet investissement sont intéressés par cette situation de monopole : c'est bien la liaison Martigny-Chamonix qui est un enjeu plutôt que les stations desservies, comme cela pouvait être le cas autre part (p.ex. Les Avants sur le premier tronçon du MOB). En d'autres termes, l'enjeu est moins en l'occurrence la « quête du haut » - soit des lignes permettant d'atteindre le sommet des montagnes, et non de relier deux lieux (Tissot, 2006) - et le désenclavement des villages de montagnes que le développement du trafic interurbain. Ce sont les perspectives de rendement sur l'infrastructure elle-même qui encouragent les investisseurs du Martigny-Châtelard, et en aucun cas les perspectives de développement induites par cette exploitation. Autrement dit, il s'agit d'exploiter la rente de situation de la future ligne. De cet objectif découlent toutes les décisions stratégiques qui concernent la mise sur pied de cette ligne.



Figure 13. Affiche du Martigny-Châtelard en 1925. Source: www.galerie123.com

²³ Pour cette raison, on peut s'interroger sur le soutien au principe d'une subvention cantonale de CHF 1 million accordée à l'entreprise du chemin de fer du Simplon en 1887 (Commune de Finhaut, 1887). Cependant, les finances communales n'étant pas directement affectées par cette subvention, l'intérêt touristique, fonctionnel et résidentiel de cette liaison a dû apparaître comme légitime aux votants.

Sept demandes de concession ont été adressées entre 1890 et 1901 au Département fédéral des chemins de fer. Dans un premier temps, quatre projets sont déposés. Une première concession est accordée en 1892 au projet de Ludwig et Schöpfer (Pacini, 2006). En 1894, l'assemblée bourgeoise accorde les forces motrices du Trient nécessaires à la traction des trains, les terrains nécessaires à la construction de la voie, le bois de ces terrains ainsi que le bois nécessaire à la construction des bâtiments de la gare. A la suite de Salvan certes, les autorités se positionnent clairement pour la construction de la ligne (Commune de Finhaut, 1894). Cette concession devenant caduque en 1901, de nouveaux projets sont défendus, dont l'un passant par le col de la Forclaz, soutenu par les autorités fédérales. C'est finalement le projet de M. Défayes, avocat à Martigny, et Strub, ingénieur à Clarens, qui est retenu (itinéraire par Vernayaz, Salvan, Finhaut) en 1901.

La société du Martigny-Châtelard (MC) créée dans le but de cette réalisation consiste en un consortium entre banques helvétiques, société électrique et firme industrielle. En l'occurrence on retrouve comme actionnaire majoritaire du MC la Société Franco-suisse pour l'industrie électrique (SFSIE), la firme française Schneider, ainsi que des banques. La société est créée le 11 juillet 1898, à Genève. Schneider ne fournit pas directement de matériel roulant au MC, mais se trouve néanmoins être un partenaire industriel indispensable de la société, notamment en raison de sa présence au Conseil d'Administration de la SFSIE²⁴. On y retrouve également notamment James Odier, Edouard Noetzelin (Paribas), Edmond Auberd, H.-C. Bodmer (Crédit Suisse), Guillaume Pictet, ainsi que d'autres hommes d'affaires français. Géopolitiquement (l'enjeu du trafic transalpin) et économiquement (placement des avoirs résultant de la croissance de la masse monétaire française), les chemins de fer helvétiques bénéficient de placements importants.

On retrouve du côté français tant que du côté suisse des intérêts concernant la mise en place de cette ligne, notamment en raison de l'existence de la ligne reliant le P.-L.-M. (Paris-Lyon-Marseille) à Chamonix. On retrouve ainsi au-delà de la SFSIE mais dans l'administration du MC Gustave Ador, qui siège au Conseil du P.-L.-M. sans être dépourvu de liens avec les intérêts bancaires genevois. Gustave Ador se trouve président du Conseil d'administration du MC et du Comité de direction de la compagnie (jusqu'à son accession au Conseil Fédéral en 1917). Notons encore dès 1907 la présence au CA d'Alexandre Emery, montreusien, vice-président du MOB et acteur incontournable de l'émulation touristique romande de cette époque (voir D. Guex (2014)). Le capital nominal de la SFSIE se monte à CHF 25 millions, et celui du MC à CHF 3 millions (en 1902), complété par 3 millions d'obligations de la SFSIE. En 1904, le capital est augmenté à 4 millions. Si le siège social de la compagnie se trouve à Martigny, le « vrai centre de décision » (Pacini, 2006, p. 31) se trouve à Genève, au siège de la SFSIE. Au vu de cette brève présentation, on comprend que le MC noue des intérêts financiers dépassant largement le cadre régional, et national. Outre Défayes, ainsi que Charles de Stockalper (banquier à St-Maurice), on ne retrouve donc aucune personnalité du district (ou du canton) à l'œuvre dans la réalisation du projet.

²⁴ En outre Schneider a joué un rôle dans la création de la Société Générale et Compagnie de chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée (P.-L.-M.).

Résultats d'exploitation du MC	
1906	-fr. 4'690.00
1907	fr. 104'415.00
1908	fr. 273'990.00
1909	fr. 289'982.00
1910	fr. 283'045.00
1911	fr. 349'072.00
1912	fr. 262'610.00
1913	fr. 291'738.00
1914	fr. 70'286.00
1915	-fr. 57'718.00
1916	fr. 8'834.00
1917	-fr. 14'667.00
1918	-fr. 17'032.00
1919	-fr. 4'404.00
1920	fr. 67'001.00

Tableau 2. Résultats d'exploitation du MC sur les quinze premières années d'exploitation. Source : Pacini (2006)

Non seulement le MC ne puise pas ses ressources financières au niveau régional, mais il en va de même au niveau des ressources humaines pour son exploitation. En effet le MC externalise son exploitation en la confiant aux CFF, tout comme la Compagnie du chemin de fer Viège-Zermatt. Les raisons invoquées tiennent dans la durée limitée de l'exploitation annuelle (5½ mois), et la « (...) difficulté de se procurer le personnel des trains (contrôleurs) qu'il est nécessaire d'avoir poli & convenablement stylé (...) »²⁵. Cette collaboration cesse cependant en 1910. La compagnie a ainsi pu bénéficier d'un temps d'adaptation en ce qui concerne l'acquisition des compétences nécessaires à l'exploitation du chemin de fer. Comme on le voit avec les chiffres du Tableau 2, rapidement le MC présente des résultats positifs, mais le poids des obligations ne lui permet pas de verser de dividende durant ces premières années²⁶. En 1909, après trois années d'heureuse exploitation, la liaison entre le MC et le P.-L.-M. est établie. Cette liaison implique une augmentation des coûts, mais également une augmentation du trafic. En 1911, une campagne de publicité est organisée parallèlement avec la Compagnie du chemin de fer Chamonix-Montenvers et les hôteliers de Chamonix.

Après la guerre et la baisse importante du trafic, les frais d'exploitation augmentent, notamment en raison de l'augmentation des coûts du personnel. A cette époque, une page est donc tournée avec la situation d'avant-guerre et l'euphorie du développement des chemins de fer qui avait cours dans toute la Suisse (Tissot, 2006). La reprise, bien que modeste, repose non seulement sur le trafic traditionnel de voyageurs, mais également sur les travaux de l'usine hydroélectrique de Barberine, jusqu'en 1925. De plus, les ambitions touristiques de la ligne, qui reposaient sur des enjeux de mise en réseaux de deux pôles touristiques, l'un comme destination (Chamonix), l'autre comme nœud routier et ferroviaire (Martigny) sont relayées par la nécessité d'une utilisation mixte désormais, c'est-à-dire servant non seulement la demande externe, mais également la demande locale. Vis-à-vis des locaux, le chemin de fer apparaît désormais comme indispensable, tant il a contribué à désenclaver les villages de la plaine du Rhône. Contrairement à des lignes ralliant des bourgs à des points de vue²⁷, cette réalisation est pleinement intégrée à la vie des habitants de la vallée. Elle permet d'une part pour ceux qui en ont les moyens de se rendre dans la plaine, mais elle apporte son lot d'emplois directs auprès de la compagnie. Ainsi il est devenu de tradition dans les années 1920²⁸ que les instituteurs de la vallée exercent également comme chef de gare : la saison estivale pour le chemin de fer, et l'hiver pour l'école. Dans ce contexte d'exploitation, les travaux de Barberine arrivent à point nommé pour limiter les déficits. Cependant, à partir de ces années, si le MC restera tout au long de la trajectoire un dispositif central du capital touristique de Finhaut, du point de vue de la dynamique socio-économique territoriale il ne fonctionnera plus comme un moteur, étant néanmoins parfois insuffisant pour garantir des revenus et le développement d'activités.

²⁵ PV Conseil de Direction du 26 octobre 1907, cité par Pacini (2006, p. 38).

²⁶ Au moins jusqu'en 1919.

²⁷ Comme par exemple le Glion-Rochers-de-Naye à Montreux, ou le Zermatt-Gornergrat.

²⁸ Entretien Charles Lugon-Moulin

2.1.2. Revenus basiques présents

Durant cette première phase de la trajectoire de Finhaut, l'arrivée des étrangers est synonyme de l'arrivée de l'économie de marché dans la structure socio-économique de Finhaut. Les revenus basiques sont générés par le transport des personnes, par leur hébergement et par la restauration. Comme on a pu le voir, le transport des personnes n'apporte qu'un flux monétaire modeste au système territorial, dans la mesure où les bénéfices d'exploitation sont perçus à Genève. Indirectement en revanche, grâce à cette mobilité des personnes, des activités permettant de drainer des flux monétaires basiques se développent à travers l'hôtellerie et la restauration. Conformément à ce que l'on peut observer ailleurs (D. Guex, 2014) l'hébergement est le principal générateur de revenus basiques. Cette activité est complétée par la restauration, mais cette complémentarité ne permet pas au système territorial de passer outre son statut de station de passage pour devenir pleinement un lieu de villégiature : le système territorial est peu complexe, l'organisation urbaine limitée.

2.1.2.1. L'hôtellerie

L'hôtellerie à Finhaut concerne d'abord quelques établissements: le refuge de la Croix fédérale, l'hôtel Suisse et l'hôtel Royal. L'hôtel de Tête Noire, situé sur la commune de Trient, et mentionné également ici en raison de son importance pour l'offre d'hébergement dans le secteur au début de la trajectoire. Ces établissements concernent directement les *voyageurs*, c'est-à-dire les personnes en transit. Différents cas montrent la diversité topographique de Finhaut qui offre de multiples possibilités pour le développement d'activités d'hébergement dans un premier temps. La Croix Fédérale se situe à l'ouest du village, cette partie dite *La Cotze*, sur la route des diligences. L'hôtel de Tête-Noire, anciennement hôtel de la Couronne (entre 1836 et 1850), dépend également directement de ce trafic mais de l'autre itinéraire, sur l'autre versant. Il offre de nombreuses dépendances et écuries (Frachebourg). L'hôtel Suisse se situe lui à Châtelard, au fond de la vallée, près de la frontière. L'hôtel Royal enfin, à Châtelard également, connaît une activité importante. D'après certaines sources, il aurait brûlé en 1855 (Favre, 1951). Cependant, l'hôtel Royal (Jacques Tissay aubergiste) figure au registre de l'impôt industriel valaisan entre 1867 et 1871, puis à nouveau entre 1877 et 1878, et en 1881.



Figure 14. Hôtel Pension de la Tête Noire. Source : www.trient.ch

Ces établissements concernent d'abord en premier lieu les voyageurs. Il en va de même avec pour d'autres établissements de la vallée, comme l'hôtel Victoria à Vernayaz. Ils sont pourvus d'importantes installations dévouées à cette activité de transit, notamment de grandes écuries. A partir de cette situation donc, soit les établissements concernés par la fréquentation de voyageurs vont pouvoir s'adapter à la clientèle de standing puis de villégiature, soit ces établissements vont disparaître. Les établissements qui vont survivre à l'arrivée du chemin de fer en 1906 seront ceux qui auront élevé leur niveau de prestation (La Croix-Fédérale notamment est transformée en 1877, puis en 1892 (Attinger, 1999-2000)), et qui d'autre part sont situés de manière favorable. Ainsi rapidement l'hôtel de Tête Noire perd de sa clientèle après 1906, de même que l'hôtel Victoria à Vernayaz²⁹. Dans le même temps se développent l'hôtel Suisse (gare du Châtelard) et apparaissent des établissements conçus directement

²⁹ Entretien Charles Lugon-Moulin

pour cette clientèle de haut rang : avant 1895 à Finhaut³⁰, l'hôtel Pension Suisse (1868), l'hôtel du Mont-Blanc (débit de vin vers 1870 puis pension dès 1881), l'hôtel Beau-Séjour (vers 1880).

A cette liste il faut ajouter l'hôtel Bel-Oiseau (du nom du sommet avoisinant), construit en 1862. Propriété de Joseph-Emmanuel Chappex, il est celle de Joseph Chappex en 1892, puis d'Edouard Chappex en 1898 (M. Perriard-Volorio, 1991). Rapidement, en 1879 – tandis que le village de Finhaut en tant que tel ne compte que l'hôtel Suisse et la Croix Fédérale - le Bel-Oiseau devient une dépendance d'un nouveau bâtiment construit par Chappex, le Victoria. Joseph Chappex bénéficie d'un prêt de CHF 4'000.- de la commune en 1889 (Commune de Finhaut, 1889). Admettant que ce montant eu servi au développement de l'hôtel, on peut noter le caractère local du cycle monétaire. En 1898, on compte 70 lits, en 1908, 110. La famille Chappex exploite d'après nos sources uniquement le Bel-Oiseau, un établissement d'envergure. L'hôtel reste propriété de la famille jusqu'à sa transformation en logements.



Figure 15. Grand Hôtel Bel-Oiseau. Source: www.ricardo.ch

Le caractère essentiellement familial de l'hôtellerie à Finhaut est un fait remarquable dans la mesure où cette caractéristique reste une constante durant toute la période. Tandis que la région lémanique connaît un « sur-régime » touristique, selon l'expression de Tissot (2012), qui se traduit dans le volume des infrastructures (hôtels, chemins de fer, etc.), ainsi que dans le volume d'affaires et d'endettement des sociétés anonymes, les hôteliers de Finhaut restent vraisemblablement ancrés non seulement au niveau du territoire communal pour le développement de leurs affaires, mais les propriétaires – d'après les informations que nous avons pu recueillir – n'ouvrent pas le capital de leur entreprise à des actionnaires extérieurs. Les fonds nécessaires au développement des hôtels sont vraisemblablement mobilisés au sein même du système territorial. En l'absence d'archives pouvant alimenter cette information, nous nous en remettons aux témoignages anonymes recueillis à l'occasion de la fréquentation du terrain : les établissements se sont multipliés notamment grâce aux cautions accordées aux futurs exploitants par leurs proches. De ce point de vue la dimension familiale indique deux choses au regard de la dynamique de *path-dependance* : d'une part les bons résultats de l'hôtellerie locale sur le long terme (depuis 1860) engendrent une certaine confiance de la part des garants envers cette activité, tandis que d'autre part à partir du moment où surviennent les difficultés financières, voire les faillites, la confiance informelle se trouve d'autant plus rompue qu'elle fut efficace pour la recherche de fonds : la méfiance est de mise. Comparativement à une structure de prêt bancaire traditionnel, pour des montants d'envergure, et englobant la quasi-totalité d'une économie régionale comme c'était le cas à Montreux, à Finhaut le *lock-in* n'a pas de conséquences positives : les débiteurs sont sommés de s'acquitter de leur dû, sans contrepartie (réinjections pour la rénovation des infrastructures, création d'emplois fonctionnaires pour lutter contre le chômage, etc.). En d'autres termes, la faible ampleur des capitaux extérieurs investis n'a pas entraîné l'implication forcée d'investisseurs extérieurs dans le sauvetage de la station, bien au contraire (voir point 2.2).

³⁰ Perriard-Volorio (1996), Attinger (1999-2000)

Grâce notamment à l'analyse de chiffres concernant les comptes des communes et les taxes industrielles, nous proposons de considérer l'appréciation générale de l'essor de l'hôtellerie dans le tissu économique local, ainsi que les stratégies multi-micro-locales et familiales mises en œuvre par les hôteliers. Relevons en premier lieu l'absence d'impôt industriel jusqu'en 1881. Cet élément permet d'ores et déjà d'apprécier la situation de la commune, principalement concernée par la problématique agricole. De plus, notons que les hôtels qui existent bel et bien avant cette date ne sont pas soumis à la taxe, du moins n'est pas mentionné dans les registres. Or, comme on l'a vu, dans un premier temps il est essentiellement question d'un tourisme de transit. Compte tenu de la relative autonomie des communes valaisannes en termes d'imposition par rapport aux dispositions cantonales à cette époque, on peut donc en conclure que l'hôtellerie de passage n'est alors pas à proprement parler considérée comme une industrie, par opposition au tourisme de villégiature, qui s'affirme justement dans les années 1880 et surtout 1890. De plus, jusqu'en 1893 ensuite, la commune n'encaisse de taxes industrielles que de la part des hôtels et pensions (5), hormis la fabrique de tabac. Cette dernière est d'ailleurs la propriété du propriétaire de l'hôtel Suisse à Châtelard (voir *infra*). L'année 1895 voit apparaître trois nouveaux établissements de séjour, soit l'hôtel du Perron, le Chalet Suisse et la Pension Glacier du Trient. En 1896, c'est l'hôtel Mont-Fleuri qui ouvre. Ce développement « industriel » est un phénomène marquant dans la trajectoire de Finhaut, car il s'agit bien là de 6 entités de cet type sur 400 personnes : Joseph Lugon pour la Croix-Fédérale, Joseph-Emmanuel Chappex pour le Bel-Oiseau, Eugène Vouilloz pour l'hôtel Suisse (et la fabrique de tabac), Frédéric Lonfat pour l'hôtel du Mont-Blanc, et le propriétaire de l'hôtel Royal, dont on ignore l'identité.

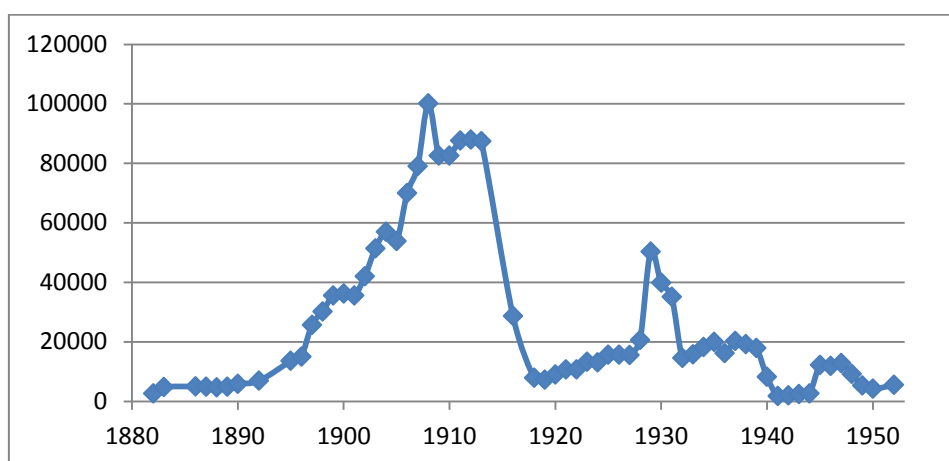


Figure 16. Totaux des montants taxés pour les pensions et hôtels. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1882-1952)

Au niveau de l'évolution des bénéfices des hôtels et pensions taxés, on observe une progression jusqu'en 1908, année où les montants totaux taxés se montent à CHF 100'100.-. Si les années 1909 à 1913 sont également excellentes, nous notons cependant que c'est bien durant cette année 1909 que Finhaut connaît, du moins au niveau de l'imposition des entreprises concernées par l'hébergement, son apogée « touristique ». Sans doute les hôteliers de la région ont pu après ces deux années de mise en service apprécier là toutes les retombées positives du chemin de fer. C'est vraisemblablement le cas de l'hôtel Suisse (voir *infra*). Durant toute cette phase de la trajectoire, la part de l'hôtellerie dans la génération de revenus basiques est prépondérante pour le système territorial (comme on le voit par exemple sur la Figure 17 pour 1895). A titre de comparaison, les montants taxés pour les

établissements d'Auguste Vouilloz et d'Emmanuel Lonfat ne rivalisent alors pas avec ceux des établissements de séjour, soit CHF 100.- pour les premiers et une moyenne de CHF 1'693.75.-.

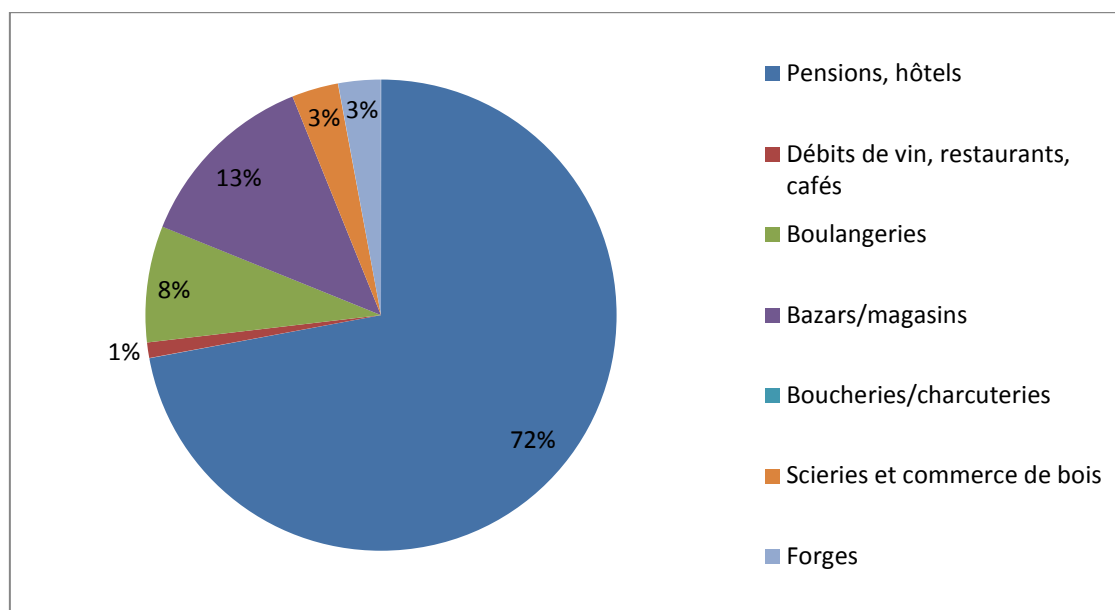


Figure 17. Les résultats des branches soumises à la taxe industrielle en 1895. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1895)

2.1.2.2. Les restaurants

Bien que quantitativement les restaurants ne jouent pas un rôle fondamental durant cette période dans la dynamique socio-économique territoriale de Finhaut, leur présence est néanmoins qualitativement très importante, car ils participent de la complexité de l'offre et de la gestion familiale des divers établissements. Ils sont des éléments de l'organisation urbaine.

L'hôtel des Alpes, le Col de la Gueulaz et le Fort de la Madeleine

Mentionné dans les registres pour débit de vin dès 1895 (premier débit taxé avec celui d'Auguste Vouilloz), Emmanuel Lonfat est propriétaire à son ouverture du Chalet de la Gueulaz (Figure 19), en 1900, un établissement d'altitude où se situe actuellement le barrage d'Emosson. Les cafés "Alpes et Col de la Gueulaz" sont répertoriés comme payant des taxes industrielles entre 1906 et 1911 (sur des montants entre CHF 2'000 et CHF 2'500.-³¹), tandis ce que l'hôtel des Alpes est mentionné également au niveau des boulangeries entre 1897 (CHF 800.-) et 1909 (CHF 2'000.-)). La pension des Alpes, qui succède semble-t-il au débit de vin, est taxée dès 1904. Un Emile Lonfat paie ensuite la taxe industrielle également en tant que boulanger entre 1910 et 1922 (de CHF 2'000.- à CHF 600.-). Suite à cela, Dauphin Lonfat paie la taxe industrielle (CHF 300.-, CHF 400.- ou CHF 500.-) également pour une boulangerie entre 1923 et 1926. D'après le Confédéré, c'est en 1911 que la Pension des

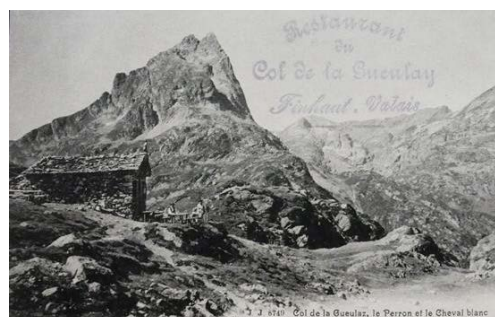


Figure 18. Restaurant du Col de la Gueulaz. Source : www.ricardo.ch

³¹ Sauf indication ci-dessous les chiffres mentionnés concernant les taxes industrielles désignent le montant des bénéfices des entreprises taxées, et non pas le montant de la taxe.

Alpes devient l'hôtel des Alpes: on peut imaginer que les fils Lonfat reprennent séparément les affaires du père, et se spécialisent ainsi, l'un dans la boulangerie, l'autre dans l'hôtellerie, au début des années 1910 (Perriard-Volorio, 1991). Dans tous les cas, avec la famille Lonfat dont il est ici question (qui n'est pas la même famille Lonfat que celle des hôtels Bristol et Grand-Hôtel, voir *infra*), on constate en premier lieu que la diversité des activités de commerce et de restauration semble effective. D'autre part, notons que le Col de la Gueulaz fait rapidement écho aux affaires sises au village lui-même, complémentarité qui se constate également avec le Fort de la Madeleine.

Le Fort de la Madeleine est situé également en dehors du village même de Finhaut, environ à sa hauteur à l'ouest, en aval du Col de la Gueulaz. Le Fort de la Madeleine, taxé en tant que débit de vin, était à l'ouverture en 1899 propriété de Julien Lugon-Moulin (Bochatay, 1996). Les montants taxés pour l'établissement étaient alors de CHF 100.- jusqu'en 1903, CHF 500.- en 1904, puis CHF 1'000.- en 1905. En 1910 et 1911, la taxe du Fort de la Madeleine est comprise avec celle du café des Alpes et Col de la Gueulaz : probablement que les Lonfat ont repris l'exploitation du fort à Julien Lugon-Moulin. Sans compter les éventuelles boulangeries dont il sera éventuellement question les années suivantes, la famille d'Emmanuel Lonfat est donc en 1910 concernée par le café et la pension des Alpes (hôtel en 1911), le Fort de la Madeleine, et le restaurant du Col de la Gueulaz. Au plus fort de la trajectoire de Finhaut, le consortium Lonfat E. peut être considéré comme soudé.

Le Fort de la Madeleine est ensuite mentionné en tant que tel dans les registres, seul, en 1912 et 1913 (CHF 2'000.-), et 1916 (CHF 100.-), absent jusqu'en 1919 puis à nouveau dès 1920. Vraisemblablement l'établissement bénéficie à ce moment-là des travaux d'Emosson (Figure 19). A titre de comparaison, les cafés-restaurants du milieu du village de Finhaut, et donc à distance du chantier, tel le café Central durant ces années paie la taxe industrielle sur la base de montants de CHF 300.-, le Mont-Joly entre CHF 300.- et CHF 400.-, le café du Tennis entre CHF 500.- et CHF 600.-. Entre 1931 et 1938 enfin, le café-restaurant du Col de la Gueulaz est mentionné seul dans les registres des taxes industrielles (entre CHF 300.- et CHF 400.-, CHF 500.- en 1933, 1934, 1935 et 1937), sans mention autre part du propriétaire ou de l'exploitant. Avec la baisse de la fréquentation, durant cette phase de transition qu'est l'entre-deux-guerres, l'organisation familiale n'est plus aussi coordonnée qu'elle a pu l'être. Sans doute l'intensité des exploitations d'altitude à proximité du chantier a notamment conduit des tenanciers à se spécialiser dans cette activité, comme c'est le cas d'Ernest Lugon, vraisemblablement successeur à Emosson des Lonfat de l'hôtel du Perron.

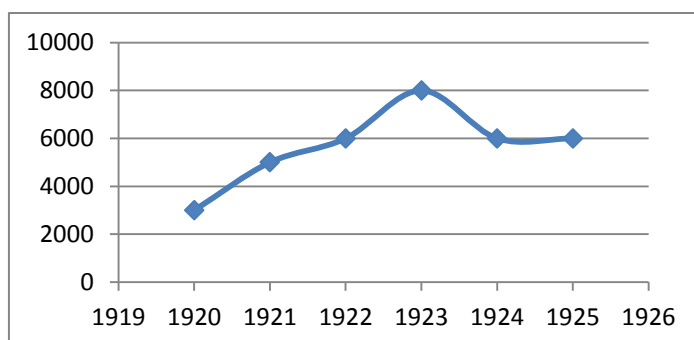


Figure 19. Montants taxés pour le Fort de la Madeleine entre 1920 et 1926. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1920-1925)

L'hôtel du Perron et le café Emosson

Sous l'enseigne « hôtel du Perron », il est en réalité question de deux établissements chronologiquement distincts, soit l'hôtel du Perron I construit en 1895, propriété de Henri Lugon, et l'hôtel du Perron II, soit un nouveau bâtiment inauguré en 1908 (Attinger, 1999-2000; Schupbach, 2010). En 1904, l'hôtel du Perron I est racheté par la commune et devient la maison communale. Aucune taxe n'est ainsi mentionnée en 1906 et 1907 pour l'hôtel du Perron. En 1908, l'hôtel du Perron II ouvre, et est taxé sur la base d'un montant doublé par rapport aux années précédentes (CHF 3'000.-). D'après Attinger (1999-2000), Henri Lugon reste propriétaire de l'hôtel du Perron, tandis que Perriard-Volorio (1991) mentionne Auguste Lonfat, puis son fils Henri dès 1910, à propos de ce même hôtel. Nous interprétons cette double information en tant qu'Auguste et Henri Lonfat eussent été à l'hôtel des Perrons II exploitants et non propriétaires. En effet, Henri Lugon était également propriétaire du Grand Hôtel Giétroz et Terminus, depuis son ouverture en 1900. D'autre part, notons que la Pension de la Gare (Pension Régina en 1911), ouverte en 1908, est propriété de Faustine Lugon, sa sœur (Attinger, 1999-2000).

Au regard des montants taxés pour l'hôtel du Perron (Figure 20), on constate qu'à l'image d'autres établissements, les meilleures années se situent au tournant de 1910. Malgré de bons chiffres après-guerre, et en particulier entre 1929 et 1931, les chiffres restent inférieurs non seulement à ceux des années 1910, mais également à ceux des années 1900. Au vu de cette diminution des résultats durant les années 1910, il est probable que les exploitants aient envisagé de développer leur activité de restauration en altitude, non pas à l'attention spécifique des touristes comme c'était le cas pour le Restaurant du Col de la Gueulaz et le Fort de la Madeleine, mais également et surtout à l'attention des travailleurs du chantier de Barberine.

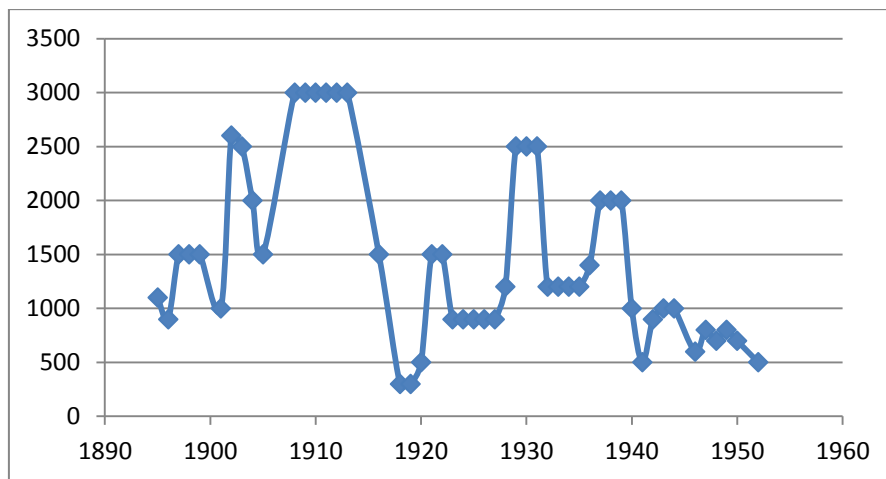


Figure 20. Montants taxés pour l'hôtel du Perron I et II (base de taxe industrielle). Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1920- 1925)

Henri Lonfat dépose en effet à la municipalité de Finhaut une demande de concession pour un café à Emosson (Commune de Finhaut, 1918-1921). Lors de la même séance, le conseil accorde également une concession à Martin Baratelli & Cie (entrepreneurs en charge du chantier de Barberine, voir point 2.2.3 pour l'ouverture d'un café-restaurant sur ses chantiers à Emosson. D'après nos sources, Henri Lonfat se trouve être détenteur de la patente pour le café Emosson au moins jusqu'en 1941 (Commune de

Finhaut, 1936). Il se serait même associé avec Ernest Lugon³², effectivement détenteur de la patente pour le café Emosson après la guerre (du moins entre 1947 et 1951 (Commune de Finhaut, 1947)). Cette association pourrait ne pas être sans lien avec la régulière baisse des montants taxés du café Emosson à partir de 1929 (de CHF 1'500.- à CHF 400.- en 1939), avant de reprendre pendant et après la guerre (CHF 1'000.-). En outre, Ernest Lugon était également d'ores et déjà détenteur de



Figure 21. « Chez Ernest », café-restaurant Emosson.
Source : Charles Paris, Médiathèque Valais, Martigny

la patente du café du Barrage (qu'il possède toujours entre 1947 et 1951) : Ernest Lugon s'est donc « spécialisé » dans la restauration du haut, tandis que la succession Henri Lonfat pour l'exploitation et/ou la propriété de l'hôtel du Perron passe (du moins pour le café dès 1936 et au moins jusqu'en 1947 (Commune de Finhaut, 1936 et 47)) à Mme Rüder Jean Marguerite. En 1972, en raison de la construction du barrage du Grand-Emosson, le café-restaurant Emosson ferme ses portes (SD Finhaut, 1972), le lac noyant l'établissement.

2.1.2.3. L'ascendance de quelques familles

Les frères Lonfat

Les frères Alphonse et Eugène Lonfat sont propriétaires quant à eux de trois établissements : Le Grand Hôtel de Finhaut (1896), la Pension Beau-Site (1903) et le Grand Hôtel Bristol (1908). Daniel, fils d'Alphonse, reprendra le Grand Hôtel et le Beau-Site jusqu'à ce que ce dernier ne soit rattaché au Bristol, en 1914, celui-ci ayant été repris par la veuve d'Eugène (Perriard-Vollorio, 1991). Premièrement, notons à propos des frères Lonfat l'importance de leurs activités hôtelières sur l'ensemble de la commune (Figure 22) : une activité qui commence en 1896³³ avec 13%, puis ensuite un quart des montants taxés du total des hôtels et pensions. Nous relevons deuxièmement à leur propos l'implication dans la politique au niveau communal et dans les organisations professionnelles du tourisme. Alphonse Lonfat a d'une part assumé la charge de président de commune (entre 1928 et 1940, voir Sauthier (2013)). D'autre part, il a participé à la création de l'Union Valaisanne du Tourisme, (Erné, 1987) et de la Société de développement de Finhaut (Barmaz, 1963), et est également membre du Conseil d'administration du Martigny-Châtelard (TdL, 1941). Il peut sans aucun doute être qualifié d'acteur important du système territorial de Finhaut, sur le long terme, on l'a dit depuis la fin du XIX^{ème} siècle avec l'ouverture du premier hôtel, jusqu'à son décès en 1963. L'effet de *lock-in* s'observe ici au niveau individuel : les dynamiques monétaire et de connaissances relatives à cet acteur contribuent à la poursuite d'une activité présentielle traditionnelle pour Finhaut – c'est-à-dire dépendant de la rente de situation – mais également d'efforts personnels relatifs à la complexité et à la fongibilité pour développer cette activité, démarche isolée au regard de l'ensemble du système territorial et surtout dans ce sens face à la concurrence. Concrètement Alphonse Lonfat fait par exemple rénover le Grand-Hôtel en 1934, en y installant l'eau courante chaude et froide (7 salles de bain et 36 lavabos), le chauffage central (58 radiateurs) (Nouvelliste, 1934). D'après Charles Lugon-Moulin³⁴, il se sépare de « sa plus belle vigne » à Fully, pour payer ses amortissements en période difficile. En 1952, il sera réélu à

³² Entretien Charles Lugon-Moulin

³³ On ignore malheureusement les activités professionnelles antérieures des frères Lonfat.

³⁴ Entretien Charles Lugon-Moulin

la présidence de la commune, événement qui révèle l'absence du renouvellement du personnel politique local, une manifestation supplémentaire de la dynamique de *lock-in*.

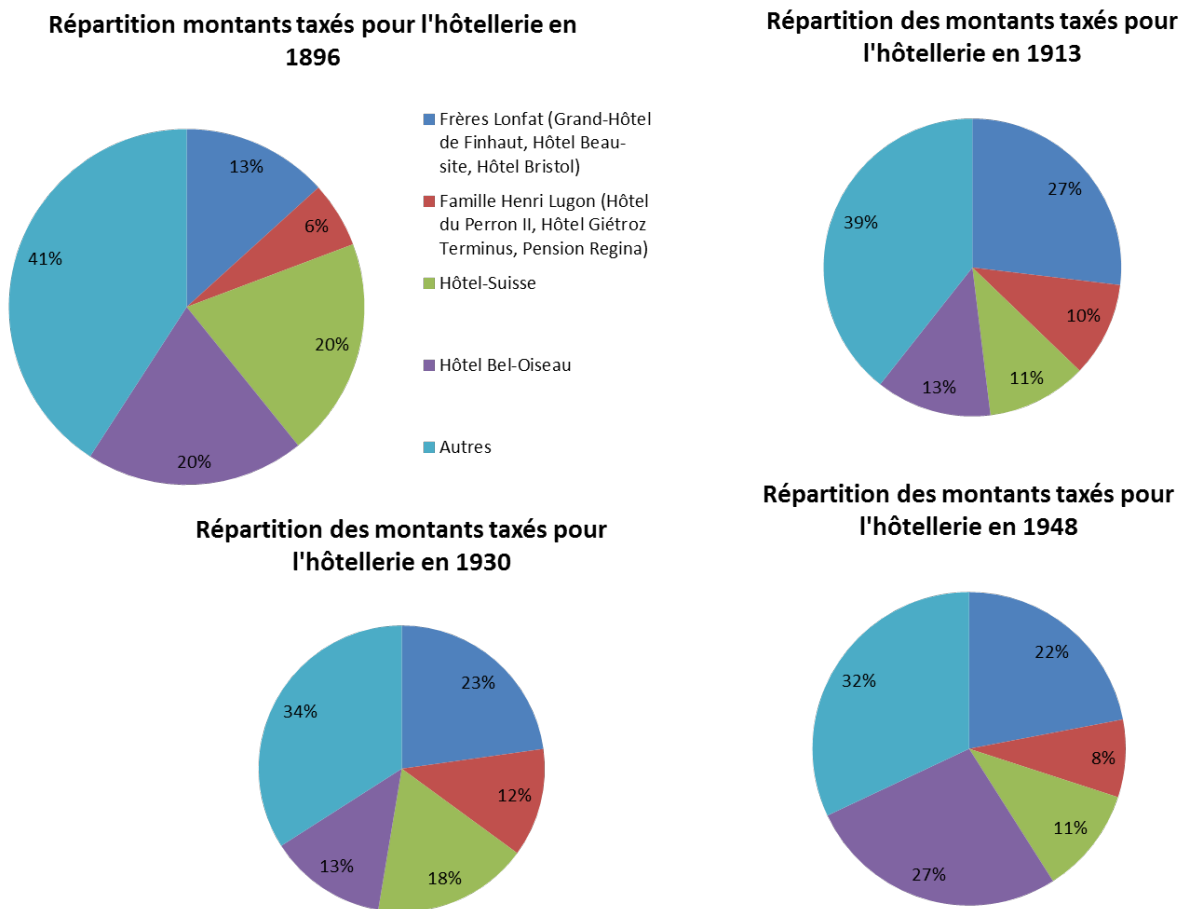


Figure 22. Répartition des montants taxés pour les hôtels et pensions en 1896, 1913, 1930 et 1948. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1896, 1913, 1930, 1948)

L'hôtel Suisse

Par rapport aux établissements des frères Lonfat et d'autres hôtels du village, l'hôtel Suisse a la particularité d'avoir une histoire plus ancienne et une trajectoire plus linéaire. L'hôtel Suisse, situé au Châtelard, fait partie des hôtels générant une fréquentation importante – proportionnellement comme on peut le voir avec la Figure 22. Il participe dès le début à la trajectoire de Finhaut, et est l'un des quatre derniers établissements accueillant des hôtes pour la nuit à Finhaut³⁵. D'abord débit de vin (vers 1850), puis restaurant, et enfin auberge (en 1875)³⁶, l'établissement est d'abord propriété d'Eugène Vouilloz. Né en 1837, Eugène Vouilloz fit d'abord construire son auberge, sur un terrain communal non pas acquis par l'hôtelier, mais accordé seulement, sous réserve que la commune en redevienne propriétaire dès lors que le bâtiment n'existerait plus (Commune de Finhaut, 1880). On pourrait penser que cette politique vraisemblablement informelle de droit de superficie soit à mettre à la cause du caractère pionnier et exceptionnel d'une telle entreprise à cette heure. Or on peut dire que ce n'est pas le cas, puisque lorsqu'en 1898 Eugène Vouilloz souhaite acheter un terrain à proximité de son établissement pour l'agrandir, cette demande est refusée par le Conseil (Commune de Finhaut, 1898a,

³⁵ Avec le gîte *La Casita* à Giétroz, la Pension des Alpes, et l'hôtel Beau-Séjour (garni).

³⁶ Prospectus hôtel Suisse

1898b). Si ce refus pourrait ne pas être sans lien avec une volonté de deux des membres du Conseil, également hôteliers (Justin Lugon du Chalet Suisse et Daniel Lonfat du Grand-Hôtel et président de la commune), de limiter la concurrence, il peut également s'expliquer par le maintien d'une pratique courante consistant systématiquement à ne pas vendre de terrain communal à certaines fins de développement.

Au plus tard en 1882 (date des premières mentions des taxes industrielles au niveau communal), du moins « au moment où nos tabacs avaient une entrée facile en France », il établit une petite usine de fabrication de tabacs et cigares. « A cette époque, il n'était pas rare de voir partir de Châtelard des escouades de 30 à 40 contrebandiers italiens chargés de tabac et chaque fumeur peut se rappeler l'excellent cigare valaisan dit de Châtelard » (GdV, 1907). Comme on le verra au point 2.1.3, cette industrie remarquable est une exception au regard du système territorial à cette époque. Bien que la fabrique soit toujours vraisemblablement en fonction au tournant du siècle³⁷, c'est bien l'hôtellerie qui devient l'activité principale des Vouilloz au Châtelard. En 1882, première année de perception de la taxe industrielle, l'hôtel Suisse paie sa taxe sur la base d'un montant de CHF 800.-, soit le 31% des montants totaux des hôtels et pensions de Finhaut. Comme on l'a vu avec la Figure 22, bien que cette proportion baisse au fil des ans, l'hôtel Suisse reste un établissement de premier plan pour la commune.

Le cas de l'hôtel Suisse nous permet d'apprécier de manière synthétique la problématique des activités basiques à Finhaut durant la dynamique de relais. En premier lieu, il s'agit d'une entreprise familiale, dont l'expansion repose sur le dynamisme d'un homme charismatique, en l'occurrence Eugène Vouilloz. Ensuite, l'importance quantitative de l'hôtel Suisse sur l'ensemble de l'hôtellerie de Finhaut nous permet de relativiser l'importance *a priori* prédominante du village en tant que tel, c'est-à-dire en particulier du lieu-dit La Cotze, et de la zone progressivement construite de là au Léamon. Cette centralité topographique dans l'accumulation nous apparaît particulièrement importante, d'une part en raison de l'importance de l'hôtellerie de transit, mais également au regard de l'importance des établissements d'altitude, compléments d'une activité hôtelière au village, puis régulièrement indépendante. Au contraire durant la fin du XIX^{ème} c'est l'hôtellerie en tant que telle qui dégage d'importants bénéfices, progressivement d'autres activités s'affirment comme étant d'importance dans le développement de la station, tant et si bien qu'un point d'analyse leur sera consacré lorsqu'il sera question de la trajectoire de Finhaut entre-deux et après-guerre (voir point 2.2). Enfin, l'exemple de l'hôtel Suisse permet de relativiser la zone d'influence économique positive de l'économie présentielle sur la population de Finhaut, dans la mesure où seules quelques familles sont concernées par ces entreprises, qui génèrent certes des



Figure 23. Hôtel Suisse. Source: www.delcampe.ch

³⁷ D'après Coquoz (cité par Attinger (1999-2000, fiche n°418), la fabrique de tabac serait toujours en activité en 1899. Cependant, la fabrique ne figure plus dans les registres de la taxe industrielle à partir de 1895. Cependant, les bénéfices taxés de l'hôtel Suisse passant de CHF 1'500.- en 1892 à CHF 3'000.- en 1895, et la fabrique étant taxée sur la base d'un bénéfice de CHF 900.- en 1892, on peut penser que c'est l'ensemble commercial et industriel Vouilloz du Châtelard qui est dès lors taxé.

emplois, sans pour autant que le secteur ne soit à considérer comme prédominant sur l'ensemble de la période (voir *supra*).

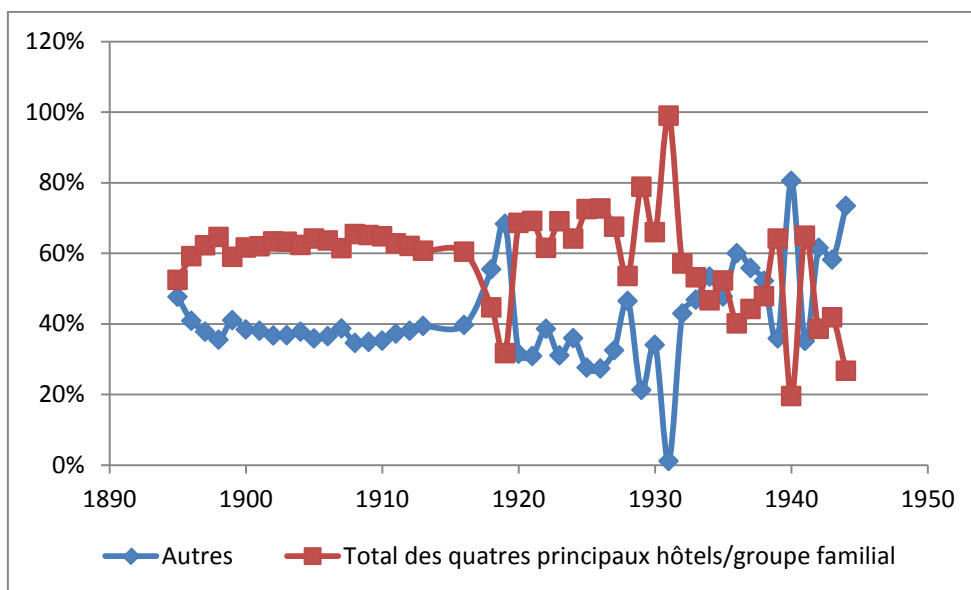


Figure 24. Montants taxés pour les hôtels et pensions entre 1895 et 1944. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1920- 1925)

2.1.3. Revenus induits et urbanisation

Outre les activités présentielle de séjour, les activités locales artisanales s'intensifient progressivement au fil de la trajectoire : l'économie de marché gagne de l'importance face à l'économie d'auto-production/auto-consommation et devient le modèle économique de référence sur le territoire. Cette mutation de l'économie locale est due à l'importance croissante des revenus basiques, générant des revenus induits. Outre le tabac fabriqué au Châtelard dont il n'est pas impossible que la marque territoriale joue une importance pour sa vente sur le marché (voir *supra*), aucun bien manufacturé ou industriel n'est par ailleurs exporté. En revanche, la croissance des revenus basiques engendre une croissance des activités et des revenus locaux.

Durant cette première phase de la trajectoire, comme la station se construit littéralement, on observe une croissance parallèle des diverses catégories professionnelles à Finhaut. La Figure 25 présente les montants taxés pour certaines catégories professionnelles bénéficiant directement de l'augmentation de la fréquentation des pensions et hôtels. Cependant, la totalité de ces revenus ne sont pas induits, en raison de la consommation par des locaux d'une part, et d'autre part dès 1904 en raison de la construction du chemin de fer. Comme on le voit avec la Figure 26 dans le cas particulier des bazars et magasins, les années 1906-1908 sont des années exceptionnelles. Grâce au cumul des revenus tirés des revenus basiques et locaux, les bénéfices des bazars et magasins passent de CHF 9'850.- en 1906 à CHF 12'050.- en 1906, soit une augmentation de 22%.

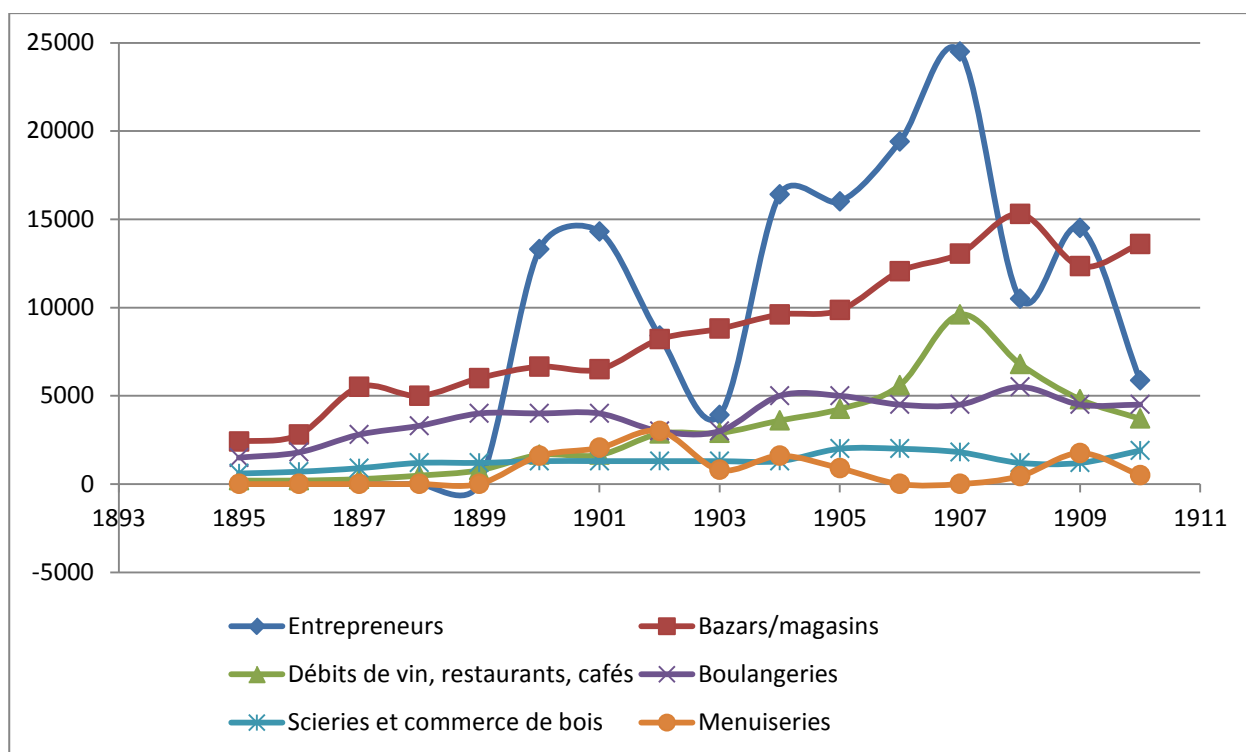


Figure 25. Montants taxés pour certaines catégories entre 1895-1910. Source : Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1895-1910)

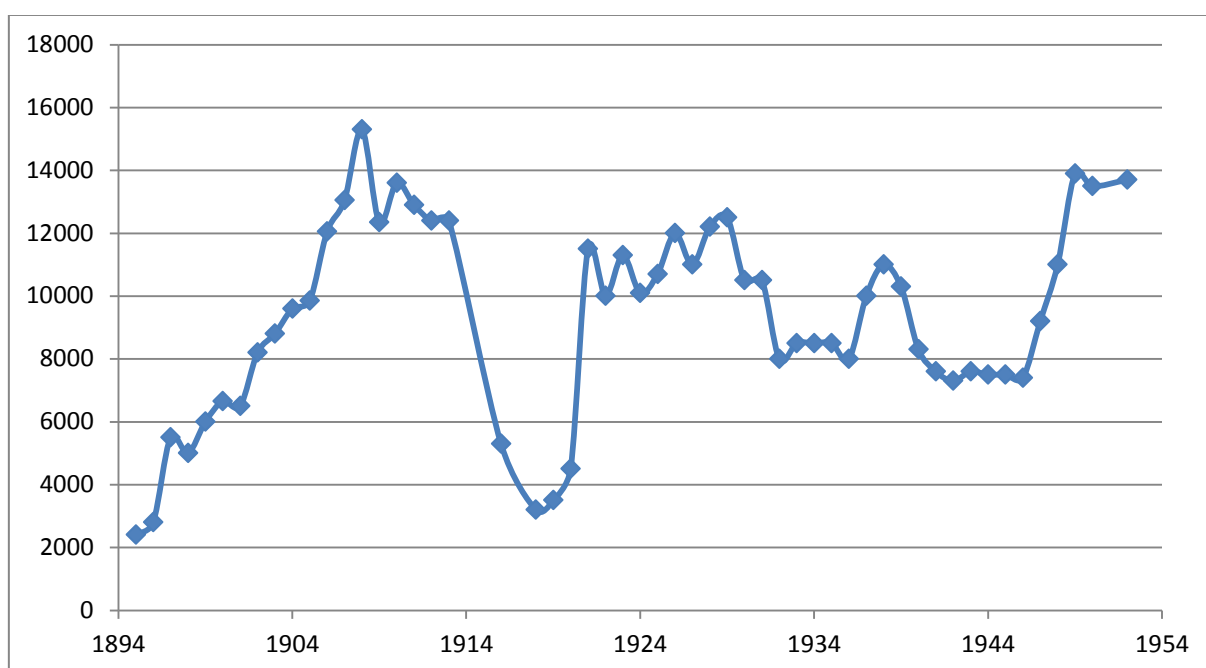


Figure 26. Totaux des montants taxés pour les bazars/magasins entre 1885 et 1952. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1885-1952)

Les résultats des bazars et magasins sont en outre intéressants car ils se présentent en deux phases distinctes pour la première moitié du 20^{ème} siècle : la première partie est très fluctuante (des bénéfices en croissance constante puis une chute très importante pendant la guerre), suivie d'une seconde partie plus stable. Si les activités locales contribuent sans doute à la croissance des bazars et magasins durant

les travaux (du chemin de fer jusqu'en 1906, puis de Barberine entre 1920 et 1925), les fluctuations des périodes de paix sont à mettre en relation avec la dépendance aux extérieurs, notamment étrangers. En d'autres termes, alors que dans un premier temps les revenus de cette catégorie professionnelle dépendent directement des activités de séjour, et voient ses résultats menacés au premier événement international, dans un second temps les revenus locaux prennent de l'importance et minimisent le risque de fluctuation des revenus. Contrairement aux hôtels et pensions, ainsi qu'aux cafés et restaurants, les revenus des bazars et magasins ne sont ainsi pas exclusivement et directement dépendants du tourisme, mais témoignent du processus d'organisation urbaine allant au-delà de ce phénomène. On compte jusqu'à 6 ou 7 bazars et magasins avant la guerre. Comme pour les entrepreneurs, quelques entreprises ne figurent que durant une ou deux années dans les registres, tandis que certains sont présents sur le long terme : la famille Lugon Moulin, avec François depuis 1892 jusqu'en 1926, Auguste depuis 1899 jusqu'en 1925, réunis sous les enseignes « Bazar de Finhaut/Bazar de la Poste » à partir de cette date (voir également point 2.2.2.B).

La croissance des revenus présentiels de séjour concerne de manière indirecte d'autres catégories professionnelles, et en particulier les entreprises de construction. En 1892, 5 pensions et hôtels étaient soumis à la taxe industrielle. En 1895, ils sont 8, puis en 1899 et 1900 sont construits les hôtels Mont-Fleuri et Giétroz-Terminus. Or c'est à dater de 1899 que sont taxés les entrepreneurs et autres métiers de la construction. Ainsi par exemple en 1900, sans pouvoir ici présenter de preuve absolue de corrélation entre ces événements, on peut supposer que les constructions évoquées ci-dessus ont été l'œuvre des artisans taxés auprès de la commune cette année-là, soit: Ramoni maître maçon/entrepreneur (CHF 4'000.-), Cretton Constant charpentier (CHF 300.-), Alba Charles tailleur de pierres (CHF 3'500.-), Pedroni ferblantier (CHF 1'000.-), Décaillet et Cie gypseurs (CHF 3'000.-), Coquoz Maurice serrurier (CHF 1'500.-). Si Décaillet, Pedroni et Alba sont taxés pendant trois ans, Cretton l'est jusqu'en 1908 (hormis en 1906), Coquoz jusqu'en 1913 (hormis entre 1904 et 1906) et Ramoni jusqu'en 1904. On peut donc supposer qu'il s'agit de mandats de construction restant dans la commune. Dans ce cas, on peut donc parler de croissance endogène typique d'une première phase de développement dans un contexte de faible mobilité, en d'autres termes d'équipement de la station en infrastructures.

Il est intéressant de noter en outre les arrêts de taxation, par exemple pour le serrurier Coquoz, qui, on le suppose ici encore, a peut-être suspendu son activité indépendante pour travailler sur le chantier du chemin de fer pendant ces années. Mais plus généralement et contrairement aux autres corps de métier, les entrepreneurs ont la particularité de ne figurer que brièvement dans le registre des taxes industrielles. Notons que la plupart des entrepreneurs ne sont mentionnés chacun que durant une, deux ou trois années. Par exemple Angelo Pivano menuisier (1901), Charles Alba tailleur de pierres (1899-1902), Genta ferblantier (1902-1903). Souvent les spécialités des entrepreneurs ne sont pas mentionnées, par exemple Jean Gastaldo (CHF 1'500.- en 1908 et 1909, CHF 500.- en 1913), Pierre Bay (CHF 400.- en 1909 et 1910), Denis Lugon Moulin (CHF 100.- en 1912), Couchepin (CHF 3'000.- en 1923), Eugène Gay (CHF 150.- en 1927). Certains entrepreneurs en revanche sont mentionnés durant plusieurs années : p.ex. Maurice Coquoz serrurier (1899-1903/1907-1913/1921, CHF 1'560.- en moyenne), Décaillet & Gay Crosier (1924-1937, env. CHF 4'900.- en moyenne), Pierre Mellina (1930-1952, env. CHF 1'845.- en moyenne). Avant la Première Guerre mondiale, on compte d'ailleurs un plus grand nombre d'entreprises de construction, réalisant chacune de plus petits bénéfices, par exemple 14 entreprises (hormis l'entreprise du Martigny-Châtelard) en 1909 pour une moyenne de CHF 800.- environ, contre 8 en 1928 pour une moyenne de CHF 3'000.- environ et 5 en 1950, pour une moyenne de CHF 2'400.-.

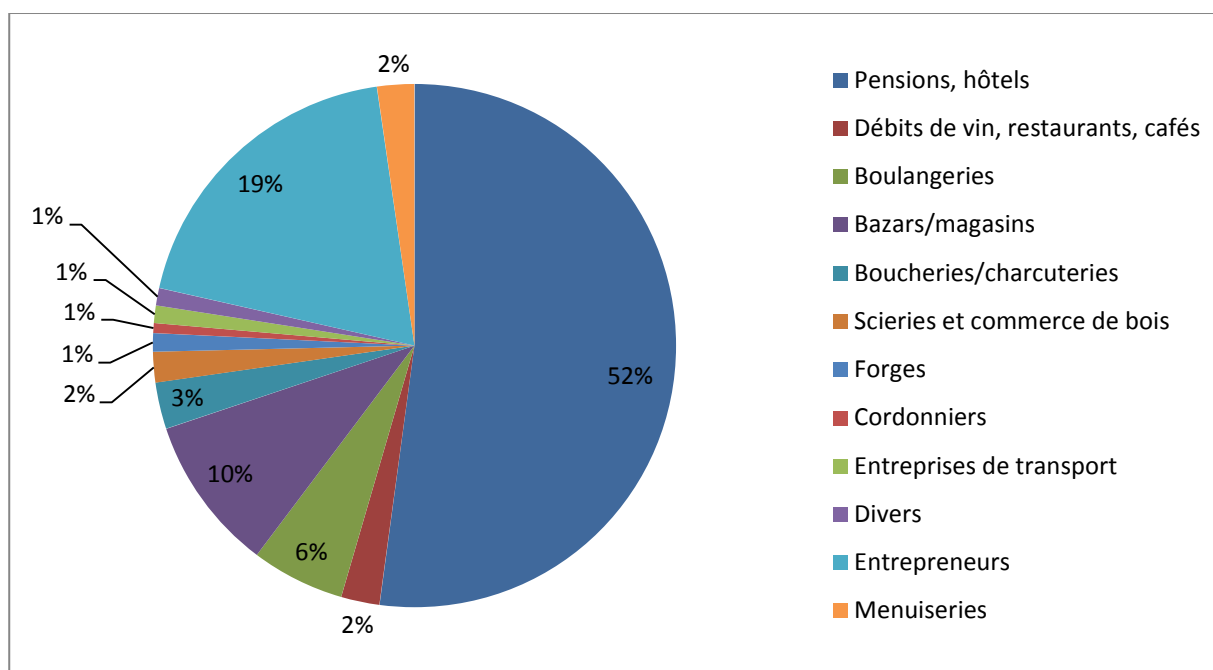


Figure 27. Les montants taxés des diverses branches en 1900. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1900)

Durant cette phase de croissance endogène antérieure à 1910, sur le total des résultats industriels générés sur le territoire communal, 52% sont désormais le fait des pensions et hôtels. Contrairement à ce qu'on a pu voir auparavant (voir p.ex. Figure 17), un quart des bénéfices totaux bénéficie désormais proportionnellement aux indirectement basiques, c'est-à-dire indirectement dépendantes de la présence d'externes, avec en particulier 19% des montants étant le fait des entrepreneurs, œuvrant alors à la construction des hôtels. Suite à cette phase de développement et à la construction du train (voir *infra*), on constate en revanche qu'en 1913 (Figure 28) les proportions des entreprises sises sur la commune sont comparables avec la fin du siècle précédent, avec les 3/4 des recettes dues aux pensions et hôtels. La différence tient dans la diversité du quart restant, avec seuls 3% des montants par les entrepreneurs, et d'autre part dans l'augmentation quantitative des recettes. Pour les pensions et hôtels, les montants sont passés de CHF 13'550.- en 1895 à CHF 87'400.- en 1913, soit environ 11% de taux de croissance annuel.

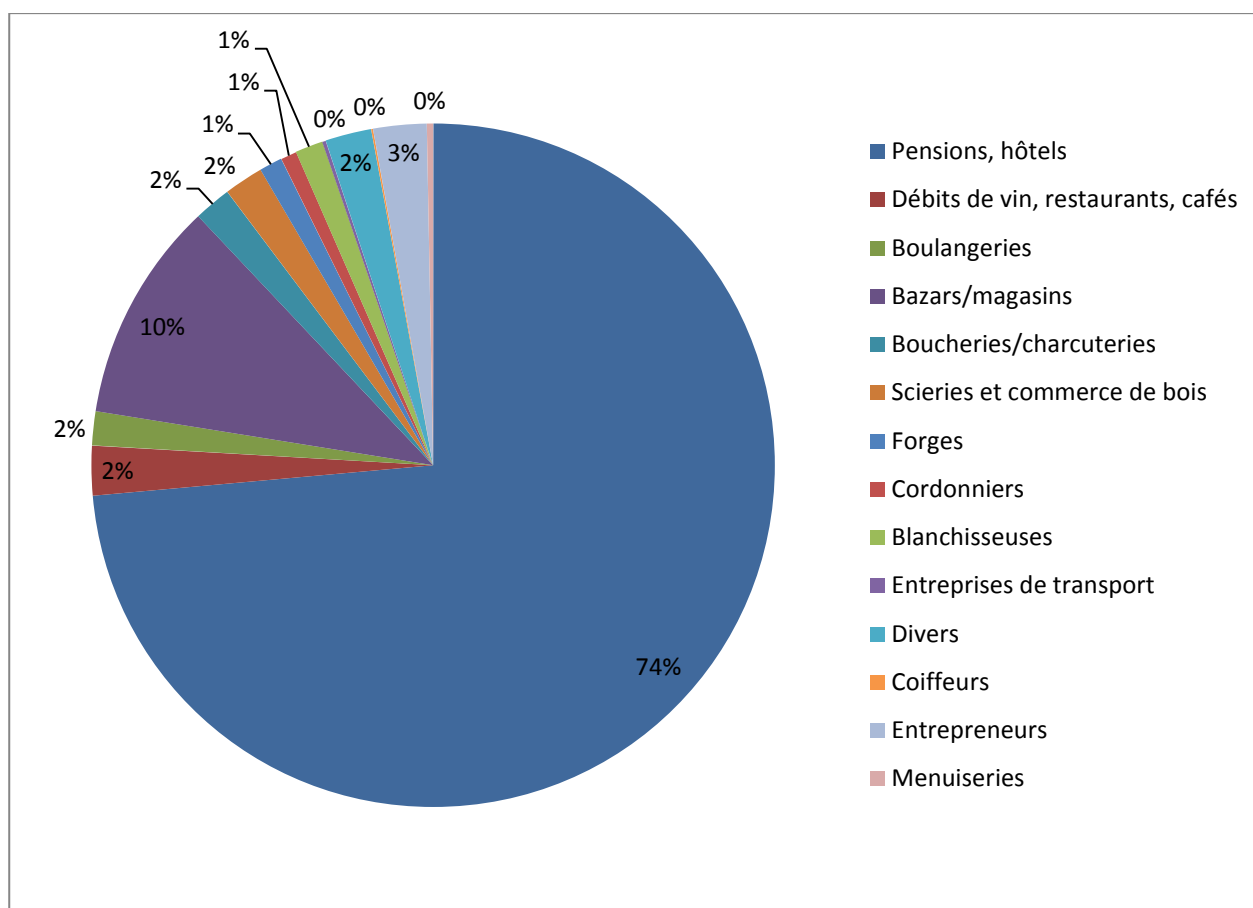


Figure 28. Les montants taxés des diverses branches en 1913. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1913)

Durant cette première phase de développement, les volumes des revenus basiques concernent essentiellement les pensions et hôtels avec comme on peut le voir une phase de construction bénéficiant aux entrepreneurs et une part grandissante des bazars et magasins. Cette situation va évoluer en particulier à partir de l'entre-deux-guerres. Dans les dernières années du XIX^{ème} et au tournant du siècle, les bénéfices des débits de vin, par exemple d'Auguste Vouilloz et d'Emmanuel Lonfat (premiers débits de vins mentionnés dans les registres de la taxe industrielle de Finhaut), ne rivalisent alors pas avec ceux des établissements de séjour, soit CHF 100.- pour les premiers et une moyenne de CHF 1'693.75.- pour les pensions et hôtels. Il en va de même pour les artisans : CHF 300.- pour les scieries de Jean Joseph Vouilloz au Châtelard et Auguste Lonfat à la Cotze, CHF 150.- pour la forge de Valentin Hugon et CHF 400.- pour celle d'Eugène Lugon.

La particularité durant cette phase de la trajectoire est donc une croissance des revenus issus des activités de séjour surtout, mais également de la consommation locale, tandis qu'au niveau de l'emploi on constate encore une forte diversité et une grande importance de l'emploi des secteurs primaires et secondaires (voir les Figures 9 et 10). Toutefois, le quotient de localisation des emplois « touristiques » (Figure 29) conforte les environs de 1895 comme date d'inflexion du point de vue de la dynamique socio-économique territoriale, puisque c'est durant ces années que le quotient devient positif par rapport à la moyenne suisse. Le quotient de localisation des emplois « touristiques » augmente tendanciellement, mais reste relativement faible au regard des décennies qui suivront (jusqu'à 6.2 en 2008). L'évolution de cet indicateur nous renseigne certes sur le profil pour une part touristique des

emplois des résidents de cette commune³⁸, mais surtout sur son pâle profil industriel et artisanal, qui persiste encore durant l'entre-deux-guerres, mais ne va que périlcliter au fil des décennies suivantes, à mesure de la disparition des petits commerces et petites entreprises locales (menuiserie, construction, etc.).

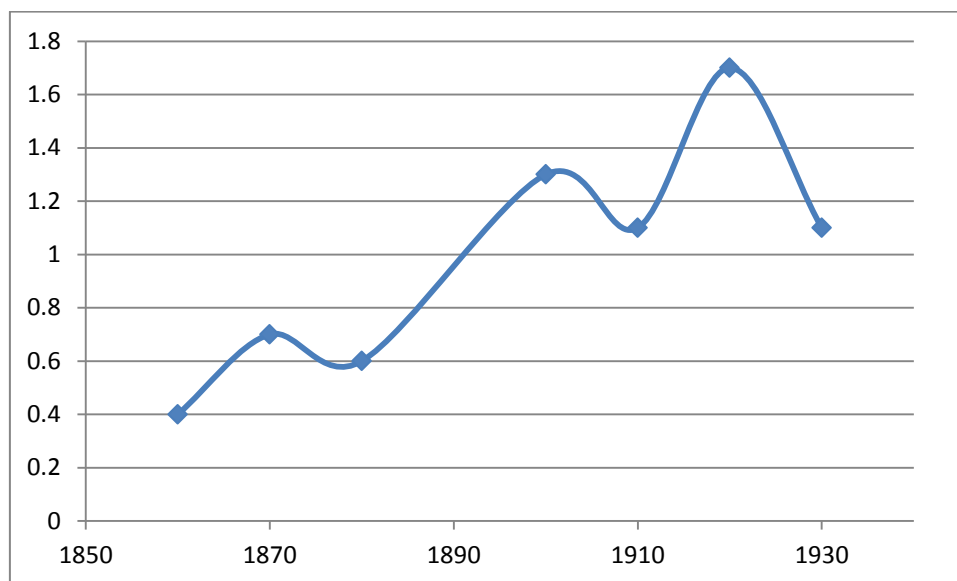


Figure 29. Quotient de localisation des emplois « touristiques » à Finhaut entre 1860 et 1930. Source : Recensements fédéraux de la population et des entreprises, OFS

D'un point de vue général, on constate que les montants taxés croissent (Figure 30) à un rythme plus soutenu à partir de 1895. Cependant on constate que le total des montants explose en 1904, en raison des travaux de la ligne de chemin de fer : la construction d'une infrastructure à vocation touristique permet aux finances communales de dégager des revenus directs via la taxe industrielle, mais génère d'autre part une série de revenus pour les magasins et certains cafés et restaurants. Ainsi cette année-là l'entreprise du Martigny-Châtelard paie une taxe industrielle sur un bénéfice de CHF 112'500.-, soit près de 57% du total³⁹. Les corps de métier bénéficiant de ces travaux sont les boulangers (CHF 3'000.- au total en 1903 à CHF 5'000.- au total en 1904), les blanchisseuses (de CHF 200.- au total en 1903 à CHF 850.- en 1904, CHF 1'050.- en 1905) et les cordonniers (de CHF 600.- en 1903 à CHF 1'600.- en 1904). Certains commerçants apparaissent uniquement pendant ces années-là : dans la catégorie « débits de vins et magasins italiens » en 1904, on trouve 7 occurrences pour un total de CHF 10'500.- en 1904 et 3 occurrences pour un total de CHF 32'500.- en 1905. Pour ces deux années, les frères Diacoli sont taxés respectivement sur des montants de CHF 4'000.- et CHF 30'000.-. Par ailleurs on compte jusqu'à cinq boucheries à Finhaut (sur l'ensemble de la trajectoire), entre les années 1905 et 1907 (quatre en 1908). Seul Maurice Fournier (imposé depuis 1898) poursuit son activité jusqu'à la guerre, tandis que le second boucher encore présent après les travaux du chemin de fer, Eugène Chappot, commence lui son activité en 1906.

³⁸ Jusqu'en 1955, nous nous basons sur les chiffres disponibles pour établir cet indicateur, soit les chiffres issus des recensements de la population (voir l'annexe).

³⁹ Le total des entrepreneurs se monte à CHF114'700.-. Le total cette année-là des pensions et hôtels ne constitue donc que le 28% du total de l'ensemble des montants taxés.

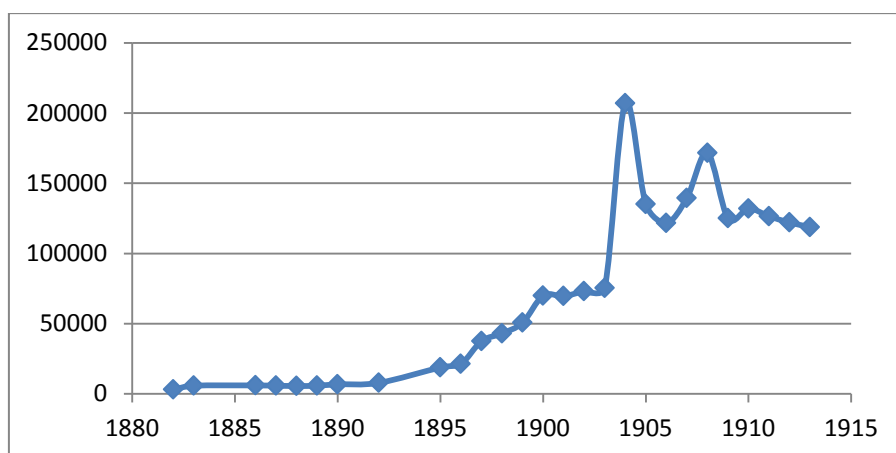


Figure 30. Total de l'ensemble des montants taxés par la taxe industrielle de 1882 à 1913. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1892-1913)

En 1904, les recettes totales de la taxe industrielle sont plus que doublées, grâce aux travaux qui concernent certes une infrastructure de transport, mais à destinée avant tout à la circulation des étrangers. Du point de vue de l'exploitation, l'impact du chemin de fer se fait ressentir par les hôtels (de CHF 57'000.- de montants taxés en 1904 à CHF 100'100.- en 1908), mais également par d'autres branches, et notamment les commerçants. Autrement dit, le désenclavement de Finhaut par rapport à la plaine, l'inscription du système territorial sur un réseau de mobilité engendre une croissance des revenus basiques. Suite à la construction qui a engendré d'importants revenus en termes d'imposition et de revenus locaux, sur le long terme les résultats sont également positifs pour d'autres catégories professionnelles, cependant qu'ils restent incomparables, en chiffres absolus, au regard des résultats supplémentaires des commerçants et tenanciers d'établissements publics (Figure 31) : le résultat des blanchisseuses passe de CHF 200.- en 1903 à CHF 850.- en 1904 et CHF 1'800.- en 1906 et 1907, le coiffeur Emile Lugon Moulin s'installe vraisemblablement en 1906 et réalise CHF 100.- de bénéfice (il paiera la taxe industrielle jusqu'en 1943), les bouchers également augmentent leurs bénéfices en passant de CHF 1'400.- en 1903 à CHF 2'950.- en 1907. On interprète ici cette différence comme une différence de classe entre les habitants, les plus modestes sachant qu'ils étaient redevables aux plus riches pour l'amélioration de leur situation financière. Ainsi comme en témoigne Charles Lugon Moulin, les habitants vivant du secteur tertiaire se distinguaient des agriculteurs : « La Cotze et le Léamon, c'était pas la même chose, on n'était pas tellement d'accord. Le Léamon c'était plutôt des paysans, alors qu'à la Cotze c'était les hôteliers, le buraliste, c'était les grands. »

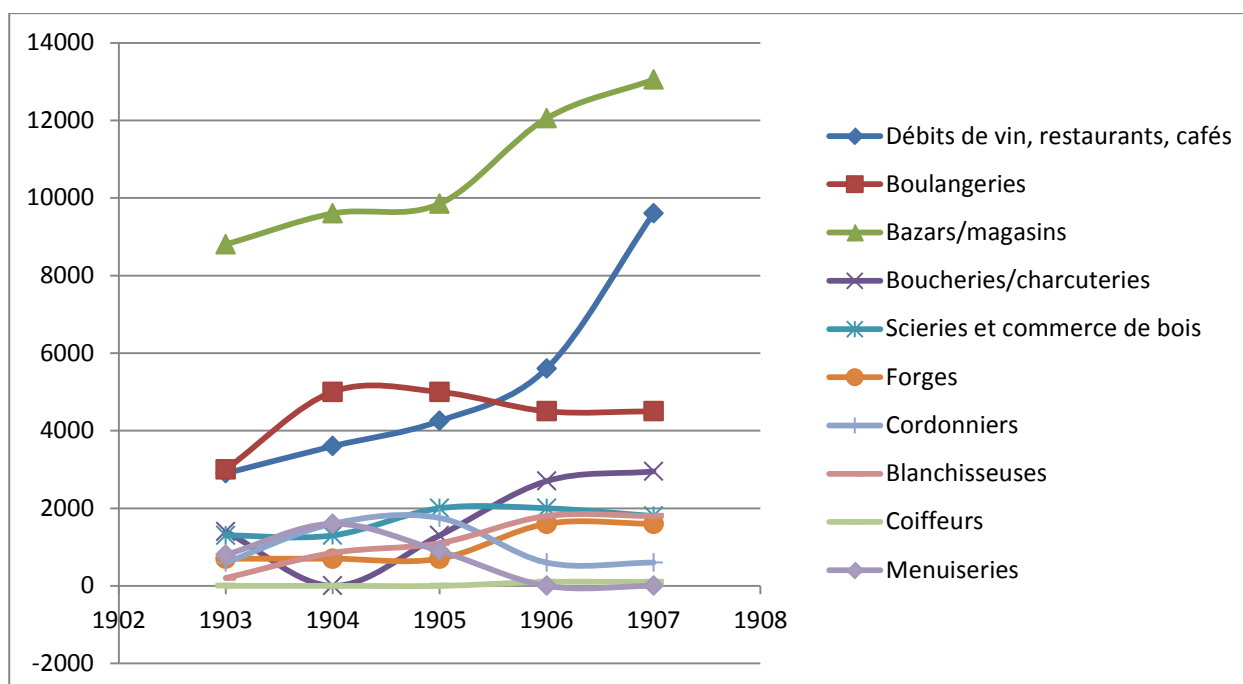


Figure 31. L'impact de l'arrivée du chemin de fer en 1906 : Montants taxés entre 1903 et 1907 pour certains artisans/commerçants. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1903-1907)

2.2. 1914-2010 : De la rente de situation à la rente hydroélectrique

Durant la seconde partie de la trajectoire de Finhaut, la dynamique socio-économique territoriale se trouve dans une impasse présentielle : au niveau des connaissances comme au niveau monétaire, les flux entrants s'affaiblissent progressivement, quantitativement et qualitativement, tandis que les fuites monétaires augmentent. Durant cette phase d'« abîme », on identifie néanmoins deux dynamiques distinctes d'un point de vue chronologique. Il est question en premier lieu de la situation dès les années 1920, jusqu'en 1968-1975. Quantitativement, la reprise de la fin des années 1920, et qualitativement le repositionnement sur le tourisme de cure dans les années qui suivirent ont permis de situer le début d'une nouvelle phase en 1930 (Sauthier et al., 2012). On retient 1914 comme date de référence ici car quantitativement c'est jusqu'à la Première Guerre mondiale qu'on observe une croissance continue. Néanmoins, l'analyse présentée ici suggère le début d'une nouvelle phase à partir des années 1930, voire 1945, l'essentiel étant que l'on considère cette période d'entre-deux-guerres comme le point d'inflexion principal de la trajectoire de la station au regard de la dynamique socio-économique territoriale.

Durant les Trente glorieuses, on observe une situation de *lock-in*, c'est-à-dire d'enfermement organisationnel sans possibilité de renouveler les infrastructures de manière satisfaisante. Durant cette période, on observe un effet de dépendance de sentier : les effets de seuil non franchis en termes monétaires, ainsi que les faibles ampleurs des dynamiques de complexité et de fongibilité ne permettent plus de dynamique de développement local. Dans l'absolu, les propriétés touristiques socio-économiques de Finhaut existent encore, et permettent toujours l'exploitation de la rente de situation (point 2.2.1). C'est pour cette raison qu'au début de la période en particulier le système territorial est encore largement concerné par le tourisme, comme on le voit sur la Figure 32.

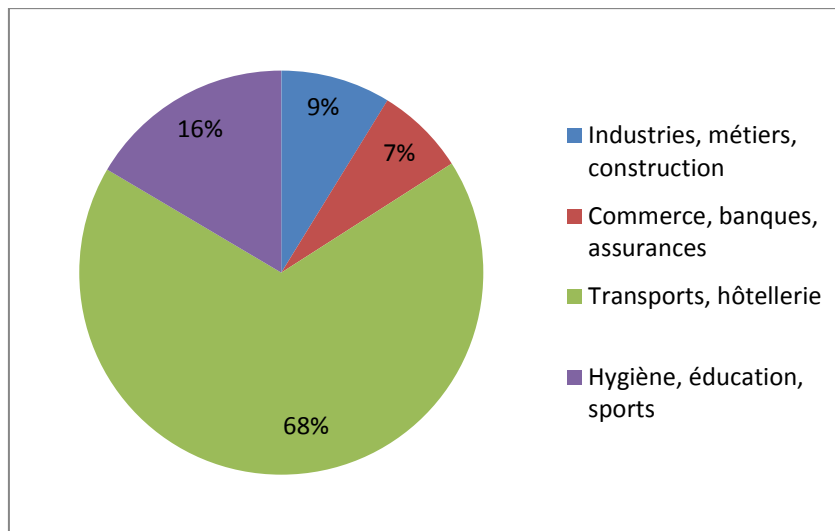


Figure 32. Personnes occupées à Finhaut en 1955. Source : Recensement fédéral des entreprises 1955, OFS

Cependant, dans un contexte de mobilité des personnes toujours plus intense, cette exploitation n'engendre plus des revenus présentiels aussi importants que précédemment : toutes les bases présentielles s'affaiblissent, tandis que d'autres territoires en concurrence gagnent eux en attractivité. On ne parle pas ici systématiquement d'autres « stations », mais également des centres urbains de plaine, qui drainent les travailleurs, les consommateurs, et les touristes. Plus spécifiquement néanmoins, c'est durant cette période également que la concurrence sur le marché des stations touristiques d'agrément, et en particulier des sports d'hiver, croît de manière importante. Les difficultés rencontrées durant la première phase concernant le développement de l'organisation urbaine favorisant les séjours de plus longue durée se reproduisent à ce niveau : le caractère hétéroclite du système territorial, ainsi que ses propriétés autarciques et son volume limité, empêchent le passage d'un seuil au niveau de l'organisation urbaine (point 2.2.2). La situation se péjore dans un second temps en 1968, avec l'ouverture de la liaison routière, ainsi qu'à la même période avec les travaux du barrage d'Emosson.

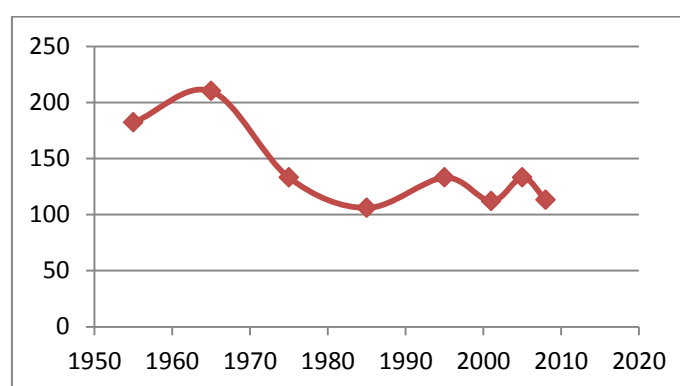


Figure 33. Total des emplois à Finhaut entre 1955 et 2008. Source : Recensements fédéraux des entreprises 1955-2008, OFS

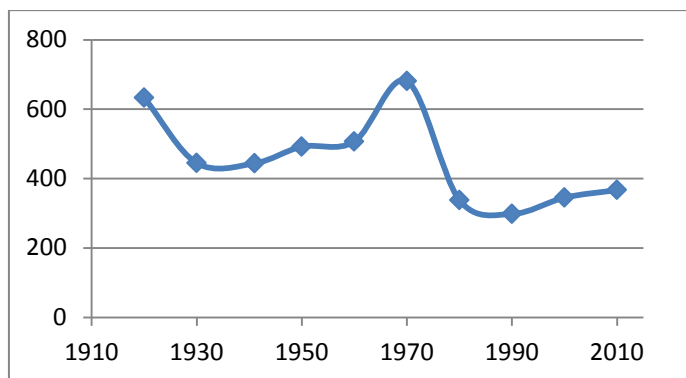


Figure 34. Population de Finhaut entre 1920 et 2010. Source : OFS

L'ouverture de la liaison routière ouvre des possibilités en termes de fuites. La population, ainsi que le nombre d'emplois, diminue à Finhaut à partir de la fin des Trente glorieuses (Figure 33). D'un point de vue strictement démographique la situation se maintient néanmoins à partir des années 1980, grâce aux retombées de la rente hydroélectrique (Figure 34). Mais on ne constate pas pour autant le développement d'une économie résidentielle, dans la mesure où le territoire ne parvient pas à capter les dépenses des personnes pourtant résidentes. De manière générale, on constate ainsi l'échec d'une économie présentielle : tant les résidents que les personnes de passage ne génèrent pas ou peu de revenus sur le territoire, ce qui en conséquence empêche la création de nouvelles activités, et le maintien de celles-ci. Comme on le constate sur la Figure 35, durant les dernières années de la trajectoire la diversité des commerces est extrêmement relative. Certains établissements entrent sur le marché pour en sortir rapidement. Les emplois et établissements constants sur la période restent ceux qui dépendent de l'exploitation de la rente de situation (transports, hôtels, restaurants, commerces⁴⁰) et ceux qui dépendent indirectement de l'exploitation de la rente hydroélectrique (restauration, commerces, administration, écoles, sécurité, paroisse).

⁴⁰ Notamment le commerce de détail en carburant, vraisemblablement sis à Châtelard-Frontière.

	1995		1998		2001		2005		2008	
	Etablis- sements	Emplois	Etablis- sements	Emplois	Etablis- sements	Emplois	Etablis- sements	Emplois	Etablis- sements	Emplois
Menuiserie du bâtiment, fenêtres et portes			1	2	1	2				
Maçonnerie			1	5						
Entretien et réparation de bâtiments	2	13								
Grands commerces (100-399 m2)	1	2	1	2	1	3			1	3
Petits commerces (< 100 m2)	1	1	1	1			1	3		
Autres commerces de détail en magasin non spécialisé n.c.a.	1	2			1	2	1	1	1	1
Commerce de détail de pain, de pâtisserie et de confiserie					1	1				
Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	1	6	2	12	3	10	1	5	1	5
Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé									1	1
Commerce de détail d'articles de sport							1	2		
Commerce de détail d'habillement pour femmes			1	2						
Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé			1	2						
Commerce de détail de journaux et de périodiques, kiosques	1	1								
Commerce de détail d'articles-cadeaux et de souvenirs	1	2	2	3	1	2	1	1	1	1
Transport ferroviaire interurbain de voyageurs	1	14	1	15	1	11	1	12	1	13
Transports ferroviaires de fret	1	1	1	1	2	2	2	3	1	2
Transports de voyageurs par taxis					1	1				
Transports terrestres non réguliers de voyageurs							1	3	1	2
Funiculaires, téléphériques et remontées-pentes	2	6	3	8	1	9	1	11	1	9
Transports routiers de fret	1	2	1	2	1	1	1	1	1	1
Services auxiliaires des transports terrestres	1	1	1	3						
Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	2	7	1	1	1	2	1	1	2	5
Hébergement collectif									1	3
Hôtels, auberges et pensions avec restaurant	4	8	1	3	4	9	4	10	4	14
Appartements, maisons de vacances	1	3	1	2	3	17	1	4		
Autres hébergements	1	1								
Restaurants, cafés, snack-bar, tea-rooms et salons de dégustation de glaces	5	19	7	21	3	6	5	24	4	7
Restaurants avec possibilité d'hébergement									1	15
Bars					1	1				
Banques Raiffeisen	1	1			1	1	1	1	1	1
Activités des voyagistes, tour operator									1	4
Activités des agences de publicité							1	1		
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion					1	1				
Traduction et interprétation					1	2				
Administration et gestion de biens immobiliers	1	2								
Administration publique générale	1	1	1	8	1	2	1	2	1	8
Activités d'ordre public et de sécurité	1	11	1	12	1	9	1	9	1	5
Écoles primaires	1	5	1	5	1	4	1	5	1	4
Activité des médecins généralistes	1	2	1	2						
Autre action sociale n.c.a.			1	2						
Gestion d'installations sportives	1	3	2	6	1	2				
Paroisses et associations religieuses	2	11	2	2	2	3	2	4	2	2
Totaux	36	125	36	122	35	103	29	103	29	106

Figure 35. Etablissements et emplois à Finhaut, pour les secteurs 2 et 3. Source : Recensements fédéraux des entreprises 1995 – 2008 selon la nomenclature de la NOGA 2008

2.2.1. La rente de situation

L'exploitation de la rente de situation permet le maintien d'activités basiques à Finhaut durant cette seconde phase de la trajectoire, cependant dans des proportions limitées, c'est-à-dire qui ne permettent plus de soutenir une dynamique socio-économique territoriale de développement endogène comme à l'époque d'un contexte de faible mobilité des personnes. Par rapport au chemin de fer comme par rapport au trafic automobile, l'amélioration de la mobilité nuit à l'exploitation de cette rente de situation. D'autre part, si la proximité avec le massif du Mont-Blanc constitue toujours un atout positionnant Finhaut comme destination de montagne (pour la saison d'été en particulier), le système territorial subit les effets des taux de change. Ce facteur a un impact sur l'exploitation des deux dimensions de la rente de situation de Finhaut. Ainsi, comme le constatent les acteurs locaux en ce qui concerne la clientèle française en particulier : « Pourquoi s'arrêter pour manger à Finhaut ou Chatelard quand à 18km la région de Chamonix offre des possibilités évidentes à des prix beaucoup plus habituels pour eux ? » (SD Finhaut, 1978).

Si la vocation du Martigny-Châtelard (MC) n'est plus essentiellement touristique à partir de 1919 (voir point 2.1.1.B), les intentions purement touristiques ayant permis sa construction ont encore des incidences plusieurs années plus tard. En effet, le MC ne roule qu'en été. Cependant, d'une part les nécessités touristiques ont entre-temps évolué (avec l'avènement des sports d'hiver comme attraction), tout comme les besoins locaux d'autre part. Or la seule exploitation de la ligne ne suffit pas pour amortir les frais de cette extension (travaux de protection contre les avalanches et frais d'exploitation courants) : la commune accorde un subside de CHF 3'000.- annuels (dès 1932 et sur 15 ans) pour cette dernière (Commune de Finhaut, 1932), des subsides occasionnels (Commune de Finhaut, 1934 et 1936), obtient avec la compagnie du MC des subventions cantonales (Commune de Finhaut, 1933). Cet enjeu devient tel qu'en 1945 la commune est contrainte de recourir à un emprunt pour participer à l'assainissement de la compagnie à hauteur de CHF 90'000.-, soit le 45% du total. (Commune de Finhaut, 1943). Cette somme est tout à fait considérable puisqu'elle égale presque l'ensemble des recettes de la commune pour l'année 1943 (CHF 104'508.84.-) (Commune de Finhaut, 1943). En contrepartie de ces efforts financiers, les habitants de la commune bénéficient dès 1935 de rabais : il s'agit bien d'un intérêt local plutôt qu'uniquement touristique. On peut en effet penser qu'un investissement de cette ampleur ayant uniquement un intérêt touristique aurait suscité quelque désaccord. Les frais assumés par les finances communales en termes de mobilité sont donc considérables⁴¹. Plus tard, la commune budgétise précisément une « part au déficit du MC » chaque année depuis 1965, un montant qui tend à s'accroître à partir de 1975 (Figure 36).

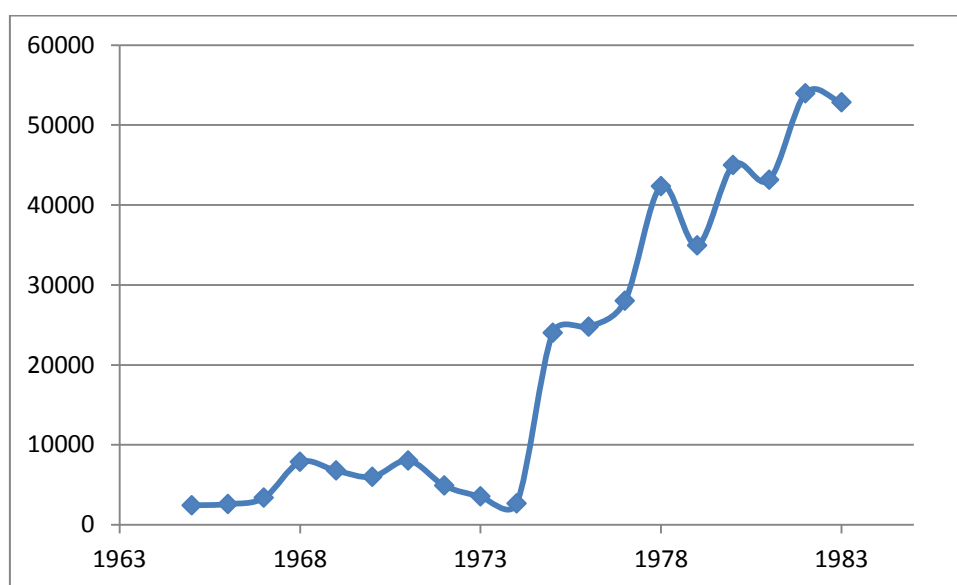


Figure 36. Part au déficit du MC par la commune de Finhaut entre 1965 et 1983. Source : Finhaut 1965-1983, Archives du Valais

⁴¹ Il en va de même pour la sécurité. Ainsi à l'occasion du second versement concernant sa participation à l'assainissement du MC, c'est un prêt de CHF 110'000.- qui est octroyé par la Banque cantonale du Valais. On suppose qu'une partie de ce montant a été affecté au poste de « Défense contre les avalanches », dont le total entre 1946 et 1950 se monte à CHF 67'855.05.-. (Commune de Finhaut, Comptes pour les exercices 1946-1950, Archives de l'Etat du Valais, Administration cantonale, 2030/1555 (1920-1979))

En ce qui concerne le trafic routier, l'isolement de Finhaut du reste du réseau régional, national et international, n'a de graves conséquences qu'à partir des années 1950 et 1960, c'est-à-dire du moment où l'automobile devient un moyen de transport généralisé. Cependant, préalablement à la construction du chemin de fer, la modernisation des routes est un enjeu pour la commune. En 1927, suite à l'initiative du Canton du Valais, de nouvelles subventions fédérales sont accordées, sur la base de la Constitution fédérale de 1874. Finhaut est concernée par ces subventions et celles qui suivent en 1936 : d'une part par les subventions accordées aux routes alpestres internationales (de même que les cantons d'Uri, des Grisons, du Tessin), et d'autre part avec l'arrêté concernant l'amélioration et le développement du réseau routier dans les Alpes (mis sur pied pour le développement du transport automobile dès 1936). Mais ces subventions potentielles ne vont pas bénéficier à Finhaut, principalement en raison du manque d'engagement au niveau politique pour la défense des intérêts de la commune aux échelons cantonal et fédéral (Sauthier, 2013). Du point de vue socio-économique, ces subventions sont pourtant fondamentales, dans la mesure où les chantiers sont tels qu'ils ne peuvent être engagés par des entreprises privées ou des entités administratives locales. Un projet est certes déposé au niveau communal en 1938 pour la liaison Finhaut-Châtelard (route de la Forclaz), mais 70% de l'assemblée primaire de Finhaut le rejette en raison de son coût trop élevé faute de subventions (Commune de Finhaut, 1939). Si la liaison Vernayaz-Finhaut par Salvan ne sera jamais réalisée, c'est pourtant grâce à une entreprise privée, la Société d'Electricité d'Emosson SA, que le village parviendra à être relié au réseau routier, soit sur les 4 kilomètres séparant le village de la route de la Forclaz, en 1968.

Parce que le chemin de fer est devenu absolument indispensable, les frais concernant les routes qui viennent s'ajouter aux dépenses pèsent sur les finances communales, d'autant plus lorsque les bénéfices retirés par les habitants du village concernant leur mobilité sont insignifiants. C'est ainsi le cas en 1933, lorsque la commune est sommée de participer à hauteur de CHF 60'000.- (15.8% du total) aux frais de construction de la route Vernayaz-Salvan⁴² (Benedetti, 1998). Vraisemblablement, les acteurs politiques locaux n'ont pas su négocier de manière efficace leur participation aux frais de cette route moyennant la réfection du tronçon Salvan-Trétien-Finhaut-Châtelard, dont il n'est question qu'en 1934 au niveau du Conseil (Commune de Finhaut, 1934). Cependant, cette même année est convenu un accord au sujet de l'exploitation hivernale du MC. Dans cette négociation, Finhaut déclare⁴³ renoncer durant vingt ans à toute prétention de subside de crédit pour les routes, y compris concernant le tronçon de Finhaut-Châtelard. Cette négociation va avoir de nombreuses conséquences, car juridiquement désormais le système territorial est contraint (on peut parler de formalisation du *lock-in*) de fonctionner sans une infrastructure devenue indispensable, du moins par rapport à ses concurrents. Ce sont ainsi de nombreux projets, dont la piscine (voir point 2.2.2.C), qui ne sont pas envisagés comme réalisables tant que le village n'est pas accessible par la route.

Malgré le décret, Finhaut tente de négocier la liaison à la route de la Forclaz en 1952⁴⁴ à l'occasion de travaux de protection sur cette même route. Cependant le salut ne viendra qu'en 1968, ce tronçon étant nécessaire à la conduite des travaux du barrage d'Emosson. Dans le cadre des négociations générales

⁴² Suite à une démission du Conseil en bloc (refusée), et dans le cadre d'un procès intenté par la commune, se référant à la loi sur les routes de 1904 le Conseil d'Etat considère que Finhaut tire un intérêt de cette route, et participe proportionnellement aux frais de sa construction (Sauthier, 2013)

⁴³ Art. 5 du décret Décret du 28 juin 1935 concernant l'octroi d'une subvention cantonale en faveur des travaux nécessaires pour assurer le service d'hiver du Martigny-Châtelard, in *Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais, 1935, pp. 185-187*

⁴⁴ Les discussions sont alors en cours depuis 1948 (Commune de Finhaut, 1948 et 1952)

avec la Société d'électricité d'Emosson SA (ESA), qui concernent également Salvan, c'est la réalisation du tronçon Finhaut-Châtelard qui est alors privilégiée⁴⁵, plutôt qu'un projet Salvan-Finhaut qui engendrerait des coûts beaucoup plus importants pour les parties prenantes (Commune de Finhaut, 1954). ESA prend en charge 60 % des frais de construction de la route (un total de CHF 8⁴⁶ millions), le canton du Valais 28 %, tandis que le 12% restant est assuré par les communes⁴⁷ (Confédéré, 1968).

Au final, une infrastructure devenant absolument nécessaire pour la génération de revenus de manière générale dépend des intérêts d'une entreprise générant des revenus fonctionnels ; certes, cette réalisation contribuera sans doute à minimiser les manques à gagner des revenus présents de séjour, mais elle ne servira pas directement cette cause. Si tel avait été le cas, un tracé Salvan-Finhaut aurait sans doute gagné les faveurs des intéressés du fait de la moindre distance séparant le village de la vallée du Rhône sur ce tracé. Il n'en reste pas moins que jusqu'en 1968, Finhaut est un village complètement isolé en matière de trafic routier dans un contexte de croissance économique général où l'automobile tient un rôle majeur. En 1966 par exemple l'office du tourisme de Montreux inaugure de nouveaux locaux intégrant un service de renseignement de type *drive in* ; la station profite de sa situation sur l'axe routier national et international nord-sud. Ainsi l'impact de cet isolement s'observe dans la fréquentation, mais se devine également quant à l'esprit d'entreprise des hôteliers.

Dans les années 1980, la question de la liaison par Salvan refait surface. Ici encore, le tourisme ne figure pas en première ligne des intérêts, car c'est la baisse de la population (-31% entre 1950 et 1980) que l'on souhaite endiguer (P. Guex, 1985b). Le projet devisé à CHF 40 millions est soutenu alors par les autorités du district, les responsables locaux, mais recalée par le Conseil d'Etat en 1988 (P. Guex, 1988). Malgré une subvention de CHF 10 millions octroyée par la Confédération en 1989 (P. Guex, 1989a), le projet ne sera pas réalisé, en raison d'une nouvelle négociation parallèle concernant le MC. En ce qui concerne la route, c'est dans un premier temps de l'amélioration du tracé existant dont il est question, (un projet à CHF 700'000.-, soutenu à 75% par les cantons et 25% par les communes, réalisation qui ne sera effectuée qu'en 1999) (P. Guex, 1989b) puis en 1993 le véritable projet de route (goudronnée, circulation à double sens): la Confédération soutient le rachat de 6 nouvelles rames pour le désormais nommé Mont-Blanc Express contre un moratoire de 10 ans⁴⁸ sur le projet. Dans cette négociation, les autres communes défendent également leurs intérêts, puisque Salvan assure la réfection de sa propre route et que Vernayaz garantit le maintien des places de travail auprès de la compagnie grâce à la modernisation du train.

2.2.2. *Décroissance conjointe des activités de séjour et de proximité*

Juste avant la Seconde guerre mondiale, la situation a encore évolué en défaveur du secteur de l'hébergement, qui ne concerne plus que 33% du total des montants de la taxe industrielle au niveau de la commune. L'ensemble de ces montants a lui baissé en moyenne de 7.7% par an depuis 1929. La baisse des revenus issus des activités de séjour a pour conséquence une baisse de l'ensemble des revenus générés dans le système territorial, et a également un effet négatif sur les activités locales.

⁴⁵ Soutenue notamment par le président et hôtelier Alphonse Lonfat.

⁴⁶ Les coûts sont particulièrement élevés en raison de la nécessité d'un pont sur l'Eau-Noire.

⁴⁷ CHF 339'685.- pour Finhaut (Commune de Finhaut, Comptes pour l'exercice 1968, Archives du l'Etat du Valais, Administration cantonale, 2030/1555 (1920-1979)).

⁴⁸ Cette durée de 10 ans est négociée par le canton. Dans un premier temps, le département des finances fédéral impose un gel définitif du projet (P. Guex, 1989b). En 2003 un projet sera remis à l'enquête, mais uniquement pour rendre la route carrossable et empruntable avec une autorisation (Rausis, 2003).

Dans un premier temps, avant la Seconde Guerre mondiale, cette situation ne se fait pas vraiment sentir sur les activités mais la situation se péjore en particulier à partir de 1968 et l'accès routier au village.

L'enclavement de Finhaut au niveau routier est donc finalement accentué par le fait d'avoir pu bénéficier dès 1906 (en été) d'un désenclavement ferroviaire. Les effets de cette situation sont d'abord une difficulté pour les consommateurs externes potentiels d'être présents sur les lieux – hormis au Châtelard où au contraire on mesure positivement la mobilité croissante des personnes et un effet-frontière positif. Au niveau des fuites, cet enclavement encourage néanmoins la consommation locale. Dès l'ouverture de la route reliant Finhaut-village à la route internationale, les effets négatifs de fuites se font ressentir, avec une baisse des activités locales. Dans le même temps, le relais n'est pas pris par une dynamique de développement présentielle attractive pour les externes, notamment en raison du faible niveau atteint en termes d'organisation urbaine et par l'absence d'une offre récréative intégrée.

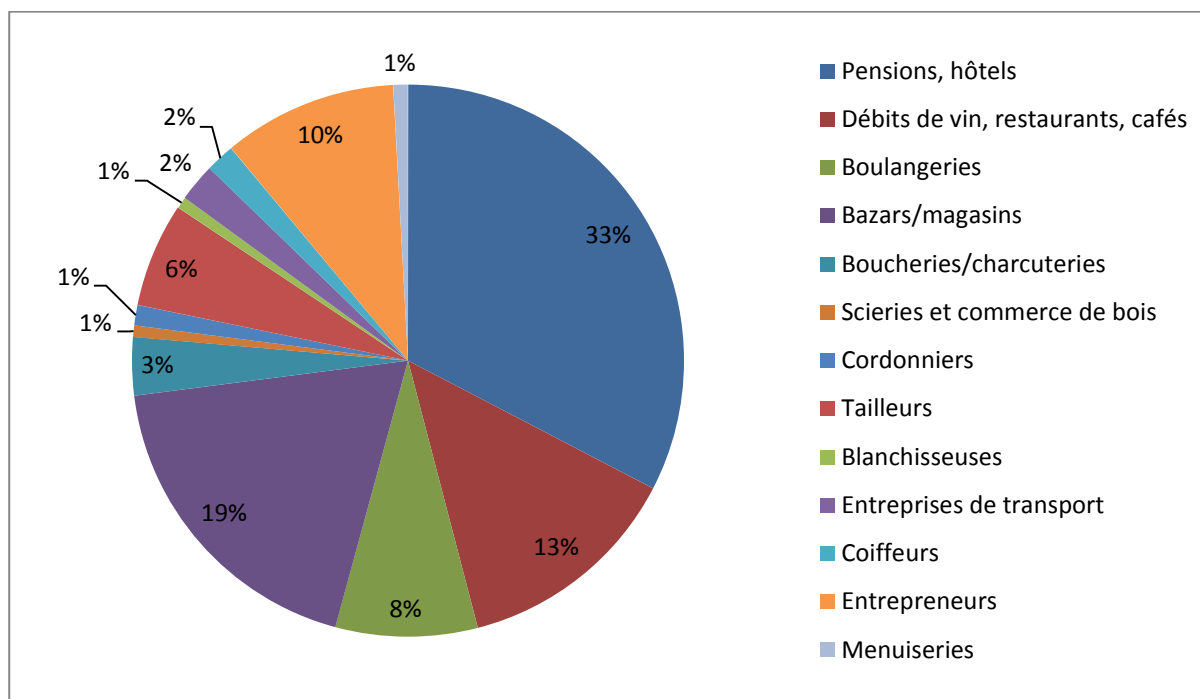


Figure 37. Montants par branches soumis à la taxe industrielle en 1938. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1938)

A. L'hébergement : flux basiques faibles et à faible valeur ajoutée

L'hôtellerie à Finhaut rencontre des difficultés comme ailleurs en Suisse dès les premières années de la Grande Guerre. La pension du Glacier du Trient fait faillite en 1915 (Attinger, 1999-2000), l'hôtel Mont-Fleuri en 1919 (Confédéré, 1920). D'autres faillites surviennent plus tard avec la crise des années 1930 ; l'hôtel des Alpes, du Perron, du Terminus, de l'Eden (Carrier, 1970b). Comme cela a été constaté par ailleurs (D. Guex, 2014; Tissot, 2012), les difficultés financières s'expliquent par les investissements consentis avant la guerre, largement autofinancés, avec pour conséquence l'absence de réserves. La fréquentation estivale étant forte avant la guerre, elle suffisait non seulement à couvrir les frais d'exploitation, mais à présenter des résultats positifs, du moins au regard d'autres branches. L'absence de touristes étrangers implique un arrêt complet des activités de séjour, sans autre alternative. Des

internés français pendant la Première Guerre mondiale⁴⁹ et des réfugiés civils pendant la Seconde (Commune de Finhaut, 1943) résident dans certains hôtels⁵⁰, mais cette fréquentation n'a pas été financièrement de grand secours. Pire, le séjour d'officiers allemands à Finhaut fait scandale auprès de l'opinion publique romande en 1945 (Commune de Finhaut, 1945 ; M., 1946a, 1946b).

A la fin des années 1920 déjà, on constate que la situation de l'hôtellerie au regard du reste du reste du système territorial a changé, puisqu'elle ne représente plus les $\frac{3}{4}$ du total des montants taxés pour la taxe industrielle sur la commune, mais 42% (Figure 38). Ainsi par exemple les bazars et magasins présentaient un bénéfice total de CHF 12'400.- en 1913, et de CHF 12'500.- en 1929, tandis que les montants taxés pour les pensions et hôtels sont passés de CHF 87'400.- à CHF 50'300.- (Commune de Finhaut, 1913/1929). La situation se dégrade de plus en plus à partir de l'après-guerre, notamment en raison de taux d'occupation très faibles. Par exemple en 1979 on relève un taux de 35% en Valais, tandis qu'il se monte à Finhaut entre 10,9 et 13% (SD Finhaut, 1979).

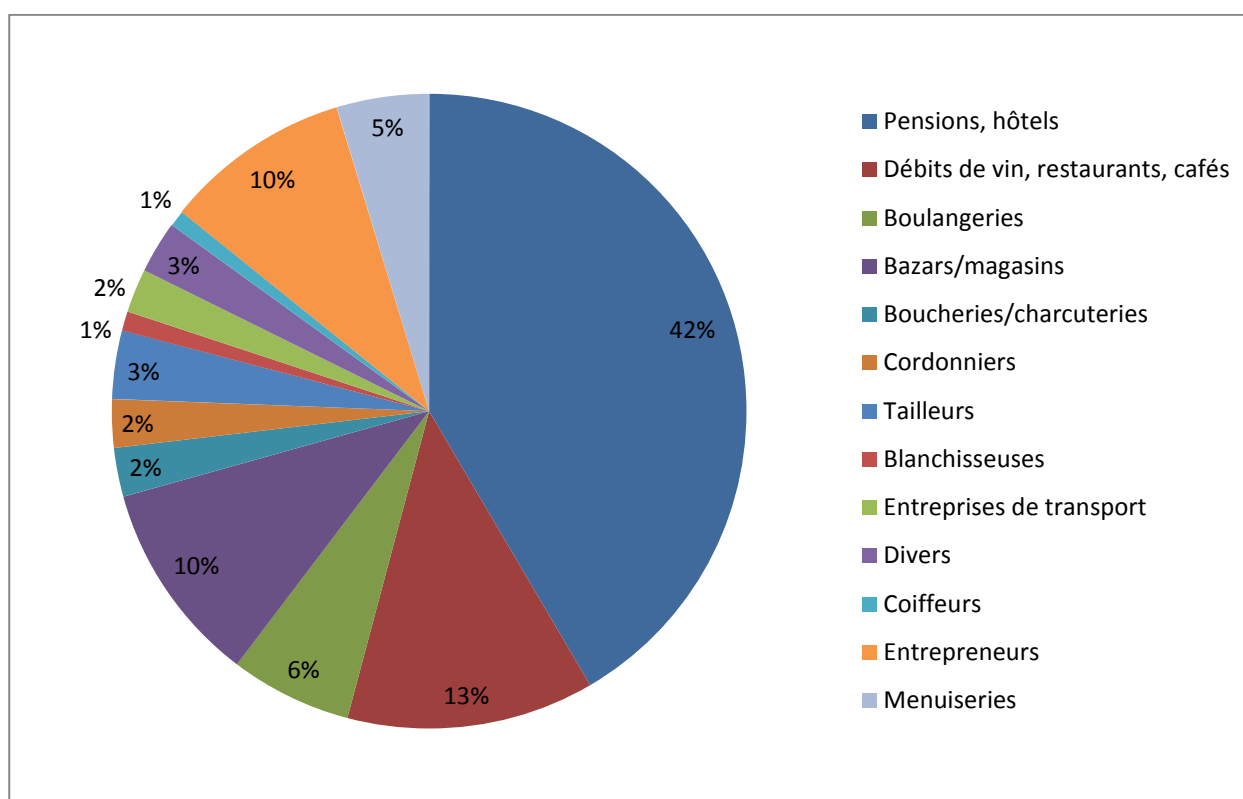


Figure 38. Montants par branches soumis à la taxe industrielle en 1929. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1929)

Pour contrer la dépendance vis-à-vis des revenus touristiques traditionnels, c'est-à-dire les séjours plus ou moins longs, une diversification du modèle d'exploitation est nécessaire. Celle-ci peut se développer dans différentes directions. Dans le cadre des activités touristiques, la première piste de diversification consiste à se défaire de la dépendance à la saisonnalité, pour se dégager plus généralement des effets météo. A Montreux par exemple, avant même les responsables collectifs du tourisme via l'Office du Tourisme, l'ensemble du système territorial se profile sur le marché des congrès. Cette stratégie permet non seulement d'étendre la saison, mais pour les hôteliers de planifier les revenus de leur exploitation.

⁴⁹ Entretien Charles Lugon Moulin

⁵⁰ Le Grand-Hôtel et le Bristol pour la Seconde Guerre mondiale

Les hôteliers de Finhaut ne s'inscrivent pas dans une telle démarche et poursuivent leur exploitation indépendante et saisonnière. La situation s'aggrave d'autant plus à l'occasion d'un été à la météo peu clémente, comme par exemple en 1948⁵¹ lorsque les hôteliers sont contraints de chauffer leurs hôtels durant plusieurs semaines.

Dans cette stratégie de maintien d'un tourisme d'agrément saisonnier traditionnel, la dimension familiale et la simplicité du modèle d'affaires des hôtels de Finhaut est un facteur qui entrave la nécessaire diversification. Les ressources en termes de connaissances mais également monétaires manquent aux hôteliers. Les propriétaires sont par exemple dans l'impossibilité de jouer sur différents lieux et saisonnalités pour amortir les frais généraux d'exploitation de l'entreprise sur l'année. Leur marge de manœuvre financière étant faible, ils ne parviennent pas à procéder à des rénovations suffisamment tôt pour rattraper une concurrence qui s'accroît sans cesse.

Malgré les difficultés, on compte encore dix hôtels en fonction à la fin des années 1960. Cinq catégories principales dans l'hébergement de Finhaut se dessinent durant l'après-guerre : l'hôtellerie de transit, les pensions et hôtels de séjour, les préventoriums, les colonies de vacances et les chalets. Comme on le voit sur la Figure 39, en particulier à partir de 1970 les nuitées en hôtel deviennent très minoritaires.

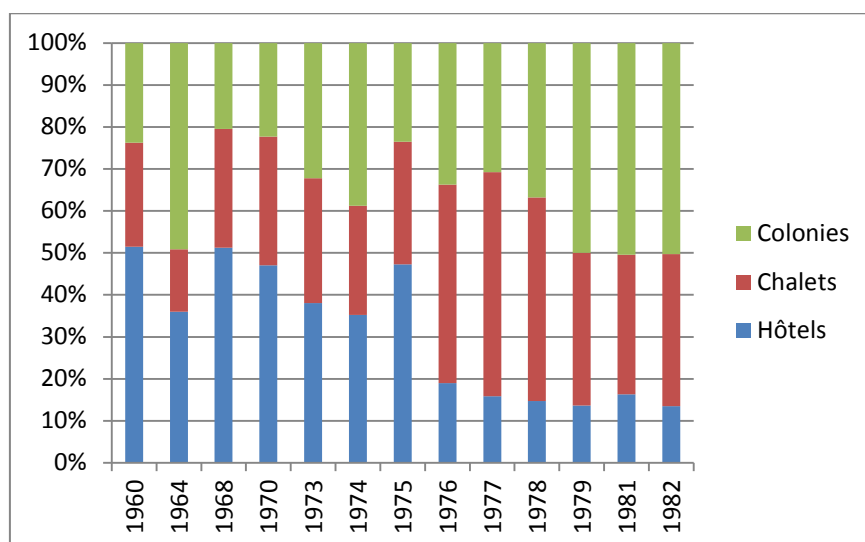


Figure 39. Répartition des nuitées à Finhaut entre 1960 et 1982, d'après les chiffres encaissés pour la taxe de séjour. Source : SD Finhaut (1972-1982)

L'hôtellerie de transit

Dans de moindres proportions qu'avant 1914, à partir de l'entre-deux-guerres et tout au long de la trajectoire de Finhaut la rente de situation bénéficie toujours à l'hôtellerie locale, dans cette double dimension qui est la proximité du Mont-Blanc et la position sur la route de Chamonix, pour le village de Finhaut-même, mais surtout pour le Châtelard. C'est particulièrement le cas à partir de 1957 et l'inauguration de la route de la Forclaz. Pendant les neuf années qui suivent, c'est prioritairement le Châtelard qui bénéficie du transit. Au début de la trajectoire, en raison des temps de parcours sensiblement plus longs, la rente de situation génère des revenus de séjour principalement. Avec la route de la Forclaz et le développement de l'automobile dans la classe populaire, on parle de revenus

⁵¹ Entretien Charles Lugon-Moulin

touristiques mais excurstionnistes, ainsi que des revenus locaux, c'est-à-dire des habitants (y.c. temporaires pour les ouvriers des chantiers hydroélectriques). Les premiers sont encouragés en particulier à partir de 1975 et l'ouverture du parc d'attractions du Châtelard (voir point 2.2.2.C) ainsi que par la situation du hameau à la frontière avec la France (essence, souvenirs, etc.) (voir point 2.2.2.B).

Durant la première phase de la trajectoire, l'hôtel Suisse a drainé une part importante des dépenses (probablement des externes) au vu de l'ensemble de la station (2.1.2.3). D'après les données dont nous disposons, il semble toutefois que l'hôtel Suisse concentre principalement son offre sur la restauration à partir de 1945. En effet ses résultats ne sont taxés en tant qu'hôtel qu'en 1948⁵², tandis que des taxes sont payées au moins entre 1945 et 1948 pour le restaurant. On ignore malheureusement ce qu'il est advenu de l'hôtel, jusqu'en 1979, date à laquelle il réapparaît dans les registres qui concernent la taxe de séjour. Entre-temps, l'Auberge des Touristes semble prendre le relais d'une offre hôtelière au Châtelard. Si l'hôtellerie de transit n'est plus aussi importante qu'auparavant (Figure 40), elle génère toujours un certain nombre de nuitées. De plus, à partir de 1968 et l'ouverture du tronçon Châtelard-Finhaut à la circulation automobile, nous ne pouvons pas exclure que les hôtels du village doivent désormais une certaine proportion de leurs nuitées aux personnes en transit.

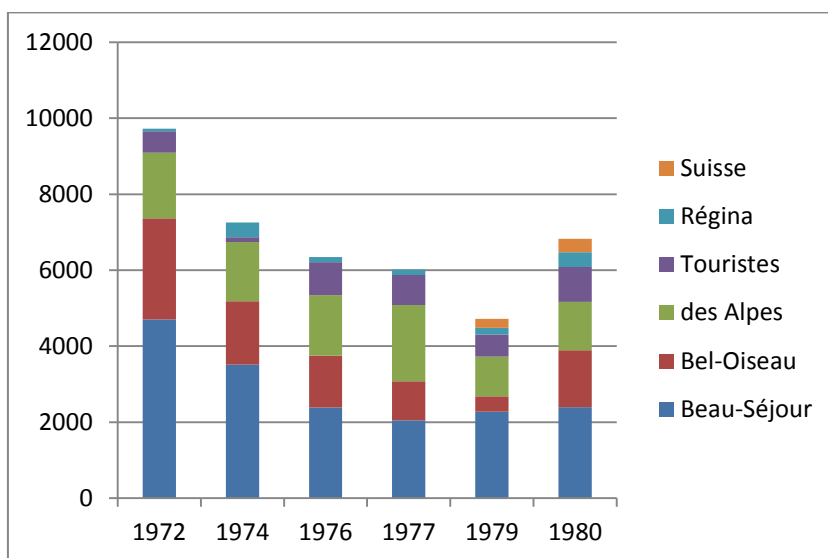


Figure 40. Répartition des nuitées hôtelières à Finhaut entre 1972 et 1980, d'après les montants encaissés pour la taxe de séjour. Source : SD Finhaut (1972-1980)

L'hôtellerie de séjour individuel

Malgré les difficultés, certains établissements parviennent à se maintenir sur le marché de l'hébergement traditionnel, familial et saisonnier. Il s'agit notamment de l'hôtel Bel-Oiseau, de l'hôtel des Alpes, du Perron et du Beau-Séjour, qui modernisent leurs installations au début des années 1960 : rénovation complète au Perron, piscine au Bel-Oiseau, eau courante et chauffage central au Beau-Séjour, façades neuves aux Alpes (Barmaz, 1962; Nouvelliste, 1960). Le ski alpin devenant un loisir populaire incontournable, la station se dote également d'un skilift en janvier 1960 (voir point 2.2.2.C.). Durant cette décennie la station accueille donc des personnes présentes durant plusieurs jours, voire semaines, pendant l'été, mais également pendant l'hiver. Pourtant, la situation se dégrade rapidement à la fin des années 1960 : le nombre d'hôtels passe de 10 en 1969 à 5 en 1975 et la plupart des fermetures

⁵² Pour rappel, les chiffres dont nous disposons pour les taxes industrielles ne vont pas au-delà de 1952.

concernent des établissements destinés à l'hébergement de loisirs traditionnel. La saisonnalité concerne dès la fin des années 1960 principalement l'été, comme par exemple en 1976 (Figure 41).

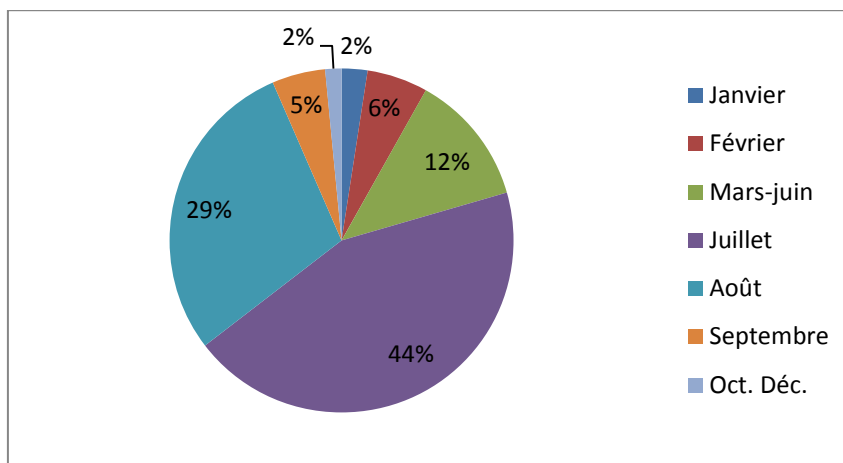


Figure 41. Répartition des nuitées hôtelières à Finhaut en 1976, d'après les montants encaissés pour la taxe de séjour.
Source: SD Finhaut (1976)

L'hôtel de la Croix-Fédérale ferme par exemple en 1965, une perte de 45 lits pour la station (Attinger, 1999-2000). L'hôtel est transformé, d'abord pour les derniers exploitants, puis en logements. En 1968, c'est l'hôtel du Mont-Blanc qui cesse son activité, une perte de 50 lits (Attinger, 1999-2000). A la même époque la pension Regina ferme également (Attinger, 1999-2000). Le Beau-Site, qui avait été rattaché au Bristol en 1914, sera également transformé en logements (Attinger, 1999-2000). Ces fermetures concernent les établissements qui n'ont pas bénéficié de rénovation : leur désavantage concurrentiel est trop important dans le contexte de l'époque. Malheureusement, nous n'avons pas pu directement documenter les conditions de ces fermetures. Cependant, il est probable que le fait qu'une série d'établissements n'aient pas procédé à des rénovations s'explique certes par le manque de ressources financières, mais également par l'absence d'une génération prenant le relais des exploitations. Si l'augmentation de la population entre 1910 et 1920 devait vraisemblablement être due à la croissance économique de la station et au besoin de main d'œuvre, la hausse de l'après-guerre semble être due à un baby-boom ; en effet la hausse entre 1941 et 1960 est de 14% pour Finhaut et de 24% au niveau suisse, la différence pouvant s'expliquer par l'absence d'immigration dans la station. Ainsi la forte baisse de population durant la décennie des années 1970 (voir *supra*) pourrait correspondre au départ de cette génération du baby-boom vers la plaine, une génération qui sans doute comprenait certains enfants d'hôteliers. L'absence de transmission familiale et le départ des jeunes du village contribue à une désorganisation urbaine, en d'autres termes un délitement du système territorial.

Pour les hôteliers qui restent, les exploitations ne sont effectives que de mai/juin à septembre⁵³. Pour cette hôtellerie familiale des Trente glorieuses comme pour l'ensemble du parc d'hébergement de Finhaut entre les deux guerres, la difficulté consiste à exister sur le marché touristique, autrement que par la rente de situation : en mettant sur pied des infrastructures de loisirs (voir *infra*) et en faisant connaître leur offre. Dans la mesure où les revenus basiques de la station dépendent encore largement

⁵³ Certains documents d'archives comme les livres d'or, ou encore les livres de recettes, nous informent sur cette courte saisonnalité. C'est le cas par exemple en 1968 pour l'hôtel du Mont-Blanc, dernière année d'exploitation de « Tante Lina », pour le Grand-Hôtel dans les années 1960 déjà, ou encore pour le Bel-Oiseau, dans les années 1970 au moins.

des professionnels de l'hôtellerie de séjour individuel, on pourrait s'attendre, comme dans d'autres stations, à ce que les hôteliers prennent en charge également cette responsabilité. Or ce n'est pas le cas. Jusque dans les années 1930, on n'observe que peu d'interventions sur le marché pour faire connaître l'offre hôtelière, dans la mesure où les hôteliers génèrent suffisamment de revenus en exploitant la rente de situation et en exploitant le capital de réputation qu'ils ont pu accumuler auprès de la clientèle fidèle, comme on peut le voir dans les commentaires inscrits par exemple dans les livres d'or avant la fermeture de certains établissements. Avec l'accroissement de la concurrence et la sophistication des infrastructures de loisirs (en particulier en ce qui concerne les sports d'hiver en général, puis le ski alpin), une intervention sur le marché devient nécessaire afin de générer suffisamment de revenus permettant de poursuivre l'exploitation des établissements.

La Société de développement, organe créé en 1904 par un groupe d'hôtelier, semble disparaître pour un temps, pour ressurgir durant les années 1930, précisément à l'heure où la propagande devient nécessaire. En 1934, à l'initiative de la compagnie du MC, les présidents des sociétés de développements et hôteliers de toute la vallée du Trient se réunissent même pour la mise au point d'une brochure (Confédéré, 1934). Durant l'après-guerre, la Société de développement de Finhaut investit toujours dans l'impression de brochures, qui restent toutefois peu renouvelées (Barmaz, 1960). Les responsables sont dans l'attente d'une amélioration des infrastructures, notamment routières, et d'un renouveau général du système territorial, qui sonne rétrospectivement comme un vœu pieux : « Il est certain qu'avec les modestes ressources dont on dispose on ne peut faire de grands projets d'amélioration. Les grands travaux d'Emosson marqueront peut-être un tournant pour la station. La liaison routière qui en découle et le point d'attraction que représentera le barrage redonnera un élément confiance (*sic*), et les projets ébauchés prendront corps, nous l'espérons. » (Barmaz, 1960).



Figure 42. Grand Hôtel Bel-Oiseau et hôtel Beau-Séjour (arrière-plan). Source: Richad Mesot via www.notre-histoire.ch

A partir des années 1960 surtout, en raison de la concurrence de plus en plus vive, le non-positionnement sur le marché du tourisme de loisirs devient un problème de plus en plus important. Aucune stratégie de promotion n'est mise en place, peut-être en raison de la diversité des formes d'hébergement qui s'est alors dessinée : les hôteliers actifs dans l'hébergement traditionnel sont à cette date peu nombreux et isolés. Si à titre individuel leurs ambitions en matière d'attraction des touristes étrangers devaient être encore vives (par exemple au Bel-Oiseau), les événements publicitaires sont agencés de manière ponctuelle, en fonction des opportunités et des ressources financières. Par exemple, en 1963 Finhaut est présente au comptoir de Martigny (Barmaz, 1963). La promotion via l'impression de prospectus devient un des postes les plus importants du budget de la société (Barmaz, 1960). Cette question nécessite même la convocation d'une assemblée extraordinaire en 1965 (Barmaz, 1965). D'autre part, la Société de développement rencontre un succès modeste auprès des hôteliers et des autres acteurs du système territorial. Au début des années 1960, les assemblées ne sont fréquentées que par quelques personnes, et les hôteliers ne s'investissent pas (Barmaz, 1963, 1964, 1966, 1967). D'un point de vue général, on peut donc dire que l'action de la Société de développement se limite à un strict minimum qui concerne la promotion via la diffusion de prospectus, un minimum

pour l'époque, si l'on compare avec les stratégies prônées par la Société Fiduciaire de l'hôtellerie en 1935 déjà⁵⁴, comprenant divers types d'intervention en termes de communication (presse, radio, affiches, agences, cinéma, etc.) dans le but d'une propagande de station de villégiature efficace.

Le relais promotionnel de Finhaut actif en termes de propagande reste néanmoins depuis les années 1930 le MC, notamment via son directeur M. Cyrille Sauthier. Il organise divers événements, comme par exemple une journée de promotion pour les journalistes suisses-alsémaniques (Confédéré, 1940). Outre un dynamisme personnel certain⁵⁵, M. Sauthier mobilise ses relations pour mettre en place des événements promotionnels. Il s'agit d'une stratégie informelle, également au sein de la vallée du Trient, puisque par exemple pour la mise sur pied d'une émission radiodiffusée depuis Finhaut en 1936, il fait appel en premier lieu au curé Poncet, personnage fort actif non pas formellement sur le terrain professionnel du tourisme, mais en tant qu'animateur culturel local si l'on peut dire (voir point 2.2.2.C.). Cet événement est tout à fait notable sur la trajectoire de la station en termes de propagande. Cependant il faut constater les limites de cette stratégie : elle vise le public romand, met en avant les qualités culturelles locales (les sociétés de chant se produisent, Adrien Gay-des-Combes raconte des histoires de chasse, etc.). En d'autres termes, il ne s'agit pas là d'un acte de propagande visant la fréquentation d'étrangers sur de longs séjours, mais d'un événement publicitaire à dimension régionale concernant en premier lieu la ligne de chemin de fer et encourageant la fréquentation excursionniste. Hormis cette journée radio, Finhaut la station reste en marge de cette stratégie promotionnelle.

En ce qui concerne le tourisme de villégiature traditionnel, on comprend donc que la station est mise à mal. Ces acteurs-ci du système territorial souffrent d'être peu nombreux, isolés, ceci ayant pour effet l'absence d'une dynamique collective via la Société de développement, tant au niveau monétaire que des connaissances. A partir de 1970 et jusqu'à la fin de la trajectoire, les infrastructures d'hébergement ne retrouveront pas une dynamique positive. Ces exploitations souffrent également largement des crises, ainsi que d'un « effet-frontière » important, surtout à partir de 1978, année à partir de laquelle et jusqu'à aujourd'hui le franc suisse reste fort. Durant les années 1970, certaines années les nuitées diminuant de moitié, tandis que les nuitées en parahôtellerie restent stables (SD Finhaut, 1976). Malgré l'augmentation (au niveau cantonal) de la taxe de séjour pour la saison 1982-1983⁵⁶, les recettes supplémentaires de la Société de développement (augmentation de CHF 5'512.35.-) ne sont pas suffisantes pour répondre aux besoins de la station en termes d'infrastructures de loisirs et de publicité.

Préventoriums

Malgré la baisse progressive du tourisme de villégiature individuel sur toute la période, en termes de volume, dès l'après-guerre et jusqu'à la fin des années soixante, on peut statistiquement parler de croissance pour la présence de séjour au regard d'indicateurs auquel les acteurs du système territorial prêtent généralement une forte attention. Le nombre de nuitées hôtelières (Figure 43) montre une hausse dans un premier temps, ou encore la hausse de la proportion d'étrangers parmi les personnes hébergées à Finhaut (18 % en 1950, 70 % en 1960 et 75 % en 1970) (OFS). Puisque ces chiffres ne sont pas dus à la croissance de l'hôtellerie de séjour individuelle, ils résultent d'une diversification de

⁵⁴ *La situation du tourisme à Montreux. La question des prix. Un programme d'action.* Rapport présenté à la Société Fiduciaire de l'Hôtellerie à Zurich, le 10 décembre 1935, Archives cantonales vaudoises S 120/306

⁵⁵ Entretien Charles Lugon-Moulin

⁵⁶ La taxe par nuitées passe de CHF 0.50.- à CHF 0.80.- pour les hôtels, de CHF 0.40.- à CHF 0.70.- pour les chalets, et de CHF 0.20.- à CHF 0.35.- pour les colonies (SD Finhaut, 1982-1983). Elle sera ensuite à nouveau augmentée, notamment en 1996 (P. Guex, 1996)

l'hébergement touristique : grâce aux colonies et aux préventoriums. Si les préventoriums hébergent également des patients suisses (voir *infra* notamment le préventorium de Clairval), ces établissements ont en commun avec les colonies de générer de faibles revenus basiques au regard du volume des nuitées : on parle d'une tendance nouvelle de l'hébergement touristique à Finhaut, à faible valeur ajoutée.

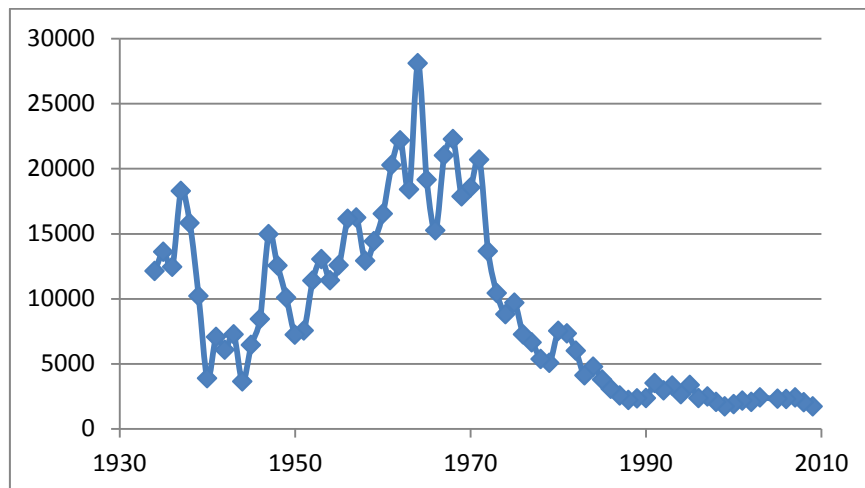


Figure 43. Evolution des nuitées à Finhaut entre 1934 et 2009. Source : OFS

A l'époque de l'installation de ces institutions dans le système territorial, ces alternatives apparaissent comme de formidables opportunités. Pour les institutions à la recherche de bâtiments, il s'agit aussi à l'époque de profiter de telles offres immobilières. Ainsi la ligue antituberculeuse de Martigny acquiert en 1947 l'hôtel Bristol, pour CHF 180'000.- (meublé), tandis qu'une construction neuve avait été devisée à près de dix fois cette somme pour abriter un préventorium (Confédéré, 1947). Le Bristol est choisi pour « sa facilité d'accès, [sa] bonne exposition au soleil, [son] air salubre, [les] conditions de vente avantageuses en raison de la grandeur de l'établissement » (Barmaz, 1969). Le préventorium Clairval, tenu par les sœurs de Vérollier, héberge des enfants « destinés à la tuberculose » (Nouvelliste, 1975), du district de Martigny mais également en provenance d'autres canton romands, notamment du canton de



Figure 44. Préventorium de Clairval (ancien Bristol), 1952. Source: www.ebay.fr

Fribourg. En 1968, on compte par exemple 274 enfants ayant séjourné à Clairval, pour 17'564 journées, soit une moyenne de 48 enfants, et 64 journées par enfant. Il s'agit donc de longs séjours, que l'on imagine peu rémunérateurs dès lors que des récoltes de charité sont organisées en faveur de l'établissement (CHF 70'000.- récoltés dans le district de Martigny en 1968) (Barmaz, 1969). En raison de « la thérapeutique moderne, des soins prodigués, d'autres préventoriums en suisse romande » (Barmaz, 1969), les cas deviennent plus rares à partir de 1970. Durant les dernières années, en juillet et en août Clairval accueille des colonies de vacances. Le bâtiment est occupé pour un temps par Terre des hommes, puis pendant deux années par des moines bénédictins, une présence qui économiquement ne saurait concurrencer celle des étrangers en villégiature. La communauté bénédictine, prête à acquérir le bâtiment en 1976, est contrainte de renoncer à cet achat en raison de la loi Furgler. La ligue anti-tuberculeuse de Martigny, toujours propriétaire, cherche alors de nouveaux acheteurs (B. Giroud, 1976). Jusqu'en 1999, le

Bristol est loué à différentes colonies de vacances (voir *infra*), par les nouveaux propriétaires Etienne et Henriette Gay-des-Combes (Attinger 1999-2000). Enfin, le bâtiment est vendu et transformés en logements (voir 2.2.3.B).

Contrairement à d'autres stations comme Leysin par exemple, à Finhaut les propriétés climatiques ont été exploitées par défaut de propriétés d'agrément, c'est-à-dire chronologiquement lorsque le tourisme climatique perdait de son importance au niveau suisse : la station s'est involontairement trouvée à contre-courant, en raison de la situation de *lock-in* évoquée plus haut. En 1989, deux infirmières neuchâteloises tentent de revivre professionnellement du tourisme climatique à Finhaut en ouvrant, dans l'ancien hôtel des Perrons, une maison médicalisée (Michel Gratzl, 1989). Cependant comme c'était le cas avec Clairval, cette forme d'hébergement se trouve être difficilement rentable avec une clientèle-cible au faible pouvoir d'achat⁵⁷. Les Perrons nouvelle formule, avec son offre peu adéquate (chambres avec balcon mais sans salle de bains privée, entre CHF 85.- et CHF 95.- la pension complète) et non remboursée par les assurances maladie, se trouve rapidement en difficulté (P. Guex, 1990). D'après Attinger (1999-2000), les Perrons ont retrouvé en 1999 leur fonction de pension.

Lorsqu'elles le sont, les propriétés climatiques de Finhaut sont exploitées timidement, par les exploitants eux-mêmes de manière individuelle. Les traces d'une action collective quant à la mise en évidence du potentiel en ce qui concerne le tourisme de santé sont peu nombreuses. Au début des années 1930, les acteurs du système territorial ont eu l'occasion de positionner l'offre spécifiquement dans ce sens grâce aux propriétés radioactives de l'eau découvertes par le Prof. Maillard (Benedetti, 1998). Hormis la demande d'une seconde expertise de l'eau par la commune, rien n'est entrepris pour le développement d'une activité de séjour motivée par cette découverte. En revanche, conformément aux conseils prodigués par le Prof. Maillard, les autorités décident d'exploiter l'eau pour de la mise en bouteille, autrement dit le développement d'un produit exporté faisant référence au territoire de Finhaut. Cependant, les moyens mis en œuvre pour cette entreprise ne sont pas à la hauteur du défi



Figure 45. Affiche Finhaut.

Source: Médiathèque Sion, via www.vs.ch

industriel dont il est question : une concession est accordée pour la mise en bouteille de la Radi-eau à E. et O. Lugon (Commune de Finhaut, 1931). E. et O. Lugon sont alors spécialisés dans la distillerie. Leur entreprise figure depuis 1905 au registre des taxes industrielles, comme dépôt de bière, distillerie, etc. Bien que l'on ignore s'ils étaient formellement au bénéfice d'une formation commerciale, ou s'ils profitaient de relations privilégiées en plaine, on peut penser que les Lugon ne s'inscrivaient pas dans une dynamique de marché, tant au niveau monétaire pour l'élaboration d'une installation de mise en bouteille et pour la publicité, qu'au niveau des connaissances pour s'introduire voire s'affirmer sur un marché de l'eau déjà établi alors au niveau européen, avec ses stations exportatrices prestigieuses (Marty, 2008). En résumé, les activités basiques de séjour et/ou excursionnistes s'appuyant potentiellement sur les aspects curatifs du territoire ne se sont développés qu'en direction d'un hébergement à faible valeur ajoutée, et elles n'ont pas encouragé le développement de production de biens référentiels.

⁵⁷ On a pu voir qu'à Montreux le tourisme de santé, étant resté profilé sur du haut de gamme, est resté un secteur fort de l'hébergement touristique (D. Guex, 2014).

Les premières reconversions d'hôtel en hébergement pour colonies ont lieu en 1945, notamment avec l'hôtel Terminus, qui accueille la colonie de vacances du Servan (Attinger, 1999-2000). Cet établissement d'une importante capacité est suivi par le Mont-Fleuri (1948) (Attinger, 1999-2000) et par l'hôtel Eden⁵⁸, racheté par la commune de Vernayaz. Une deuxième vague d'établissements sont également reconvertis dans les années 1970, avec notamment dès 1976 le Grand-Hôtel et provisoirement cette même année l'hôtel du Perron (SD Finhaut, 1976). On suppose que pour les propriétaires de l'époque, au vu de la faible valeur immobilière de leur bien, la mise en location pour des colonies présentait l'avantage d'amortir les frais d'entretien légers, tout en pérennisant leur capital immobilier. Cependant au regard de l'ensemble du système territorial et comme on l'a vu avec le cas du préventorium de Clairval, cette activité ne permet de dégager pratiquement aucun bénéfice pouvant être ensuite affecté à la rénovation des infrastructures du système territorial.

Avec la figure suivante, on comprend l'importance que prennent les colonies par rapport à l'hôtellerie : 67% sur l'ensemble des nuitées en 1980 à Finhaut. Le Bristol, avec 33% des nuitées, joue un rôle de premier plan à ce niveau. Dès son ouverture à cet effet en 1979⁵⁹, il contribue à lui seul à la hausse des nuitées sur l'ensemble de la station, soit 7'870 nuitées (SD Finhaut, 1979). Le Bristol est loué notamment à Intersoc⁶⁰ (Service Intersocial Belge). D'autres anciens hôtels hébergent des enfants étrangers, notamment français, mais aussi par exemple libanais, à l'Eden en 1978 (SD Finhaut, 1979). Quantitativement, on peut donc dire que la fréquentation étrangère de la station est importante. Cependant, les revenus sont beaucoup moins importants avec d'une clientèle individuelle et familiale. Pour estimer le ratio du manque à gagner d'une nuitée en colonie sur une nuitée hôtelière, on peut se référer aux montants de la taxe de séjour : 2.5 (CHF 0.20.- pour une nuitée en colonie et CHF 0.50.- pour une nuitée en hôtel)⁶¹.

⁵⁸ « Vers la fin des années 80, il est vendu à un promoteur bernois qui fait faillite peu après avoir débuté les travaux. Par la suite, il est racheté par un brocanteur genevois qui l'utilise comme dépôt. » (Attinger, 1999-2000)

⁵⁹ D'après Attinger (1999-2000) cependant, c'est depuis 1975 déjà que les propriétaires louent l'établissement à des colonies ; probablement le rapport de gestion de la SD pour l'année 1979 souligne une réouverture faisant suite à des travaux.

⁶⁰ On compte aujourd'hui 3 hôtels Intersoc en Suisse : à St-Luc, St-Moritz et Villars-sur-Ollon (www.intersoc.be)

⁶¹ Ce ratio est un peu réduit en 1982 : CHF 0.35.- pour les nuitées en colonies et CHF 0.80.- pour les nuitées en hôtel.

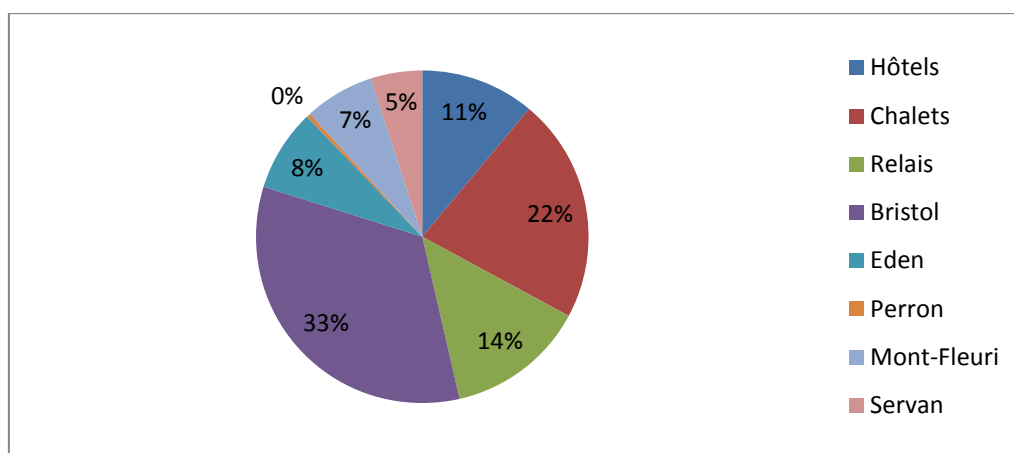


Figure 46. Répartition des nuitées en 1980. Note : « Relais » désigne vraisemblablement le « Relais de vacances », à savoir le Grand-Hôtel. Source : SD Finhaut (1980)

En 1996, on parle de « pénurie de lits à Finhaut » (P. Guex, 1996) pour les particuliers en été et pour les grands groupes. Si ce constat pourrait contredire l'hypothèse de l'abîme, du point de vue socio-économique il l'illustre. Ici encore, une appréciation qualitative de la situation permet de comprendre cette fréquentation. A cette même époque, le projet de remontées mécaniques de Tête de Balme est en cours (voir point 2.2.2.C). En complément de ces nouvelles infrastructures, ce sont les aménagements pour groupes qui sont alors planifiés, plutôt que des rénovations sous forme d'hôtels. C'est suite à l'octroi de la concession (mais le projet n'aboutira pas) qu'est racheté à cet effet le Mont-Fleuri⁶², pour CHF 300'000.-, par la bourgeoisie de Finhaut (Michel Gratzl, 1997). Au fil des ans, l'hébergement pour groupes apparaissait aux acteurs du système territorial comme une solution de première importance pour le développement futur de ce même système. On peut parler d'un effet de *path-dependance* où les représentations (la forte fréquentation, par une clientèle étrangère, un tourisme de masse standardisé qui a fait ses preuves dans les stations voisines) issues des expériences passées guident les choix stratégiques du futur. Mais ce ne sont là que des ambitions. Suite à l'échec de la réalisation de Tête de Balme, Finhaut perd la plupart de son offre d'hébergement pour groupe, au profit de la résidence (voir point 2.2.3.B). Le Mont-Fleuri, même rénové, connaît par exemple une destinée difficile : la gérance, confiée à Patrick Kasprzak (Gillioz, 1998), belge de nationalité et en réseau avec cette clientèle, ne répond pas aux attentes des propriétaires. Au début des années 2000, le Mont-Fleuri est le seul établissement de grande capacité qui reste exploitable en l'état à Finhaut. Mais, avec le Bel-Oiseau (et le Victoria), et le Grand-Hôtel, le Mont-Fleuri sera finalement transformé en logements.

Chalets et appartements

Les données à notre disposition ne nous permettent d'apprécier l'importance des nuitées taxées en chalet que sur une courte période (1970-1980).

⁶² A l'époque c'est toujours la câblerie de Cossonay qui en est le propriétaire.

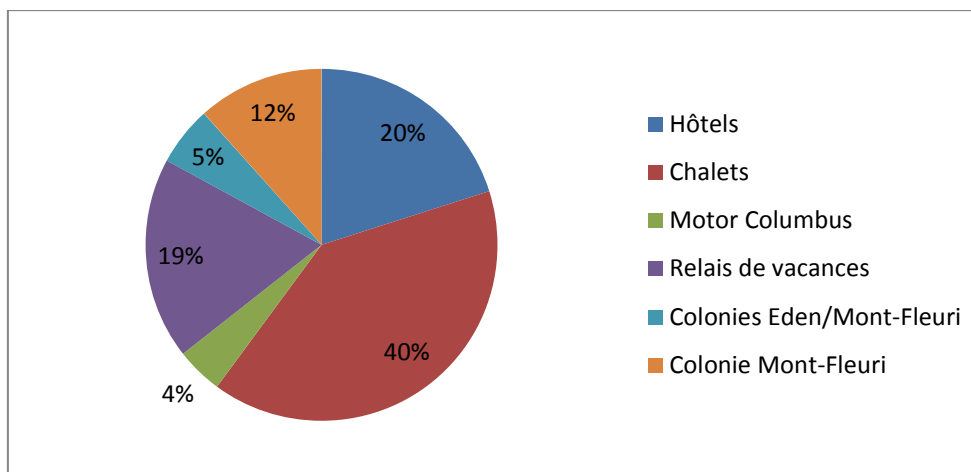


Figure 47. Répartition des nuitées en 1976 d'après les décomptes de la taxe de séjour. Source : SD Finhaut (1976)

D'après les rapports de la Société de développement, l'offre en parahôtellerie trouve facilement une demande en ce qui concerne les chalets, tandis que l'offre en appartements trouve plus difficilement sa clientèle (SD Finhaut, 1979). Les chalets sont d'autre part loués par les entreprises menant les chantiers hydroélectriques : c'est le cas durant le chantier d'Emosson (par exemple « La forte augmentation des nuitées de chalets [en 1977] provient de Motor Columbus Hopital des chantiers Chatelard. L'occupation de ce bâtiment n'est que passagère. » (SD Finhaut, 1977) et aujourd'hui pour les travaux de Nant de Drance (voir point 2.2.3.A). Pour les propriétaires, ces locations sont une opportunité car elles assurent une occupation sur l'année entière. Cependant, elles brisent les repères des locataires habituels d'une part, et rendent indisponible cette offre d'hébergement pour d'éventuels nouveaux touristes.

Certains chiffres disponibles pour l'année 1974 nous indiquent que les propriétaires de chalets domiciliés dans la commune sont proportionnellement plus actifs que les propriétaires situés hors de la commune : les premiers, propriétaires de 26 chalets (dont 16 payant des taxes) engendrent un total de 2'924 nuitées (soit une moyenne de 112 nuitées par bâtiment), tandis que les seconds, propriétaires de 69 chalets (dont 15 payant des taxes, et 16 qui ne sont pas membres de la SD) engendrent un total de 1'990 nuitées, soit une moyenne d'un peu moins de 29 nuitées par chalet (SD Finhaut, 1974). Enfin, la plupart des propriétaires de chalets domiciliés hors de la commune résident en Suisse romande (pour un tiers dans le Valais) (Tableau 3). Au vu des patronymes (Claivoz, Vouilloz, Lugon, Volorio, Gay Crosier, etc.), on imagine sans doute qu'il s'agit de membres de familles parties pour la plaine gardant toujours une propriété au village. La location de chalets constitue donc une part importante de l'hébergement à Finhaut durant la seconde partie de la trajectoire de la station. Elle permet à un certain nombre de propriétaires (31 au total) de générer des revenus issus de la location, mais ne constitue pas un élément particulièrement stimulant pour la dynamique de développement territorial au vu des problématiques structurelles évoquées ici.

Valais	27
Vaud	21
Genève	10
Autres cantons suisses	7
Etranger	3
Inconnu	1

Tableau 3. Provenance des propriétaires de chalets domiciliés hors de la commune en 1974. Source : SD Finhaut (1974)

B. Cafés, restaurants et bazars comme base sauvegardée

Parallèlement à l'hébergement en perte de vitesse au niveau des activités et des revenus basiques de séjour historiquement dominante, les établissements mixtes (consommations des locaux et des externes) que sont les cafés et restaurants prennent le relais durant cette phase d'abîme en tant qu'élément central du système territorial du point de vue de la présence. Alors que l'hôtellerie assurait jusqu'en 1914 l'essentiel des revenus présents à Finhaut, la situation évolue, d'abord durant les années 1920, mais durablement à partir des années 1930. La part des résultats taxés à Finhaut revenant aux pensions et hôtels diminue entre 1929 et 1938, de 42% à 33% (Commune de Finhaut, 1929/1938). Cette évolution est due à la croissance des coûts d'exploitation de l'hôtellerie, à la stagnation générale du nombre de nuitées combinée aux revenus induits par les chantiers et à la croissance de l'excursionnisme. De 1920 à 1925, les résultats réalisés par les débits de vin, restaurants et cafés, concernent principalement une clientèle ouvrière. Ainsi les cantines (Trivelli à Giétroz, du Châtelard, Chavannes, Merle, Méléga, café-magasin Gognoli, Fort de la Madeleine) génèrent la grande majorité des montants taxés pour l'ensemble de la branche: 75% en 1920, 94% en 1921, 93% en 1922, 90% en 1923, 83% en 1924 et 71% en 1925. La reprise de la consommation par la clientèle présente occasionnellement s'observe grâce aux reprises des cafés situés dans le village, comme par exemple le café Central, le Mont-Joly, ou encore la crèmerie du Tennis-club, qui passe par exemple de 600.- imposés entre 1921 et 1924 à 1'000.- en 1924 et à 2'000.- en 1929.

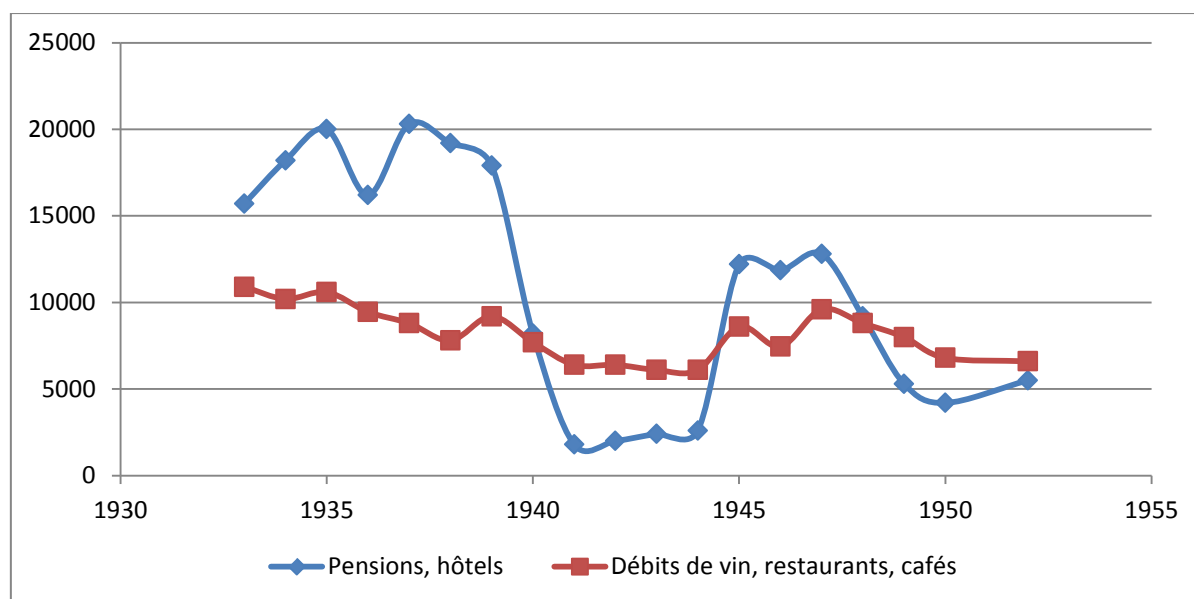


Figure 48. Montants totaux taxés dans l'hébergement et la restauration entre 1933 et 1952. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1933-1952)

Les commerces et artisans locaux bénéficient certes des revenus de l'hôtellerie⁶³, mais sont principalement dépendants de la consommation de la population locale. D'une part, d'après les informations recueillies, il semble que les hôteliers ne s'approvisionnent pas systématiquement auprès des commerçants et artisans locaux, préférant commercer directement avec la plaine, grâce au chemin de fer. D'autre part, l'organisation des commerces dépendait avant tout de considérations territoriales et fonctionnelles⁶⁴ : à l'épicerie des Lugon-Moulin, on trouve de tout, au poids, au litre, au mètre. Le magasin ne ferme ni à midi, ni le dimanche, pour pouvoir être toujours à disposition des consommateurs : non pas des touristes, mais en premier lieu des habitants, notamment de Giétroz et du Châtelard, qui ne se rendaient à Finhaut le dimanche à l'occasion de la messe. Même après-guerre, seul le jour du Jeûne fédéral est synonyme de fermeture et, pour la famille Lugon-Moulin, d'excursion ! En ce qui concerne les cafés également, on note une volonté de réguler les horaires d'ouverture en fonction des besoins de la population. Par exemple en 1965, le Conseil communal refuse la fermeture hivernale du café du Perron (Commune de Finhaut, 1965).

A partir de 1940, dans les registres les cafés et restaurants sont indiqués en première ligne concernant les taxes industrielles. Certes, la situation de conflit explique une partie de ces résultats. Cependant l'année 1948 présente un tournant structurel majeur. Non seulement les résultats des deux catégories sont tendanciellement en baisse depuis 1947, mais les restaurants et cafés réalisent des résultats plus importants que l'hôtellerie. En 1952, on compte 8 établissements d'hébergement payant une taxe industrielle à Finhaut pour 11 cafés et restaurants. Depuis la guerre, les pensions et hôtels n'étaient taxés que sur leurs résultats réalisés dans le cadre de la restauration (pour l'hôtel du Perron, l'hôtel-Suisse, le Mont-Blanc, et l'hôtel des Alpes). La distinction existe toujours après-guerre, par exemple le Perron paie une taxe en tant qu'hôtel sur des bénéfices entre CHF 500.- et CHF 800.- entre 1946 et 1952, et entre CHF 400.- et CHF 900.- en tant que café durant les mêmes années. Il en va pratiquement de même pour l'hôtel des Alpes et l'hôtel du Mont-Blanc (l'hôtel Suisse ne paie une taxe en tant qu'hôtel qu'en 1948, puis plus aucune dès 1949). Cet exemple ainsi que l'ensemble des chiffres montre la baisse importante des revenus basiques de séjour par rapport aux revenus excursionnistes et locaux. Mais au total, les montants taxés sur la commune passent de CHF 58'800.- en 1938 à CHF 48'700.- en 1952.

⁶³ D'après Charles Lugon-Moulin, les ventes aux touristes durant l'été concernaient par exemple les chocolats, les cartes postales, voire les beaux cigares.

⁶⁴ A partir de 1957 et la route du col de la Forclaz, les habitants de Finhaut se rendent plus régulièrement dans la plaine. Cependant les magasins de Finhaut existent encore, se font parfois concurrence. En 1974, on compte encore le Bazar de la Poste, le Bazar de Finhaut, deux épiceries et une boulangerie.

A cette date, la concurrence est en pleine croissance. Bien que les chiffres montrent une stagnation dans l'activité commerciale à Finhaut entre ces années d'après-guerre et les années 1970 (13 commerces, 14 cafés et restaurants, 9 hôtels) (CEPA, 1976 ; OFS), on parle de décroissance du marché présentiel dans la mesure où la hausse de la fréquentation n'engendre pas une hausse des revenus. L'hébergement qui se concentre progressivement sur le marché des colonies n'encourage pas la croissance du commerce. A partir des années 1970 de surcroît, on observe une baisse de la population (Figure 34), phénomène qui ne contribue pas au développement de ce même commerce local. Territorialement, on distingue néanmoins les commerces situés à Finhaut même des commerces situés à Châtelard et à Emosson. Au Châtelard, on bénéficie toujours de la rente de situation, de plus en plus via le commerce et la restauration. En 1955, il n'y a qu'une station-service à Châtelard-Frontière. En 1970, on compte cinq stations-services, de nombreux bazars, ainsi que des cafés-restaurants (Carrier, 1970a).



Figure 49. Restaurant d'Emosson. Source: www.emossonresto.com

A partir de l'inauguration du barrage d'Emosson (dernière coulée de béton en 1973, première mise en service en 1975), les responsables touristiques constatent rapidement que les établissements du village pâttissent de cette attraction en haut du village (SD Finhaut, 1979). Le restaurant d'Emosson, d'une capacité de 230 places assises et 60 places en dortoir⁶⁵ constitue aujourd'hui un point névralgique pour les activités présentes à Finhaut puisqu'il constitue d'abord un point de vue exceptionnel accessible en voiture, l'arrivée du trajet en funiculaire/petit train/minifunic du parc d'attractions du Châtelard (voir *infra*) et le départ de nombreuses randonnées autour du lac (dont celle menant aux traces de dinosaures, voir *infra*). En comparaison, les cafés et restaurants du village, et du Châtelard également, ont perdu de leur importance : les revenus présentsiels issus de la restauration dépendent vraisemblablement en grande partie du pôle du barrage.

C. Infrastructures attractives

Du point de vue de la dynamique monétaire, les divertissements pour une station remplissent deux fonctions : soit ils génèrent directement des revenus basiques, soit indirectement en tant qu'élément du système territorial par l'hébergement, la restauration et les commerces. Jusqu'en 1914, à Finhaut comme dans d'autres cas les activités de divertissement étaient l'œuvre des hôteliers. Durant cette première phase de la trajectoire également, la randonnée constituait une activité touristique de premier plan. Il en va de même durant l'entre-deux-guerres et après-guerre, tandis que d'autres systèmes territoriaux concurrentiels proposent une diversité croissante d'infrastructures de loisirs, en particulier pour la saison d'hiver. Aucune nouvelle infrastructure attractive conséquente ne contribuant à la génération indirecte de revenus présentsiels, le potentiel des revenus de séjour, excursionnistes et locaux directs est nul.

Ci-dessous, nous évoquons successivement deux entités actives pour les divertissements à Finhaut, la Société de développement (SD) et la SATEB (Société anonyme des transports Emosson-Barberine), puis

⁶⁵ www.emossonresto.com

les activités de loisirs importantes au regard de la concurrence durant cette seconde partie de la trajectoire de Finhaut : les remontées mécaniques destinées à la pratique du ski alpin, et la piscine.

La Société de développement

La Société de développement de Finhaut reste sur l'ensemble de la trajectoire l'entité collective officielle faisant le lien entre les acteurs du système territorial dans une dynamique présente. Suite à une première entité née en 1904 (Perriard-Volorio, 1991)⁶⁶, une nouvelle Société de développement est fondée en 1927 (GdM, 1987). D'après ses statuts (SD Finhaut, 1980), le but de la société est de « faciliter le séjour des hôtes et promouvoir l'essor du tourisme dans son rayon d'activité ». Comme on l'a déjà évoqué plus haut (point 2.2.2.A.), Finhaut en tant que station rencontre des problèmes concernant la promotion du tourisme, pour encourager l'hôtellerie de séjour individuel. L'autre objectif de la société, « faciliter le séjour des hôtes », est également une tâche à laquelle s'attelle la Société de développement, mais avec les mêmes difficultés qu'en ce qui concerne la promotion : les moyens financiers sont faibles, et les acteurs du système territorial décidés à s'investir dans ce sens pour la collectivité ne constituent à aucun moment un corps assez solide pour mener à bien des projets de divertissement d'envergure.

Nous manquons malheureusement de sources pour renseigner les premières années de la « seconde » Société de développement, c'est-à-dire durant les années 1930 et 1940. Rappelons qu'à l'époque de la refonte des statuts la station connaît un sursaut bienvenu dans la fréquentation, bénéficiant sans doute des conditions conjoncturelles bénéfiques à l'ensemble du tourisme suisse pour les années 1927-1930, ceci dans un contexte concurrentiel encore limité (Figure 50). De plus, cette période coïncide avec la fin des travaux de Barberine. Sans doute la Société de développement œuvre-t-elle alors par exemple à la mise en place de bancs publics, de fleurs, de panneaux indicateurs concernant les randonnées, soit des activités remplies par cette entité tout au long de la période. Cependant d'après le témoignage de Charles Lugon-Moulin, durant les années 1930 les hôtes comme les résidents de Finhaut bénéficient de l'animation générée informellement sur place par le curé Poncet.

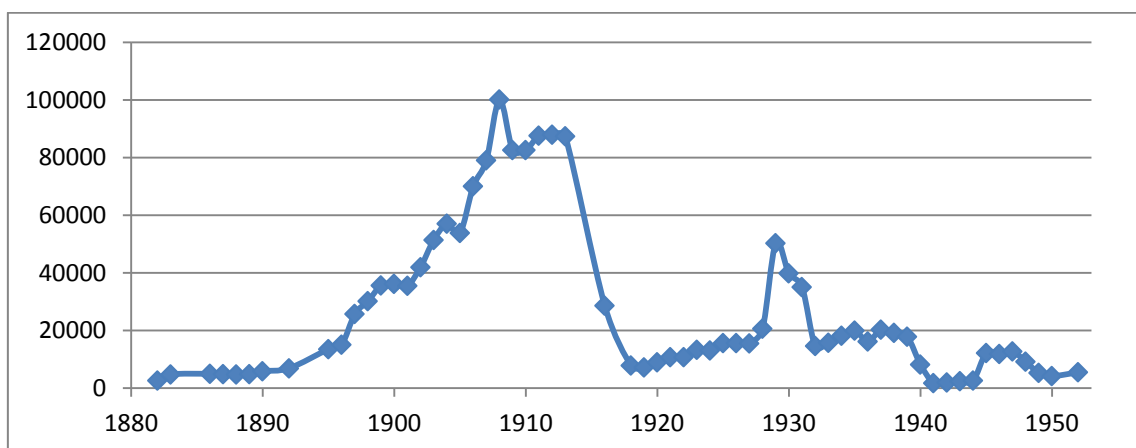


Figure 50. Montants totaux taxés pour les pensions et hôtels entre 1882 et 1952. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1882-1952)

⁶⁶ On ignore les conditions de la création de cette société. Probablement la société n'a-t-elle que difficilement survécu aux difficultés rencontrées par ses initiants les hôteliers à partir de 1914.

La vie de société des villageois, qui a un impact positif sur le divertissement des hôtes, semble émerger en particulier après la Grande Guerre et l'entretien d'une activité culturelle amenée à Finhaut par les internés français : le théâtre. Cette activité est novatrice pour l'époque pour les habitants d'un village isolé et pieux tel que Finhaut. Pendant les travaux d'Emosson, la femme d'un ingénieur se charge de la mise en scène pour les femmes – le théâtre n'étant pas encore une activité mixte. A partir de 1934 surtout, le curé Poncet met en scène des pièces avec des comédiens amateurs du village. Plutôt que d'adapter des pièces de boulevard rappelant un contexte uniquement urbain, le curé Poncet rédige des pièces parlant à cette identité montagnarde (paysannerie, chasse, mais aussi tourisme : *L'Avalanche* (1933), *Les Rogations* (1936), *L'Auberge du Genépi* (1937)). Les pièces sont jouées pour les étrangers, mais la troupe se produit également dans d'autres villages, comme par exemple la pièce *Un tiers du Mulet* (1938), jouée à Martigny, Chamoson, à Montana dans un sanatorium, à Sierre et à Chamonix. Le Théâtre Valaisan s'exporte, et draine des spectateurs également depuis la Suisse romande. « L'apothéose »⁶⁷ est à dater en 1939, avec une pièce de Ramuz, *La Séparation des races*. Chaque été, la troupe se produit tous les dimanches, durant les mois de juillet et août, deux fois par jour (après-midi et soir). Cette activité éprouvante pour les comédiens amateurs a néanmoins été un succès, de l'avis de Charles Lugon-Moulin, pour les restaurateurs et pour le MC (qui propose des tarifs spéciaux). D'autre part, le théâtre permettait de faire connaître Finhaut, et de ce point de vue remplissait une fonction que la Société de développement elle-seule éprouvait une certaine difficulté à remplir : la propagande.

L'arrivée du curé Poncet dans les années 1930 amène donc un souffle de divertissements dans le village, non seulement en raison de l'intérêt que l'homme porte à sa paroisse (le curé réorganise également la Société de jeunesse, née en 1924) mais en raison de la situation financière difficile des comptes de cette dernière. En effet à l'époque l'église vient d'être refaite, et les paroissiens derrière leur homme d'Eglise s'attellent à rembourser les dettes. Outre le théâtre, des activités de divertissement sont ainsi organisées pour récolter des fonds : kermesses, lotos, etc. Le curé met également à contribution ses talents de metteur en scène à ces occasions, s'inspirant toujours de l'identité plurielle de Finhaut et de la curiosité potentielle de son auditoire. Ainsi par exemple Charles Lugon-Moulin se retrouve un jour d'été à jouer « l'Oncle d'Amérique de retour à Finhaut » - c'est-à-dire à faire un discours au café du Beau-Soleil, faisant croire à l'assistance à la véracité de cet événement officiellement annoncé sur affiches, le tout pour attirer du monde au loto. Dans son discours, « l'Oncle d'Amérique », ayant fait fortune, promet d'être redevable à son village d'origine, léguant ses milliards à la commune de Finhaut, « afin qu'elle fasse de tous ses ressortissants d'honnêtes rentiers ». De plus, grâce à cet hypothétique héritage il serait question du lac dans les gorges du Trient, avec compagnie de navigation à vapeur, de la construction d'un pont reliant Finhaut à Tête noire, d'une route automobile reliant Giétroz au sommet des Perrons, d'un aéroport à la Léchère, ou encore d'un téléphérique qui par-dessus les Dents du Midi reliera directement Finhaut à Lausanne. Si le contenu de ces élucubrations pourrait nous renseigner sur les projets d'accessibilité et de loisir les plus ambitieux de certains acteurs, la démarche nous semble relever plutôt de l'autodérision et d'un pragmatisme sarcastique de la part de l'auteur et des acteurs : Vivre d'une rente apparaît comme un avenir souhaitable, tandis que le développement d'infrastructures de mobilité et de tourisme d'envergure relève d'une frénésie qui ne saurait seoir à la communauté locale.

Au-delà de l'enthousiasme de Poncet, l'importance de la vie paroissiale ne se limite pas à l'avant-guerre, mais perdure tout au long de la trajectoire. C'est ainsi que la Société de développement collabore avec

⁶⁷ Entretien Charles Lugon-Moulin

les acteurs de la paroisse, et en particulier avec le curé, mettant à disposition l'église pour l'un ou l'autre concert notamment, accorde un subside à la paroisse pour l'installation d'un cinéma dans la station (Barmaz, 1963). Or, cette collaboration mobilise le « développement » de Finhaut non seulement d'un point de vue touristique, mais également d'un point de vue local. A l'instar du Théâtre Valaisan, ayant indirectement un effet sur les revenus de proximité (voire éventuellement sur les revenus de séjour), la démarche relève d'une dynamique de divertissement local. Au vu de la faible marge de manœuvre financière de la Société de développement, cette double affectation des fonds devient un problème récurrent. Ainsi par exemple la Fête nationale du 1^{er} août, considérée comme l'événement annuel majeur de la station, répond à différentes demandes présentes. Les investissements spécifiquement dédiés à ces derniers restent faibles : en 1976 par exemple, le budget de publicité de la Société de développement se monte à CHF 3'000.-, alors que les coûts de la fête du 1^{er} août se montent à CHF 2'500.-. Faute de moyens, l'organisation de certains événements susceptibles de générer des revenus basiques directs sont abandonnés, comme par exemple en 1982 une étape du rallye du vin (désormais Rallye international du Valais) (SD Finhaut, 1981-82).

L'ensemble des recettes⁶⁸ de la Société de développement se monte par exemple pour l'année 1979-80 à CHF 32'464.30.- ; un faible montant qui ne permet pas le financement d'infrastructures lourdes alors utiles, au vu de la concurrence sur les séjours de loisirs, au développement des revenus basiques de séjour. Les moyens sont même faibles au regard du seul enjeu du local, comme on le voit avec l'exemple du 1^{er} août : Faute d'une offre au village, les habitants sont susceptibles d'aller dans d'autres lieux assister à la fête, et de manière générale pour dépenser leur revenu. A titre de comparaison, le produit de la taxe de séjour seul à Montreux en 1965 était de CHF 514'864.-. L'essentiel de la publicité est collective, le nom de Finhaut figure dans des annonces « mélangé à d'autres noms, plus prestigieux que le nôtre » (SD Finhaut, 1980). De plus, au niveau de la publicité, la Société de développement doit non seulement avoir une attitude proactive avec de faibles moyens financiers, mais elle doit se défendre des avis négatifs que l'on entend désormais de plus en plus sur la station : ainsi en 1978 le comité de la Société de développement refuse un article du journal *L'Echo-Illustré* intitulé « Finhaut se meurt » (SD Finhaut, 1978).

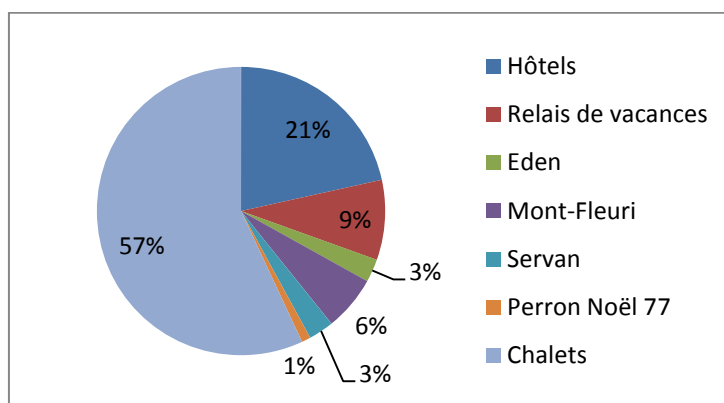


Figure 51. Répartition des revenus de la taxe de séjour en 1978. Source : SD Finhaut (1978)

Les restrictions budgétaires sont une constante pour la Société de développement, qui parvient néanmoins à répondre à certains besoins en termes d'entretien. Les choix de rénovation traitent

⁶⁸ Il s'agit de l'ensemble des revenus de la taxe de séjour (CHF 14'673.-), des forfaits (CHF 2'382.-), de la taxe d'hébergement (CHF 5'640.50.-), des cotisations des membres (CHF 5'150.-), de la contribution de la commune (CHF 2'000.-), d'autres contributions de publicité (CHF 1'320.-) et de recettes autres (CHF 1'298.-).

systématiquement les problématiques les plus urgentes : le kiosque de la gare plutôt que les bancs publics, l'impression de cartes synoptiques plutôt que topographiques renseignant sur les promenades de la vallée (SD Finhaut, 1975). Une opération marketing d'envergure a néanmoins lieu en 1994, avec la présence au Glattzentrum de Zurich/Wallisellen (centre commercial) de la Vallée du Trient, par l'intermédiaire de l'ITVT (Intérêts touristiques de la vallée du Trient). A cette occasion par exemple, sur un budget de CHF 170'000.-, les sociétés de développement de la vallée ne contribuent qu'à hauteur de CHF 20'000.- à cette opération, ce que regrette la municipalité de Finhaut, elle-même contribuant pour CHF 15'000.- à ce projet⁶⁹.

C'est également à l'occasion d'une opération commerciale de ce type qu'avait vu le jour l'entité des ITVT, soit à l'occasion de la Foire du Valais de Martigny en 1987 (Rausis, 2009a). Avec leur slogan « La Vallée se met en quatre », les communes de Salvan, Finhaut, Trient et Vernayaz œuvraient désormais ensemble via les sociétés de développement, notamment pour les questions de promotion. En 1997, cette structure est rebaptisée Trient Tourisme, suite à l'arrivée de TMR (Transport de Martigny et Régions) et TéléMarécottes (sur la commune de Salvan). La présence de cette dernière dans la structure n'ira pas sans peine, et c'est suite à son départ qu'éclate durant l'hiver 2002-2003 Trient Tourisme. Sous l'impulsion de nouveaux responsables politiques à la tête des municipalités, les trois sociétés de développement se réunissent à nouveau en 2005, en partenariat avec TMR. Cette mise en commun des entités isolées est vue comme une nécessité : « Si nous voulons exister à l'avenir, touristiquement parlant, nous n'avons pas d'autre choix que de regrouper nos forces à l'échelle de toute la vallée » (Pascal May, président de Finhaut, cité par Rausis (2009)). Au vu du constat d'impuissance de la seule Société de développement de Finhaut ci-dessus, on ne peut que soutenir ce point de vue, non seulement en ce qui concerne le développement d'un point de vue présentiel de séjour, mais également au regard de l'excursionnisme et des dépenses des locaux, au vu de la stagnation du processus d'organisation urbaine au niveau des localités et de l'accroissement des mobilités, qui nécessite des collaborations entre les villages, voire des fusions de commune.

Cependant, ce redimensionnement du système territorial répond en priorité à des fins promotionnelles sans investissement communs dans les infrastructures n'aboutit pas aux résultats escomptés. Et, au regard de la concurrence, la comparaison est difficile pour la Vallée du Trient. En effet, le pôle de la Vallée du Trient en tant qu'entité régionale pour Finhaut est concurrencé par le pôle du Mont-Blanc. En 1986, on célèbre le bicentenaire de la première ascension du Mont-Blanc, et c'est l'occasion pour les acteurs de toute la région de prendre conscience de la nécessité de préserver cet espace naturel⁷⁰. Il s'agit d'une entité transfrontalière (France – Suisse – Italie) appliquant des « politiques communes de gestion du patrimoine naturel et culturel ». Plusieurs projets sont réalisés, avec notamment en ce qui concerne Finhaut des sentiers didactiques (voir *infra*). Finhaut s'inscrit donc dans l'Espace Mont-Blanc, mais souffre de la concurrence de Chamonix et de la région française dans son ensemble, notamment en raison des prix, et de l'infrastructure proposée, en particulier pour l'hébergement et les loisirs (durant la saison d'hiver).

⁶⁹ Correspondance Municipalité de Finhaut-ITVT du 14 octobre 1992, Archives de Finhaut

⁷⁰ www.espace-mont-blanc.com

A Finhaut les infrastructures de loisir concernent uniquement la saison d'été, et principalement la SATEB. Depuis 1975, la SATEB (Société anonyme des transports Emosson-Barberine) est la société exploitant le « parc d'attractions du Châtelard ». Le parc se compose d'un funiculaire (1920), d'un petit train panoramique⁷¹ (1975) et du minifunic⁷² (1991). Suite à la réalisation du barrage d'Emosson, il s'agissait pour les fondateurs de la société de sauvegarder les infrastructures de transport qui avaient été mises en place dans le cadre des chantiers. A partir de 1975, ces installations sont donc entièrement dédiées aux loisirs, cependant qu'elles étaient déjà utilisées à des fins touristiques à l'époque du chantier de Barberine⁷³. Depuis qu'une autorisation officielle est délivrée par le Département fédéral des transports en 1935, ce sont les CFF, via la Division des usines électriques, qui se chargent de l'exploitation du funiculaire⁷⁴. En 1967, le trafic se monte à 28'500 voyageurs. Mais, en raison des travaux d'Emosson, la fréquentation baisse de manière importante (7'300 en 1970 et 800 en 1972), ce qui conduit les CFF à renoncer à cette exploitation. A l'époque, les communes de Finhaut et de Salvan, ainsi que la compagnie du MC, informées de cette suppression, déclarent qu'elles ne sont pas en mesure de reprendre l'exploitation⁷⁵. Suite à l'intervention du Conseiller fédéral (valaisan) Roger Bonvin, une réflexion du type de celle ayant amené à la création du groupe Blonay-Chamby⁷⁶ conduit au sauvetage du funiculaire. C'est à ce moment-donné qu'intervient Bernard Philippin, actuel président du conseil d'administration et ingénieur de formation⁷⁷, spécialisé dans la construction des routes et chemins de fer. Il travailla notamment en tant qu'enseignant auprès d'écoles d'ingénieurs en Suisse romande, ainsi qu'en tant que délégué à l'Office fédéral des transports. Par ailleurs, ce genevois d'origine qui se rend depuis son enfance à Finhaut en vacances, qui y possède un chalet, connaît bien la station. Il a en outre d'ores et déjà été sollicité dans le cadre de la mise en place d'infrastructures touristiques : en 1959 ce « jeune ingénieur et hôte fidèle de la station » (Nouvelliste, 1959) se charge bénévolement (« comme hôte enthousiaste de la station à laquelle il serait heureux de rendre service ») de l'étude d'un plan pour la construction d'une piscine⁷⁸. Cependant, ce projet, jugé trop ambitieux et surtout trop cher pour la Société de développement, ne sera pas réalisé. Reste que Bernard Philippin s'implique personnellement pour le développement d'infrastructures,



Figure 52. Petit train panoramique du Châtelard et minifunic. Source: www.wikipedia.org

⁷¹ Aménagé à l'occasion de l'ouverture du parc.

⁷² Installation construite pour relier le pied et le sommet du barrage.

⁷³ Entretien Charles Lugon-Moulin.

⁷⁴ Correspondance CFF-DFT du 15.03.1973, Archives du Parc d'Attractions du Châtelard

⁷⁵ Idem.

⁷⁶ Le chemin de fer Blonay-Chamby (près de Montreux) a circulé entre 1902 et 1966. Depuis 1969, grâce au travail de bénévoles, diverses rames historiques circulent sur la ligne, désormais Chemin de fer-musée Blonay-Chamby.

⁷⁷ Informations recueillies par écrit auprès de Guy-Bernard Philippin.

⁷⁸ En 1961, M. Philippin met également à disposition de la Société de développement ses « diapositifs couleurs », « soumet encore quelques idées pour le développement futur de la station » à l'occasion de l'assemblée générale, lors de laquelle il est remercié par le président, « pour tout l'intérêt qu'il porte à la station, malgré son travail fort accaparant d'ingénieur » (Nouvelliste, 1961).

mission pour laquelle il est formé. Les acteurs du système territorial, eux, peuvent compter sur les connaissances d'un hôte, qui devient un acteur important de ce même système.

Si les moyens de transport exploités par le parc constituent une attraction en eux-mêmes, par leur dimension technique⁷⁹ et patrimoniale, le barrage d'Emosson et la vue sur le Mont-Blanc contribuent néanmoins au succès du parc. Cependant c'est bien l'enthousiasme des fondateurs pour ces objets qui a permis leur sauvegarde. Le parc d'attractions répond donc à plusieurs attentes en termes de divertissements : culture technique, excursion. Les tarifs restant assez élevés pour assurer la couverture des frais d'exploitation (CHF 52.80.- par adulte en 2010 (Carron, 2010a)), on peut en outre considérer que le parc ne répond pas à une demande en termes de transport fonctionnel (pour accéder au barrage, y compris à des fins touristiques). De ce point de vue, on peut souligner que ce n'était vraisemblablement pas le cas avant la mise en service semi-publique de la route de la Gueulaz durant les travaux d'Emosson et la mise en place d'une ligne de car postal Châtelard-Finhaut-Emosson, autrement dit qu'avant 1967 et le début des travaux le funiculaire et le petit train étaient fonctionnels : ils permettaient de se rendre au pied du barrage. A partir du moment où ces installations ont été sauvegardées (naissance du « parc d'attractions »), elles n'ont plus été un moyen fonctionnel (pour accéder à Emosson) il soit devenu fin (accéder à Emosson en funiculaire et train historique tandis qu'une route carrossable existe).

Géographiquement (Figure 7), tout comme nominalement (Roy, 2014), le parc ne concerne pas directement le village de Finhaut, mais précisément le Châtelard et Emosson. Au regard de l'ensemble du système territorial de Finhaut durant la seconde partie de sa trajectoire, le parc d'attractions du Châtelard a l'avantage de générer directement des revenus basiques par la vente des billets et de créer des emplois, certes précaires (saisonniers, étudiants pour la plupart (SATEB, 2005)). Cependant cette attraction présente certaines limites. Premièrement le parc offre un divertissement avant tout attractif pour les excursionnistes, et ne saurait que difficilement générer à lui seul des nuitées en nombre conséquent. Deuxièmement, en termes de revenus le village de Finhaut se trouve à l'écart du parc ; en d'autres termes, au regard de l'ensemble de la trajectoire, du point de vue de la génération de revenus de proximité directs relatifs aux divertissements, le pôle de la station a été modifié. Le parc ne s'inscrit pas dans un système territorial à caractère urbain, lui-même inexistant. En conséquence, la société se retrouve financièrement dépendante des seuls revenus de son exploitation, insuffisants pour la rénovation des installations imposées : CHF 800'000.- de chiffres d'affaires annuel (Carron, 2010a). CHF 9 millions sont nécessaires pour la rénovation du parc. Sollicitée, la commune de Finhaut n'intervient pas (Hugon, 2012). Dans la mesure où elle a contribué au sauvetage de Télémarécottes avec CHF 200'000.- de contribution, elle attend un pareil geste de la part de la commune de Salvan en ce qui concerne le parc. Ce dernier, fermé pour la saison 2013, est désormais dans l'attente de trouver, par l'intermédiaire de la famille Philippin (Bernard, mais aussi ses fils Guy-Bernard et Yves-Dominique) de nouveaux moyens de financement permettant de rénover et de poursuivre l'exploitation. Cette attraction est directement rémunératrice pour le système territorial. Indirectement cependant, elle souffre d'un manque de cohérence avec le reste du système : géographiquement (Châtelard-Emosson distancié de Finhaut-Village) et interactionnellement (pas de synergie avec la Société de développement et/ou les autres acteurs du système territorial).

⁷⁹ La pente maximale du funiculaire est la plus raide du monde avec 87%.

Jusqu'en 1935, Finhaut est difficilement accessible en hiver : Aucune liaison routière n'a été jusqu'ici réalisée (2.1.1), mais l'isolement prend fin grâce à la municipalité qui subventionne la compagnie du MC pour cette exploitation hivernale (2.2.1). Dans cette démarche, rappelons que les intentions touristiques côtoient les besoins de la population. Néanmoins, la fin de l'isolement hivernal permet le développement de sports d'hiver. Certes, des activités sportives hivernales existaient d'ores et déjà à Finhaut, notamment avec le ski-club Trient-Finhaut, fondé en 1925 (Beecroft, 2010), voire des concours de ski, comme en 1931 (Confédéré, 1931). Mais ces divertissements ne concernent vraisemblablement que les locaux : on parle pour le concours en 1931 de skieurs en provenance de Finhaut, Salvan, Trient, Vallorcine et Martigny. Avec la liaison ferroviaire hivernale et l'ouverture des hôtels durant cette saison, la saisonnalité du tourisme à Finhaut évolue : les sports d'hiver deviennent potentiellement une attraction. Mais la liaison ferroviaire ne suffit pas : des infrastructures pour la pratique de ces sports sont nécessaires. C'est ainsi qu'est mis à disposition un tremplin de ski à partir de 1936 grâce au ski-club, subventionné par la commune (Commune de Finhaut, 1935/1936), et que la commune envisage cette même année de se doter d'une piste pour bobs et luges (Confédéré, 1936). En 1938, c'est une patinoire qui est réalisée (Confédéré, 1987).

Au vu de l'ensemble de la trajectoire, la réalisation de ces infrastructures est à souligner. Ce sont des réalisations qui contribuent à aligner l'offre présente de Finhaut sur la concurrence. En revanche, au regard de cette dernière, cette offre se trouve être tardive. Comme on a pu le voir à Montreux (Guex, 2014) notamment, les sports d'hiver traditionnels que sont le patinage et le bob/luge sont déjà en perte de vitesse par rapport au ski alpin, qui s'impose durant la seconde moitié des années 1930. De plus, l'infrastructure hôtelière n'est pas adaptée au tourisme hivernal (2.2.2.A). Ces éléments considérés ensemble font que le système territorial accumule un retard certain vis-à-vis de la concurrence, dès les années 1950 et surtout durant les années 1960, pour s'engager alors pleinement dans une double saisonnalité. Cette dernière permet des taux d'occupation élevés pour l'hébergement, et plus généralement un revenu basique qui s'étende sur 6 à 8 mois (plutôt que 3) permettant une gestion commerciale vraisemblable des différents types d'entreprises pouvant potentiellement constituer un système territorial assez solide pour faire face à la concurrence. Le développement de la saison d'hiver sonne comme une évidence : « dans un avenir plus ou moins rapproché, la station de Finhaut devra obligatoirement choisir entre une vie végétative et la création d'une station d'hiver » (Dayer, 1966).

Durant les années 1950, cette concurrence reste encore relativement raisonnable. Mais le ski alpin prend une ampleur populaire à la fin de cette décennie, et surtout durant les années 1960. C'est ainsi qu'à partir de 1959 il est question d'installer un skilift à Finhaut. Cette démarche est soutenue non seulement par la Société de développement, mais aussi par le ski-club, qui acquièrent tous deux des parts dans la société du téléski de la Barmaz (Nouvelliste, 1959), mis en service en janvier 1960 (Nouvelliste, 1960). L'impact est positif, du moins en 1964, année durant laquelle le total des nuitées pour l'année est en augmentation (5'000) grâce à la saison d'hiver (Barmaz, 1964; Nouvelliste, 1965). En 1967, la Société de développement augmente d'ailleurs sa participation à la société du téléski de la Barmaz de CHF 3'000.- (Barmaz, 1967). A cette époque, certes la Société de développement œuvre pour le développement touristique en fonction de ses statuts, mais il semble vraisemblable que l'investissement du ski-club dans cette démarche montre également que cette infrastructure de divertissement compte pour les habitants du village. Pour que le ski alpin devienne le moteur attractif de la station, la réalisation de remontées mécaniques d'une nouvelle ampleur s'impose aux acteurs du

système territorial. La commune se penche alors sur un projet de téléphérique reliant le village à l'alpage du Fenestral⁸⁰ (Dayer, 1966). Se pose alors la problématique de la cohérence du système territorial, dans la mesure où l'infrastructure hôtelière reste majoritairement inadaptée à une exploitation hivernale, parce que principalement trop modeste, quantitativement et qualitativement. Contrairement à certaines stations en concurrence, créées *ex-nihilo*, le potentiel d'hébergement indispensable à une présence de séjour en nombre, c'est-à-dire suffisamment conséquente pour atteindre des seuils de revenus permettant à chacun de couvrir ses frais d'exploitation. Comme on l'a vu (2.2.2.A), les structures familiales de l'hôtellerie rendent difficiles les investissements et autres projets d'avenir, alors que les hébergements de groupe à eux seuls ne sauraient fournir des garanties suffisantes en terme de volumes.



Figure 53. Alpage du Fenestral. Source : www.transpiree.ch - Daniel Ribagnac

Deux projets de remontées mécaniques vont succéder à celui du Fenestral, sans être menés à terme non plus : le projet des Esserts (fin des années 1970-1982) et le projet de Tête-de-Balme (fin des années 1980-2013). Géographiquement, la même portion de territoire est concernée pour ces deux projets, c'est-à-dire les pentes qui font face au village de Finhaut, et non pas les pentes situées au-dessus de la station sur le même versant, comme c'était le cas pour le proto-projet du Fenestral (voir Figure 7). Si le projet des Esserts promet un essor de toute la station de Finhaut, il reste celui d'un acteur en particulier qui n'est pas finjolien : Jean-Louis Hugon, propriétaire des terrains, agent immobilier à Martigny et originaire de Sembrancher (Ribordy, 1981). Au vu des activités immobilières de Jean-Louis Hugon à cette époque, il ne fait pas de doute que ledit projet consiste à exploiter la rente que constitue le terrain des Esserts, plutôt que de contribuer avec ce projet à l'amélioration de tout un système territorial. En effet, les activités immobilières de Hugon présentent d'abord la particularité d'être géographiquement éclatées : des appartements à Chexbres, à Montreux, dans le reste du canton de Vaud et en Valais. En toute connaissance de cause, les opérations immobilières sont considérées comme primordiales pour compenser les frais relatifs aux remontées mécaniques, sur le modèle d'autres stations *ex-nihilo* (Vlès, 1996). En d'autres termes, le projet des Esserts est le projet d'un promoteur, et non le projet du système territorial finjolin. Ainsi c'est la propriété du terrain qui est le facteur déterminant dans la non-réalisation de ce projet : le Département fédéral de l'intérieur refuse d'accorder le droit de défricher les 30'900m² de terrain des Esserts⁸¹. Dans ce projet, la négociation au sein du système territorial ne joue aucun rôle – on aurait pu penser par exemple que d'autres terrains, susceptibles d'obtenir les autorisations fédérales, aient pu être choisis. De plus, contrairement à la commune de Trient, la commune de Finhaut ne recourt pas auprès du Tribunal Fédéral auprès de Jean-Louis Hugon à propos de cette décision : les ambitions touristiques d'un homme ne sont pas soutenues par les acteurs du

⁸⁰ Au-dessus du village, à l'est de la Gueulaz et du col du Bel-Oiseau.

⁸¹ Arrêt du 3 février 1982 du Tribunal fédéral dans la cause Conseil d'Etat du canton du Valais, commune politique de Trient et Jean-Louis Hugon c. Département fédéral de l'intérieur

système territorial, non sans que certains acteurs (en particulier les responsables politiques) ne se montrent par ailleurs pro-actifs pour développer des infrastructures de cet ordre pouvant faire croître les revenus présents sur le territoire.

Quelques années après cette décision, le projet de remontées mécaniques dit de Tête-de-Balme occupe cette fois de manière plus directe Finhaut, en l'occurrence les acteurs du système territorial qui sont encore actifs durant les années 1990 pour le développement d'infrastructures de loisirs. Lors du dépôt du quatrième projet de Tête de Balme, la commune par exemple augmente sa participation de CHF 250'000.- à CHF 500'000.- (P. Guex, 1993c). Si le projet finit par être autorisé par les instances fédérales par l'octroi d'une concession en 1997 (Gratzl, 1997), ce sont les recours écologistes qui vont noyer le projet (CAS, WWF, Pro Natura, Fondation suisse pour la protection de la nature et du paysage) (Faiss, 2003). Comme pour les Esserts, c'est le défrichage d'une zone (11'758 m²) qui est ici en cause. En 2003, lorsque la décision du Tribunal Fédéral tombe, en défaveur du projet, le président de Finhaut Maxime Gay-des-Combes parle d'un « assassinat économique de la vallée » (Faiss, 2003). Ce point de vue s'apprécie sous deux angles. En premier lieu, depuis les années 1970, les responsables politiques locaux n'ont pu que constater l'érosion démographique du village et la fermeture des établissements d'hébergement comme des commerces. La décision du TF condamne donc de ce point de vue la création d'emplois directs et induits qui seraient susceptibles de générer une dynamique positive en termes de croissance dans la vallée. En second lieu, il faut considérer cette déclaration au vu des investissements consentis durant les années qui précèdent, avec en premier lieu le rachat du Mont-Fleuri par la bourgeoisie (CHF 300'000.-) et du Grand-Hôtel par la commune (CHF 400'000.-) (voir point 2.2.3.B). La stratégie d'investissement alors dépendait clairement de la réalisation de Tête-de-Balme, puisqu'il était question pour le premier bâtiment d'y héberger des groupes, et pour le second de le raser afin que prenne place sur la parcelle un parking ainsi qu'une place de sports (Michel Gratzl, 1997) (Gratzl, 1997). « L'assassinat » consiste donc en l'anéantissement des espoirs concernant la création de nouvelles activités et de nouveaux revenus, mais en l'aggravation des finances de la commune et de la bourgeoisie, qui ont anticipé en investissant dans des logements qui sans cette réalisation auront des difficultés à être rentables.

Durant les années 1980 et 1990, le ski de masse a donc occupé une place centrale dans les projets des acteurs du système territorial imaginés pour faire renaître des revenus présents. Parallèlement, les modestes installations à destination des locaux et des colonies ont été exploitées jusqu'à la fin des années 1990 (deux remontées, fonctionnant selon l'enneigement, soit p. ex. 40 jours en 1985). Ils gardaient une dimension locale, gérés par la société des aménagements touristiques de Finhaut – des comptes régulièrement déficitaires (P. Guex, 1985a).

Piscine

Comme les projets de remontées mécaniques, le projet de piscine a suscité énormément d'attentes en termes de conséquences positives sur les revenus basiques de la station, c'est-à-dire sur les revenus d'hébergement, de restauration et des commerces. C'est assez rapidement dans la trajectoire de Finhaut qu'il est question d'une piscine (et d'un tennis), en 1938, sur une proposition émise par la Société de développement⁸². Cette décision est d'abord reportée à 1940, puis probablement la guerre a-t-elle enterré ce projet pour un temps. C'est ensuite en 1959 que la Société de développement confie

⁸² Archives de Finhaut, inventaire réalisé par Sandro Benedetti

l'étude d'un plan de piscine à Bernard Philippin (voir également point SATEB) (Nouvelliste, 1959). Le coût de cet équipement dépassant les moyens de la Société de développement, un comité est formé pour étudier un autre projet, au lieu-dit La Comballaz. Ce dernier est considéré comme dépendant de la construction d'une route « reliant Finhaut à la grande artère internationale Martigny-Châtelard-Chamonix (qui prendra encore de l'extension après le percement du Mont-Blanc). » (Nouvelliste, 1959). Or la route ne sera réalisée qu'en 1968 (2.2.1) ; les projets d'infrastructure susceptibles de relancer les activités de séjour et de proximité relatives aux loisirs au début des années soixante ne peuvent raisonnablement voir le jour en raison du manque d'accessibilité : le processus de complexification est entravé.

Contrairement aux projets de station *ex-nihilo* de remontées mécaniques et de logements, le projet de piscine ne saurait intéresser des investisseurs particuliers. Les coûts d'une telle infrastructure reposent en effet systématiquement sur l'ensemble du système territorial dans la mesure où la seule exploitation ne peut que difficilement dégager des bénéfices, encore moins de plus-values immobilières. Suite à la réalisation de la route et tandis que la station connaît plusieurs fermetures d'hôtels et de commerces, le projet de piscine refait surface. Une coopérative est créée en 1974 dans le but de réaliser ce projet : la Société des aménagements sportifs, qui réunit la somme de CHF 122'000.- via une souscription publique (Commune de Finhaut, 1974). Malgré cet effort et le dynamisme du président de la société Henri Gay-Crosier, sans le soutien de la commune, le projet ne peut se concrétiser. Après un premier devis de CHF 180'000.- en 1974, le projet est devisé en 1979 à CHF 650'000.- (Bruchez, 1980). Sur ce total, CHF 500'000.- sont pris en charge (via un emprunt) par la commune, suite à une décision de l'Assemblée primaire. Dans cette décision démocratique se disputent les différents enjeux basiques et locaux : pour les 40% de Fignolins opposés à cet emprunt, d'autres travaux d'entretien sont plus urgents pour la commune. Le problème de financement concernant les CHF 150'000.- de différence va également confronter des intérêts cette fois-ci privés et « collectifs ». En effet, pour trouver les CHF 150'000.- restant, la commune lance un appel en plus-values adressé aux hôteliers, commerçants et propriétaires de résidences secondaires (Bruchez, 1980). La Société de développement, qui regroupe ces intéressés, se positionne en défaveur de l'appel en plus-values, « cette nouvelle obligation financière touchant une communauté [les personnes intéressées au tourisme] à laquelle nous devrions au contraire donner de plus amples moyens de survie » (SD Finhaut, 1980). La position de la Société de développement consiste à penser que les « moyens de survie » ne sauraient être d'utilité collective, du moins sans être directement financés par ceux qui bénéficieraient à titre entrepreneurial ou privé de ce genre d'infrastructure. En d'autres termes, les acteurs du système territorial concernés ne consentent pas à s'investir financièrement pour le dynamisme présentiel de l'ensemble du système. De plus, dans cette lutte d'intérêts, le dialogue entre ces acteurs et la municipalité est rompu.



Figure 54. Piscine de Finhaut. Source: www.lesjeurs.ch

Suite à l'abandon de la solution de financement par appel en plus-values par la municipalité, l'Assemblée primaire refuse de contracter un nouvel emprunt. Cependant, les travaux commencent : la volonté de la municipalité de mener à bien cette réalisation outrepassé les prérogatives démocratiques, ce qui scandalise les administrés, dénonçant le « mépris des autorités pour leurs concitoyens » et des « magouilles douteuses » (Bruchez, 1981). Ceci dit, suite à l'ouverture de la piscine le débat concernant les plus-values n'a plus lieu d'être pour la Société de développement, qui remercie l'administration

communale et félicite ses membres qui ont « porté cette œuvre sur les Fonds Baptismaux ». (SD Finhaut, 1981/1982). Mais, les premiers bilans faisant suite aux premiers mois d'exploitation, les impacts de cette réalisation ne suscitent plus l'enthousiasme : « les années se suivent et se ressemblent », peut-on lire en première ligne du rapport de gestion de la Société de développement en 1983 (SD Finhaut, 1983). On n'observe pas d'amélioration du taux d'occupation, et on regrette que l'offre en location, toujours au mois, s'adapte et réponde désormais aux demandes pour de plus courts séjours, soit pour quinze jours ou trois semaines. En d'autres termes, une infrastructure telle que la piscine ne suffit pas à relancer à elle seule la génération de revenus basiques de séjour, pas plus que de proximité, en raison de la concurrence sur cette offre de loisirs autre part en plaine et dans d'autres stations.

Emosson

Rapidement après l'arrêt des travaux en 1975, le barrage d'Emosson attire les curieux. Or le potentiel attractif du barrage n'a pas été anticipé : la Société de développement regrette que les « services touristiques » ne soient pas intervenus lors de l'inauguration officielle d'Emosson (SD Finhaut, 1976). Ce n'est qu'en 1979 qu'est installé un panneau d'informations à la Gueulaz. En 1987 un bureau d'information y est installé : On peut dire qu'avec cette démarche la Société de développement polarise officiellement l'attractivité de la commune à Emosson, alors qu'économiquement, hormis le restaurant et le parc d'attractions du Châtelard, ce pôle ne génère pas ou que peu de revenus. Or, avec la réalisation de la piscine en 1982, les acteurs du système territorial de la station ont justement l'intention de fixer le touriste à Finhaut.



Figure 55. Le Restaurant d'Emosson, la gare d'arrivée du minifunic, le barrage et le lac d'Emosson. A l'arrière-plan le Mont-Blanc Source. www.wpanorama.com – Rémi Bovard

On n'observe pas durant les années 1980 d'action coordonnée concernant l'offre estivale à Finhaut. Rappelons qu'à cette époque, tout le projet de liaison routière Salvan-Finhaut retient passablement l'attention de tous les acteurs locaux, alors que le projet de développement de la saison hivernale n'est que provisoirement abandonné, entre l'échec du projet des Esserts et le lancement du projet de Tête-de-Balme. De plus, la SATEB, si elle collabore avec la Société de développement, reste une entité à part entière, sise entre le Châtelard et Emosson, attirant principalement des excursionnistes et n'étant pas en conséquence menée à collaborer de plus près avec les acteurs sis au village tels que les hôteliers, mais plutôt avec le MC. Les actions qui vont permettre la valorisation du barrage seront ponctuelles, opportunistes, mues par la volonté de relever l'importance du barrage d'un point de vue touristique que résidentiel et identitaire.

« Que serait la commune de Finhaut sans les barrages ? Difficile de l'imaginer » (Gay, 1995). A l'heure de l'inauguration du complexe Victoria (un complexe destiné à la résidence à l'année jeunes du village et

nouveaux habitants) (voir 2.2.3.A), le potentiel attractif de l'hydroélectricité apparaît en filigrane. En effet, parallèlement à l'ouverture du complexe, une exposition intitulée « Ce passé qui ouvre vers le futur » attire 2'000 visiteurs. « Le passé a la cote » (P. Guex, 1995) en cette fin de siècle : l'industrie hydroélectrique est valorisée via sa patrimonialisation, phénomène que connaît aussi alors le MC, qui fête ses 90 ans également par une exposition, ou encore avec le sentier didactique *A travers Finhaut*, qui retrace 7'000 ans de l'histoire du village, y compris son « âge d'or touristique » du tournant du 20^{ème} siècle (voir *infra*). Ainsi l'ouverture du complexe Victoria n'a pas pour objectif de s'inscrire directement dans un sillon touristique, dans la mesure où les retombées attendues de ce nouvel élément complexifiant l'urbanité locale sont locales (voir point 2.2.3.B). Néanmoins, cette démarche renforce la base préexistante dans la mesure où elle permet de fixer des habitants générant leurs revenus dans d'autres localités. Ces derniers peuvent, potentiellement, contribuer à soutenir les efforts des commerçants et entrepreneurs locaux en termes d'urbanisation. De plus, nous relevons que dans cette démarche, c'est bien Emosson via l'exposition qui symboliquement se trouve au centre de la dynamique de développement, non seulement parce qu'il génère quelque revenu, mais qu'il renforce indirectement ce mouvement de soutien à l'organisation urbaine.

En 1996, la Protection civile réalise le sentier du Tour du Ruan, entre le Vieux-Emosson et le sommet du Cheval-Blanc, le sentier des dinosaures (Nouvelliste, 1996). Plusieurs centaines de traces de ces herbivores, découvertes en 1976 par un géologue français, constituent alors une nouvelle attraction pour la station. L'« Espace Mont-Blanc » est alors une entité transfrontalière identitaire en construction, et voit en ce projet l'une des premières réalisations concrètes. Cependant, le potentiel de cette attraction reste faible, dans la mesure où d'une part il s'adresse en premier lieu aux excursionnistes, et qu'il reste une randonnée d'altitude destinée aux marcheurs confirmés (2h30 pour accéder aux traces depuis le Col de la Gueulaz). Le projet est néanmoins étoffé trois ans plus tard avec en 1999 l'inauguration des sentiers *Balcon du Mont-Blanc* et des Dinosaures. Sur une idée du Fignolin d'origine et historien Sandro Benedetti, il s'agit de mettre à disposition des randonneurs des brochures contenant des informations sur l'histoire géologique des Alpes (Jenzer, 1999). Cette nouvelle réalisation s'inscrit dans le cadre de l'entité Espace Mont-Blanc d'une part, et d'autre part elle confirme Emosson, et plus généralement les hauts de Finhaut, comme le centre attractif de la station, sans pour autant que s'ensuivent des retombées économiques pour les acteurs du système territorial. Enfin, Emosson devient surtout pour la commune de Finhaut un formidable contributeur financier via les redevances annuelles pour le barrage, mais également en toute fin de trajectoire via le retour des concessions pour Barberine, et enfin grâce au projet Nant de Drance. Ces revenus de la rente hydroélectrique donneront lieu à de multiples discussions, dont l'enjeu est le secteur pouvant en bénéficier : le développement des activités basiques via des investissements lourds dans de nouvelles infrastructures de loisirs ou l'entretien des infrastructures locales. On ne trouvera pas de terrain d'entente sur ce point.

2.2.3. Exploitation de la rente territoriale

Ci-dessous, nous traiterons des deux aspects constituant principalement le système territorial de Finhaut à partir de 1920 jusqu'à aujourd'hui : l'hydroélectricité. Deux aspects seront principalement traités au point A : les revenus directs et indirects de l'hydroélectricité, pour chacun des quatre chantiers et ouvrages qui ont concerné Finhaut au long de sa trajectoire. Comme nous l'avons évoqué au point précédent à propos de l'inauguration du complexe de résidence Vicotria, nous aurons l'occasion ensuite de constater au point B que le maintien d'une population résidente locale n'est pas sans lien avec les revenus tirés de l'exploitation de la rente hydroélectrique.

A. L'hydroélectricité

L'histoire de l'exploitation des forces hydrauliques dans la vallée du Trient remonte au Moyen-Age. En 1285, Richard de Villette (Prieuré de Chamonix) négocie avec les *Teutonici*, les colons d'alors dans la vallée⁸³, cette force hydraulique : « il octroie par acte du 19 avril 1285, à Pierre, *de Valle ursina, theutonicus*, donc à l'un des Allemands albergataires, moyennant une redevance annuelle de 12 deniers en monnaie genevoise, la faculté d'exploiter des moulins et des battoirs, autant qu'il voudra. Le prieur se réserve pour lui et ses successeurs d'y établir une scierie et d'autres artifices, excepté des moulins et des battoirs » (*Comptes du Prieuré*, cité par Gross (1950), p. 335). Cette histoire reculée nous importe ici au regard de l'évolution des formes économiques. En effet, les forces hydrauliques impliquent des échanges monétaires. Si on ignore dans quelle mesure entre-temps ont été négociées les forces hydrauliques des différents cours d'eau de la vallée, du point de vue de la dynamique socio-économique de développement et de la trajectoire de Finhaut, les traces de génération de revenus monétaires ne se limitent pas qualitativement à des activités agricoles, productives traditionnelles ou présentes.

En ce qui concerne la trajectoire dont il est plus précisément question ici, le premier et principal effet de l'exploitation de la force hydroélectrique des eaux sises sur la commune de Finhaut concerne les finances communales, et la population grâce à la mise à disposition notamment de lampes électriques. En comparaison, les revenus de l'hydroélectricité constituent un poste important dans les recettes communales, beaucoup plus important que les recettes des impôts sur les bénéfices des entreprises et que les revenus des personnes physiques (Figure 56). Ceci est notamment le cas en ce qui concerne les redevances et concessions qui concernent le barrage d'Emosson (1967-1973) et la station de pompage-turbine de Nant de Drance (2008-2018). D'autre part, en ce qui concerne les revenus induits par les chantiers de l'hydroélectricité, si les revenus induits par les chantiers Grand-Emosson, et de Nant de Drance surtout, sont quasiment négligeables pour le système territorial local de manière temporaire, ils sont en revanche beaucoup plus importants en ce qui concerne les barrages du Vieux-Emosson (1950-1955), et surtout de Barberine (1920-1925). La raison de cette différence est à trouver dans l'amélioration de la mobilité des ouvriers, qui engendre une augmentation des fuites, corrélée à une baisse de l'offre de biens et services sur place. En particulier pour ce qui concerne le barrage de Barberine, la mobilité des travailleurs était moindre, et l'offre de biens et services fonctionnels sur place était en conséquence différente. Progressivement, la proportion des retombées en nature (électrification du village, adductions d'eau, routes) et des retombées monétaires s'est inversée. Si effectivement les avantages fonctionnels atteignent leurs limites dès lors que l'organisation urbaine a atteint un certain seuil, les sommes colossales versées par les exploitants de la force hydroélectrique deviennent finalement problématiques pour les acteurs locaux, qui ne parviennent pas à établir un consensus sur les investissements auxquels procéder pour profiter pleinement de ce capital. Quant aux infrastructures susceptibles de générer de la présence, s'il est théoriquement question au tournant des années 2010 d'investir ces capitaux dans un projet d'infrastructure d'envergure (un centre thermal), le projet n'aboutit pas. En termes de revenus présents sur l'ensemble de la période, les retombées monétaires des barrages restent faibles, comme on l'a vu plus haut en raison de l'absence de mise en scène de ces derniers, mais aussi et surtout par l'absence de consensus pour la réalisation d'investissements en termes d'infrastructures.

⁸³ Contrairement aux groupes de *Walser* déplacés entre les XIII^{ème} et XIV^{ème} siècles, les *Teutonici* sont des colons venus d'Allemagne (Gross, 1950).

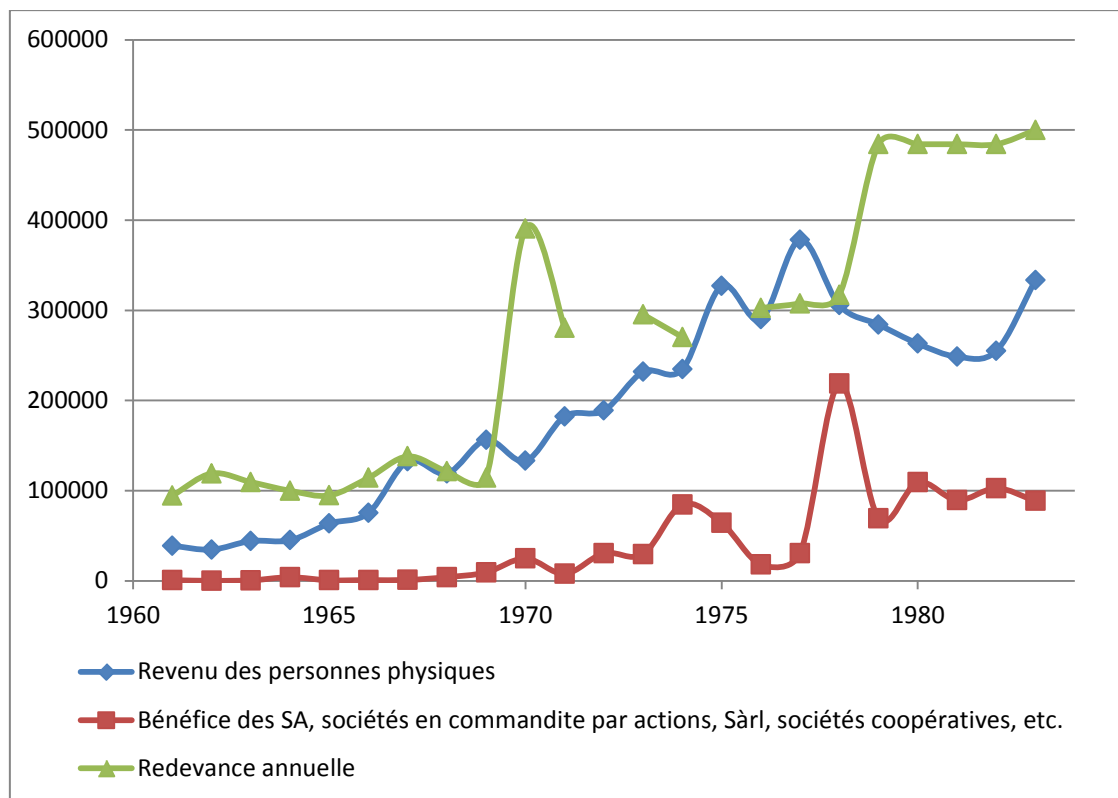


Figure 56. Comparaison de trois postes de recettes pour l'administration générale de Finhaut, entre 1961 et 1983. Seule la redevance hydroélectrique annuelle est considérée ici, c'est-à-dire sans les versements périodiques pour les concessions, ni les impôts des CFF, qui vont de 32'937.- en 1961 à 53'074.- en 1983. Source : Commune de Finhaut, Comptes pour les exercices 1961-1983, Archives du l'Etat du Valais

Barberine

Le premier événement concernant la construction du barrage de Barberine pour Finhaut est antérieur à la Première Guerre mondiale. C'est en effet en 1913 que la Société d'électrochimie de Paris manifeste son intérêt concernant l'exploitation des forces motrices de la Barberine et de l'Eau-Noire. Suite aux communes de Salvan et de Vernayaz, l'Assemblée primaire de Finhaut octroie la concession à cette société, pour un prix initial de CHF 50'000.- pour la concession, moyennant une redevance annuelle de CHF 6'000.-, et CHF 15'000.- versés directement pour la construction de l'église (GdV, 1913). La redevance sera selon cette convention calculée au prorata des chevaux de force produit, avec un minimum de CHF 10'000.- de garantie. De plus, la commune de Finhaut bénéficie de la gratuité de l'éclairage public, tandis ce que les particuliers bénéficient d'un rabais de 50% sur ce service.

Outre les communes, l'Etat du Valais octroie également à l'époque la concession à la Société d'électrochimie de Paris. Cependant, suite à une décision du Tribunal fédéral⁸⁴, il est établi que le droit d'octroyer la concession des forces motrices de la Barberine appartient à la Confédération⁸⁵, et non au Canton du Valais, dans la mesure où certes le cours d'eau ne fait pas frontière avec la France, mais le

⁸⁴ Arrêt du 3 décembre 1914 dans la cause Conseil d'Etat du Valais, communes de Salvan, Vernayaz et Finhaut contre Conseil fédéral suisse, Berne, Tribunal fédéral.

⁸⁵ Il s'agit uniquement du droit d'octroyer la concession. La propriété du cours d'eau reste celle de la commune, qui encaisse les revenus de la concession.

versant-rive amenant l'eau du cours d'eau fait lui frontière. Suite à cette décision, la concession est accordée aux CFF par le Conseil Fédéral aux CFF le 20 juillet 1917. Les conditions conclues avec la Société d'électrochimie de Paris sont identiques, et à celles-ci sont rajoutées la construction de l'usine génératrice sur le territoire de la commune, la construction de l'infrastructure alimentant Giétroz en eau, et 50 lampes publiques destinées au village⁸⁶. Le produit des concessions et redevances hydrauliques reste dans un premier temps assez faible pour la commune (Figure 57, Figure 58). C'est en particulier à partir du milieu des années 1920 et de l'exploitation du barrage que les montants augmentent. Cependant, la construction du barrage représente entre 1920 et 1925 une part importante des impôts sur l'industrie et le commerce. En comparaison, les revenus basiques productifs traditionnels et présents restent très faibles, comme on peut le voir sur la Figure 58 à partir de 1926.

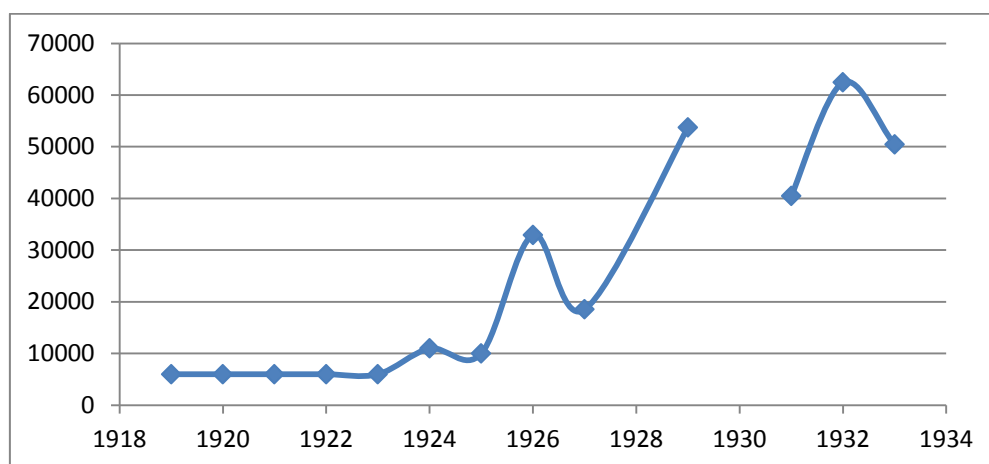


Figure 57. Produit des concessions hydrauliques entre 1919 et 1933 : Sans 1930, année où les redevances et impôts CFF sont comptabilisés à l'actif du bilan mais pas dans les comptes de gestion. Source : Commune de Finhaut, Comptes pour les exercices 1919-1933, Archives de l'Etat du Valais

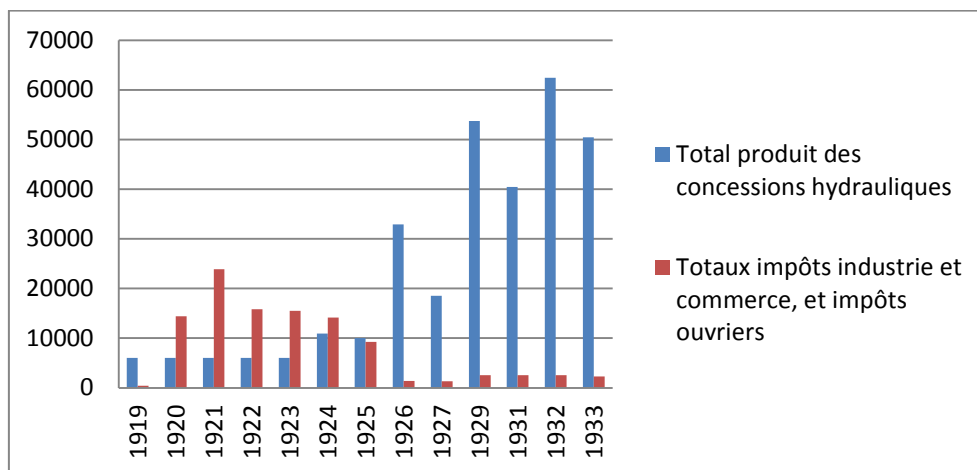


Figure 58. Comparatif des revenus de l'imposition de l'industrie et de l'hydroélectricité pour la commune de Finhaut entre 1919 et 1933. Source : Commune de Finhaut, Comptes pour les exercices 1919-1933, Archives de l'Etat du Valais

⁸⁶ Message du Conseil fédéral à l'Assemblée concernant la participation de la Confédération à la création d'un office suisse du tourisme, 1917, Berne : Feuille Fédérale

Les retombées directes de l'exploitation de l'hydroélectricité sont bénéfiques pour Finhaut, qu'il s'agisse des avantages en nature ou directement monétaires, pour des acteurs locaux largement concernés alors par l'autoproduction/autoconsommation. A partir de cette décennie, l'importance des recettes de l'hydroélectricité au regard de l'ensemble des recettes de la commune sera toujours fondamentale. En 1926 par exemple, la commune encaisse CHF 16'453.40.- de redevance, sur un total de CHF 37'284.60.- de recettes (de première catégorie) de la commune, soit 44% des recettes de cette catégorie⁸⁷.

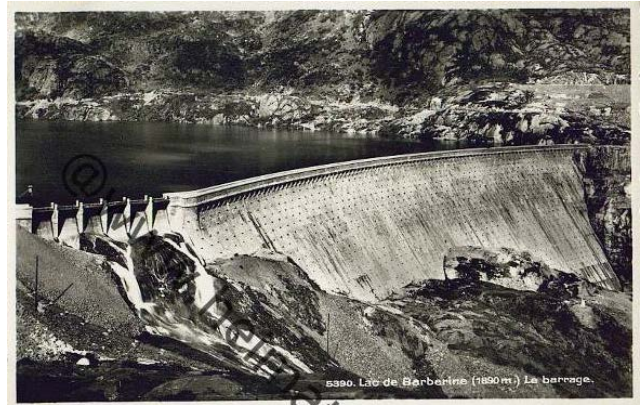


Figure 59. Barrage de Barberine, aujourd'hui noyé dans le lac d'Emosson. Source: www.heimatsammlung.de

Cependant, ce sont aussi les revenus induits par ce chantier dont il faut tenir compte, quantitativement et qualitativement. Les travaux pour la construction du barrage de Barberine débutent en 1920. Comme cela avait été le cas quinze ans plus tôt avec les travaux du chemin de fer (voir point 2.1.3), les revenus induits par ce chantier sont d'une importance considérable au regard des revenus basiques de séjour (Figure 60). On manque d'informations concernant les ouvriers engagés sur le chantier. Outre qu'ils sont pour la plupart italiens (Coquoz, 1992), on ignore par exemple leur nombre, ainsi que leur salaire.

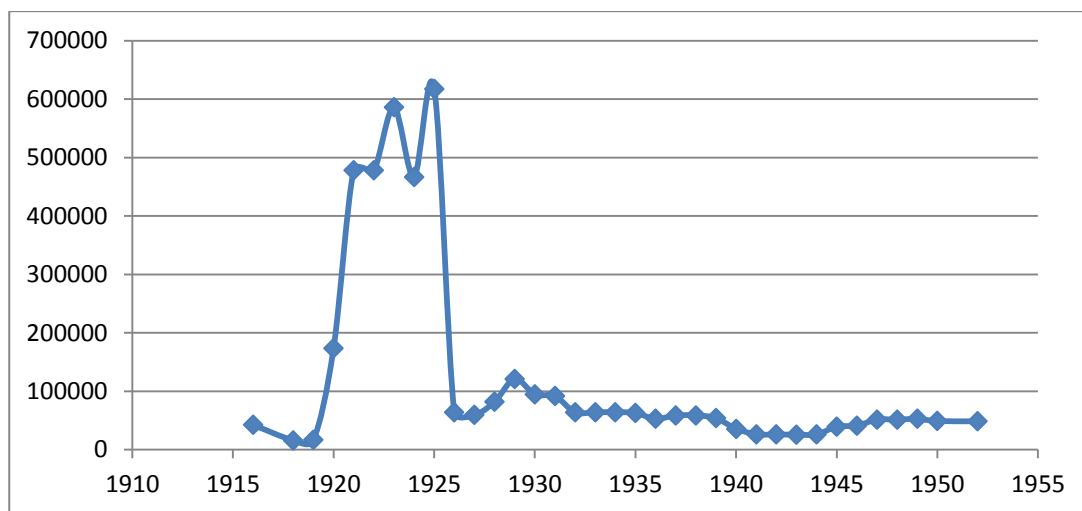


Figure 60. Total de l'ensemble des montants taxés pour la taxe industrielle par la commune de 1916 à 1952. Source : Commune de Finhaut, 1916-1952

Par rapport à 1904-1906 (les travaux du chemin de fer), la situation se trouve être légèrement différente à l'occasion des travaux du barrage de Barberine au début des années 1920. Notons en premier lieu que

⁸⁷ Jusqu'en 1960, les comptes des communes valaisannes présentent deux catégories. Le montant de la redevance est identique pour les recettes de la première et de la seconde catégorie, bien que l'ensemble des recettes pour la seconde catégorie se monte cette année-là à CHF 40'769.25.-, soit un ratio de 40% pour cette catégorie des recettes provenant du produit des concessions de forces hydrauliques (Commune de Finhaut, 1926). D'après nos sources, jusqu'en 1934 la répartition des produits des redevances ainsi que de l'impôt CFF est de 50% pour chacune des catégories. Ce ratio passe à 2/3 pour la 1^{ère} catégorie ensuite. La répartition passe ensuite à 4/7 pour la 1^{ère} catégorie entre 1952 et 1955, avant de repasser à 50% pour chacune des deux catégories, vraisemblablement sous l'effet du nouveau chantier de Vieux-Emosson.

les taxes industrielles principales pour ces années sont dues aux entrepreneurs – et non à l’entreprise mandatrice des travaux comme c’était le cas pour le chemin de fer : Martin Baratelli (CHF 200'000.- en 1921, CHF 220'000.- en 1922, CHF 400'000.- en 1923, 1924 et 1925), Leuenberg (CHF 30'000.- en 1921, CHF 100'000.- en 1922 et 1923), Dubuis Dupont Gianadda et Cie (CHF 120'000.- en 1920, CHF 180'000.- en 1921, CHF 100'000.- en 1922, et CHF 20'000.- en 1923), Simoneth (CHF 50'000.- en 1925), Muller et Démisolti (CHF 100'000.- en 1925). D’après nos estimations, les principales entreprises impliquées directement sur le chantier de Barberine auraient concerné 41% des taxes industrielles de la commune en 1920, 46% en 1921, 47% en 1922 et 1925. De plus, les revenus induits par ces travaux, sont également d’une importance considérable (c’est d’ailleurs le cumul de ces montants directs et induits qui génère une telle courbe des totaux taxés (Figure 60) : Le café-magasin Gognoli paie la taxe industrielle dès 1919 sur la base d’un résultat de CHF 600.-, puis CHF 6'000.- en 1921 et 1922, CHF 10'000.- en 1923, et CHF 7'000.- en 1924 et 1925. La Cantine Trivelli de Giétroz présente également dans les comptes entre 1920 et 1925 des résultats entre CHF 3'000.- et CHF 10'000.-, mais aussi la cantine Merle (CHF 4'000.- taxés en 1922 et 1923), la Cantine Méléga (CHF 10'000.- en 1921), les cantines du Châtelard (CHF 3'000.- en 1920) et de Chavannes (CHF 3'000.- et CHF 5'000.- en 1920 et 1921). En outre, dans des proportions moindres les artisans locaux bénéficient aussi d’une hausse de leurs activités, comme par exemple les boulangers, ou les cordonniers (Figure 61).

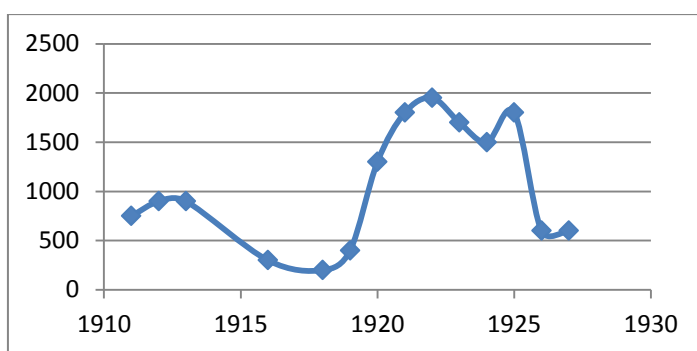


Figure 61. Montants taxés pour les cordonniers par la commune de 1913 à 1927. Source : Commune de Finhaut, 1913-1927

Comme les patronymes évoqués ci-dessus l’indiquent, probablement que la plupart des exploitants et propriétaires de ces commerces et établissements publics n’étaient pas des locaux. C’est également le cas pour les cordonniers, puisque les locaux Joseph Giannada (taxes payées entre 1908 et 1922) et Alfred Lugon Moulin (taxes payées entre 1898 et 1940) sont rejoints par Albert Chappot (1920-1921), Gustave Vouilloz (1919-1921), Maurice Fiora (1922-1925), Joseph Bianchini (1922/1924-1925) et Casimir Perrin (1922). Outre ces chiffres, grâce au témoignage de Charles Lugon-Moulin, nous sommes en mesure d’affirmer que les commerçants locaux généraient également des revenus indirectement grâce au chantier. Sidonie, la tante de Charles, vend au magasin de nombreux articles aux ouvriers : des chaussettes, des sous-vêtements, des salopettes, des linges, de la papeterie, des cahiers, des crayons, des plumes, des cartes postales, du tabac. Par ailleurs les responsables du chantier, comme M. Bartarelli, fréquentent le magasin, tout comme les comptables de l’entreprise, par ailleurs locataires des Lugon Moulin durant le chantier. D’autres chalets, villas et appartements sont par ailleurs loués par les cadres, dont de nombreux ingénieurs (Coquoz, 1992). Les ouvriers quant à eux, logent sur le chantier dans des baraquements construits à cet effet.

Il est ainsi question d’un système territorial momentanément surdéveloppé. Si les revenus directs et indirects sont exceptionnels, les connaissances sont véhiculées pareillement, c’est-à-dire de manière

limitée dans la durée, et elles ne s’ancrent pas dans la commune. Les ingénieurs, une fois le chantier terminé, quittent Finhaut. Durant les travaux, les connaissances véhiculées par ces nouveaux habitants concernent spécifiquement l’hydroélectricité, et la construction. A la fin des travaux, les propriétaires de chalets et d’appartements, mais aussi les commerçants, doivent reconstituer une clientèle de séjour : bien que les biens et services proposés à la clientèle restent identiques ou presque, leur seule dimension fonctionnelle ne suffit pas à créer leur valeur économique.

Au niveau substantiel, les acteurs locaux récupèrent certains bâtiments, comme le « Vaticamp ». Ce chalet, sis en-dessus de l’église à l’occasion des travaux, a été repris par la société de jeunesse de Finhaut dans les années 1930⁸⁸, notamment sous l’impulsion du curé Poncet (voir point 2.2.2.C). Il doit son nom à la rivalité entre jeunes conservateurs⁸⁹ et radicaux, ces derniers surnommant ainsi le nouveau local de la jeunesse. Aujourd’hui, le Vaticamp est l’une des dernières offres



Figure 62. Le Vaticamp. Source: www.chaletpourgroupe.ch

d’hébergement pour groupe à Finhaut. Cependant, pour l’époque, cette réaffectation des infrastructures est opportune; il s’agit d’une réaffectation locale et non marchande, et non pas commerciale. Cet événement confirme la tendance des acteurs du système territorial à supporter avant tout l’effort d’une organisation villageoise maintenant la présence des habitants, prioritairement à l’effort consistant à développer la présence d’acteurs externes sur place, en d’autres termes de touristes

Vieux-Emosson

Le barrage du Vieux-Emosson se présente comme un prolongement du barrage de Barberine. Construit entre 1953 et 1955⁹⁰, en amont de Barberine sur Nant de Drance, il dépend de la concession de 1917. Il



Figure 63. Barrage du Vieux-Emosson. Source: www.nant-de-drance.ch

consiste ensuite en un lac de retenue, servant à turbiner l’eau pendant l’hiver, afin de la déverser dans le barrage de Barberine. Le barrage du Vieux-Emosson n’implique donc aucune renégociation de la concession, et n’a pas non plus d’effets à long terme sur l’emploi local, puisqu’aucune centrale électrique n’est équipée pour produire de l’électricité supplémentaire. Dans le prolongement de l’exploitation de la centrale électrique de Châtelard construite pour Barberine, les professionnels en place se trouvent encore dans les années 1950-1960 venir de l’extérieur, en particulier de Suisse alémanique⁹¹.

En termes de revenus directs, le barrage du Vieux-Emosson n’a pratiquement aucun effet sur Finhaut. Bien qu’en manque de sources concernant cette période, on suppose que les revenus induits par ce chantier sont également moindres, dans la mesure où les ouvriers sont présents principalement entre

⁸⁸ Entretien Charles Lugon Moulin

⁸⁹ La société de jeunesse de Finhaut a été créée en 1924, alors que la municipalité était passée aux mains des radicaux.

⁹⁰ Interview de Gérald Lugon Moulin

les mois de juin et d'octobre pour les années 1954 et 1955. On suppose en outre que, comme cela avait été le cas pour le chantier de Barberine, des chalets et appartements soient réservés durant ces saisons. En d'autres termes, si des revenus induits sont perceptibles durant ces saisons de chantiers, ils marquent un arrêt dans la dynamique de présence pour des séjours.

Emosson

Tandis ce que les CFF font construire le barrage du Vieux-Emosson, les acteurs locaux sont concernés par la négociation d'une nouvelle concession et par le projet d'un nouveau chantier. La société Electricité d'Emosson SA est en effet créée en 1954⁹². Le projet nécessite de longues négociations, puisque la décision d'entamer les travaux date de 1967. La réalisation de ce barrage de retenue inférieur, qui noie l'ancien barrage de Barberine, nécessite notamment des négociations avec la France, puisque ce barrage retient des eaux des hautes vallées françaises de l'Arve et de l'Eau Noire ainsi que les eaux suisses du Val Ferret et de la Vallée du Trient. Afin que le barrage soit entièrement sur sol suisse, une convention est signée en 1964, concernant un échange de terrains et la construction de l'usine électrique sur sol français à Vallorcine (Coquoz, 1992). D'autre part, des négociations sont menées avec les CFF, détenteur de la concession et exploitant l'électricité tirée de Barberine. A l'origine de ce projet on trouve Albert Maret, un ingénieur sédunois, qui convainc la société Motor Columbus AG du projet et de fonder une nouvelle société (Coquoz, 1992). Motor Columbus est une société argovienne active depuis 1895 dans l'électricité (Kupper & Wildi, 2006). Cette société gère alors de nombreux chantiers hydroélectriques (Maggia, Gougna, Zervreila) mais aussi nucléaire (projet Kaiseraugst), en collaboration avec ATEL (Aar et Tessin SA d'Electricité), qui génère et commercialise ensuite l'électricité. En 1977, les actions se répartissent entre EDF et ATEL, à 50% (Zufferey, 2011-2012).

Comme c'était le cas pour Barberine, la renégociation des concessions aboutit à une rémunération monétaire et en nature (fourniture gratuite pour les rues et bâtiments publics). A partir de 1969 (Figure 58), les redevances deviennent plus importantes pour la commune. Les retombées monétaires directes d'Emosson marquent un nouveau tournant pour le système territorial. Comme c'était le cas également pour Barberine, les négociations concernant les concessions et le chantier surviennent durant une période difficile pour les activités présentielle de séjour, excursionnistes et locales, soit la guerre en 1917, et la fin des années 1960 pour Emosson (baisse des revenus issus de la présence de personnes en séjour, voir point 2.2.2). La municipalité collabore ainsi favorablement avec Emosson SA pour l'aboutissement de cette réalisation, avec par exemple la vente de l'alpage d'Emosson en 1968 (pour CHF 400'000.-) (Commune de Finhaut, 1968). Outre ces revenus directs, le système territorial local bénéficie de revenus induits importants. On parle d'un véritable village ouvrier sis à la Gueulaz (Michellod, 1976), où prennent place des baraquements et cantines, sur des terrains loués par la commune (Commune de Finhaut, 1968). Au village, chalets et appartements sont également loués pendant les travaux. En revanche, sur le long terme les emplois créés concernent la centrale électrique de Vallorcine en France voisine.

Nant de Drance

Le dernier chantier concernant la production hydroélectrique à Finhaut n'est pas un barrage, mais une station de « pompage-turbinage ». Le projet « Nant de Drance », lancé en 2007, consiste à construire une station, enterrée, entre le lac de retenue de Barberine et celui d'Emosson. La centrale permet de

⁹² <http://www.emosson.ch>

gérer la production d'électricité, et en particulier de répondre aux pics de consommation. Dans un premier temps, il est question de construire quatre turbines, pouvant produire annuellement 600 MW, soit la puissance maximale utilisée alors par les CFF. Les CFF, détenteurs des droits sur le torrent de Nant de Drance, seraient les utilisateurs de cette électricité, tandis que le projet en lui-même est lancé par Atel (Carron, 2007b).

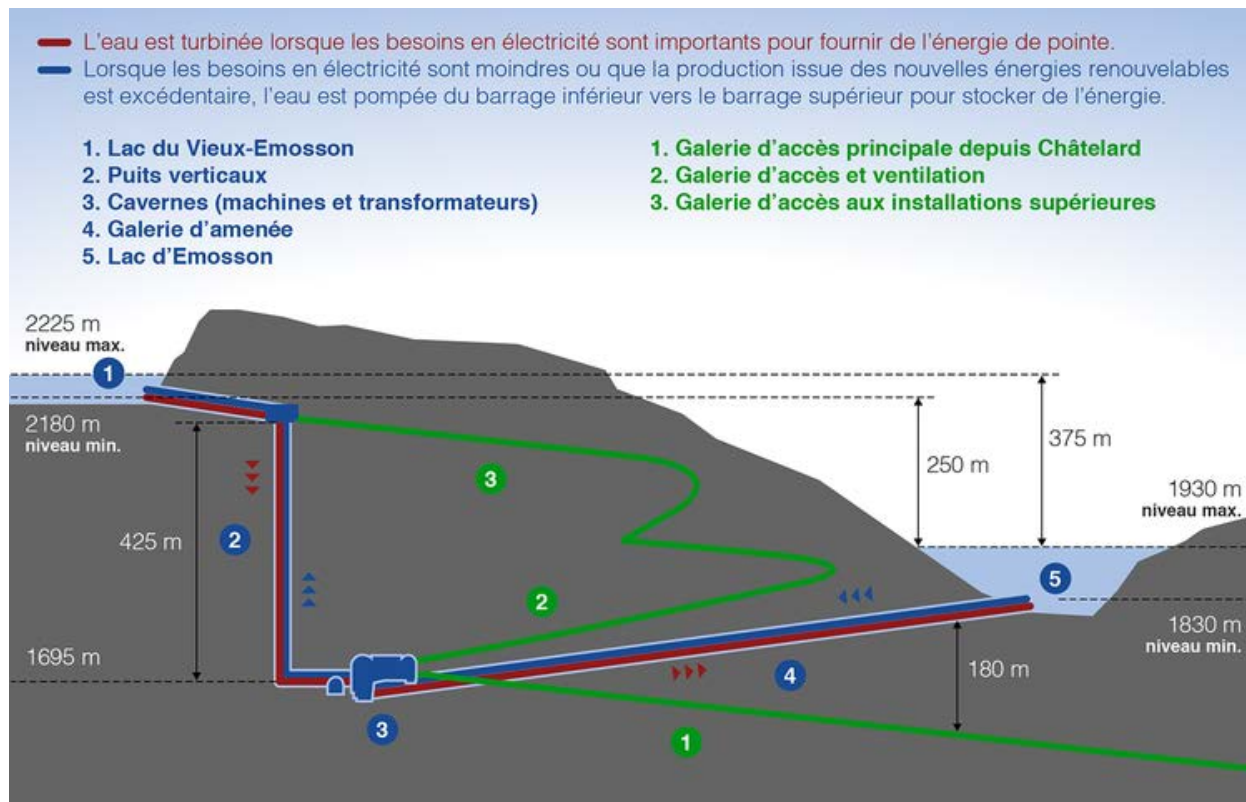


Figure 64. Fonctionnement de la centrale de pompage-turbinage de Nant de Drance Source : www.nant-de-drance.ch

Début 2007 (Carron, 2007a), le projet est devisé à CHF 700 millions. A la fin de l'année, le devis du génie civil est chiffré à un milliard (Carron, 2007c). Les CFF, malgré ce coût important, sont intéressés, préférant produire leur énergie que de l'acheter (Carron, 2008b). Après la signature de la concession par le Conseiller fédéral Moritz Leuenberger à l'été 2008, la société Nant de Drance SA est créée en novembre ; les CHF 50 millions du capital-actions (appelé à s'accroître progressivement) sont répartis entre Atel (60%) et les CFF (40%) (Hugon, 2008). Comme le permet la loi, l'Etat du Valais via les FMV (Forces motrices valaisannes) souhaite acquérir 10% des parts de la société et siéger au conseil d'administration, ce qui sera effectivement le cas à l'heure du lancement officiel des travaux, le 30 juin 2009 (Atel 54%, CFF 36%, FMV 10%) (Carron, 2009c). Le directeur de la société, et des travaux, Eric Vuilloud, vient des FMV. En 2008, Atel fusionne avec EOS (Electricité Ouest Suisse) et devient Alpiq.

Pour Finhaut, ce nouveau chantier implique principalement des retombées financières directes. En effet, contrairement aux travaux antérieurs, la mobilité des ouvriers (400, notamment en provenance de Slovaquie (Hugon, 2011c) est désormais telle que, comme les habitants de Finhaut, les revenus sont dépensés outre le territoire communal. De plus, le chantier étant localisé à Châtelard, les commerces, cafés et restaurants du village ne bénéficient dans une mesure que relative de cette présence. Indirectement, le chantier nuit également à la génération de revenus de séjour dans la mesure où chalets et appartements sont loués par la société pour le temps des travaux. Directement, cette

présence temporaire mais continue, sur plusieurs années, est bienvenue pour les propriétaires, qui trouvent là une garantie de revenu. Cependant, sur le long terme et au regard de l'ensemble du système territorial, on peut penser que cette occupation des lieux est néfaste pour la génération de revenus présents en général, Finhaut se positionnant de fait durant ces années comme un territoire où les possibilités d'hébergement hôtelière sont réduites (en l'occurrence le Beau-Séjour et le Suisse à Châtelard). Suite aux travaux, cette offre de location devra retrouver sa place sur le marché, et dans les habitudes des locataires s'il en est, ce qui n'apparaît pas comme évident *a priori*. Enfin, en plus des barrages d'Emosson et du Vieux-Emosson, Nant de Drance contribue à affirmer encore l'importance de la production hydroélectrique comme composante de l'identité locale, et indirectement comme motif d'attractivité. Concrètement c'est le buffet de la gare de Châtelard-Frontière, propriété de TMR, qui héberge une salle d'exposition du projet. Ce bâtiment a par ailleurs bénéficié, depuis 2003, du soutien de l'écu d'or du patrimoine suisse. La somme de CHF 100'000.- ainsi récoltée correspond à 46% de la facture globale de la sauvegarde de ce bâtiment, prié d'être restauré par la commission cantonale des bâtiments historiques (P. Guex, 2011a). Les 54% restants sont pris en charge par TMR. En termes d'attractivité cependant, le projet en tant que tel reste discret, puisque enterré, contrairement au barrage.

Si le système territorial de Finhaut ne bénéficie pas de ce chantier comparativement à ce qui a pu être le cas auparavant, il bénéficie des retombées financières dues à la concession et aux impôts. Le siège de la société est en effet situé à Finhaut. Les négociations entre Atel, les CFF et Finhaut permettent aux autorités communales de siéger au conseil d'administration tout au long de la concession, tandis que la société bénéficie d'une exonération fiscale au lancement de la société. Par la suite, les impôts sur le capital, le bénéfice et le foncier en plein ramèneront entre CHF 1,5 et 2 millions par an. Entre 2008 et 2009, la situation financière de la commune change radicalement, avec le passage d'une dette de CHF 2,8 millions à une fortune de CHF 2,33 millions. Grâce à l'encaissement de la taxe initiale de pompage-turbinage, et de la taxe initiale pour le débit, outre les amortissements, la commune peut attribuer des fonds pour la rénovation de la salle polyvalente, investir dans le réseau d'eau et l'entretien des routes, travaux par ailleurs nécessaires au chantier (Carron, 2009a). La marge d'autofinancement est alors de CHF 6.39 millions, la fortune nette par habitant de CHF 6'587.-.

Dès 2007, le projet rencontre six oppositions, d'associations écologistes mais également d'autres communes. Outre les questions environnementales et la problématique d'une nouvelle ligne électrique devant passer par la commune de Salvan, il est question de revendications financières pour les communes. C'est notamment la commune de Trient qui revendique son droit à récupérer une partie des retombées financières du projet. En 2009, Trient demande officiellement une compensation financière à Finhaut, en vertu d'une convention signée en 1979, qui faisait suite à l'échange de terrains nécessaires à la construction du Grand-Emosson. Selon cette convention, 50% des impôts fonciers de ce qui dépend d'Emosson reviendraient à la commune de Trient (Carron, 2009d). D'après nos informations cette revendication n'a pas abouti, dans la mesure où c'est bien de la concession de Nant de Drance dont il est question pour cet ouvrage. Cependant, cette demande montre que les retombées monétaires dues à la production hydroélectrique constitue tant une pierre d'achoppement entre les communes qu'un motif de collaboration ; les communes de la vallée négocient ensemble avec les CFF pour le retour de la concession de Barberine (voir *infra*), sont opposées en ce qui concerne Nant de Drance, tandis que durant la même période les mêmes élus affichent leurs intentions de coopération au niveau des sociétés de développement (Trient tourisme). En d'autres termes, les synergies au niveau de la vallée

dépendent des enjeux locaux (propres à chacun des villages), et la référence régionale à la Vallée du Trient n'est effective qu'en termes de marketing présentiel.

Du point de vue de Finhaut uniquement, les enjeux financiers de Nant de Drance suscitent également des prises de position non consensuelles, dans un contexte politique tendu en raison des conséquences financières du retour de la concession de Barberine (voir *infra*). Au printemps 2008, avant la création de la société Nant de Drance SA, un comité est formé et lance une pétition, reprochant au président de la commune de Finhaut Pascal May de s'être profilé comme « partenaire », au regard d'autres communes qui ont fait opposition (Carron, 2008a). Mais les enjeux du retour de la concession de Barberine focalisent vraisemblablement les opinions, un consensus de fait semble émerger autour du projet. De plus, en 2009, le projet prend une ampleur supplémentaire, ce qui a pour conséquence une augmentation des retombées fiscales sur la commune. Dès le début des travaux en effet, il est question d'une amélioration du projet (Nant de Drance Plus), soit une augmentation de la capacité du lac de retenue et de la puissance (Carron, 2009e). Il est prévu que le barrage soit rehaussé, la caverne agrandie, et que six turbines fonctionnent (au lieu de quatre). Cette nouvelle dimension du projet engendre un surcout de CHF 300 à 500 millions. Au total, le projet Nant de Drance revient à CHF 1.8 milliard. Avec Nant de Drance Plus, la modification d'autorisation rapporte une taxe de CHF 3,6 millions supplémentaires à la commune de Finhaut (Hugon, 2011c).

Le retour de la concession de Barberine

La concession de Barberine prenant fin en 2017, le processus de renégociations débute en 2002. Les six communes ayant signé la convention en 1917 sont concernées : Finhaut, Salvan, Trient, Vernayaz, Martigny-Combe et Martigny. Vraisemblablement, les CFF entament la discussion avec les autorités de ces communes, alors interlocuteurs légitimes pour une renégociation d'un contrat ayant toujours cours. Cependant au fil des ans un débat émerge en Valais, et on peut dire en 2011 que quatre options existent quant au futur des concessions (Méroz, 2011): le renouvellement des concessions, la récupération de la propriété des forces hydrauliques, le développement de partenariats, ou encore une gestion commune de la manne financière par un fonds souverain cantonal. Chronologiquement, Barberine se trouvant avoir été le premier ouvrage du canton (et l'un des premiers de Suisse), cette négociation constitue le premier jalon d'une politique de développement, qui concernera de nombreux ouvrages dans les années suivantes et qui peut prendre divers contours : territorialement, il s'agit de décider d'une dynamique restant locale ou d'une organisation régionale, et au niveau productif, il s'agit de décider d'une prise en main ou non de la production d'hydroélectricité elle-même, totale ou partielle. En d'autres termes, deux options radicales s'opposent, avec quelques configurations intermédiaires envisageables : développer la production industrielle au niveau régional, ou garantir les revenus monétaires à un niveau local en renouvelant les concessions. D'un côté, les communes concédantes, dans les vallées, revendiquent ces revenus, considérant qu'elles retrouvent par ce biais des retombées économiques pouvant être difficilement générées par un développement productif traditionnel. D'autre part, le Canton et les communes de plaine revendiquent une part de ces revenus, directement et indirectement par le biais d'un éventuel rachat de ces forces. Le débat est cependant ramené à la seule question légale de la propriété. Les communes, à l'instar de Pascal May président de la commune de Finhaut (Hugon, 2011a) revendiquent que ce principe ne soit pas remis en cause à l'occasion d'une défense d'intérêts autres que les leurs : « Jusqu'à preuve du contraire, nous sommes dans un état de droit qui respecte la propriété privée. Or, cette eau nous appartient légalement. » C'est finalement cette dimension qui s'impose puisque le processus de négociation du retour des concessions ressemble

précisément à celui de 1917 : les CFF négocient en bilatérale avec les communes concernées, une négociation qui aboutit en 2010, pour un montant de CHF 343.7 millions pour les six communes. Début 2011, après acceptation des assemblées primaires, l'acte de concession est signé par les six communes concernées, ce qui donne lieu à un premier versement de la part des CFF : 24%, soit CHF 82.5 millions. Finhaut encaisse CHF 26.2 millions (Rausis, 2011a). Les versements sont programmés en diverses tranches, soit 20% prévus d'ici 2017, et le reste payés annuellement jusqu'en 2097. Avec l'indexation au coût de la vie, il est question d'un revenu total pour la commune de Finhaut de CHF 111 millions (Nouvelliste, 2011). L'Etat du Valais quant à lui, suite à l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2010 de la réforme sur les chemins de fer, souhaite récupérer 60% des redevances par un impôt cantonal. Jusqu'ici, les CFF étaient exonérés de tout impôt cantonal et communal par leur statut (Rausis, 2011a).

Grâce aux négociations concernant le retour des concessions, la commune de Finhaut bénéficie de ressources financières considérables pour une commune de 400 habitants. D'importantes tensions vont naître entre les citoyens, cristallisées autour de l'utilisation de ces ressources. Sur le principe, il est question de l'avenir « touristique » de Finhaut, au travers de différents projets, plus ou moins coordonnés entre eux. Comme on l'a vu au point 2.3.2.C, la question de la création d'un domaine skiable à Tête de Balme est d'actualité durant les années de la négociation sur le retour des concessions, un projet soutenu notamment par le président Gay-des-Combes (Sauthier, 2013). D'autre part, le parc d'attractions du Châtelard, toujours dirigé par la famille Philippin, reste le pôle de loisirs (générateur direct de revenus) unique de la commune. Cependant, c'est un autre projet d'envergure dont il est question à propos du placement des montants désormais à disposition des acteurs locaux et qui sera soutenu par le nouveau président Pascal May : les *Thermes du Mont-Blanc*. Si le projet de Tête de Balme va échouer au niveau fédéral, c'est au niveau communal que le projet d'investissement dans un centre thermal rencontre des difficultés.

En mai 2009, le conseil communal mandate l'Ecole hôtelière de Lausanne pour une étude un projet de spa, hébergement et illuminations (Rausis, 2009b). Suite à cela, des contacts sont pris par le président Pascal May avec Christian Constantin. Le bureau d'architectes de ce dernier imagine un projet, dévoilé par la commune fin 2009 (Carron, 2009b). Le projet n'est pas accueilli par la population avec un enthousiasme collectif. Une partie de la population dénonce la « précipitation dans laquelle ce projet a été élaboré », projet pour lequel il est question d'un investissement de CHF 100 millions. Dans l'idée de procéder à un débat ouvert, la majorité de l'entente au conseil communal propose la création d'une fondation « Finhaut demain », dont le cahier des charges serait de gérer le développement de la commune. Au printemps 2010, la population réunie en assemblée primaire extraordinaire refuse la création de cette fondation. Cependant, lors de cette assemblée, l'aménagement d'appartements protégés dans le bâtiment de l'ancien bazar est accepté. L'assemblée primaire refusera ensuite également d'adapter le plan d'affectation des zones, qui prévoyait de créer une zone mixte d'utilité publique et touristique au milieu du village (Rausis, 2011b).

A cette époque, les négociations concernant le retour des concessions sont à bout touchant. La situation est donc la suivante : en tant que propriétaire de l'eau, Finhaut s'apprête à toucher



Figure 65. Projet des Thermes du Mont-Blanc. Source : www.saywhat.ch

les premiers versements du retour de la concession de Barberine, tandis que l'affectation de cette manne génère d'importantes tensions entre les citoyens de la commune. Au vu des décisions prises par la majorité des Fignolins, la question du maintien des habitants sur place mérite l'attribution de fonds. Si on ignore les arguments des contestataires, on relève cependant ceux des défenseurs du projet thermal et immobilier : sans investissements, Finhaut serait condamnée à devenir un « village dortoir » (Dorsaz, 2010). Pour les défenseurs de cet investissement, il est question de promouvoir l'emploi dans la commune. Cependant, si une partie de la population n'adhère pas à ce projet, on peut penser qu'elle doute du potentiel de création d'emploi par ce biais. Pour la majorité au conseil communal et le président, les contradicteurs font preuve de mauvaise foi. Pour eux, l'investissement est une évidence : on retrouve dans cette confiance dans l'avenir et cette foi en le développement économique les traits des politiques publiques libérales de la Suisse et des Etats occidentaux des trente dernières années. A l'échelle de Finhaut, face à cette politique, la critique trouve difficilement ses repères sur le plan des idées. Bien que des considérations strictement personnelles ne soient pas à exclure, nous interprétons dans ce sens la tournure que prend alors le débat : Les tensions montent d'un cran lorsque le président reçoit des menaces anonymes et finit par porter plainte. Il ne « comprend pas pourquoi ce projet a provoqué autant de haine et de méchanceté » (Dorsaz, 2010). A ce stade, dans le reste du canton, tandis que l'avenir d'autres communes concédantes dépend également du retour des concessions, le cas de Finhaut devient un « épouvantail » (Fauchère, 2011) : les communes concédantes se prévalent de pouvoir gérer au mieux cette manne financière, tandis que du côté des partisans du fonds souverain et de la reprise en mains de l'appareil productif on se contente d'une simple observation des faits.

Le projet de spa et immobilier n'ayant pas convaincu l'ensemble de la population, et malgré le refus de la création de la fondation « Finhaut demain », les ressources financières sont toujours une réalité et une stratégie d'investissement doit être établie. Dans un premier temps, toujours convaincue par l'avenir des infrastructures touristiques sur le sol communal, les autorités présentent en septembre 2010 un concours d'idées pour « un développement touristique global et durable », par un comité réunissant principalement des personnalités externes à la commune, hormis l'historien Raymond Lonfat (Rausis, 2010). Au printemps 2011, on parle d'un échec à propos de ce concours (Hugon, 2011b), avec seulement trois projets présentés. Prenant acte du manque d'enthousiasme quant à la construction d'infrastructures lourdes ou « durables » grâce aux revenus de la concession de Barberine, le projet d'investissement suivant concerne dans une moindre mesure Finhaut, mais toujours prioritairement le tourisme. Il est question d'investir dans le groupe hôtelier Best Mont Blanc Chamonix, société de l'ancien saxonien Alain Felley (administrateur du casino de Saxon), en acquérant 50% du capital-actions, un rachat se montant à CHF 12.35 millions présenté comme un vu comme un « placement sûr » (P. Guex, 2011b), « un placement « rentable et récupérable... et un gros coup marketing » (P. Guex, 2011c). Parallèlement, il est question de racheter le Beau-Séjour pour le transformer en hôtel, qui serait exploité par le groupe, de même que le café des Alpes. Sont projetés encore le rachat du rez-de-chaussée du Bristol ainsi que l'hôtel suisse, dans l'idée de la réalisation d'un centre de recherche biomédicale Biotech Placent, lancé par le médecin Michel Fontaine. Comme pour ce qu'il en a été des précédents projets, cet investissement est refusé par la population : en mars 2011, deux budgets sont refusés, l'un extraordinaire et l'autre ordinaire. En conséquence, les investissements sont limités, et consolident l'organisation urbaine servant aux habitants et à l'occasion aux touristes : aménagement d'une salle villageoise dans une ancienne grange acquise à Giétroz, aménagement de WC publics, encouragement à l'agriculture, ainsi qu'un fonds de rénovation des résidences principales (P. Guex,

2011c). De plus, l'indexation est en outre portée à 170%, le maximum légal (contre 155%), ce qui fait de Finhaut l'une des communes les plus attractives du canton, avec Bagnes, Hérémence, et Salvan.

Si les différents projets d'investissement dans le tourisme n'ont pas vu le jour, dans un premier temps la perspective de la construction d'une infrastructure touristique importante a drainé une série de projets de moindre envergure, et ayant un impact positif pour les résidents, notamment avec la « maison du tourisme » de Finhaut, inaugurée en mars 2010 dans la gare (Carron, 2010b). Si elle doit probablement son existence à la renaissance de Trient Tourisme, cette nouvelle structure regroupe les intérêts touristiques et résidentiels de Finhaut, puisqu'elle comprend également un bureau de poste, et un bancomat. Elle occupe deux collaborateurs à plein temps. Cette réalisation chiffrée à CHF 1 million est réalisée grâce au partenariat avec TMR : une PPE est créée, et chacune des entités prend en charge la moitié des coûts des travaux, puis les frais d'exploitation et les recettes (principalement l'activité postale). Une convention est signée, et cette structure prend le relais de la Société de développement. Si TMR se trouve également concernée par un usage local et touristique de son infrastructure, cette inauguration s'inscrit dans un plus vaste projet dont le profil est nettement touristique. Il s'inscrit en effet dans le concept général des Thermes du Mont-Blanc, qui comprend également dans la lignée de la maison du tourisme de Finhaut la rénovation du buffet de Châtelard-Frontière.

B. La résidence

Les tensions concernant les conséquences du retour de la concession de Barberine et du projet Nant de Drance mettent en exergue une rupture que l'on interprète ici comme remontant au début de la trajectoire de Finhaut. La situation du système territorial, dans son ensemble, est marquée par un manque progressif de cohérence ; l'entité territoriale collective reste symboliquement autarcique, tandis qu'elle est baignée dans un contexte qui la relie concrètement (division spatiale du travail, mobilité) à un ensemble régional plus vaste et aux centres urbains ; le Valais et la Suisse romande d'un côté, et Chamonix de l'autre. L'exploitation de la rente territoriale via les revenus de l'électricité bénéficie en conséquence au soutien de l'habitation du lieu. Comme on l'a vu au point précédent, la population de Finhaut décide donc d'un statut quo, du maintien de la situation sans développement d'infrastructures générant de nouvelles présences massives dans le système territorial, mais du maintien des personnes présentes.

Au travers de l'idée d'une autarcie symbolique, il s'agit de montrer que non seulement aujourd'hui la référence au village « d'antan » persiste sans doute, mais surtout que durant plus de la moitié de la trajectoire ce village-ci a été une réalité, une institution tangible à laquelle se rattachait la plupart de la population, loin d'une adhésion au « tourisme ». Durant ce que l'on appelle communément « l'Age d'or » du tourisme à Finhaut, comme dans les autres stations touristiques on observait une claire distinction entre la population touristique et la population locale. Si comme on l'a montré à plusieurs reprises la présence des touristes a permis la génération de revenus basiques et induits et permis le développement d'une organisation urbaine, on ne peut pas parler de synergie entre les touristes et la population locale, au niveau des connaissances comme au niveau monétaire. Si rapidement l'hébergement offre des possibilités réduites en termes d'emploi (voir points 2.2.2.A et B), c'est l'hydroélectricité, qui vient répondre aux besoins de la population résidente et surtout à son maintien sur place.

Jusque dans les années 1930, il faut souligner à Finhaut la distance, entre les habitants et les touristes, non seulement en termes de hiérarchie sociale, mais aussi de culture. Dans une station comme

Montreux, où l'immigration, notamment nationale, est importante, on observe un certain panachage culturel comparable dans sa dynamique à celui des touristes. A Finhaut, la population non-touristique est fignoise : paysans, artisans et petits commerçants. De plus cette population s'exprime encore volontiers en patois. Entre les hameaux, la communication a lieu le dimanche après la messe, à l'occasion de la crèche publique. Les premiers médecins dont il est fait mention à Finhaut (Sauthier et al., 2012) ne concernent en outre pas la population. Pour cette dernière, avant 1925 et la création d'une caisse maladie, il n'y a pas de médecin⁹³.

Si la présence des étrangers contribue à l'organisation urbaine, elle ne permet cependant pas de franchir de seuil permettant un développement endogène soutenu. Pour faire face aux besoins résidentiels, la population peut en revanche compter sur les revenus de l'industrie hydro-électrique. Par exemple, depuis le début du XX^{ème} siècle, il est question de la réfection de l'église paroissiale. Une partie de l'église a même été démolie en décembre 1914, et réparée en 1917. Le cimetière également est vétuste, trop petit. Un emprunt est décidé en février 1921 pour le cimetière, tandis que l'assemblée primaire accepte en juillet 1927 un crédit pour la construction de la nouvelle église. Puis, en novembre 1927 une convention est signée avec les CFF pour la construction d'une nouvelle église. Les paroissiens vont s'impliquer pour le remboursement de cet emprunt (voir point 2.2.2.C), mais les CFF apportent également leur soutien. Dans les années 1930 avec le Théâtre Valaisan, il y a convergence des intérêts touristiques et résidentiels, mais cet exemple semble faire au regard de l'ensemble de la trajectoire figure d'exception. Toujours à l'intersection de l'institution religieuse, des besoins en termes de résidence et de l'industrie hydroélectrique, l'exemple du *Vaticamp* est également particulièrement illustratif (voir *supra*).

Après-guerre, la situation des personnes actives pour le tourisme à Finhaut trouve toujours peu de résonance chez les résidents. Tandis que la Société de développement envisage de « développer l'idée touristique au sein de la population », le président de la commune Georges Vouilloz met en exergue les travaux réalisés par la commune (routes, aménagement de places, etc.) utiles aux résidents et « qui sont bénéfiques pour la station. » (Nouvelliste, 1969). A mesure de la progression de la concurrence, des possibilités de mobilité des personnes, les enjeux résidentiels deviennent primordiaux. Le nombre de navetteurs émigrant augmente par exemple fortement entre 1960 et 1970 (Figure 66). Les autorités soutiennent dans la mesure du possible les activités et infrastructures résidentielles, tout en sachant que ces mêmes activités sont indispensables à la génération de revenus basiques de séjour. En 1975 par exemple, le boucher Heitz cesse son activité. C'est alors le comité de la Société de développement qui négocie avec Vallorcine pour que de la viande soit toujours livrée à Finhaut au magasin de la place (SD Finhaut, 1976). Au fil des ans, les appels à la synergie du tourisme et de la résidence se répètent : « Dans l'accomplissement de ses tâches, [le comité de la Société de développement] a besoin d'une aide générale de toute la population intéressée à la promotion de cette industrie touristique qui fait vivre et facilite le domicile à de nombreuses personnes, pour qui, semble-t-il, l'hôtellerie est négligeable. Il nous serait agréable que tout citoyen de la commune puisse se rendre compte une fois de la nécessité de l'environnement touristique. » (SD Finhaut, 1980) Une année plus tard, le ton devient plus grave : « Nous sommes une petite communauté, assez disparate il est vrai, mais rien ne peut se faire sans l'aide

⁹³ D'après Charles Lugon Moulin, seul le Dr. Brocard venait une fois par semaine, à la vieille poste. En 1925, une caisse maladie est créée, et en même temps le premier contrat avec un médecin est signé, le Dr. Propst, un bernois.

de tous. Aidons-nous, le ciel nous aidera. C'est ce que nous vous souhaitons à tous. » (SD Finhaut, 1981)
 La réalisation de la piscine cette année-là (voir point 2.2.2.C) cristallise le débat, et la nécessité du développement touristique apparaît de plus en plus comme une évidence pour une partie des citoyens :
 « Nous espérons pouvoir compter sur tous les animateurs du tourisme de Finhaut et Châtelard, tourisme, seule raison de vivre de nos villages, qui feront fi de tous les détracteurs, lesquels, nous pouvons le constater, sont tout heureux de profiter des aménagements que leur esprit a toujours voulu contrecarrer. Allons de l'avant et ne laissons pas mourir nos villages. » (SD Finhaut, 1981-82)

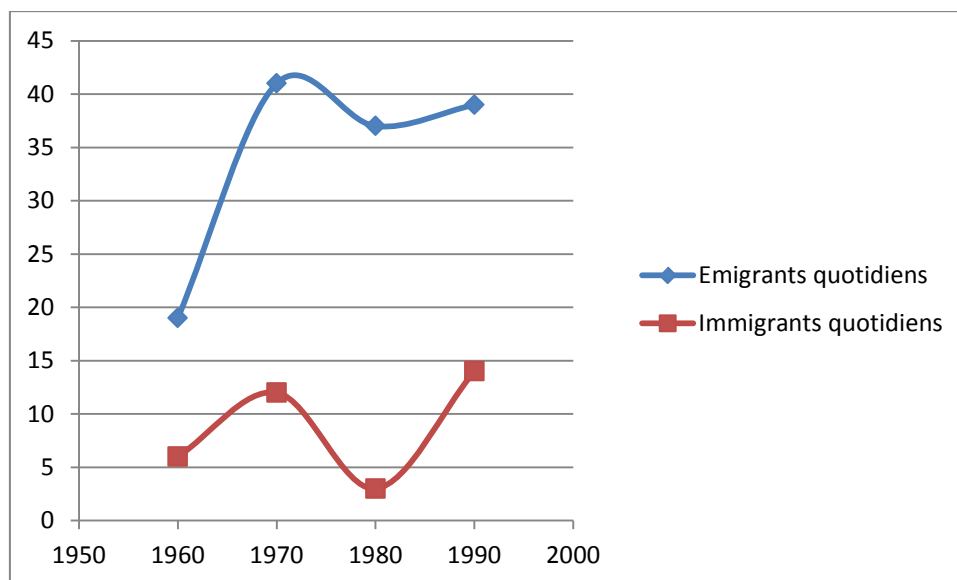


Figure 66. Navetteurs de et vers Finhaut. Source : Recensements fédéraux de la population 1960, 1970, 1980, 1990

L'arrivée d'un nouveau conseil communal en 1985 ne modifie pas cet antagonisme. Les ambitions sont alors de stopper l'hémorragie de la population, grâce au tourisme, et plus précisément grâce au projet de Tête de Balme (voir point 2.2.2.C). La population faiblit en effet, et l'emploi au niveau local également, avec par exemple la restructuration de l'usine électrique du Châtelard (de 20 à 10 employés) (P. Guex, 1985a). Si les projets d'infrastructure n'aboutissent pas et ne parviennent donc pas à créer des emplois au niveau local, les autorités vont investir pour le maintien des résidents dans la commune. En 1987, la commune envisage un projet global, qui consiste en l'acquisition du Bel-Oiseau (12 appartements) et du Victoria (8 appartements), la construction d'un abri antiatomique pour 250 personnes, conformément à la loi sur la protection civile (M. Giroud, 1987), l'aménagement de locaux commerciaux et culturels⁹⁴, une poste, ainsi que dans le réaménagement du carrefour et la création de caves et de places de parc (P. Guex, 1993b). Le projet se déroule en plusieurs phases. La commune bénéficie de subventions cantonales et fédérales à la relance économique, mais les autorités envisagent surtout un autofinancement du projet, les appartements étant loués et vendus (P. Guex, 1993b). Cette politique d'investissement n'a donc pas pour conséquence une hausse d'impôt. Le complexe Victoria est inauguré en 1995 (Gay, 1995). Plusieurs familles viennent s'y installer, et de ce point de vue on peut dire que l'objectif du maintien d'une présence non-touristique dans le village par le biais de cette réaffectation est une réussite.

⁹⁴ Une galerie d'art, un carnotzet, un salon de coiffure, une lavanderie, une boutique artisanale, des locaux techniques et les bureaux de l'Ecole suisse de ski (Gay, 1995).

D'une manière générale durant les années 1990, la commune, par l'intermédiaire du président Maxime Gay des Combes notamment, outre le soutien au projet de Tête de Balme (voir point 2.2.2.C), entend « désormais porter aussi l'accent sur l'environnement, la qualité de vie » (P. Guex, 1993c). Parallèlement au projet du Bel-Oiseau et du Victoria, la commune, tout en affichant la volonté de se désendetter, consente au co-financement d'une déchetterie, en partenariat avec la commune de Trient (68% du coût total des travaux de CHF 150'000.- est assumé par la commune de Finhaut). Il est question par la même occasion de réorganiser le système de ramassage des ordures ménagères. A la même période, des travaux de protection contre les avalanches sont réalisés. Subventionnés à 71% par la Confédération et à 20% par l'Etat du Valais, ils constituent néanmoins un coût de CHF 180'000.- pour la commune (P. Guex, 1993a). Avec la non-réalisation du projet de Tête de Balme et les refus successifs de la population quant à de nouvelles réalisations autres que résidentielles grâce aux revenus des concessions, le système territorial de Finhaut repose aujourd'hui sur les résidents issus de la communauté locale en grande majorité, et sur les excursionnistes, présences dépendant toutes deux de l'hydroélectricité.

3. Conclusion et synthèse

Ci-dessous, on propose une conclusion de ce *working paper* en deux temps. Premièrement, nous revenons sur les éléments du cadre théorique mobilisés pour l'analyse de cas. Cette dernière ayant montré une incidence forte entre les dynamiques de connaissance et les dynamiques monétaires, on propose une nouvelle articulation de ces concepts sous forme de conclusion théorique. Dans un second temps, nous proposerons selon cette nouvelle articulation une synthèse de l'analyse de cas.

3.1. Conclusions théoriques

Les dynamiques de complexité tant que des dynamiques de fongibilité (voir point 1.2.A) se trouvent dépendre principalement du caractère signifiant des connaissances plutôt que de la dimension substantive (voir point 1.2.B). Depuis 1850 jusqu'à nos jours, le principe d'une économie « touristique » quelle que soit sa spécificité, consiste en la marchandisation de connaissances domestiques (transactions concernant l'hébergement, la restauration, la mobilité des personnes), puis en la mise en commun de ces dernières au niveau du système territorial. L'usage de ces biens et services est universellement signifiant, tandis que leurs qualités (dont la localisation) constituent leur potentielle valeur d'échange. Cette spécificité des connaissances comme ressource de développement régional différencie un territoire « touristique » d'un territoire traditionnel, industrialisé via la création et l'implantation d'entreprises artisanales et industrielles, des connaissances productives caractérisées au contraire par leur dimension substantive.

La « mise en tourisme » d'un système territorial touristique consiste en une « mise en scène territoriale », conjointement par les acteurs locaux et externes qui s'accordent sur le sens accordé aux biens et services pourvus, une signification relative notamment au territoire. Les activités économiques concernent des biens et services dont la valeur repose sur ces connaissances de mise en scène (partie gauche de la Figure 67).

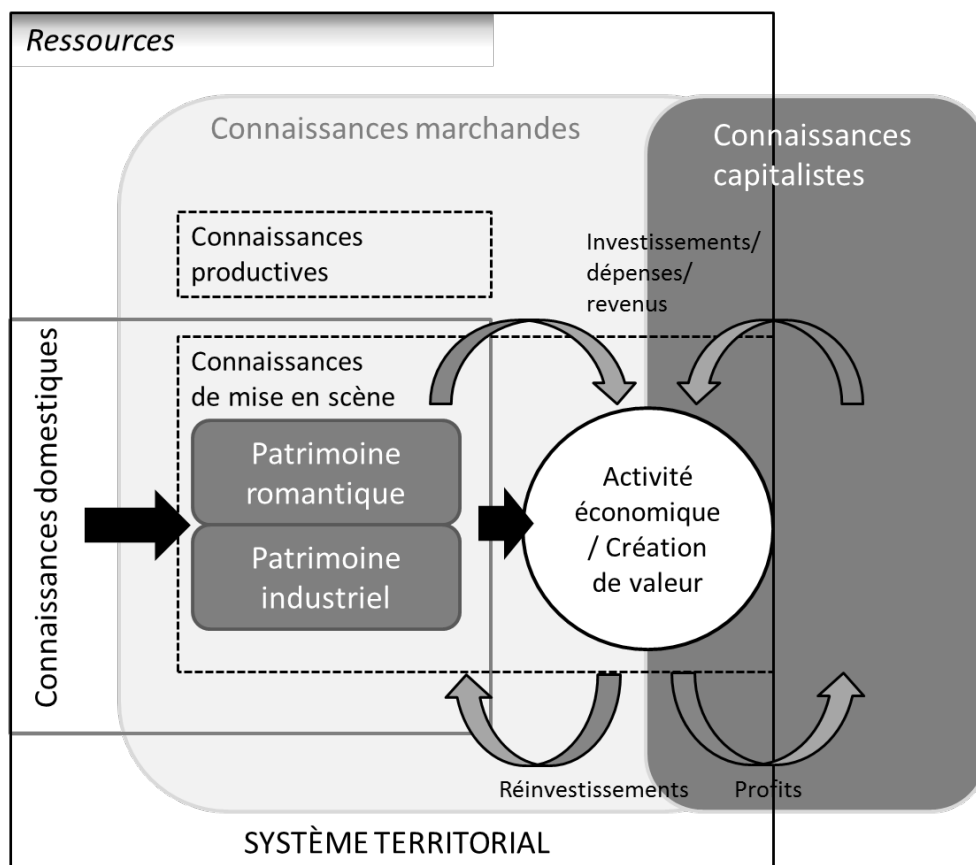


Figure 67. Formes de vie économique, flux et processus de création de valeur dans le système territorial. Source : Elaboration propre

Le processus de mise en scène dépend directement des formes de vie économiques (au sens de Braudel, voir point 1.1.D), ces dernières rendant significatives ou non les biens et services. De plus, la trajectoire d'un tel système territorial débute avec l'inscription d'acteurs locaux dans une économie de marché touristique : des transactions marchandes sont effectuées sur le territoire pour des biens et services consommés sur place par des acteurs externes. Par commodité, on parle généralement de « tourisme » à ce propos, mais c'est bien précisément de personnes présentes en séjour (présence de séjour) dont il est question du point de vue de l'analyse socio-économique.

A la convergence conceptuelle des dynamiques monétaires et de connaissance, il résulte que l'innovation primitive sous-tendant le développement régional et la trajectoire de la « station » se situe dans la marchandisation de biens et services plutôt que dans les biens et services eux-mêmes. Ceux-ci étaient en soi déjà « existants » auparavant mais point à l'intention jusque là d'une « clientèle », uniquement destinés aux locaux d'ores et déjà sis sur le territoire, ce qui ne conférait pas de valeur d'échange (monétaire) à ces biens et services, mais une valeur d'usage principalement. Les acteurs ont pris connaissance du potentiel marchand de biens et services touristiques grâce à l'intermédiaire de la clientèle elle-même et d'autres acteurs. Ensuite, ces mêmes acteurs locaux ont pris connaissance de la manière dont marchandiser à meilleur escient ces biens et services. Les acteurs se sont adaptés à une clientèle appartenant à une classe sociale supérieure, et donc à d'autres formes de « savoir-vivre », littéralement d'autres formes de domesticité.

Le processus de mise en scène se déploie sous deux aspects (Figure 68). Il s'agit premièrement d'une complexification des connaissances à deux niveaux : concrètement au niveau des infrastructures sises

sur le territoire, et symboliquement en ce qui concerne les discours à propos du territoire, communiqués à l'interne entre les acteurs du système territorial. Deuxièmement, il s'agit d'une dynamique de fongibilité, se déployant également de manière concrète et symbolique, c'est-à-dire de diffusion à l'externe de discours à propos du territoire, et de déplacements des acteurs, les locaux acquérant à l'extérieur de nouvelles connaissances – spécifiques et domestiques utiles à la réalisations de transactions sur la scène territoriale – les externes important leurs propres connaissances domestiques depuis l'extérieur.

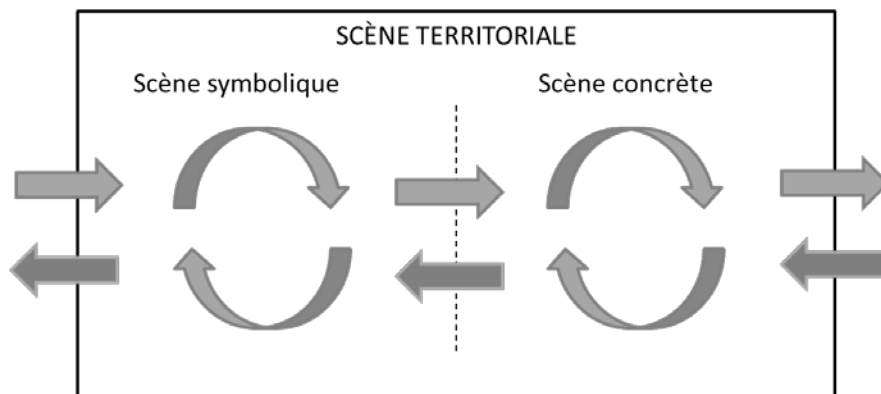


Figure 68. La scène territoriale: dynamiques de complexité et de fongibilité constituant la scène symbolique et la scène concrète. Source : Elaboration propre

	Mise en scène territoriale	Symbolique	Concrète
Complexité	Trans-actions au niveau local entre les acteurs présents sur le territoire. Global > local	Flux et pertinence 1) du discours à propos du territoire pour les acteurs présents au niveau local (émulation entre les habitants, "tolérance" (Florida), identité locale) 2) des revenus et des investissements (cf. institutions libérales)	Urbanisation et intégration paysagère, (mobilité interurbaine, commodités/confort, services publics, installations sportives et culturelles)
Fongibilité	Trans-actions au niveau global entre les acteurs en rapport avec le territoire	Flux et pertinence 1) du discours à propos du territoire pour les acteurs au niveau global (géographie, culture, acteurs, histoire, etc.) 2) des revenus et des investissements (cf. institutions libérales)	Accessibilité (mobilité des personnes au niveau institutionnel et géographique)

Figure 69. Les processus de trans-action constituant la mise en scène territoriale. Source: Elaboration propre.

La marchandisation consiste en le passage d'une organisation économique non monétaire d'auto-production/auto-consommation (voir point 1.1.D) à une organisation économique de marché (Figure 67). On parlera ainsi de « connaissances marchandes » pour évoquer le phénomène de marchandisation contre échange monétaire des biens et services domestiques, et d'autre part de « connaissances de mise en scène » à propos des connaissances relatives à la « mise en scène territoriale » concrète (infrastructures) et symboliques (discours) à l'attention d'une clientèle particulière. Les connaissances capitalistes quant à elles concernent indirectement la marchandisation dans la mesure où l'acquis de telles connaissances via son ancrage entrepreneurial permet une forte complexification de la mise en scène en termes d'infrastructures (voir *infra*), mais plus directement également la dimension

uniquement monétaire puisque l'enjeu des transactions pour les acteurs dans cette forme de vie économique est d'abord la génération de profits.

En ce qui concerne l'économie de marché, des connaissances marchandes dépendent le volume potentiel de la mise en scène territoriale; plus ces connaissances sont partagées par les acteurs, plus le système territorial a un potentiel de mise en scène et de génération de revenus. Des connaissances de mise en scène dépendent ensuite la génération de flux de revenus via les formes de transactions présentesielles - essentiellement de séjour (on parle dans ce cas effectivement de « station »⁹⁵), puis également d'excursionnisme et de résidence. Pour ces différents types de transaction, dans la logique d'une économie de marché (c'est-à-dire de génération de revenus au niveau du système territorial) on trouve deux types de ressource participant à la valeur d'échange des biens et services en tant que dimension signifiante: le patrimoine romantique et le patrimoine industriel. Dans le processus de création de valeur des biens et services mis à disposition sur la scène territoriale – des biens et services à caractère originellement domestique. Dans un premier temps surtout, mais également ensuite de manière continue tout au long de la trajectoire, la valeur territoriale repose sur de la nature et plus généralement des propriétés « romantiques », puis assez rapidement au niveau du patrimoine touristique lui-même (bâti, marques de passages de personnages illustres, moyens de transports, événement culturels, etc.). La combinaison de ces doubles ressources patrimoniales permet au fil de l'avancée dans le temps et de la croissance continue de la concurrence externe de la consommation de biens et services de type touristique de se démarquer. Conceptuellement, ces aspects sont développés dans un article connexe (Guex, 2014 (à paraître)).

Comme du point de vue des dynamiques de connaissances on parle de dimension symbolique et concrète (tant pour la complexité que la fongibilité), on parle de mise en scène constituée grâce à la succession de transactions mobilisant ces dimensions concrète et symbolique. Les transactions présentesielles concernent donc des biens et services originellement domestiques dont la valeur économique est constituée dans le cours du processus transactionnel de la mise en scène territoriale (mise en scène symbolique et mise en scène concrète du territoire). Le potentiel de création de valeur économique repose sur la cohérence entre ces aspects sur un temps *x* et sur le long terme, au regard de l'évolution générale de la tendance macro-économique, de la mobilité des personnes et de l'information, de l'organisation supra-institutionnelle. Les transactions (touristiques), c'est-à-dire les dynamiques de mise en scène, reposent sur la mobilité des personnes, tandis que la plupart des autres transactions dans une économie de marché consiste *a priori* en la mobilité des biens vers les personnes. Parce que le développement territorial dépend de la mise en scène du territoire pour et par des personnes mobiles, les institutions encadrant cette activité se trouvent d'abord en décalage, puis progressivement de plus en plus concernées par l'évolution générale de la société et de son organisation marchande grandissante. Contrairement à un système territorial « classique » dont le développement économique dépend, selon la théorie de la base (point 1.1) de l'exportation et des revenus induits de cette activité, un système territorial dont les revenus dépendent d'abord⁹⁶ des dépenses des personnes présentes sur place ne dépend pas du positionnement de son produit exporté « sur le marché » mais de la « mise en scène » de son territoire, efficace sur le court et le long terme pour une maximisation des dépenses sans porter atteinte aux ressources. La dynamique de développement socio-économique

⁹⁵ « lieu où l'on se fixe »

⁹⁶ On postule théoriquement la co-existence de transactions présentesielles et non-présentielles, soutenant le développement territorial (Guex & Crevoisier), un système « touristique » tendant à une prédominance d'activités présentesielles.

territorial présentiel repose ainsi sur les dynamiques de mise en scène, c'est-à-dire sur les processus de création de valeur dans les transactions présentes, les volumes de ces transactions, les modes de gestion et de financement, ainsi que sur l'inscription du système territorial à une échelle macro-économique. Il s'agit de considérer l'influence des formes de vie économiques sur le schéma des flux de revenus dans une économie de marché. Ce dernier n'est pas immuable et des distorsions peuvent survenir dans son inscription dans d'autres formes de vies économiques (Figure 67).

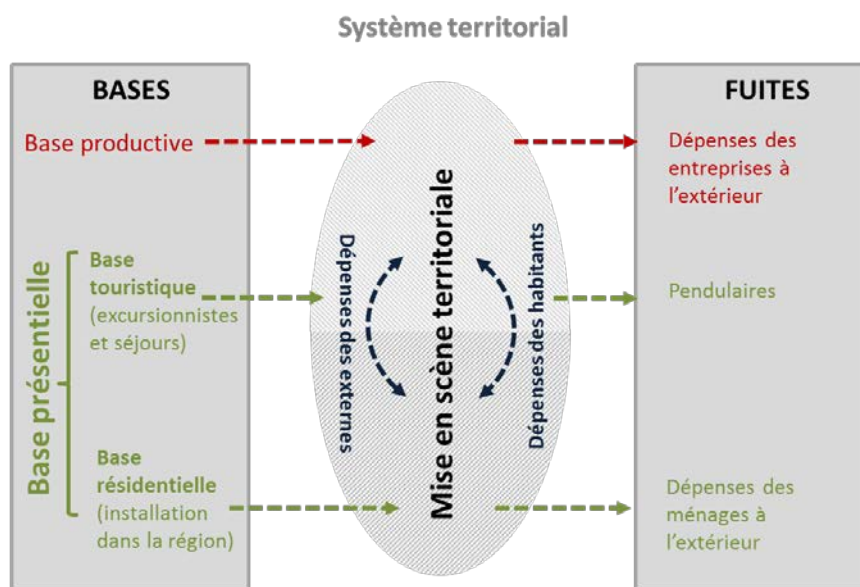


Figure 70. Flux de revenus du système territorial: dynamique présentielle (vert) et productive (rouge)

Finalement, au regard des éléments conceptuels proposés en amont de la recherche de terrain, nous pouvons affirmer que le « régime socio-économique » (voir *Avant-propos*) participant au « capital touristique » de Finhaut relève de dynamiques dépassant les logiques institutionnelles d'accumulation. Plutôt que de parler de « régime socio-économique », nous introduisons la notion de valeur territoriale pour évoquer les dynamiques socio-économiques territoriales au regard de l'ensemble du « capital touristique ».

La valeur territoriale dépend des présences, des investissements et de l'organisation de cette mise en scène sur le long terme. Premièrement, la valeur territoriale dans une économie de marché dépend des flux de revenus issus des transactions productives et présentes, ainsi que du « couplage » entre les effets basiques et non-basiques de ces activités (urbanisation et mise en scène patrimoniale). Deuxièmement, dans une logique capitaliste (c'est-à-dire de génération de profits), la valeur territoriale reposant sur la précédente : le système territorial, parce qu'il génère des revenus dans une économie de marché, attire des investisseurs et des résidents fortunés potentiels. Dans le cas d'un cycle vertueux des coûts/bénéfices sur la scène territoriale, on parle de création de la valeur territoriale, en particulier sur le long terme. Dans le cas d'une dynamique à sens unique (participation positive aux dynamiques de complexité et de fongibilité ; sans réinvestissements, ni création d'emploi), on parle d'exploitation de la rente territoriale.

3.2. Synthèse de l'analyse de cas

Au milieu du XIX^{ème} siècle, Finhaut se présente comme un village, un système territorial largement autarcique qui ne suffit pas à empêcher l'émigration. On constate ensuite progressivement l'émergence

d'une économie de marché locale vis-à-vis d'une économie d'autoproduction/autoconsommation. Ce processus socio-économique dépend essentiellement du tourisme, c'est-à-dire pour l'époque de la génération de revenus de séjour sur le territoire par la vente de biens et services essentiellement hôteliers. L'appropriation principale de connaissances sur cette période est le fait que le territoire recèle une valeur autre que fonctionnelle au sens de la production agricole. Arithmétiquement, sur les 22,8 kilomètres carrés de la surface de la commune, (dont 2.6% de surface d'habitat et d'infrastructure, 2.7 % de surfaces agricoles, 30.5 % de surfaces boisées et 64.1% de surfaces improductives (OFS)), 100% du territoire communal revêt désormais un potentiel « productif », grâce à la présence de personnes sur place. Cependant, ce potentiel n'est pas embrassé par les acteurs, car cette complexification est possible grâce à la situation de Finhaut : à proximité du massif du Mont-Blanc et sur la route de Chamonix. Dans la logique de la seule exploitation de la rente de situation, seul le territoire brut est à considérer comme connaissance substantive pour Finhaut : les acteurs du système territorial grâce à un minimum de connaissances signifiantes exploitent la rente de situation. Il y a apprentissage dans la mesure où certains acteurs mettent à disposition des infrastructures servant aux hôtes présents localement en raison de la situation géographique de Finhaut (sur la route de Chamonix-Martigny et/ou à proximité du massif du Mont-Blanc). Le facteur de la rente de situation ne permet pas de parler d'apprentissage au même titre que celle qui met en scène son territoire de manière attractive au-delà de ses propriétés situationnelles, comme c'est le cas à Montreux (D. Guex, 2014) et à Zermatt (D. Guex, 2014 (à paraître)), où cette situation permet de stopper l'émigration. Parallèlement, en raison de la situation particulière du Châtelard et de l'activité industrielle qui s'y déroule de concert avec l'activité présentielle, on signale également la présence d'une base productive traditionnelle.

La situation à la fin du XIX^{ème} siècle est donc la suivante : l'économie de marché via les dépenses d'externes présents de passage ou en séjour se développe. Ces activités engendrent des revenus et des activités non-basiques au sein du territoire. On distingue une inflexion autour de 1895, une date arbitraire puisqu'il s'agit de l'année à partir de laquelle les premières taxes pour d'autres catégories professionnelles sont mentionnées au niveau communal. Si ces commerçants et artisans sans doute tiraient auparavant des revenus de leurs activités, on garde cette année-ci comme repère chronologique pour deux raisons. Premièrement, parce qu'institutionnellement en s'acquittant de cette taxe les ils s'inscrivent formellement dans une économie de marché, et deuxièmement car c'est durant cette année que le nombre d'hôtels augmente (depuis 1879), passant de 5 à 8.

Ce processus de développement est possible grâce à la mobilité des personnes, qui bénéficie doublement au développement du système territorial la mobilité des externes permet la génération de revenus basique à partir de connaissances domestiques, et la non-mobilité des locaux, ainsi que la faible mobilité des biens et service d'usage domestique permet le développement de ces activités non-basiques localement. D'autre part, les flux internes restent faibles dans la mesure où les locaux ne semblent pas pour l'heure déjà en mesure de procéder à des dépenses de l'ordre des loisirs, pas plus que de celles de la modernisation de leurs foyers.

Durant les premières décennies de la trajectoire, les personnes résidant à Finhaut sont également très largement originaires de la commune, par exemple en 1888 (OFS) 374 personnes sur 396 habitants. En 1900, on compte non seulement 27 valaisans originaires d'une autre commune du canton, mais également 10 personnes originaires d'un autre canton suisse, et 32 étrangers. Sur une décennie, l'avènement d'une économie de marché dans la commune a également une influence sur les migrations. Les connaissances sont véhiculées ainsi essentiellement par les touristes. En conséquence, il y a

amélioration de l'offre, qui tend de plus en plus à la mise en scène du territoire, qui constitue le passage d'un tourisme de passage à un tourisme de séjour. La mise en scène nécessaire pour le séjour repose comme ailleurs sur le patrimoine romantique (paysages, alpinisme, culture alpestre, etc.).

L'inflexion dont il est question entre 1890 et 1900 concerne le changement de rapport de force dans la dynamique de développement entre une économie d'autoproduction/autoconsommation et une économie de marché. La première reste néanmoins existante dans la mesure où les repères en termes de connaissances restent pertinents pour les acteurs ; principe de réciprocité, maintien des appartenances villageoises et familiales. Mais progressivement et parallèlement, une économie de marché s'impose : un territoire peu propice à la croissance économique sur des bases agricoles comme c'est le cas par ailleurs et plus généralement dans les plaines permet désormais de générer de la valeur économique grâce à la valeur d'échange des biens et services qui y sont pourvus. Les activités de séjour et excursionnistes se développent et concernent de plus en plus la population du village, y compris indirectement par le biais de garanties fournies à des proches pour la construction d'hôtels.

A partir de 1904 et du chantier pour la ligne de chemin de fer, la dynamique d'urbanisation prend de l'importance, sans que l'on puisse toutefois parler de couplage : c'est la dimension fonctionnelle de l'offre urbaine qui soutient les revenus induits, et non leur dimension touristique au sens de leur valeur d'échange reposant sur leur signification romantique. Cet événement constitue un point d'inflexion au niveau monétaire en ce que le marché touristique local est concurrencé par le marché fonctionnel local. Dans l'ensemble Finhaut est de plus en plus concerné par l'économie de marché. La commune connaît une présence de plus en plus importante : grâce aux touristes de passage et en séjour et grâce aux habitants, y compris temporaires (ouvriers).

S'il y a complexification de l'offre touristique en termes de confort notamment, on ne parle toujours que d'un tourisme artisanal en raison de la simplicité des structures juridiques et financières des entreprises ainsi que des services que ces dernières offrent. D'autre part, la question de la complexification trouve également ses limites au sens où, contrairement à ce que l'on observe par ailleurs, les profits de nature capitaliste réalisés sur place ne s'ancrent pas qualitativement dans le système. Les acteurs financiers qui œuvrent à la réalisation du Martigny-Châtelard à partir du dépôt de la concession en 1902 sont absents du système territorial local - on ne trouve d'ailleurs pas de banque sur le territoire communal à l'époque, du moins d'après nos informations, avant 1932 (Roy, 2014). Les activités touristiques et urbaines s'inscrivent toujours par ailleurs dans une dynamique familiale, c'est-à-dire sans l'intervention d'investisseurs extérieurs au système territorial. L'organisation urbaine n'a pas franchi de seuil suffisant pour engendrer une croissance endogène, nourrie par une réinjection des profits dans le système territorial.

En d'autres termes, en raison de l'importante cohésion locale autour des principes monétaires de réciprocité s'inscrivant uniquement dans une dimension locale, et conséquemment en l'absence d'un passage d'effet de seuil en termes d'urbanisation, les outils capitalistes du développement ne s'ancrent pas à Finhaut. Les revenus de séjour génèrent peu de fuites, et la dynamique de marché suffit à la constance du système territorial tant qu'il se profile sur l'exploitation de la rente de situation. Cette exploitation suffisante dans le contexte concurrentiel faible, les acteurs du système territorial ne s'approprient pas les connaissances nécessaires à la mise en scène du territoire comme station d'agrément dont la valeur soutient une forte attractivité sur le long terme. En termes de connaissances, les flux sortants sont faibles : l'information permettant aux personnes pouvant avoir potentiellement un

rapport présentiel avec Finhaut ne circule pas. La dynamique de complexité existe mais reste faible, tandis qu'on n'observe pratiquement pas de dynamique en termes de fongibilité. Au niveau monétaire en revanche, grâce au chemin de fer, les entreprises peuvent désormais s'approvisionner hors du système territorial, ce qui minimise les flux induits au niveau local.

En 1914, on peut parler d'une « station » dans la mesure où l'économieprésentielle est une forme de vie économique importante dans le système territorial : Le principe socio-économique de marché s'inscrit dans les circuits induits par la génération de revenus basiques de séjour et locaux. Néanmoins parler de « station » reste relatif. Au vu de l'ensemble du système territorial, on peut parler d'une dynamique de connaissances marchandes mais à caractère plus productif que de mise en scène, dans le sens où ce sont les propriétés fonctionnelles et l'usage de ces biens qui constituent leur valeur (pas de valeur ajoutée symbolique territoriale). Or, d'un point de vue concurrentiel, nous gardons à l'esprit qu'à cette même période d'autres stations se développent exclusivement sur les activités de séjour, c'est-à-dire que les acteurs concernés dans ces territoires-ci sont contraints à générer l'attractivité de leur territoire grâce à des connaissances de mise en scène constituant une forte valeur territoriale, et en faisant circuler des informations signifiantes pertinentes y relatives. En outre, à Finhaut, la dynamique de séjour incarnant l'économie de marché est concurrencée par les références traditionnelles d'une économie d'auto-production/auto-consommation, ainsi que par un rapport fonctionnel au territoire.

Sur l'ensemble de la première phase de la trajectoire, on constate une dynamique de complexité non négligeable, principalement due à l'effet de situation et à l'absence de concurrence externe. En d'autres termes, la dynamique socio-économique territoriale bénéficie d'un effet de rareté, ce qui n'a pas pour effet de conduire les acteurs à se projeter de manière spatio-temporelle : ils ne sont pas encouragés à développer leur réseau et à agir dans une dynamique multi-locale, pas plus qu'ils ne se projettent dans l'avenir. Malgré tout, dans l'absolu, de même que dans une perspective comparative, on peut parler de croissance pour qualifier la dynamique socio-économique territoriale de cette première phase de trajectoire. On parle pour Finhaut de station en raison d'une dynamique socio-économique essentiellementprésentielle au niveau de l'économie de marché. Une partie du système territorial s'est orienté vers la génération de revenus basiques de séjour et l'appropriation de connaissances via les touristes. Si ces derniers n'avaient pas été présents, on pourrait douter du fait que les locaux aient à la même période intégré le potentiel présentiel et non pas uniquement productif de leur territoire en termes de valeur économique. Cette appropriation permet le développement d'une économie de marché sur des supports monétaires locaux. Depuis 1860 jusqu'à la fin du XIXème siècle, on constate un renforcement de la base de séjour et locale, le tout dans des dimensions faibles en chiffres absolus. Cette dynamique de développement fondée sur l'exploitation de la rente territoriale dans une perspectiveprésentielle n'est possible qu'en raison de la conjonction d'un contexte géographique particulier, et un contexte historique dans lequel la mobilité des locaux est faible, de même que la concurrence sur le marché des destinations.

On constate entre 1917 – date de la concession de Barberine – et aujourd'hui une baisse progressive des activités et des revenus tirés de la présence de séjour. De l'exploitation de la rente territoriale dans le sens d'une rente de situation via la présence d'externes, le système territorial passe à l'exploitation de la rente territoriale via l'hydro-électricité, grande génératrice de revenus et génératrice de quelques présences à valeur ajoutée décroissante au fil du temps (de moins en moins de dépenses locales d'ouvriers lors des chantiers, et les excursionnistes). L'évolution de la mobilité a deux conséquences : la

perte du potentiel de la rente de situation sur les séjours, et l'augmentation des fuites des locaux consommant en plaine.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale est ressenti à Finhaut, comme partout en Suisse. Les revenus des séjours sont en effet stoppés du jour au lendemain, en pleine saison. Cependant, le fait que le système n'ait pas franchi de seuil en termes de volume des activités de séjour est positif : le tissu économique régional peut se reposer sur l'autoproduction et l'autoconsommation. Ainsi la dépendance du chemin d'une dynamique de développement faible en volume a des conséquences positives sur la trajectoire d'un point de vue socio-économique dans un premier temps. Pour faire face aux évolutions structurelles en revanche, le système territorial va pâtir de sa dépendance de chemin. En effet, l'exploitation de la rente de situation ne suffit rapidement plus à maintenir des présences et des dépenses aussi importantes que précédemment. De plus, à partir de 1915 déjà, mais surtout à partir de 1930, les hôteliers rencontrent des difficultés dans le renouvellement de leurs infrastructures. Les effets de cette dynamique négative sont amplifiés par la croissance quantitative et qualitative de la concurrence externe. Dans l'après-guerre, les activités présentielles concernant le séjour sont en stagnation. Les fuites sont limitées, en raison du manque d'accessibilité. Les acteurs du système territorial ne peuvent compter que sur l'exploitation de la rente de situation, dont les retombées s'amenuisent à mesure que l'accessibilité du village s'accroît.

Du point de vue des dynamiques de connaissances, on observe peu de complexité, ni de fongibilité, au niveau des acteurs concernés par les activités basiques. Notamment en raison de la taille réduite du système territorial, les associations locales tant que les contacts avec des offreurs extra-régionaux sont peu nombreuses. Les initiatives concernant le développement des activités basiques restent du ressort d'individualités. Du point de vue monétaire, ces individualités restent également fondamentales, puisqu'en l'absence de structures multi-locales d'une part et de ressources financières locales permettant un développement endogène, les propriétaires font face seuls au difficile enjeu du renouvellement de leurs infrastructures. L'excursionnisme est l'activité présentielle principale durant la deuxième phase de la trajectoire (de l'entre-deux-guerres aux Trente glorieuses), mais d'un point de vue socio-économique cette fréquentation n'a que peu d'impact sur le système territorial, étant quantitativement faible. L'ouverture de la route en 1968 ainsi que l'inauguration du barrage d'Emosson constituent un paradoxe pour Finhaut, puisque s'ensuit une augmentation de la présence de touristes sur place, une présence qui ne se traduit pourtant pas en termes de flux de dépenses.

Conséquemment aux difficultés concernant les revenus issus des dépenses des personnes présentes en séjour, les revenus induits s'affaiblissent rapidement. Tandis ce que les améliorations tardives en termes d'accessibilité laissent percevoir dans un premier temps une amélioration concernant les activités touristiques, elles ont pour conséquences d'augmenter les fuites du système local. Ici encore l'effet de seuil joue en la défaveur du système territorial, puisque rapidement l'organisation urbaine régresse par rapport à la situation d'avant-guerres. Cette dynamique socio-économique est ainsi fragile d'un point de vue endogène, mais sa fragilité est renforcée par les effets conjoncturels et structurels conjointement : la chronologie des événements s'avère infructueuse pour l'ensemble du système. Les projets hydroélectriques concurrencent les étapes d'organisation urbaine sophistiquant la mise en scène territoriale à des périodes clé⁹⁷. Ces effets de calendrier ne dépendent pas des acteurs et des seules

⁹⁷ Evolution des types de consommateurs et de pratiques présentielles: 1917 : après la Grande Guerre et la perte de pouvoir (d'achat) de l'aristocratie européenne et notamment britannique suivie par les crises de l'entre-deux-

activités de séjour, et c'est la raison pour laquelle c'est bien l'ensemble de la dynamique socio-économique territoriale que nous apprécions ici pour comprendre l'influence de la dimension socio-économique sur la trajectoire touristique de Finhaut. Ces effets de calendrier concernent un autre type d'exploitation de la rente territoriale que celui qui avait constitué le moteur du développement régional auparavant : l'industrie hydroélectrique. Ces deux dimensions d'exploitation de la rente territoriale ont pour effet conjoint de maintenir comme pertinentes des connaissances relevant de l'autoproduction/autoconsommation. Le double effet de la perte de vitesse des activités présentiels et la croissance de l'exploitation de la rente hydroélectrique a pour conséquence un maintien du nombre d'habitants, ce qui socio-économiquement compte peu d'un point de vue local, dans la mesure où l'économie résidentielle est pratiquement inexistante, c'est-à-dire que l'ensemble des revenus générés ailleurs sont dépensés ailleurs.

Parallèlement à cette dynamique décroissante au niveau de la génération de revenus basiques présentiels de séjour, le système territorial par l'intermédiaire de la commune bénéficie financièrement d'autres revenus, rentiers, qui concernent l'hydroélectricité. Cette combinaison a pour effet l'accentuation progressive d'une dynamique dite de *lock-in*, qui consiste en l'impossibilité de la diversification de la mise en place d'infrastructures urbaines, ce qui se traduit par l'affaiblissement de l'ensemble de la base présentielle. Dans la mesure où cette perte n'est pas compensée une base productive, il y a stagnation économique. Cette absence a pour conséquence une forte hausse du quotient de localisation des emplois touristiques. En chiffres absolus, le nombre d'emplois est très faible sur la commune, comme on a pu le voir avec les secteurs secondaires et tertiaires dans la Figure 33. En ce qui concerne le secteur primaire, il reste stable à partir des années 1980, avec une petite dizaine d'exploitations. En d'autres termes, la dynamique économique du point de vue des activités est extrêmement faible. Monétairement en revanche, le système territorial trouve son salut dans l'exploitation de la rente hydroélectrique, ce qui permet de maintenir les habitants sur place, et à ces derniers de vivre un *statut quo*, revendiqué par ailleurs politiquement par une partie de la population. Ce qu'on peut dire néanmoins au regard de la trajectoire, c'est qu'il s'agisse de la rente de situation alimentant largement la base présentielle, ou de la rente hydroélectrique, l'effet de rente est un axiome fondamental dans la dynamique socio-économique territoriale de Finhaut.

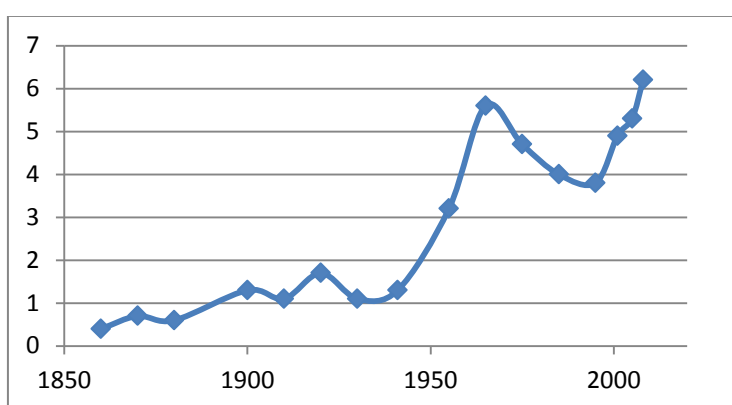


Figure 71. Quotient de localisation des emplois "touristiques" à Finhaut. Source: OFS (voir annexe)

guerres ; 1953-55 au moment du développement du tourisme populaire de loisirs ; 1970-74 Trente Glorieuses forte croissance de la concurrence des stations d'hiver.

Outre l'exploitation de la rente de situation via l'offre de biens et services présents, les premiers effets de rente s'observent en 1874. A cette époque la commune de Finhaut bénéficie alors des retombées financières du partage définitif des terres avec la commune de Salvan. Tandis qu'en 1865 la commune procède à une vente de bois pour payer les intérêts de la route, elle touche CHF 10'000.- dans le cadre d'un accord comprenant l'abandon par Finhaut au profit de Salvan de terrains à Vernayaz et en altitude (Tenneverge), et inversement la récupération de pâturage à la Gueulaz, Vieux Emosson et Châtelard. Cependant, ces montants n'affectent pas particulièrement le système territorial. Le capital de la commune est mis à disposition de privés (dont on ignore s'ils affectent ces sommes au financement d'infrastructures entraînant des revenus basiques), selon une démarche de prêt. Ce premier événement nous semble ici pertinent car, s'il a lieu relativement tôt dans la trajectoire de Finhaut, il constitue néanmoins un précédent sur le principe de la disposition de fonds rentiers par la commune.

La différence principale entre l'exploitation de la rente de situation via l'hôtellerie et les commerces et l'exploitation de la rente foncière et hydroélectrique tient en ce que la première nécessite l'implication des acteurs dans le processus transactionnel de création de valeur, autrement dit un effort de commercialisation. Dans ce sens, la situation est une ressource dès lors que les offreurs mettent à disposition des biens et services à la clientèle. Les revenus basiques qui en sont retirés bénéficient alors aux offreurs. Dans le second cas, les revenus de la rente foncière et hydroélectrique ne dépendent pas de processus de mise en valeur par des acteurs locaux, cependant que les revenus tirés de l'exploitation de cette ressource bénéficient à l'ensemble de la population. En ce sens, les retombées de la rente hydroélectrique relèvent d'une dimension « universelle », particulièrement appréciable par l'ensemble des habitants de la commune dès lors que sont en jeu des travaux de modernisation, autrement dit d'organisation urbaine du village. Ainsi, si le téléphone, l'eau, et d'autres aspects relatifs au confort sont disponibles dans les hôtels au tournant du XX^{ème} siècle déjà, c'est l'ensemble de la population qui bénéficie dans les années 1920 de l'installation de l'eau, du téléphone, de l'électricité, grâce à la construction du barrage de Barberine. Le téléphone est une innovation particulièrement appréciable par la population en raison des difficultés d'accessibilité de Finhaut. Ainsi à l'occasion de l'inauguration du central automatique de téléphone en 1958, le directeur des téléphones à Sion relève que « le téléphone collabore au miracle de la suppression de la distance, au miracle d'une présence tellement plus facile qu'autrefois, en contribuant à donner aux hommes une chance de s'entendre à force de s'entretenir. Il continuera à enserrer la planète dans un réseau toujours plus serré afin que ceux qui voudraient le faire éclater au moyen de leurs inventions diaboliques n'arrivent pas à faire sauter les maillons tissés par la grande amitié humaine de tous les ouvriers des télécommunications » (Mévillet, 1958).

Durant la dernière partie de la trajectoire d'abîme, il n'y a pas d'économie présente à Finhaut au sens théorique strict, c'est-à-dire de conversion de revenus extérieurs en activités sur place, comme on peut le constater dans les cas de Montreux et de Zermatt. Dans ce sens au regard de l'hypothèse de trajectoire d'abîme, on peut dire qu'il y a bel et bien abîme dans le sens d'une disparition de la « fonction touristique » (voir l'*Avant-propos*), soit du point de vue de l'ensemble des flux de revenus présents. Comme aucune autre fonction économique ne prend le relais et comme on le voit avec l'illustre bien l'indicateur du quotient de localisation, à défaut d'une économie présente on peut parler d'une économie de rente pour l'évolution de Finhaut au moins depuis la fin des années 1980, et sur une tendance plus large depuis 1917. Deux formes d'exploitation de la rente territoriale se sont succédé : la rente de situation avec l'économie présente, et la rente hydro-électrique. La métaphore de l'abîme se trouve être particulièrement explicite en ce qui concerne les dynamiques socio-économiques, puisque l'on observe plus qu'une absence de développement une lutte contre la désertification du

village. La situation d'abîme apparaît relativement tôt dans la trajectoire⁹⁸, les premiers signes se faisant ressentir durant l'entre-deux-guerres déjà, mais c'est surtout suite à l'ouverture de la route en 1968 et par contraste certainement avec d'autres territoires se développant dans les environs en tant que « station » (Les Marécottes pour la plus proche, mais aussi Verbier par exemple) que cette trajectoire se confirme de notre point de vue.

L'exploitation de la rente de situation a néanmoins eu un effet structurant du point de vue de l'ensemble du système territorial. Le territoire a été mis en scène à l'attention de personnes externes présentes entre 1850 et 1914. Par la suite, malgré la baisse de fréquentation et les revenus de la rente hydroélectrique, le système territorial a montré des marques de dépendances à ce sentier. Principalement cette mise en scène a consisté en une dynamique d'organisation urbaine ne dépassant cependant pas un certain effet de seuil, et restant en marge des flux présents lucratifs à partir de l'entre-deux-guerres (les locaux, les excursionnistes, les séjours populaires). Malgré l'inadaptation des infrastructures, et plus généralement le renouvellement de la scène territoriale, la référence au « tourisme » reste prépondérante – pour une partie de la population – jusqu'à récemment avec les perspectives d'investissements suite aux énormes revenus de l'hydroélectricité. Durant la seconde partie de la trajectoire de Finhaut, on observe ainsi une contradiction majeure : moins le « tourisme » est une source de revenu et d'activités pour le système territorial, plus il est considéré comme un enjeu, et surtout considéré par une partie des acteurs comme une ressource économique potentielle. Le patrimoine industriel est une ressource pour la mise en scène territoriale, mais pas du point de vue de la dimension touristique de ce dernier⁹⁹ mais concernant principalement l'hydroélectricité (les barrages eux-mêmes, ainsi que le Parc d'attractions jusqu'en 2012 (voir point 2.2.2.B)). La mise en scène du patrimoine romantique et industriel ne contribue que peu à la génération de revenus dans le système territorial. On ne peut parler d'économie présente qu'à défaut d'autres activités économiques dans le système territorial.

L'analyse proposée montre qu'au-delà du « tourisme », ce sont divers enjeux présents qui contribuent au maintien du système territorial. Les questions de résidence, d'organisation urbaine, de fréquentation excursionniste, de rapport identitaire au profil touristique patrimonial, constituent ensemble la mise en scène territoriale. Dans la mesure où le volume du système est restreint, et que les conditions de mobilité des personnes restent relativement limitées avec les centres urbains proches, et au vu du développement de la concurrence externe, on peut penser que sur le long terme les acteurs du système territorial pourraient envisager l'exploitation d'un nouvel aspect de la rente territoriale, soit celui d'un territoire dont l'avantage qualitatif sur la concurrence concerne le calme et l'absence d'infrastructures massives¹⁰⁰.

⁹⁸ Les observateurs notent en 1978 déjà que « Finhaut se meurt », article prévu par *L'Echo-Illustré* et refusé par le comité de la Société de développement.

⁹⁹ A l'exception faite du récent « sentier didactique » à travers Finhaut, pourvu de nombreux panneaux informant le randonneur sur l'histoire du village, y compris de son histoire contemporaine et de « l'âge d'or » du tourisme à Finhaut. Cette réalisation résulte de l'initiative de l'historien finjolien d'origine Sandro Benedetti.

¹⁰⁰ A l'image du bio-hôtel Balance de Salvan.

Bibliographie

Littérature théorique

Economie territoriale, développement régional, innovation

- Antonelli, C. (1999). The evolution of the industrial organisation of the production of knowledge. *Cambridge journal of economics*, 23(2), 243-260.
- Antonelli, C. (2003). Knowledge complementarity and fungibility: implications for regional strategy. *Regional Studies*, 37(6-7), 595-606.
- Aspers, P. (2009). Knowledge and valuation in markets. *Theory and Society*, 38(2), 111-131.
- Aydalot, P. (1986). *Milieux innovateurs en Europe*. Paris: GREMI.
- Bazzoli, L., & Dutraive, V. (2000). J.R.Commons: L'économie institutionnaliste. *Géographie, Economie, Société*, 2(2), 1-24.
- Beckert, J., & Aspers, P. (Eds.). (2011). *The Worth of Goods. Valuation & Pricing in the Economy*. New York: Oxford University Press.
- Braudel, F. (1979). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris: Armand Collin.
- Braudel, F. (1985). *La dynamique du capitalisme*. Paris: Flammarion.
- Bresnahan, T. F., & Trajtenberg, M. (1995). General purpose technologies 'Engines of growth'? *Journal of Econometrics*, 65(1), 83-108.
- Camagni, R., Maillat, D., & Matteaccioli, A. (2004). *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*. Neuchâtel: GREMI (Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs), Institut de recherches économiques et régionales.
- Carlsson, B. (2002). *Technological systems in the bio industries: An international study*. Norwell: Kluwer.
- Cooke, P., & Leydesdorff, L. (2006). Regional Development in the Knowledge-Based Economy: The Construction of Advantage. *The Journal of Technology Transfer*, 31(1).
- Corpataux, J., & Crevoisier, O. (2007). Economic theories and spatial transformations clarifying the space-time premises and outcomes of economic theories *Journal of Economic Geography* 7(2007), 285-309.
- Crevoisier, O. (2011). *Dynamiques territoriales de connaissance et milieux ancreurs en Europe*. Working paper MAPS : La circulation du capital. Neuchâtel : Université de Neuchâtel.
- Crevoisier, O., & Jeannerat, H. (2009). Les dynamiques territoriales de connaissance : relations multilcales et ancrage régional. *Revue d'économie industrielle* 128(4), 77-99.
- Hassink, R., & Klaerding, C. (2012). The End of the Learning Region as We Knew It; Towards Learning in Space. *Regional Studies*, 46(8), 1055-1066.
- Hoyt, H. (1954). Homer Hoyt on development of economic base concept. *Land Economics*, 30(2), 182-186.
- Kebir, L., & Crevoisier, O. (2004). Dynamique des ressources et milieux innovateurs. In Camagni et al. (Eds.), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local* (pp. 261-290). Neuchâtel: Institut de recherches économiques et régionales.
- Kebir, L., & Crevoisier, O. (2007). Resources development and actors coordination: what role for innovative milieus? *International Journal of Entrepreneurship and Innovation Management*, 7(2), 204-222.
- Lipsey, R. G., Bekar, C., & Carlaw, K. (1998). What requires explanation. *General purpose technologies and economic growth*, 2, 15-54.
- Lorentzen, A. (2009). Cities in the experience economy. *European Planning Studies*, 17(6), 829-845.
- Maillat, D. (2006). Comportements spatiaux et milieux innovateurs. In R. Camagni & D. Maillat (Eds.), *Milieux innovateurs: théories et politiques*. Paris: Economica.

- Markusen, A. (2007). A consumption base theory of development: An application to the rural cultural economy. *Agricultural and Resource Economics Review*, 36(1), 9-23.
- Marty, N. (2008). L'eau embouteillée: histoire de la construction d'un marché. *Entreprises et histoire*(1), 86-99.
- Nelson, R. R., & Winter, S. G. (2002). Evolutionary Theorizing in Economics. *The Journal of Economic Perspectives*, 16/2, 23-46.
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge : Cambridge university press.
- Orléan, A. (1999). *Le pouvoir de la finance*. Paris: Odile Jacob.
- Pecqueur, B., & Peyrache-Gadeau, V. (2008). *The territorial economy*. Cheltenham:Edward Elgar.
- Perrin, J. C. (1974). *Le Développement Régional*. Paris: PUF.
- Potts, J. (2001). Knowledge and markets. *Journal of Evolutionary Economics*, 11, 413-431.
- Segessemann, A., & Crevoisier, O. (2014 (à paraître)). L'économie résidentielle en Suisse : une approche par les emplois. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*.
- Stark, D. (2011). What's Valuable? In J. Beckert & P. Aspers (Eds.), *The Worth of Goods: Valuation & Pricing in the Economy* (pp. 319-338). Oxford: Oxford University Press.
- Talandier, M., & Davezies, L. (2009). *Repenser le développement territorial? Confrontation des modèles d'analyse et des tendances observées dans les pays développés* (Vol. 198). Paris: Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA).
- Theurillat, T., Rérat, P., & Crevoisier, O. (2014 (à paraître)). Les marchés immobiliers : acteurs, institutions et territoires *Urban Studies*.
- Veblen, T. (1970 [1899]). *Théorie de la classe de loisir*. Paris : Gallimard.

Tourisme

- Bätzing, W. (2003). *Die Alpen : Geschichte und Zukunft einer europäischen Kulturlandschaft* (2., aktualisierte und völlig neu konzipierte Fassung ed.). München: C.H. Beck.
- Boyer, M. (2000). *Histoire de l'invention du tourisme, 16ème-19ème siècle; Origine et développement du tourisme dans le Sud-Est de la France*. Paris: Ed. de l'Aube.
- Clivaz, C., Nahrath, S., & Stock, M. (2011). Le développement des stations touristiques dans le champ touristique mondial. In P. K. Duhamel, B. (dir.) (Ed.), *Tourisme et mondialisation* (pp. 276-286). Paris: Espaces.
- Cuvelier, P. (1998). *Anciennes et nouvelles formes de tourisme ; Une approche socio-économique*. Paris: L'Harmattan.
- Darbellay, F., Clivaz, C., Nahrath, S., & Stock, M. (2011). Approche interdisciplinaire du développement des stations touristiques. Le capital touristique comme concept opératoire. *Mondes du tourisme*, 4, 36-48.
- Giudici, N. (2000). *La philosophie du Mont Blanc* Paris: Grasset.
- Heiss, H. (2004). Saisons sans fin?: les grandes étapes de l'histoire du tourisme, 1830-2002. *Histoire des Alpes*, 9
- Hoerner, J.-M. (2010). *Le tourisme dans la mondialisation. Les mutations de l'industrie touristique*. Paris: L'Harmattan.
- MIT, Equipe. (2002). *Tourismes 1; Lieux communs*. Paris: Belin.
- MIT, Equipe. (2005). *Tourisme 2 ; Moments de lieux*. Paris: Belin.
- Py, P. (2013). *Le tourisme. Un phénomène économique* (6ème ed.). Paris La Documentation française.
- Stock, M. et al. (2011). *Entre abîme et métamorphose : une approche interdisciplinaire du développement des stations touristiques* ». Projet de recherche FNS subsidé n°CR1111_135390
- Tissot, L. (1990). La Conquête de la Suisse: les agences de voyage et l'industrialisation du tourisme (1840-1900). *Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale*, 8.
- Tissot, L. (2000). *Naissance d'une industrie touristique. Les Anglais et la Suisse au XIXe siècle*. Lausanne: Payot.

- Tissot, L. (2006). La quête du haut. Les lignes ferroviaires touristiques dans le canton de Vaud jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. *Revue historique vaudoise*, 114(Histoire du tourisme en pays vaudois), 195-212.
- Tissot, L. (2012). Binnenwirtschaft, Tourismus und Landwirtschaft. In P. H. M. M. B. V. (Hrsg.) (Ed.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*. Basel: Schwabe.
- Vellas, F. (2007). *Economie et Politique du Tourisme International* (2ème ed.). Paris: Economica.
- Vlès, V. (1996). *Les stations touristiques* (Economica ed.). Paris.

Sources

Littérature secondaire

- Attinger, B. d. (1999-2000). *Hôtels historiques du Valais 1815-1914*. (Vol. Volume 2 - Valais romand). Sion: Service des bâtiments, monuments et archéologie, Etat du Valais, Département des transports, de l'équipement et de l'environnement.
- Beecroft, N. (2010). *Le ski en Valais: une affaire de Valaisans? Le rôle des ski-clubs (1900-1939)*. (Mémoire de master), Université de Neuchâtel, Neuchâtel.
- Benedetti, S. (1998). *Le sentier didactique : outil pour un développement durable du tourisme dans les Alpes :réalisations dans la région de Finhaut*. (Mémoire de licence), Université de Lausanne, Lausanne.
- Benedetti, S. (2007). La liaison Chamonix-Martigny au temps des diligences. *Les chemins et l'histoire*, 1, 28-33.
- Bochatay, S. (1996). *Histoire du tourisme à Finhaut*. Université de Berne, Institut de Géographie, Berne.
- Bridel, L. (1970). *Géographie du tourisme dans le Canton de Vaud*. (Thèse de doctorat) Lausanne : Université de Lausanne, Faculté des Lettres.
- CEPA, B. (1976). Commune de Finhaut : aménagement local. Sion.
- Coquoz, M. (1992). *D'ardoise et d'eau : Salvan-Finhaut-Vernayaz du XIXe au XXe siècle*. Sierre: Monographic.
- de Preux, H. (1907). Notice historique des chemins de fer du Canton du Valais. In Union des statisticiens officiels et de la Société suisse de statistique (Eds.), *Travaux statistiques du Canton du Valais* (pp. 447-452). Staempfli & Cie : Berne.
- Erné, F. (1987). *50 ans Union valaisanne du tourisme 1937-1987*. Sion : Union valaisanne du tourisme.
- Favre, H. (1951). Finhaut: une ancienne seigneurie abbatiale. *Annales valaisannes: bulletin trimestriel de la Société d'histoire du Valais romand*, 7(2), 383-399.
- Frachebourg, F. *Vallée du Trient (Massif du Mont-Blanc et des Aiguilles Rouges). De quelques considérations économiques de 1850 à 1950*.
- Gross, M. (1950). Les "Walser" ont-ils colonisé la haute vallée du Trient? *Annales Valaisannes, Année 26*, n°1(Série 2, Tome 7,), 325-351.
- Guex, D. (2014). *Dynamiques socio-économiques territoriales de Montreux (1850 - 2010)*. Working Paper n°5, Université de Neuchâtel, Institut universitaire Kurt Bösch. Neuchâtel.
- Guex, D., & Crevoisier, O. (2014 (à paraître)). A comprehensive socio-economic model of the experience economy: the territorial stage. In A. Lorentzen, L. Schrøder & K. Topsø Larsen (Eds.), *Spatial Dynamics in the Experience Economy*. Abingdon: Routledge.
- Guex, D., Roy, J., & Sauthier, G. (2012). *La trajectoire historique du développement touristique de Montreux entre 1850 et 2010*. Working paper N°2. Institut Universitaire Kurt Bösch. Sion.
- Kupper, P., & Wildi, T. (2006). *Motor Columbus. From 1895 to 2006. 11 years of Motor-Columbus*. Baden.
- Lüthi-Graf, E. (2006). Les archives de l'hôtellerie suisse: un premier bilan. *Revue historique vaudoise*, 114(Histoire du tourisme en pays vaudois), 281-286.

- Pacini, Y. (2006). *La compagnie du chemin de fer du Martigny au Châtelard (MC), ligne du Valais à Chamonix, entre enjeux locaux, nationaux et internationaux (1906-1919)*. (Mémoire de Licence), Université de Genève, Genève.
- Perriard-Volorio, M. (1991). *Histoire du tourisme dans la Vallée du Trient (1860-1945): Naissance, âge d'or, déclin*. (Mémoire de Licence) Université de Neuchâtel, Institut d'histoire. Neuchâtel.
- Perriard-Volorio, M. (1996). Histoire du tourisme dans la vallée du Trient (1860-1945). *Annales valaisannes: bulletin trimestriel de la Société d'histoire du Valais romand*, 105-152.
- Roy, J. (2014 (à paraître)). *Capital symbolique et capital urbain dans la trajectoire de développement touristique de Finhaut*. Institut universitaire Kurt Bösch. Sion.
- Sauthier, G. (2013). *Evolution du Régime Politique local à Finhaut entre 1850 et 2010*. Institut Universitaire Kurt Bösch. Sion.
- Sauthier, G., Guex, D., & Roy, J. (2012). *La trajectoire historique du développement touristique de Finhaut entre 1860 et 2010*. Institut universitaire Kurt Bösch. Sion.
- Schupbach, F. (2010). *La station de Finhaut. Industrie hôtelière et développement touristique : une approche de l'architecture hôtelière de 1850 à 1914*. (Mémoire de Licence) Université de Lausanne, Faculté des Lettres, section d'histoire de l'art. Lausanne.
- Zufferey, B. (2011-2012). *Tourisme & barrages : le cas d'Emosson*. EPFL : Lausanne.

Journaux, périodiques

- Barmaz, J. (1960, 20 décembre). Finhaut. Assemblée générale de la Société de développement, *Le Nouvelliste*, p. 11.
- Barmaz, J. (1962, 11 décembre). Assemblée générale de la Société de développement, *Le Nouvelliste*, p. 10.
- Barmaz, J. (1963, 17 décembre). Assemblée de la Société de développement, *Le Nouvelliste*, p. 12.
- Barmaz, J. (1964, 14 janvier). Assemblée de la Société de développement, *Le Nouvelliste*, p. 8.
- Barmaz, J. (1965, 30 mars). Assemblée extraordinaire de la Sté. De Développement, *Le Nouvelliste*, p. 12.
- Barmaz, J. (1966, 21 décembre). Regrettable désintéressement, *Le Nouvelliste*, p. 10.
- Barmaz, J. (1967, 19. décembre). De nombreuses assemblées à Finhaut, *Le Nouvelliste*, p. 10.
- Barmaz, J. (1969). Les 20 ans de Clairval, *Le Nouvelliste*. Médiathèque de Martigny, Volume 113.
- Bruchez, M. (1980, 11 janvier). Piscine de Finhaut : urgent ou pas !, *Le Confédéré*, p. 3.
- Bruchez, M. (1981, 18 septembre). Finhaut : à propos de la piscine couverte – les autorités pratiquent le mépris, *Le Confédéré*, p. 4.
- Carrier, M. (1970a, 2 septembre). Le tourisme dans le val du Trient, *Le Confédéré*, p. 1.
- Carrier, M. (1970b, 30 avril). Le tourisme dans le val du Trient (II), *Le Confédéré*, p. 1.
- Carron, C. (2007a, 13 janvier). De nombreuses interrogations, *Le Nouvelliste*, p. 26.
- Carron, C. (2007b, 18 juin). Sept oppositions à Nant de Drance, *Le Nouvelliste*, p. 24.
- Carron, C. (2007c, 23 novembre). "Un projet aux soins intensifs", *Le Nouvelliste*, p. 26.
- Carron, C. (2008a, 3 avril). Le Nant fait débat, *Le Nouvelliste*, p. 25.
- Carron, C. (2008b, 30 avril). Les CFF s'engagent aussi pour Nant de Drance, *Le Nouvelliste*, p. 25.
- Carron, C. (2009a, 30 juin). L'effet "Nant de Drance", *Le Nouvelliste*, p. 22.
- Carron, C. (2009b, 24 décembre). Piscines avec vue... *Le Nouvelliste*, p. 19.
- Carron, C. (2009c, 1^{er} juillet). Tous pour Nant de Drance, *Le Nouvelliste*, p. 25.
- Carron, C. (2009d, 24 octobre). Trient revendique sa part d'or bleu, *Le Nouvelliste*, p. 24.
- Carron, C. (2009e, 22 octobre). Vers un super Nant de Drance?, *Le Nouvelliste*, p. 25.
- Carron, C. (2010a, 24 juillet). Le parc du Châtelard face à son avenir, *Le Nouvelliste*, p. 17.
- Carron, C. (2010b, 27 mars). Ouverture de la maison du tourisme, *Le Nouvelliste*, p. 20.
- Confédéré [Le Confédéré]. (1920, 17 Mai). Hôtel à vendre, *Le Confédéré*, p. 4.
- Confédéré. (1928, 18 Juin). Les Hôteliers suisses à Interlaken, *Le Confédéré*, p. 2.
- Confédéré. (1931, 23 mars). Le ski à Finhaut, *Le Confédéré*, p. 2.
- Confédéré. (1934, 4 mai). Finhaut, *Le Confédéré*, p. 2.
- Confédéré. (1936, 20 juillet). La Vallée du Trient, *Le Confédéré*, p. 1.

Confédéré. (1940, 3 mai). Une bonne journée de propagande en faveur de l'industrie hôtelière et touristique valaisanne, *Le Confédéré*, p. 2.

Confédéré. (1947, 8 octobre). Pour le Préventorium du district de Martigny, *Le Confédéré*, p. 2.

Confédéré. (1968, 27 novembre). Finhaut possède enfin sa route, *Le Confédéré*, p. 11.

Confédéré. (1987, 7 août). Société de développement Finhaut-Châtelard-Giétroz, *Le Confédéré*, p. 4.

Dayer, F. (1966, 29 novembre). Finhaut: un avenir souriant, *Feuille d'Avis du Valais*.

Dorsaz, M. (2010, 17 mai). La fondation ne verra pas le jour, *Le Nouvelliste*, p. 24.

Faiss, J. (2003, 15 avril). La colère monte, *Le Nouvelliste*, p. 18.

Fauchère, P. (2011, 2 mars). "Nous ne devons pas répéter la même erreur", *Le Nouvelliste*, p. 3.

Gay. (1995, 17 juillet). La magie de l'hydroélectricité : Finhaut inaugure un nouveau complexe ainsi qu'une exposition. *Le Nouvelliste*, p. 5.

GdM. (1987). 60ème anniversaire de la Société de Développement de Finhaut-Châtelard-Giétroz, *Gazette de Martigny*, p. 9.

GdV. (1907). Finhaut. *Gazette du Valais* (n°18).

GdV. (1913, 23 mai). Les Grands Conseils, *Gazette du Valais*, p. 2.

Gillioz, V. (1998, 3 septembre). Le retour des Anglais, *Le Nouvelliste*, p. 15.

Giroud, B. (1976, 5 novembre). Les moines bénédictins quittent Clairval *Le Nouvelliste*, p. 17.

Giroud, M. (1987, 17 décembre). Le futur en marche, *Le Nouvelliste*, p. 26.

Gratzl, M. (1989). Ouverture d'une maison médicalisée : les Perrons revivent. *Le Nouvelliste* (13, BCV J43), 21.

Gratzl, M. (1997, 17 mai). Finhaut dans de beaux draps, *Le Nouvelliste*, p. 12.

Guex, P. (1985a, 13 novembre). Finhaut ne veut plus vieillir, ni dépérir, *Le Nouvelliste*, p. 8.

Guex, P. (1985b, 19 décembre). Une route de 40 millions pour sauver une région, *Le Nouvelliste*, p. 24.

Guex, P. (1988, 18 février). La vallée du Trient contre-attaque, *Le Nouvelliste*, p. 14.

Guex, P. (1989a, 20 janvier). Le bout du tunnel en point de mire, *Le Nouvelliste*, p. 27.

Guex, P. (1989b, 7 février). Le cordon ombilical nécessaire, *Le Nouvelliste*.

Guex, P. (1990). Maison médicalisée à Finhaut : le second souffle, vite.... *Le Nouvelliste* (277, BCV J43).

Guex, P. (1993a, 9 juillet). Au nom de la sécurité, *Le Nouvelliste*, p. 6.

Guex, P. (1993b, 26 novembre). Au peuple le dernier mot, *Le Nouvelliste*, p. 13.

Guex, P. (1993c, 8 juin). Le temps de la persévérance, *Le Nouvelliste*.

Guex, P. (1995). Le passé a la cote. *Le Nouvelliste*(189, BCV J43).

Guex, P. (1996, 4 mars). Pénurie de lits à Finhaut, *Le Nouvelliste*, p. 12.

Guex, P. (2011a, 12 mai). Coup de pouce à six chiffre de l'écu d'or, *Le Nouvelliste*, p. 12.

Guex, P. (2011b, 9 février). Le Fignolin mise sur la pierre, *Le Nouvelliste*, p. 23.

Guex, P. (2011c, 16 février). Un gros budget 2011 pour investir large, *Le Nouvelliste*, p. 26.

Hugon, O. (2008, 13 novembre). Nant de Drance SA s'installe sur la commune, *Le Nouvelliste*, p. 6.

Hugon, O. (2011a, 14 janvier). Les communes trinquent à l'or bleu, *Le Nouvelliste*, p. 26.

Hugon, O. (2011b, 24 mars). Un concours d'idées en manque...d'idées, *Le Nouvelliste*, p. 23.

Hugon, O. (2011c, 6 juillet). Un géant européen va sortir de la montagne, *Le Nouvelliste*, p. 12.

Hugon, O. (2012, 21 mai). Neuf millions pour survivre, *Le Nouvelliste*, p. 10.

Jenzer, J. (1999, 26 juillet). Promenades didactiques, *Le Nouvelliste*, p. 6.

JISV. (1912, 20 juin). *Journal illustré des stations du Valais*.

M., A. (1946a, 18 septembre). Les Allemands vont-ils enfin quitter Finhaut?, *Le Confédéré*, p. 1.

M., A. (1946b, 1^{er} septembre). Les internés allemands à Finhaut, *Le Confédéré*, p. 1.

Méroz, C. (2011, 25 septembre). L'or bleu du Valais suscite un flot d'émotions, *Le Nouvelliste*.

Mévillet, M. (1958, 17 septembre). Le remarquable exposé de M. Maurice Mévillet [discours du directeur des téléphones à Sion, à l'occasion de l'inauguration du central automatique de Finhaut], *Le Nouvelliste*, p. 4.

Michellod, M. (1976, 2 juillet). De Martigny au barrage du Grand-Emosson, en passant par Salvan, Finhaut et la Forclaz, *Le Nouvelliste*, p. 19.

Nouvelliste [Le] (1934). Finhaut : une initiative heureuse. *Le Nouvelliste* (63, BCV J43).

Nouvelliste [Le] (1959, 24 décembre). Assemblée générale de la Société de développement, *Le Nouvelliste*, p. 9.

Nouvelliste [Le] (1960, 22 décembre). Finhaut. A propos de la Station, *Le Nouvelliste*, p. 9.

Nouvelliste [Le] (1961, 19 décembre). Finhaut : Assises de la Société de Développement, *Le Nouvelliste*, p. 12.

Nouvelliste [Le] (1965, 14 janvier). Assemblée de la Société de développement, *Le Nouvelliste*, p. 8.

Nouvelliste [Le] (1969, 16 décembre). La Société de développement de Finhaut rend compte de son activité, *Le Nouvelliste*, p. 13.

Nouvelliste [Le] (1975, 29 janvier). Clairval: plus qu'un souvenir, *Le Nouvelliste*, p. 12.

Nouvelliste [Le] (1996, 14 septembre). Finhaut fait son chemin, *Le Nouvelliste*, p. 12.

Nouvelliste [Le] (2011, 78 janvier). A un petit vote du pactole, *Le Nouvelliste*, p. 19.

Rausis, O. (2003, 27 février). Liaison réhabilitée, *Le Nouvelliste*, p. 20.

Rausis, O. (2009a, 9 mars). Trient Tourisme renaît, *Le Nouvelliste*, p. 28.

Rausis, O. (2009b, 19 mai). Une nouvelle ère touristique s'ouvre, *Le Nouvelliste*, p. 30.

Rausis, O. (2010, 9 septembre). Finhaut prépare son avenir touristique, *Le Nouvelliste*, p. 26.

Rausis, O. (2011a, 5 février). Acte de concession signé par les six, *Le Nouvelliste*, p. 21.

Rausis, O. (2011b, 14 janvier). Frein au développement, *Le Nouvelliste*, p. 26.

Ribordy, A. (1981, 31 juillet). En marge d'un 25e anniversaire dans l'immobilier : Jean-Louis Hugon et sa profession, *Le Confédéré*, p. 6.

TdL. (1941, 31 juillet). Le Martigny-Châtelard, *Tribune de Lausanne*, p. 6.

Statistiques

Office Fédéral de la Statistique (OFS) :

- Portrait des communes : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/regionen/02/key.html>
- Recensements fédéraux de la population 1960, 1970, 1980, 1990
- Recensements fédéraux de la population et des entreprises 1860-2000, pour le quotient de localisation voir l'Annexe.

Lois, règlements, décrets, arrêtés

- Loi du 24 mai 1851, modifiant celle du 20 mai 1835, sur la classification des routes, in *Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais, 1851, pp. 335-337*
- Règlement du 30 mars 1858 des sociétés de guides du Valais, in *Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais dès 1857 à 1865, tome X, pp. 73-80*
- Art. 5 du décret Décret du 28 juin 1935 concernant l'octroi d'une subvention cantonale en faveur des travaux nécessaires pour assurer le service d'hiver du Martigny-Châtelard, in *Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais, 1935, pp. 185-187*
- Arrêt du 3 février 1982 du Tribunal fédéral dans la cause Conseil d'Etat du canton du Valais, commune politique de Trient et Jean-Louis Hugon c. Département fédéral de l'intérieur
- Arrêt du 3 décembre 1914 dans la cause Conseil d'Etat du Valais, communes de Salvan, Vernayaz et Finhaut contre Conseil fédéral suisse, Berne, Tribunal fédéral
- Message du Conseil fédéral à l'Assemblée concernant la participation de la Confédération à la création d'un office suisse du tourisme, 1917, Berne : Feuille Fédérale

Divers

- Entretien de Charles Lugon-Moulin, médiathèque du Valais : <http://xml.memovs.ch/s027a0254.xml>, consulté le 19.06.2014
- Interview de Gérald Lugon Moulin (Directeur de la centrale CFF du Châtelard entre 1999 et 2011) <http://www.canal9.ch/television-valaisanne/emissions/l-info-en-continu/05-07-2013/nant-de-drance-l-histoire-du-vieux-emosson.html>, consulté le 17.12.2013
- SATEB. (2005). Le Parc d'Attractions du Châtelard VS: Brochure publiée à l'occasion des 30 ans du Parc.
- Prospectus hôtel Suisse, Office du tourisme de Finhaut, 2012
- *La situation du tourisme à Montreux. La question des prix. Un programme d'action.* Rapport présenté à la Société Fiduciaire de l'Hôtellerie à Zurich, le 10 décembre 1935, Archives cantonales vaudoises S 120/306

Archives

Archives de Finhaut

- Général : Archives de Finhaut, inventaire réalisé par Sandro Benedetti
- Taxe industrielle : Archives communales de Finhaut [Commune de Finhaut], Séances du conseil communal, 1882-1952
- Autres infos communes : Archives communales de Finhaut [Commune de Finhaut], Séances du conseil communal, 1865-1975
- Archives du Parc d'Attractions du Châtelard, communiquées par M. Philippin
- Archives Société de développement [SD Finhaut] : Rapports de gestion (1972-1983) et correspondances Archives communales de Finhaut

Archives de l'Etat du Valais, Sion

- Compte communaux : Archives du l'Etat du Valais, Administration cantonale, 2030/1555 (1879-1919/1920-1979), 2030/152(1980-2002)

Sites Internet

www.delcampe.net, consulté le 14.10.2013 (Figure 23)
www.ebay.fr, consulté le 26.06.2014 (Figure 44)
www.emossonresto.com, consulté le 25.11.2013 (Figure 49)
www.espace-mont-blanc.com, consulté le 12.12.2013
www.galerie123.com, consulté le 12.06.2013 (figure 13)
www.intersoc.be, consulté le 22.11.2013
www.lesjeux.ch, consulté le 12.12.2013 (Figure 54)
www.nant-de-drance.ch, consulté le 03.07.2014 (Figure 64)
www.notrehistoire.ch, consulté le 05.08.2014 (Figure 42)
www.ricardo.ch, consulté le 06.12.2011 (Figure 15, 18)
www.transpiree.ch, consulté le 12.12.2013 (Figure 53)
www.trient.ch, consulté le 7.07.2013 (Figure 14)
www.chaletpourgroupe.ch, consulté le 17.12.2013 (Figure 62)

www.saywhat.ch, consulté le 14.07.2014 (Figure 65)
 www.vs.ch, consulté le 4.12.2013 (Figure 45)
<http://fr.wikipedia.org>, consulté le 04.02.2013 (Figure 52)
 www.wpanorama.com , consulté le 04.07.2013 (Figure 55)

Figures

Figure 1. Les six sous-capitaux et les trois trajectoires. Source : Stock et al. (2011)	3
Figure 2. Adaptation de la théorie de la base pour le cas des stations touristiques. Source: Elaboration propre	10
Figure 3. Adaptation de la théorie de l'urbanisation pour le cas des stations touristiques. Source: Elaboration propre	11
Figure 4. Théorie de la base revisitée et économie présentielle. Source : Segessemann and Crevoisier (2014 (à paraître))	12
Figure 5. Connaissances substantives et signifiantes. Source : Crevoisier (2011, p. 11)	18
Figure 6. Dynamique de flux territoriaux. Source : Elaboration propre	19
Figure 7. Plan de la Commune de Finhaut. Source: Commune de Finhaut.....	19
Figure 8. Personnes ayant une activité lucrative dans le district de St-Maurice en 1860 (en %). Source : OFS, Recensement fédéral du 10 décembre 1860, Quatrième livraison; La population d'après les professions et conditions	24
Figure 9. Personnes ayant une activité lucrative dans le district de St-Maurice en 1888 (en %). Source : OFS, Eidgenössischen Volkszählung, vom 1. Dezember 1888; Dritter Band; Die Unterscheidung der Bevölkerung nach dem Berufe	25
Figure 10. Personnes ayant une activité lucrative à Finhaut en 1920 (en %). Source : OFS, Recensement fédéral de la population du 1er décembre 1920. Résultats par cantons, fascicules 12 et 13	25
Figure 11. Personnes ayant une activité lucrative à Finhaut en 1930 (en %). Source : Recensement fédéral de la population du 1er décembre 1930. Résultats par cantons, 10 ^{ème} et 12 ^{ème} volumes	26
Figure 12. Les itinéraires de la vallée du Trient et du col de la Forclaz. Source : JISV (1912)	27
Figure 13. Affiche du Martigny-Châtelard en 1925. Source: http://www.galerie123.com/fr/original-vintage-poster/2442/cheminde-fer-electrique-martigny-chatelard-chamonix , consulté le 12.06.2013 ..	29
Figure 14. Hôtel Pension de la Tête Noire. Source : http://www.trient.ch/images/tourisme/gorges-mysterieuses/hotel-tete-noire.jpg	32
Figure 15. Grand Hôtel Bel-Oiseau. Source: www.ricardo.ch	33
Figure 16. Totaux des montants taxés pour les pensions et hôtels. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1882- 1952)	34
Figure 17. Les résultats des branches soumis à la taxe industrielle en 1895. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1895).....	35
Figure 18. Restaurant du Col de la Gueulaz. Source: www.ricardo.ch	35
Figure 19. Montants taxés pour le Fort de la Madeleine entre 1920 et 1926. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1920-1925)	36
Figure 20. Montants taxés pour l'hôtel du Perron I et II (base de taxe industrielle). Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1920- 1925)	37
Figure 21. « Chez Ernest », café-restaurant Emosson. Source : Charles Paris, Médiatèque Valais, Martigny	38

Figure 22. Répartition des montants taxés pour les hôtels et pensions en 1896, 1913, 1930 et 1948. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1896, 1913, 1930, 1948)	39
Figure 23. Hôtel Suisse. Source: http://www.delcampe.net/page/item/id,220440054,var,Grand-Hotel-Suisse--Chatelard-Frontiere-Valais,language,F.html	40
Figure 24. Montants taxés pour les hôtels et pensions entre 1895 et 1944. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1920- 1925)	41
Figure 25. Montants taxés pour certaines catégories entre 1895-1910. Source : Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1895-1910)	42
Figure 26. Totaux des montants taxés pour les bazars/magasins entre 1985 et 1952. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1985-1952)	42
Figure 27. Les montants taxés des diverses branches en 1900. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1900)	44
Figure 28. Les montants taxés des diverses branches en 1913. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1913)	45
Figure 29. Quotient de localisation des emplois « touristiques » à Finhaut entre 1860 et 1930. Source : Recensements fédéraux de la population et des entreprises, OFS.....	46
Figure 30. Total de l'ensemble des montants taxés par la taxe industrielle de 1882 à 1913. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1892-1913)	47
Figure 31. L'impact de l'arrivée du chemin de fer en 1906 : Montants taxés entre 1903 et 1907 pour certains artisans/commerçants. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1903-1907)	48
Figure 32. Personnes occupées à Finhaut en 1955. Source : Recensement fédéral des entreprises 1955, OFS.....	49
Figure 33. Total des emplois à Finhaut entre 1955 et 2008. Source : Recensements fédéraux des entreprises 1955-2008, OFS	49
Figure 34. Population de Finhaut entre 1920 et 2010. Source : OFS	50
Figure 35. Etablissements et emplois à Finhaut, pour les secteurs 2 et 3. Source : Recensements fédéraux des entreprises 1995 – 2008 selon la nomenclature de la NOGA 2008.....	51
Figure 36. Part au déficit du MC par la commune de Finhaut entre 1965 et 1983. Source : Finhaut 1965-1983, Archives du Valais.....	52
Figure 37. Montants taxés par branches soumis à la taxe industrielle en 1938. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1938).....	55
Figure 38. Montants par branches soumis à la taxe industrielle en 1929. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1929).....	56
Figure 39. Répartition des nuitées à Finhaut entre 1960 et 1982, d'après les chiffres encaissés pour la taxe de séjour. Source : SD Finhaut (1972-1982)	57
Figure 40. Répartition des nuitées hôtelières à Finhaut entre 1972 et 1980, d'après les montants encaissés pour la taxe de séjour. Source : SD Finhaut (1972-1980).....	58
Figure 41. Répartition des nuitées hôtelières à Finhaut en 1976, d'après les montants encaissés pour la taxe de séjour. Source: SD Finhaut (1976)	59
Figure 42. Grand Hôtel Bel-Oiseau et hôtel Beau-Séjour (arrière-plan). Source: Richad Mesot via http://www.notrehistoire.ch/photo/view/49643/	60
Figure 43. Evolution des nuitées à Finhaut entre 1934 et 2009. Source : OFS	62
Figure 44. Préventorium de Clairval (ancien Bristol), 1952. Source: www.ebay.fr	62
Figure 45. Affiche Finhaut. Source: Médiathèque Sion, http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=21906	63

Figure 46. Répartition des nuitées en 1980. Note : « Relais » désigne vraisemblablement le « Relais de vacances », à savoir le Grand-Hôtel. Source : SD Finhaut (1980).....	65
Figure 47. Répartition des nuitées en 1976 d'après les décomptes de la taxe de séjour. Source : SD Finhaut (1976).....	66
Figure 48. Montants totaux taxés dans l'hébergement et la restauration entre 1933 et 1952. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1933-1952).....	67
Figure 49. Restaurant d'Emosson. Source: http://www.emossonresto.com/?page_id=135	69
Figure 50. Montants totaux taxés pour les pensions et hôtels entre 1882 et 1952. Source : Taxe industrielle, Commune de Finhaut (1882-1952)	70
Figure 51. Répartition des revenus de la taxe de séjour en 1978. Source : SD Finhaut (1978)	72
Figure 52. Petit train panoramique du Châtelard et minifunic. Source: http://fr.wikipedia.org/wiki/Parc_d%27attractions_du_Ch%C3%A2telard	74
Figure 53. Alpage du Fenestral. Source : Daniel Ribagnac, http://www.transpiree.ch/randos/2011-01-15_FinhautFenestralLuesBalaye/rando.php#	77
Figure 54. Piscine de Finhaut. Source: http://www.lesjeurs.ch/piscine_couverte.htm	79
Figure 55. Le Restaurant d'Emosson, la gare d'arrivée du minifunic, le barrage et le lac d'Emosson. A l'arrière-plan le Mont-Blanc Source. Rémi Bovard http://www.wpanorama.com/panoramas.php?lng=fr&flag=flag_switzerland.gif&searchstring= Suisse 	80
Figure 56. Comparaison de trois postes de recettes pour l'administration générale de Finhaut, entre 1961 et 1983. Seule la redevance hydroélectrique annuelle est considérée ici, c'est-à-dire sans les versements périodiques pour les concessions, ni les impôts des CFF, qui vont de 32'937.- en 1961 à 53'074.- en 1983. Source : Commune de Finhaut, Comptes pour les exercices 1961-1983, Archives du l'Etat du Valais	83
Figure 57. Produit des concessions hydrauliques entre 1919 et 1933 : Sans 1930, année où les redevances et impôts CFF sont comptabilisés à l'actif du bilan mais pas dans les comptes de gestion. Source : Commune de Finhaut, Comptes pour les exercices 1919-1933, Archives du l'Etat du Valais	84
Figure 58. Comparatif des revenus de l'imposition de l'industrie et de l'hydroélectricité pour la commune de Finhaut entre 1919 et 1933. Source : Commune de Finhaut, Comptes pour les exercices 1919-1933, Archives du l'Etat du Valais	84
Figure 59. Barrage de Barberine, aujourd'hui noyé dans le lac d'Emosson. Source: www.heimatsammlung.de	85
Figure 60. Total de l'ensemble des montants taxés pour la taxe industrielle par la commune de 1916 à 1952. Source : Commune de Finhaut, 1916-1952	85
Figure 61. Montants taxés pour les cordonniers par la commune de 1913 à 1927. Source : Commune de Finhaut, 1913-1927	86
Figure 62. Le Vaticamp. Source: http://www.chaletpourgroupe.ch/albums-photos/le-vaticamp-photos-de-l'exterieur	87
Figure 63. Barrage du Vieux-Emosson. Source: www.nant-de-drance.ch	87
Figure 64. Fonctionnement de la centrale de pompage-turbinage de Nant de Drance Source : http://www.nant-de-drance.ch/projet/comment-ca-marche/#c24	89
Figure 65. Projet des Thermes du Mont-Blanc. Source : http://www.saywhat.ch/Works-15	92
Figure 66. Navetteurs de et vers Finhaut. Source : Recensements fédéraux de la population 1960, 1970, 1980, 1990	96

Figure 67. Formes de vie économique, flux et processus de création de valeur dans le système territorial. Source : Elaboration propre	98
Figure 68. La scène territoriale: dynamiques de complexité et de fongibilité constituant la scène symbolique et la scène concrète. Source : Elaboration propre	99
Figure 69. Les processus de trans-action constituant la mise en scène territoriale. Source: Elaboration propre.....	99
Figure 70. Flux de revenus du système territorial: dynamique présentielle (vert) et productive (rouge)	101
Figure 71. Quotient de localisation des emplois "touristiques" à Finhaut. Source: OFS (voir annexe) ...	106

Tableaux

Tableau 1. La situation de Finhaut face au contexte et modèles de développement économique généraux. Source : Elaboration propre	7
Tableau 2. Résultats d'exploitation du MC sur les quinze premières années d'exploitation. Source : Pacini (2006).....	31
Tableau 3. Provenance des propriétaires de chalets domiciliés hors de la commune en 1974. Source : SD Finhaut (1974)	67

Annexe

Détails méthodologiques pour le calcul du quotient de localisation

a) Sources et catégories de la nomenclature pour chaque recensement

1860 : *Recensement fédéral du 10 décembre 1860*, Quatrième livraison; « La population d'après les professions et conditions ». Calcul d'après le nombre de personnes occupées recensées au domicile pour le domaine *commerce* (Alimentation, Vêtement et toilette, Construction, ornement, ameublement, Papiers, livres, objets d'art et de musique, Métaux précieux, argent monnayé et valeurs (y compris les assurances), Branches non spécifiées).

1870 : *Recensement fédéral du 1^{er} décembre 1870*, Troisième volume, « La population d'après les professions et conditions ». Calcul d'après le nombre de personnes occupées réellement (sans prise en compte des gens de service) dénombrées au domicile, pour la catégorie *Hôtels, restaurants, pensions, louage de chambres ou d'appartements*. Le commerce n'est pas compris dans ce calcul.

1880 : *Recensement fédéral du 1^{er} décembre 1880*, Troisième volume, « Population selon les professions ». Calcul d'après les personnes professant réellement, dénombrées au domicile. Pour les districts, la dénomination de la catégorie correspond à *Auberges, pensions*. Pour la Suisse, la dénomination est la suivante: *Hôtels, restaurants, pensions, louage de chambres ou d'appartements*. Cette catégorie comprend les deux sous-catégories *Hôtels, restaurants et cabarets* et *Pensions et chambres garnies*. Le commerce n'est pas compris dans ce calcul.

1888 : *Recensement fédéral du 1^{er} décembre 1888*, Troisième volume, « Population selon les professions ». Calcul d'après les personnes professant réellement, dénombrées au domicile. QL par district et non par commune: district de Vevey / Thätige (Actifs) / Emplois spécialisés: Auberges et pensions, Location d'appartements, Renseignements, guides.

1900 : *Recensement de la population 1900* (Eidgenössischen Volkszählung vom 1. Dezember 1900; Dritter Band; Die Unterscheidung der Bevölkerung nach dem Berufe). Calcul d'après personnes ayant

une activité économique, dénombrées au domicile. Le calcul a été fait en additionnant la somme de six catégories: *Auberges et pensions, Location d'appartements, Exploitation et entretien des trains de montagne et téléphériques, Renseignements, guides, Exploitation et entretien des bateaux à vapeur, Postes, télégraphes et téléphones*. Le commerce n'est pas compris dans ce calcul.

1910 : *Recensement de la population 1910* (Der Ergebnisse der Eidgenössischen Volkszählung vom 1. Dezember 1910; Dritter Band; Berufsstatistik; I. Teil: Hauptberuf). Calcul d'après les personnes ayant une activité économique (y compris le personnel et les pensionnaires d'établissements) dénombrées au domicile. Le calcul a été fait en additionnant la somme de six catégories: *Auberges et pensions - Cafés et restaurants sans alcool - Location d'appartements - Construction, entretien et exploitation des chemins de fer à crémaillère et à câbles - Poste, télégraphe et téléphone - Bateaux à vapeur - Transports par char, garage à autos - Agences d'émigration - Bureaux de voyage et de transports - Guides de montagne, guides pour étrangers, renseignements*

1920 : *Recensement fédéral de la population du 1^{er} décembre 1920*, Résultats par cantons, fascicules 12 et 13. Calcul d'après les personnes ayant une activité économique (excepté le personnel et les pensionnaires d'établissements) dénombrées au domicile. Calcul d'après la catégorie *Commerce et transport*.

1930 : *Recensement fédéral de la population du 1^{er} décembre 1930*, Résultats par cantons, 10^{ème} et 12^{ème} volumes. Calcul d'après les personnes ayant une activité économique (total des personnes indépendantes et non-indépendantes) dénombrées au domicile. Calcul d'après la catégorie *Commerce, hôtellerie, transport*.

1941 : *Recensement fédéral de la population du 1^{er} décembre 1941*, Résultats par cantons, 16^{ème} et 8^{ème} volumes. Calcul d'après les personnes exerçant une profession (total des personnes indépendantes et non-indépendantes) dénombrées au domicile. Calcul d'après la catégorie *Commerce, hôtellerie, transport*.

1950 : *Recensement fédéral de la population du 1^{er} décembre 1950*, Résultats par cantons, 20^{ème} et 21^{ème} volumes. Calcul d'après les personnes exerçant une profession (total des personnes indépendantes et non-indépendantes) dénombrées au domicile. Calcul d'après la catégorie *Commerce, hôtellerie, transport*.

1955 : *Recensement des entreprises 1955*, Résultats par cantons, 20^{ème} et 23^{ème} volumes. Calcul par les personnes occupées dénombrées au lieu de travail, par rapport à la moyenne cantonale (et non pas suisse comme pour les autres années). Calcul d'après la catégorie *Transport, hôtellerie* (le commerce n'est plus pris en compte).

1965 : *Recensement des entreprises 1965*, Beschäftigte in den Gemeinden nach Wirtschaftssektoren. Calcul des personnes occupées dénombrées au lieu de travail. Calcul d'après la catégorie *Transports, postes, hôtellerie*.

1975 : *Recensement des entreprises 1975*, 4^{ème} volume, Etablissements, données principales pour les communes. Calcul des exploitations et des personnes occupées dénombrées au lieu de travail. Calcul d'après la catégorie *Hôtels, restaurants*.

1985 : *Recensement des entreprises 1985*, 5^{ème} volume, Etablissements et personnes occupées, selon l'activité économique. Calcul des exploitations et des personnes occupées dénombrées au lieu de travail. Calcul d'après la catégorie *Hôtels, restaurants*.

1995 : *Recensement des entreprises 1995* (NOGA 2008). Calcul d'après les établissements et les emplois pour le secteur tertiaire et pour «l'hôtellerie-restauration». Sous cette dénomination on a fait la somme de 16 catégories répertoriées pour la Suisse: *Hôtels, auberges et pensions avec restaurant, Hôtels, auberges et pensions sans restaurant, Administration et gestion d'hôtels, auberges et pensions, Appartements, maisons de vacances, Hébergement collectif, Terrains de camping, Administration et gestion d'hébergement de vacances et hébergement collectif, Administration et gestion de terrains de*

camping, Autres hébergements, Restaurants, cafés, snack-bar, tea-rooms et salons de dégustation de glaces, Restaurants avec possibilité d'hébergement, Administration et gestion d'établissements de restauration, Services des traiteurs, Autres services de restauration, Bars, Discothèques, dancings, night clubs

2001 : *Recensement des entreprises 2001 (NOGA 2008).* Calcul d'après les établissements et les emplois pour le secteur tertiaire et pour «l'hôtellerie-restauration». Sous cette dénomination on a fait la somme de 16 catégories répertoriées pour la Suisse: *Hôtels, auberges et pensions avec restaurant, Hôtels, auberges et pensions sans restaurant, Administration et gestion d'hôtels, auberges et pensions, Appartements, maisons de vacances, Hébergement collectif, Terrains de camping, Administration et gestion d'hébergement de vacances et hébergement collectif, Administration et gestion de terrains de camping, Autres hébergements, Restaurants, cafés, snack-bar, tea-rooms et salons de dégustation de glaces, Restaurants avec possibilité d'hébergement, Administration et gestion d'établissements de restauration, Services des traiteurs, Autres services de restauration, Bars, Discothèques, dancings, night clubs*

2005 : *Recensement des entreprises 2005 (NOGA 2008).* Calcul d'après les établissements et les emplois pour le secteur tertiaire et pour «l'hôtellerie-restauration». Sous cette dénomination on a fait la somme de 16 catégories répertoriées pour la Suisse: *Hôtels, auberges et pensions avec restaurant, Hôtels, auberges et pensions sans restaurant, Administration et gestion d'hôtels, auberges et pensions, Appartements, maisons de vacances, Hébergement collectif, Terrains de camping, Administration et gestion d'hébergement de vacances et hébergement collectif, Administration et gestion de terrains de camping, Autres hébergements, Restaurants, cafés, snack-bar, tea-rooms et salons de dégustation de glaces, Restaurants avec possibilité d'hébergement, Administration et gestion d'établissements de restauration, Services des traiteurs, Autres services de restauration, Bars, Discothèques, dancings, night clubs*

2008 : *Recensement des entreprises 2008 (NOGA 2008).* Calcul d'après les établissements et les emplois pour le secteur tertiaire et pour «l'hôtellerie-restauration». Sous cette dénomination on a fait la somme de 16 catégories répertoriées pour la Suisse: *Hôtels, auberges et pensions avec restaurant, Hôtels, auberges et pensions sans restaurant, Administration et gestion d'hôtels, auberges et pensions, Appartements, maisons de vacances, Hébergement collectif, Terrains de camping, Administration et gestion d'hébergement de vacances et hébergement collectif, Administration et gestion de terrains de camping, Autres hébergements, Restaurants, cafés, snack-bar, tea-rooms et salons de dégustation de glaces, Restaurants avec possibilité d'hébergement, Administration et gestion d'établissements de restauration, Services des traiteurs, Autres services de restauration, Bars, Discothèques, dancings, night clubs*

b) Informations concernant les biais

Le recensement de la population s'effectue par bulletins de ménage, remplis par les chefs de ménage eux-mêmes, et qui se rapportent à la population présente au domicile le jour du recensement. En principe, pour les personnes « inhabiles à écrire », des agents de recensement étaient dépêchés par le canton. On peut donc supposer que, en particulier dans les villages reculés qu'étaient à l'époque Finhaut et Zermatt, des biais aient pu survenir. D'autre part, bien que l'on dénombre à l'occasion du recensement de la population les personnes suisses et étrangères, on ignore ce qu'il en est des saisonniers. Ces circonstances prises en compte, il est raisonnable d'imaginer que la main d'œuvre du tourisme, qui cumule les caractéristiques « d'instabilité » au regard de la méthode de recensement (stabilité du domicile, alphabétisme, stabilité du travail) n'ai pas été entièrement dénombrée dans les recensements de la population.

Le recensement des entreprises dénombre quant à lui les personnes occupées *a priori* de manière plus systématique (puisque le recensement a lieu sur lieu de travail), mais cela reste à confirmer via la consultation du détail de la méthodologie du recensement des entreprises. Dans ce cas, on peut imaginer que les étrangers (saisonniers, et/ou analphabètes, et/ou instables au niveau de leur domicile) aient été pris en compte de manière plus précise. Comme l'a montré Eleonore Rinaldi (2006) dans le cas de Montreux, les ouvriers italiens (permanents et saisonniers) étaient nombreux et revêtaient une grande importance pour le développement de la construction dans les stations. Cette différence importante des QLT sera donc à vérifier d'une part via les commentaires sur les méthodes de recensement des entreprises, et d'autre part dans la littérature et/ou dans les archives des lieux qui nous occupent.